

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS

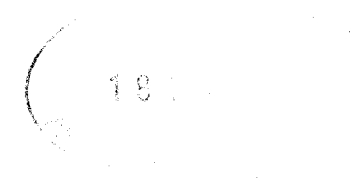
2004-5

**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS
PARTICULIERS**

LES DONNÉES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
FONT L'OBJET D'UNE PRÉSENTATION DISTINCTE.

AVRIL 2004

Québec 



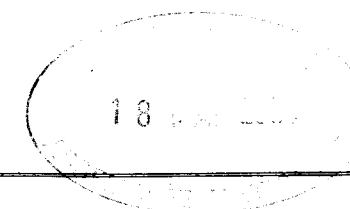
4 MAY 1952

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

TABLE DES MATIÈRES



242A1

C33

2004/05

3

Qc

P.5001.

Lecture

Am place

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
1	La liste des dirigeants de la SQ, la direction dont ils ont la responsabilité et leur rémunération respective pour la période 2003-2004 ainsi que les augmentations ou bonis reçus.	13
2	La liste des dépenses de la direction "Surveillance du territoire" pour la période 2003-2004 et le budget pour la prochaine année.	
3	La liste des dépenses de la direction "Administration" pour la période 2003-2004 et le budget pour la prochaine année.	
4	La liste des dépenses de la direction "Enquêtes criminelles" pour la période 2003-2004 et le budget pour la prochaine année.	
5	La liste des dépenses de la direction "Développement et affaires institutionnelles" pour la période 2003-2004 et le budget pour la prochaine année.	
6	La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004, et prévisions pour 2004-2005.	
7	Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2004.	
8	L'investissement pour la période 2003-2004 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2004-2005.	
9	L'investissement pour la période 2003-2004 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et prévisions pour 2004-2005.	
10	Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ, copie des contrats et montants facturés à chacune d'elle pour 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.	15
11	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2004, répartis par district et par quart de travail.	19
12	Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ : a. sur les routes entretenues par le ministère des Transports; b. sur les routes entretenues par une municipalité.	
13	Le nombre d'interventions techniques de la SQ sur le territoire des corps de police municipaux et sur son territoire pour la période 2003-2004.	
14	La répartition au 31 mars 2004 des membres des Escouades régionales mixtes ainsi que le budget accordé, par lieux d'affectation.	
15	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2003-2004, et prévision pour 2004-2005.	
16	La liste des nouveaux officiers et agents de la SQ et de ceux qui ont fait l'objet d'une promotion, par poste, pour l'année 2003-2004 avec, dans le cas des nouveaux agents, leur profil de formation.	

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
17	Le nombre d'interventions techniques de la SQ sur son territoire pour l'année 2003.	19
18	Le nombre d'interventions techniques de la SQ sur le territoire des corps de police municipaux pour l'année 2003.	
19	La répartition au 31 mars 2004 des membres des Escouades régionales mixtes ainsi que le budget annuel accordé, par lieux d'affectation.	
20	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2003-2004.	
21	La liste des nouveaux officiers et agents de la SQ et de ceux qui ont fait l'objet d'une promotion, par poste, pour l'année 2003-2004 avec, dans le cas des nouveaux agents, leur profil de formation.	
22	La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2003-2004, ainsi que les augmentations prévues.	21
23	La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2003-2004.	
24	Le nombre de places occupées pour chaque centre de détention au 31 mars 2004.	
25	La répartition de la population carcérale par catégorie de crime (meurtre, vol, viol, drogue, etc.) pour chaque centre de détention au 31 mars 2004.	
26	La liste des organismes communautaires dont le MSP a signé une entente, le type d'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.	
27	Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004.	49
28	Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale, par centre de détention pour la période 2003-2004.	53
29	Le nombre d'absences temporaires accordées par détenu, par centre de détention et par catégorie (congé médical, humanitaire et de réinsertion sociale) pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004.	57
30	Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004.	61
31	Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour la période 2003-2004.	65
32	Le ratio d'heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé pour chaque région administrative pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004.	69
33	Les effectifs de la Direction des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2003-2004.	73

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
34	Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004.	77
35	Liste des études et analyses effectuées sur la possibilité, pour les détenus qui en ont les moyens, de contribuer aux frais de leur incarcération.	81
36	La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis.	85
37	Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2004, répartis par corps de police municipal.	91
38	La liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégorie (rémunération, transport et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.).	95
39	La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.	101
40	Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogue, et autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2003-2004.	107
41	Les factures des services de la SQ pour chacune des municipalités en 2003 et les prévisions pour 2004.	111
42	Moyens et effectifs utilisés pour contrer la fuite de renseignements confidentiels au gouvernement du Québec.	149
43	Coûts pour assurer la sécurité lors d'événements tenus au Québec à l'initiative du gouvernement fédéral pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004	153
44	Effectifs additionnels embauchés pour la période 2003-2004 par le Service de protection des personnalités pour la protection des ministres et coûts engendrés par ceux-ci.	157
45	Copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur concernant la crise survenue à Kanesatake le 12 janvier dernier.	161
46	Copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur concernant le renouvellement d'entente tripartite sur les corps de policiers autochtones.	165
47	Copie de toute correspondance concernant les Escouades régionales mixtes pour la période 2003-2004.	169
48	Copie des dossiers des policiers autochtones et liste des documents manquants à ces dossiers.	171
49	La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile et, pour chaque programme, le nombre de réclamations demandées, les montants versés depuis le début du programme, les montants versés depuis le 1er avril 2003, le budget et les effectifs.	175

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
50	Dans le cadre de la <i>Loi sur la sécurité civile</i> , liste des MRC avec, pour chacune d'entre elle : a. la date de l'avis du ministre pour le schéma de couverture de risques; b. la date prévue pour le dépôt de schéma de couverture de risques; c. toute demande de prolongation; d. la date du dépôt du schéma de couverture de risques; e. la décision du Ministère pour celles qui ont déposé leur schéma de couvertures de risques.	181
51	Dans le cadre de la <i>Loi sur la sécurité civile</i> , subventions accordées aux MRC en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.	185
52	La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué.	189
53	La liste de tous les services incendie du Québec avec, pour chacun : territoire desservi, superficie du territoire desservi, effectifs (temps plein/temps partiel).	193
54	La liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.	199
55	La liste de tous les programmes de financement ou de subventions pour des organismes communautaires, des projets locaux ou des projets-pilotes, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2003-2004.	203
56	La liste des plans d'organisation (services policiers ou incendie) soumis au MSP par une municipalité ou une MRC pour approbation avec, pour chacun, la date de réception au MSP, la décision rendue et la date de la décision.	207
57	Pour chaque programme de financement ou de subvention, la liste des organismes communautaires ou des projets qui se sont vu refuser un financement ainsi que les motifs de refus pour la période 2003-2004.	211
58	Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2003-2004..	215
59	Montants alloués à l'organisation des Jeux mondiaux policiers pompiers, avec pour chaque montant : a, le récipiendaire; b. la date à laquelle la subvention est accordée; c. le montant pour chaque subvention; d. l'utilisation prévue.	219
60	Copie des résolutions envoyés par des conseils municipaux concernant les services de la Sûreté du Québec pour la période 2003-2004.	223
61	Liste des comités interministériels auxquels participent des fonctionnaires du MSP, liste des membres de ces comités, copie des ordres du jour et des procès verbaux des réunions de ces comités.	225
62	Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial.	229
63	Copie des recommandations émises par les coroners, en 2003-2004, concernant spécifiquement le gouvernement, ses ministères et ses organismes et suivi donné à ces recommandations.	233
64	Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour 2003-2004.	307
65	La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2003-2004 ainsi que les augmentations prévues.	311

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
66	L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2003 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.	315
67	La liste des enquêtes terminées en 2003 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) et la date de remise du rapport.	319
68	La liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2004 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.	323
69	Copie des directives envoyées par le Bureau du coroner en chef à tous les coroners pour la période 2003-2004.	329
70	Les effectifs du bureau du Commissaire à la déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2003-2004.	355
71	La liste des dirigeants de la Commission, leur rémunération respective pour la période 2003-2004 ainsi que les augmentations et bonis prévus.	359
72	La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policier et constable spécial pour la période 2003-2004 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policier.	363
73	La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2003-2004 ou, si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.	367
74	Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif.	371
75	Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2003-2004.	375
76	La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2003-2004 ainsi que les augmentations prévues.	379
77	Le nombre de dossiers reçus pour la période 2003-2004, par catégorie (citations/révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux) durant la période 2003-2004.	383
78	Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2004, par catégorie et par origine.	387
79	Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.	391
80	Les effectifs de la CQLC, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2003-2004, et prévisions pour 2004-2005.	395
81	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2003-2004, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.	399
82	La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2003-2004, (libérations conditionnelles avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	403

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
83	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour la période 2003-2004.	407
84	Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange de renseignements contenus dans les dossiers de détenus.	411
85	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2003-2004.	433
86	La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2003-2004 ainsi que les augmentations prévues.	437
87	La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec.	441
88	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.	459
89	Les effectifs de la RACJ, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2003-2004.	471
90	La liste des dirigeants de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2003-2004 ainsi que les augmentations prévues.	475
91	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2003-2004.	479
92	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2003-2004, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	483
93	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2003-2004, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	487
94	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2003-2004.	491
95	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2003-2004.	495
96	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour la période 2003-2004 ainsi que le résultat de la décision.	499

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle
LISTE DES QUESTIONS

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
83	La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour la période 2003-2004.	407
84	Copie d'entente(s) conclue(s) avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédéral) concernant l'échange de renseignements contenus dans les dossiers de détenus.	411
85	Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2003-2004.	433
86	La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2003-2004 ainsi que les augmentations prévues.	437
87	La liste des cours offerts par l'École nationale de police du Québec.	441
88	La liste des conditions et des tests requis pour être admis à l'École nationale de police du Québec et pour y graduer.	459
89	Les effectifs de la RACJ, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2003-2004.	471
90	La liste des dirigeants de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2003-2004 ainsi que les augmentations prévues.	475
91	Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2003-2004.	479
92	Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués, pour la période 2003-2004, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	483
93	Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées, pour la période 2003-2004, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.	487
94	Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2003-2004.	491
95	Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2003-2004.	495
96	Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour la période 2003-2004 ainsi que le résultat de la décision.	499

**Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**

QUESTIONS ADRESSÉES AU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES MAIS QUI CONCERNENT PLUTÔT LE MSP

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
40.	La liste des municipalités ou des villes de moins de 5 000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.	507
41	Liste des municipalités desservies par la Sûreté du Québec, copie des contrats et montant facturé à chacune d'elles pour 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004.	511
42.	Liste des municipalités de plus de 5 000 habitants qui n'ont pas de corps de police.	515
43.	Liste des municipalités qui ont un corps de police mais dont les services rendus ne sont pas conformes à ceux prescrits par le Règlement sur les services policiers de base.	519

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

(POUR LES RÉPONSES AUX QUESTIONS 1 À 9 INCLUSIVEMENT, VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

- 1- La liste des dirigeants de la SQ, la direction dont ils ont la responsabilité et leur rémunération respective pour la période 2003-2004 ainsi que les augmentations ou bonis reçus.
- 2- La liste des dépenses de la direction "Surveillance du territoire" pour la période 2003-2004 et le budget pour la prochaine année.
- 3- La liste des dépenses de la direction "Administration" pour la période 2003-2004 et le budget pour la prochaine année.
- 4- La liste des dépenses de la direction "Enquêtes criminelles" pour la période 2003-2004 et le budget pour la prochaine année.
- 5- La liste des dépenses de la direction "Développement et affaires institutionnelles" pour la période 2003-2004 et le budget pour la prochaine année.
- 6- La liste des dépenses effectuées dans le cadre du registre des armes à feu pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004, et prévisions pour 2004-2005.
- 7- Le nombre de véhicules de la SQ répartis par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district au 31 mars 2004.
- 8- L'investissement pour la période 2003-2004 en véhicules, par catégorie (automobiles, camions, minibus, motocyclettes, hélicoptères, motoneiges, etc.) et par district, et prévisions pour 2004-2005.
- 9- L'investissement pour la période 2003-2004 en équipements spécialisés, par catégorie et par district, et prévisions pour 2004-2005.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

10. LISTE DES MRC ET MUNICIPALITÉS DESSERVIES PAR LA SQ, COPIE DES CONTRATS ET MONTANTS FACTURÉS À CHACUNE D'ELLE POUR 2003-2004 ET PRÉVISION POUR 2004-2005.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 10 : Liste des MRC et municipalités desservies par la SQ, copie des contrats et montants facturés à chacune d'elle pour 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.

La réponse à cette question est la même que celle de la question 41 du ministère de la Sécurité publique.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

(POUR LES RÉPONSES AUX QUESTIONS 11 À 22 INCLUSIVEMENT, VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)

- 11- Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2004, répartis par district et par quart de travail.
- 12- Le nombre et la nature des constats d'infraction émis par les policiers de la SQ :
 - a. sur les routes entretenues par le ministère des Transports;
 - b. sur les routes entretenues par une municipalité.
- 13- Le nombre d'interventions techniques de la SQ sur le territoire des corps de police municipaux et sur son territoire pour la période 2003-2004.
- 14- La répartition au 31 mars 2004 des membres des Escouades régionales mixtes ainsi que le budget accordé, par lieux d'affectation.
- 15- Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2003-2004, et prévision pour 2004-2005.
- 16- La liste des nouveaux officiers et agents de la SQ et de ceux qui ont fait l'objet d'une promotion, par poste, pour l'année 2003-2004 avec, dans le cas des nouveaux agents, leur profil de formation.
- 17- Le nombre d'interventions techniques de la SQ sur son territoire pour l'année 2003.
- 18- Le nombre d'interventions techniques de la SQ sur le territoire des corps de police municipaux pour l'année 2003.
- 19- La répartition au 31 mars 2004 des membres des Escouades régionales mixtes ainsi que le budget annuel accordé, par lieux d'affectation.
- 20- Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué à la SQ, en précisant le type d'activité auquel est relié le temps supplémentaire pour la période 2003-2004.
- 21- La liste des nouveaux officiers et agents de la SQ et de ceux qui ont fait l'objet d'une promotion, par poste, pour l'année 2003-2004 avec, dans le cas des nouveaux agents, leur profil de formation.
- 22- La liste des procureurs qui ont travaillé sur des dossiers de déontologie policière pour la défense des policiers, liste de ces dossiers et leur conclusion, la rémunération de ces procureurs pour la période 2003-2004, ainsi que les augmentations prévues.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

23. LA CAPACITÉ D'ACCUEIL, LE TAUX D'OCCUPATION, LES COÛTS PER DIEM, LES DÉPENSES ET LES CRÉDITS ALLOUÉS
POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION POUR LA PÉRIODE 2003-2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Services correctionnels - 01.02

Question 23 ¹ : La capacité d'accueil, le taux d'occupation, les coûts per diem, les dépenses et les crédits alloués pour chaque centre de détention pour la période 2003-2004.

Établissements de détention	Capacité d'accueil ²	Population moyenne quotidienne	Taux d'occupation ³		Per diem ⁴		Dépenses et crédits 2003-04 (k\$)	
	2003-04	2003-2004	2003-04		2003-04		Services correctionnels	Éléments de gestion centrale
GROUPE A								
Montréal - Prison de Bordeaux	1 031	1 038	101%		131 \$		33 852,9 \$	15 933,5 \$
Québec	572	584	102%		164 \$		23 299,9 \$	11 850,1 \$
Rivière-des-Prairies	477	499	105%		221 \$		26 066,2 \$	14 275,5 \$
St-Jérôme	341	361	106%		164 \$		13 793,8 \$	7 918,5 \$
GROUPE B								
Montréal - Maison Tanguay	155	134	86%		178 \$		5 686,5 \$	3 036,8 \$
Sherbrooke	193	190	98%		157 \$		6 900,7 \$	3 966,1 \$
Trois-Rivières	171	181	106%		129 \$		6 136,9 \$	2 369,1 \$
Hull	184	180	98%		163 \$		6 679,4 \$	4 031,7 \$
GROUPE C								
Amos et Grand-Nord	76	86	113%		209 \$		4 993,8 \$	1 556,6 \$
Baie-Comeau	86	69	80%		147 \$		2 845,0 \$	865,1 \$
Chicoutimi	74	67	91%		158 \$		2 863,7 \$	1 002,0 \$
Roberval	57	54	95%		142 \$		2 263,1 \$	523,9 \$
Sorel	78	76	97%		179 \$		3 690,5 \$	1 304,4 \$
GROUPE D								
New-Carlisle et Havre-Aubert	83	68	82%		179 \$		3 332,5 \$	1 113,2 \$
Rimouski	105	98	93%		162 \$		3 622,0 \$	2 190,5 \$
Valleyfield	55	54	98%		133 \$		2 114,1 \$	524,6 \$
Sept-Iles	24	19	79%		321 \$		1 979,9 \$	309,6 \$
Total	3 762	3 758	100%		162 \$		150 120,9 \$	72 771,2 \$

¹ Selon les données disponibles le 1er avril 2004

² La capacité d'accueil correspond à la capacité opérationnelle moyenne

³ Taux d'occupation = Population moyenne quotidienne / capacité

⁴ Le calcul du per diem comprend les dépenses relatives à la CSST, aux loyers, aux aménagements, aux immobilisations et aux achats regroupés (télécommunication, véhicules, vêtements, informatique et déménagement)
Per diem = Dép. / Nb de jrs-séjrs

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

24. LE NOMBRE DE PLACES OCCUPÉES POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION AU 31 MARS 2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 24 : Le nombre de places occupées pour chaque établissement au 31 mars 2004

ÉTABLISSEMENTS		PLACES OCCUPÉES
AMO	AMOS	76
BCO	BAIE-COMEAU	67
CHI	CHICOUTIMI	69
HAV	HAVRE-AUBERT	0
BOI	HENRI-BOURASSA	0
HUL	HULL	192
BOR	MONTRÉAL - PRISON DE BORDEAUX	1085
NEW	NEW-CARLISLE	81
CDF	QUÉBEC - SECTEUR FÉMININ	46
CDQ	QUÉBEC - SECTEUR MASCULIN	523
RIM	RIMOUSKI	102
RDP	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	512
ROB	ROBERVAL	47
SEP	SEPT-ÎLES	23
SHE	SHERBROOKE	193
SOR	SOREL	83
SJE	ST-JÉRÔME	395
TAN	MONTRÉAL - MAISON TANGUAY	139
TRR	TROIS-RIVIÈRES	177
VLY	VALLEYFIELD	56
TOTAL		3 866

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

25. LA RÉPARTITION DE LA POPULATION CARCÉRALE PAR CATÉGORIE DE CRIMES (MEURTRE, VOL, VIOL, DROGUE, ETC.)
POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION AU 31 MARS 2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 25 : La répartition de la population carcérale par catégorie de crimes pour chaque centre de détention au 31 mars 2004. ¹

Répartition des personnes condamnées à une peine d'emprisonnement provinciale en fonction de la sous-classe du délit principal - année 2003-2004

Sous-classe du délit principal	AMO	BCO	BOI	BOR	CDF	CDQ	CHI	HAV	HUL	NEW	RDP	RIM	ROB	SEP	SHE	SJE	SOR	TAN	TRR	VLY	Total
Infractions contre l'État	3	0	1	54	3	23	5	0	27	0	43	2	2	1	11	12	2	21	6	7	223
Homicides involontaires	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0	1
Tentatives de meurtre	2	0	0	0	0	2	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5
Infractions sexuelles	10	2	0	11	0	18	3	0	11	3	10	4	3	2	11	9	8	1	12	5	123
Voies de fait	58	9	24	168	14	154	28	0	41	31	127	34	16	23	54	82	26	58	65	22	1 034
Vols qualifiés	5	1	4	113	3	32	5	0	13	0	54	6	0	3	25	38	5	13	7	14	341
Autres infractions contre la personne	19	0	3	61	3	57	7	1	17	11	58	11	6	6	25	44	18	10	24	12	393
Introductions par effraction	33	12	16	162	5	109	25	1	48	12	121	19	17	9	72	99	45	12	64	54	935
Extorsions	5	0	2	10	0	9	1	0	1	0	4	4	2	1	8	9	3	2	4	4	69
Vols simples	15	9	25	421	17	113	16	0	87	10	173	9	7	6	55	181	25	98	38	21	1 326
Méfais, incendies, dommages	24	4	8	121	4	65	22	0	26	9	87	3	7	8	17	32	23	16	18	25	519
Recels	2	2	6	36	0	14	1	0	14	0	19	7	1	1	13	26	6	5	5	3	161
Autres infractions contre la propriété	1	0	1	9	0	14	0	0	1	0	7	1	1	0	3	8	3	0	4	0	53
Armes à feu	4	0	0	18	0	8	2	0	1	0	16	2	1	0	4	16	2	1	1	4	80
Fraudes, corruptions, escroqueries	0	4	1	20	5	12	4	1	12	2	22	5	3	0	8	13	1	8	9	5	135
Paris, prostitutions, mœurs	0	0	0	11	8	3	1	0	3	0	2	0	0	0	1	1	0	17	0	0	47
Outrages	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	0	2
Complots, complicités, tentatives	4	1	3	76	4	39	21	0	10	4	28	5	1	1	20	27	10	11	18	6	289
Évasions	11	5	17	123	5	94	5	0	25	6	240	17	10	27	49	77	27	50	36	17	841
Infractions à la circulation routière (Code criminel)	63	7	118	174	23	242	50	0	86	32	46	71	29	12	189	135	78	30	92	64	1 541
Autres délits au Code criminel	29	5	21	181	24	104	10	0	72	17	165	16	12	7	76	159	33	89	37	13	1 070
Stupéfiants	25	6	39	228	11	161	6	1	87	16	123	11	18	13	103	217	40	47	81	54	1 287
Aliments et drogues	0	0	0	0	0	0	16	0	0	0	0	1	2	0	0	0	0	0	0	0	19
Immigration	0	0	0	3	0	0	0	0	0	0	16	0	0	0	3	0	0	5	0	0	27
Assurance-chômage	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0	0	0	0	4
Loi sur les Indiens	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	0	0	1
Autres infractions aux statuts fédéraux	0	0	1	7	0	6	1	0	0	1	2	0	0	0	1	2	0	1	1	0	23
Chasse et pêche	0	0	0	2	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3
Conservation de la faune	1	0	0	1	0	1	2	0	5	0	0	0	1	0	2	3	0	0	0	2	18
Transport	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2	3	0	0	0	1	8
Main-d'oeuvre	0	0	0	24	0	12	0	0	1	2	0	1	1	1	4	8	1	1	5	5	66
Infractions provinciales (boisson et circulation)	37	27	0	802	23	157	44	0	200	9	77	10	22	5	132	255	29	56	38	102	2 025
Autres infractions aux lois québécoises	2	0	0	39	4	40	11	0	7	4	2	6	4	0	27	20	6	9	18	7	206
Infractions municipales (circulation)	21	0	1	317	15	50	11	0	85	7	34	23	6	3	34	41	77	107	91	55	978
Autres infractions aux règlements municipaux	9	5	0	461	32	84	19	0	128	4	45	10	40	36	33	80	20	115	49	9	1 179
Total	383	99	291	3 655	204	1 623	316	4	1 009	180	1 521	278	212	165	984	1 602	488	784	723	511	15 032

¹ Ces données ne constituent pas les données officielles pour l'année 2003-2004.

SRF/P-25 (2004-05)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

26. LA LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DONT LE MSP A SIGNÉ UNE ENTENTE, LE TYPE D'ENTENTE (PER DIEM OU PROGRAMME), LE MONTANT GLOBAL DE L'ENTENTE ET UNE BRÈVE DESCRIPTION DES SERVICES ATTENDUS DE L'ORGANISME COMMUNAUTAIRE.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.				
Foyer d'accueil & Coordination des foyers Service d'hébergement	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2003-2004	Per diem 2003-2004
Piaule d'amos - Accueil Harvey Bibeau	0,1	50,0	1 378,50 \$	27,57 \$
Maison Soleil Levant R.N.	0,1	50,0	1 378,50 \$	27,57 \$
Piaule de Val d'Or	0,1	50,0	1 378,50 \$	27,57 \$
Maison Compagnon V.Marie	0,1	20,0	551,40 \$	27,57 \$
Manoir du Chemin inc.	0,1	20,0	551,40 \$	27,57 \$
Maison Compagnon La Sarre	0,1	20,0	551,40 \$	27,57 \$
Foyer Jean Bériau	3,0	1098,0	33 642,72 \$	30,64 \$
Transition pour elles inc.	0,5	183,0	5 045,31 \$	27,57 \$
Maison d'hébergement Jeunesse Roland Gauvreau	1,2	439,0	12 103,23 \$	27,57 \$
Hébergement Urgence Lanaudière	0,5	183,0	5 045,31 \$	27,57 \$
Fondation Mitou	2,5	915,0	25 226,55 \$	27,57 \$
Maison d'hébergement dépannage de Valleyfield	1,0	366,0	10 090,62 \$	27,57 \$
Francine Vandal	5,0	1830,0	56 071,20 \$	30,64 \$
Manoir Gaulin	1,0	366,0	10 090,62 \$	27,57 \$
France Lemay	2,0	732,0	22 428,48 \$	30,64 \$
Margot Michel	2,0	732,0	22 428,48 \$	30,64 \$
Diane Marceau	2,0	732,0	22 428,48 \$	30,64 \$
Diane Trépanier	2,0	732,0	22 428,48 \$	30,64 \$
Marc Rhéaume	2,0	732,0	22 428,48 \$	30,64 \$
Expansion-Femmes - Coordination des foyers	13,0	4758,0	63 757,20 \$	13,40 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.				
Centre d'hébergement communautaire (C.H.C.) Service d'hébergement	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2003-2004	Per diem 2003-2004
Répit du Passant	0,1	45,0	2 420,55 \$	53,79 \$
Auberge sous mon toit	2,4	878,0	47 227,62 \$	53,79 \$
Maison Radisson	3,3	1193,0	63 968,66 \$	53,62 \$
C.H.C. La Relève	10,1	3697,0	198 861,63 \$	53,79 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.				
Centre résidentiel communautaire (C.R.C.) Service d'hébergement	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2003-2004	Per diem 2003-2004
CRC Amos	16,00	5856,0	418 704,00 \$	71,50 \$
Arc-en-soi	8,64	3162,0	236 707,32 \$	74,86 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Région de l'Estrie	7,00	2562,0	185 027,64 \$	72,22 \$
CRC La Traverse - Services d'aide Bruno Dandenaault	13,00	4758,0	325 161,72 \$	68,34 \$
Reno-Vie	10,00	3660,0	329 473,20 \$	90,02 \$
CRC Curé Labelle	27,00	9882,0	671 086,62 \$	67,91 \$
Maison Waseskun	8,50	3111,0	241 662,48 \$	77,68 \$
CRC de Joliette	13,50	4941,0	367 808,04 \$	74,44 \$
Maison Radisson	18,60	6807,0	450 419,19 \$	66,17 \$
Centre d'accueil le Joins-toi - Région de la Montérégie	5,00	1830,0	132 162,60 \$	72,22 \$
Maison St-Laurent - Maisons de transition de Montréal	25,99	9512,0	655 186,56 \$	68,88 \$
Société Élisabeth Fry - Maison Thérèse Casgrain	15,04	5505,0	406 103,85 \$	73,77 \$
L'Issue - Transition Centre-Sud	24,00	8784,0	601 352,64 \$	68,46 \$
Maison Charlemagne	24,50	8967,0	616 212,24 \$	68,72 \$
Agence sociale spécialisée de l'Outaouais (L'Arche)	19,50	7137,0	502 873,02 \$	70,46 \$
Expansion-Femmes	8,99	3290,0	246 421,00 \$	74,90 \$
Maison Painchaud	14,48	5300,0	361 725,00 \$	68,25 \$
CRC Le Pavillon	23,08	8447,0	578 281,62 \$	68,46 \$
Réhabilitation Beauce	20,00	7320,0	499 297,20 \$	68,21 \$
CRC de Roberval	15,68	5739,0	409 075,92 \$	71,28 \$

SRF/P-26 (2004-05)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire				
Santé mentale <i>Hébergement dans une ressource spécialisée en santé mentale</i>	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2003-2004	Per diem 2003-2004
Maison de l'Espoir	1,0	366,0	10 515,18 \$	28,73 \$
Accueil Blanche Goulet	1,3	476,0	13 675,48 \$	28,73 \$
Maison à Damas	0,5	190,0	5 458,70 \$	28,73 \$
Centre Accalmie	1,0	366,0	10 515,18 \$	28,73 \$
L'Éclaircie	1,5	550,0	15 801,50 \$	28,73 \$
Reine Beauchamp	2,0	732,0	21 030,36 \$	28,73 \$
Alain Grand-Maison	1,0	366,0	10 515,18 \$	28,73 \$
Yolande Lalonde	2,0	732,0	21 030,36 \$	28,73 \$
Rosa Beauchamp	1,0	366,0	10 515,18 \$	28,73 \$
Résidence Lafleur	6,0	2196,0	63 091,08 \$	28,73 \$
Foyer Aurel Michaud	8,0	2928,0	84 121,44 \$	28,73 \$
Maison du Havre	2,0	732,0	21 030,36 \$	28,73 \$
Le Hamac	0,5	165,0	4 740,45 \$	28,73 \$
Résidence Fleurie	1,0	366,0	10 515,18 \$	28,73 \$
Maison l'Intervalle	10,0	3660,0	105 151,80 \$	28,73 \$
Centre d'hébergement Entre-Toit	10,0	3660,0	105 151,80 \$	28,73 \$
Résidence le Jalon - Le Mûrier	2,0	732,0	21 030,36 \$	28,73 \$

SRF/P-26 (2004-05)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire				
Toxicomanie <i>Hébergement dans une ressource spécialisée en toxicomanie</i>	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2003-2004	Per diem 2003-2004
L'Arrimage	3,00	1098,0	31 545,54 \$	28,73 \$
Centre régional ADH Le Tremplin	2,00	732,0	21 030,36 \$	28,73 \$
Auberge du cœur le Transit	0,50	183,0	5 257,59 \$	28,73 \$
Point de rencontre	2,00	732,0	21 030,36 \$	28,73 \$
Centre l'Étape - Services d'aide Bruno Dandenault	2,00	732,0	14 222,76 \$	19,43 \$
Centre de référence pour alcooliques et toxicomanes	20,00	7320,0	200 494,80 \$	27,39 \$
Centre d'accueil le Portage	10,10	3697,0	65 215,08 \$	17,64 \$
Maison Carignan	3,00	1098,0	19 698,12 \$	17,94 \$
Maison Jean Lepage	2,00	732,0	13 132,08 \$	17,94 \$
Maison d'entraide l'Arc-en-ciel	1,00	366,0	6 566,04 \$	17,94 \$
Maison de Job	4,00	1464,0	26 264,16 \$	17,94 \$
Maison d'entraide pour toxicomanes Le Rucher	4,00	1464,0	26 264,16 \$	17,94 \$
Résidence le Portail	2,00	732,0	13 132,08 \$	17,94 \$
Croisée des chemins	1,00	366,0	6 566,04 \$	17,94 \$
Pavillon Chaleurs	2,00	732,0	21 030,36 \$	28,73 \$

SRF/P-26 (2004-05)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Violence conjugale <i>Hébergement dans une ressource spécialisée en violence conjugale</i>	Nbre de places	Nbre de jours	Contrat 2003-2004	Per diem 2003-2004
Après-coup	1,3	486,0	8 718,84 \$	17,94 \$

SRF/ P-26 (2004-05)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Sentences intermittentes	Nbre de jours	Contrat 2003-2004	Per diem 2003-2004
Piaule d'amos - Accueil Harvey Bibeau	50,0	735,50 \$	14,71 \$
Maison Soleil Levant R.N.	50,0	735,50 \$	14,71 \$
Piaule de Val d'Or	50,0	735,50 \$	14,71 \$
Maison Compagnon V. Marie	20,0	294,20 \$	14,71 \$
Manoir du Chemin inc.	20,0	294,20 \$	14,71 \$
Maison Compagnon La Sarre	20,0	294,20 \$	14,71 \$
Arc-en-soi	370,0	5 442,70 \$	14,71 \$
Auberge sous mon toit	468,0	6 884,28 \$	14,71 \$
Transition pour elles inc.	104,0	1 529,84 \$	14,71 \$
Unité Point de départ	405,0	5 957,55 \$	14,71 \$
CRC Curé Labelle	572,0	8 414,12 \$	14,71 \$
Maison Radisson	203,9	3 000,00 \$	14,71 \$
CHC La Relève	193,0	2 839,03 \$	14,71 \$

SRF/P-26 (2004-05)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2003-2004	Per diem 2003-2004	Titre du programme
CRC Amos	16 455,36 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (16 dossiers)
CRC Amos - S.A.T.A.S.	25 000,00 \$		Programme d'intervention auprès de conjoints violents - Amos, Val D'Or & Rouyn-Noranda
CRC Amos	11 441,76 \$		Accompagnement et escorte des personnes inuites à Amos et Val D'Or
CRC Amos - S.A.T.A.S.	7 248,80 \$		Sensibilisation à la violence sous toutes ses formes
Makitautik Center	40 000,00 \$		On the land program (enseigner la chasse, la pêche, la survie, etc. ,aux Inuits)
Arc-en-soi	32 910,72 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)
L'Arrimage	32 910,72 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)
Arc-en-soi	10 000,00 \$		Programme d'aide aux agresseurs sexuels
C-TA-C	2 300,00 \$		Programme d'intervention de groupe auprès des conjoints violents
Arc-en-soi	8 997,00 \$		Soutien à l'éducation
Unité Domrémy de Baie-Comeau	10 284,60 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (10 dossiers)
Centre d'action bénévole de Sept-Îles	21 940,48 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)
Centre de bénévolat de la Manicouagan	16 236,18 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (27 dossiers)
Société Elizabeth Fry	55 000,00 \$		Centre de service en justice pénale pour les femmes
Civas Estrie	30 000,00 \$		Programme d'intervention auprès d'hommes abuseurs sexuels
Centre d'entraide la Boussole inc.	10 000,00 \$		Traitements et références en toxicomanie et alcoolisme
Fondation des œuvres du Père St-Laurent	24 808,00 \$		Médiation victime - personne contrevenante
Services d'aide Bruno Dandenault	21 750,00 \$		Appartements supervisés
Centre d'accueil le Joins-toi	32 910,72 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)
Reno-Vie	16 455,36 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (16 dossiers)
CRC La Traverse - Services d'aide Bruno Dandenault	16 455,36 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (16 dossiers)
Maison à Damas	3 000,00 \$		Support et accompagnement dans la réinsertion sociale
L'Éclaircie	10 000,00 \$		Aide en santé mentale
Auberge chez mon père	55 000,00 \$		Soutien et accompagnement des personnes incarcérées (centre de jour)
Interface Baie-des-Chaleurs	16 000,00 \$		Consolidation et développement d'un programme d'aide aux hommes aux prises avec des problèmes de violence conjugale

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2003-2004	Per diem 2003-2004	Titre du programme
A.C.C.R.O.C - Mrc Antoine Labelle	8 640,00 \$		Suivi et encadrement thérapeutique spécifiques à la clientèle correctionnelle aux prises avec une problématique de violence conjugale - MRC Antoine Labelle
A.C.C.R.O.C - St-Jérôme	6 000,00 \$		IDEM - pour la clientèle de St-Jérôme
Maison Waseskun	12 000,00 \$		Programme Waseya pour délinquants sexuels autochtones
CRC Joliette	12 341,32 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (12 dossiers) - contrat de 7 mois
Maison de thérapie l'Entre-temps	6 900,00 \$		Accompagnement de la clientèle correctionnelle féminine
Unité Point de départ	425,00 \$		Sentences intermittentes après avoir complété le 1/6 de la sentence
CRC Curé Labelle	765,00 \$		Sentences intermittentes après avoir complété le 1/6 de la sentence
Centre de référence pour alcooliques et toxicomanes (C.R.A.T.)	22 000,00 \$		Conscientisation
Centre d'aide pour hommes oppresseurs (C.A.H.O.)	18 700,00 \$		1er volet - La violence, j'y renonce 2e volet - Prise en charge de la clientèle correctionnelle dans le cadre du programme de thérapie offert par C.A.H.O.
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.)	20 000,00 \$		Offrir des services professionnels auprès des abuseurs sexuels en groupe ou individuel
Centre pour hommes opprimants et colériques inc. (C.H.O.C.)	18 000,00 \$		La violence, j'y renonce
Parents unis Laurentides	14 500,00 \$		Programme de rencontres d'accueil, d'évaluation et de référence des délinquants sexuels
Parents unis Laurentides	15 000,00 \$		Programme de sensibilisation (pré-traitement)
CRC Curé Labelle	65 821,44 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Maison Radisson	14 900,00 \$		Gestion et traitement de la déviance sexuelle (G.T.D.S.)
Maison Radisson	9 300,00 \$		Programme d'accompagnement individualisé et communautaire (P.A.I.C.)
Maison Radisson	65 821,44 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Accord Mauricie	7 000,00 \$		Thérapie pour conjoints violents
Société Élisabeth Fry	56 000,00 \$		Centre de services en justice pénale pour femmes
Après-coup inc.	14 000,00 \$		Programme d'intervention auprès des conjoints violents
Centre d'accueil le Joins-toi	65 821,44 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (C.I.D.S.)	17 300,00 \$		Programme d'intervention auprès des délinquants sexuels minimisant leur problème d'abus
Centre de traitement l'Envolée	22 000,00 \$		Offrir des services d'accompagnement à la clientèle correctionnelle masculine présentant des problèmes de toxicomanie
Toxi-Co-Gites	10 000,00 \$		Offrir des services d'accompagnement à la clientèle correctionnelle masculine présentant des problèmes de toxicomanie

SRF/P-26 (2004-05)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.

Achat de programmes	Contrat 2003-2004	Per diem 2003-2004	Titre du programme
Communications accessibles Montréal	5 000,00 \$		Site des souverains anonymes
Continuité famille auprès des détenus	39 800,00 \$		Objectif : Maintenir et améliorer la relation existant entre la mère incarcérée et son enfant afin de faciliter la transition du milieu carcéral au milieu naturel lors de la libération conditionnelle
Groupe de support et de réhabilitation Amorce - milieu ouvert	30 000,00 \$		Objectif : Permettre aux individus ayant des comportements ou des fantasmes sexuels déviants à l'égard des personnes mineures de s'insérer dans un groupe de socialisation et d'entraide
Maison de transition de Mtl (St-Laurent) - action vol.	3 000,00 \$		Objectif : Supporter une partie du salaire de la personne responsable d'Action volontaire St-Laurent qui travaille au niveau de l'implication des bénévoles offrant du support à la clientèle contrevenante
Société Élisabeth Fry - EVE	47 500,00 \$		Programme d'entraide vol à l'étalage
Société Élisabeth Fry - Tanguay	20 353,00 \$		Programme de services à la Maison Tanguay
Centre d'intervention en délinquance sexuelle (CIDS)	28 160,00 \$		Programme d'intervention auprès des délinquants sexuels minimisant leur problème d'abus
Diogène	10 000,00 \$		Suivi communautaire intensif et accompagnement court terme
Société Elisabeth Fry	51 423,00 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (50 dossiers)
C.R.C. Transition Centre-Sud (Maison l'Issue)	65 821,44 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Maison Charlemagne	65 821,44 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Maison St-Laurent	65 821,44 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Centre de jour l'Espadrille	65 821,44 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Centre de jour l'Espadrille - YMCA Mtl - programme	403 021,00 \$		Centre de jour - programme
Société Élisabeth Fry - Gestion de la colère	7 590,00 \$		Gestion de la colère
Groupe de support et de réhabilitation Amorce - milieu fermé	18 582,00 \$		Objectif : Permettre aux individus ayant des comportements ou des fantasmes sexuels déviants à l'égard des personnes mineures d'initier une démarche thérapeutique par l'entremise de rencontres de groupe ouvert

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
Achat de programmes	Contrat 2003-2004	Per diem 2003-2004	Titre du programme
Expansion-Femmes - Surveillance externe	65 821,44 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Maison Painchaud - Surveillance externe	65 821,44 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
C.R.C. Le Pavillon - Surveillance externe	85 362,18 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (83 dossiers)
Réhabilitation Beauce - Surveillance externe	65 821,44 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (64 dossiers)
Centre Femmes aux 3-A	26 000,00 \$		Centre de réinsertion sociale
Comité des intervenants du réseau correctionnel du Québec (C.I.R.C.Q.)	2 500,00 \$		CIRCO'ulaire & diners-rencontres
Association des foyers d'accueil	5 000,00 \$		Programme de formation pour les foyers d'accueil et fonds de dépannage
Centre d'action bénévole de Québec inc.	50 000,00 \$		Service de support et d'accompagnement réalisé par des bénévoles pour la clientèle correctionnelle contrevenante adulte
Expansion-Femmes - Temps d'arrêt	11 000,00 \$		Offrir en externe un programme d'encadrement et de support à la clientèle contrevenante féminine pour des problématiques spécifiques reliées à leurs comportements délinquants
Expansion-Femmes - Maintien de la sobriété	11 000,00 \$		Aider les femmes qui ont cessé de consommer ou qui sont en voie de le faire, à maintenir leur sobriété
CKRL MF 89,1 inc.	3 800,00 \$		Souverains anonymes : 10 émissions radiophoniques de 60 minutes produites par les personnes incarcérées (EDM, EDQ)
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.)	57 250,00 \$		Suivi communautaire intensif
Programme d'encadrement clinique et d'hébergement (P.E.C.H.)	20 000,00 \$		Alternative à la judiciarisation de la clientèle Santé mentale - Justice
C.R.C. le Pavillon	12 600,00 \$		Ateliers toxicomanie
Expansion-Femmes - Volte-face	11 000,00 \$		Aider les personnes à comprendre et à cesser leurs comportements compulsifs de vol à l'étalage
Au Bercaïl	7 200,00 \$		Programme de mesures alternatives pour contrevenants (clientèle aux prises avec des problèmes de santé mentale et ou judiciaires)
C.R.C. Le Pavillon	5 400,00 \$		Programme de sensibilisation en violence conjugale
Réhabilitation Beauce	15 000,00 \$		Développement de la motivation de la clientèle judiciarisée à s'investir dans les programmes spécialisés en toxicomanie

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
Achat de programmes	Contrat 2003-2004	Per diem 2003-2004	Titre du programme
Centre d'intervention en abus sexuel pour la famille	25 000,00 \$		Thérapie pour hommes abuseurs sexuels
Société Élizabeth Fry	67 330,00 \$		Centre de services en justice pénale pour les femmes de l'Outaouais
Agence sociale spécialisée de l'Outaouais	32 910,72 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)
Portes ouvertes de l'Outaouais	12 000,00 \$		Service d'aide et d'accompagnement aux personnes contrevenantes lors de leur sortie de détention
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	30 000,00 \$		Macadam (Programme d'intervention visant à réduire la judiciarisation de personnes contrevenantes souffrant d'une maladie mentale)
Association canadienne pour la santé mentale - Section Saguenay	89 300,00 \$		Ressac (Programme d'intervention auprès de personnes contrevenantges souffrant d'une maladie mentale)
C.H.C. La Relève	9 000,00 \$		Bacchus - prévention de la récidive
C.R.C de Roberval	32 910,72 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)
C.H.C. La Relève	32 910,72 \$	2,81 \$	Surveillance en milieu ouvert (32 dossiers)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
Achat de programmes	Contrat 2003-2004	Per diem 2003-2004	Titre du programme
Association des services de réhabilitation sociale du Québec inc. (A.S.R.	55 000,00 \$ 5 595,00 \$		Programme général - Secrétariat permanent Organisation de deux journées de réflexion sur l'intervention communautaire auprès de la clientèle correctionnelle
Conseil des églises pour la justice et la criminologie (C.E.J.C.)	10 000,00 \$		Programme général de sensibilisation et de concertation - Mission globale
Société de criminologie du Québec (S.C.Q.)	42 000,00 \$		Maintien d'un secrétariat permanent - Programme général - Mission globale
Vidéo Femmes	5 000,00 \$		Production d'un vidéo " Sans voix sans visage " Susciter chez les femmes violentes le courage de demander de l'aide.
Regroupement des organismes de référence du Québec	40 000,00 \$		Programme général de sensibilisation et de concertation - Mission globale
Association des résidences communautaires du Québec	6 250,00 \$		Programme général de sensibilisation et de concertation - Mission globale

SRF/P-26 (2004-05)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 26 : La liste des organismes communautaires avec qui le ministère de la Sécurité publique a signé une entente, le type de l'entente (per diem ou programme), le montant global de l'entente et une brève description des services attendus de l'organisme communautaire.			
Achat de programmes	Contrat 2003-2004	Tarifs 2003-2004	Titre du programme
Unité Domrémy de Mont-Joli inc.	72 914,44 \$	129,14 \$	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole du Lac inc.	53 151,80 \$	151,44 \$	Travaux compensatoires
Association Canadienne de santé mentale	76 851,00 \$	129,14 \$	Travaux compensatoires
Organisation anti-pauvreté de Québec inc.	258 297,84 \$	100,36 \$	Travaux compensatoires
Organisation anti-pauvreté de la Mauricie	159 391,54 \$	129,14 \$	Travaux compensatoires
Services d'aide Bruno Dandenault	106 057,80 \$	129,14 \$	Travaux compensatoires
Y.M.C.A. de Montréal	315 676,60 \$	100,36 \$	Travaux compensatoires
Services d'action communautaire de l'Outaouais	95 586,64 \$	129,14 \$	Travaux compensatoires
Vision-Travail Abitibi-Témiscamingue	91 024,52 \$	151,44 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Manicouagan	23 776,08 \$	151,44 \$	Travaux compensatoires
Centre d'action bénévole de Sept-Îles	26 880,60 \$	151,44 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de Laval inc.	197 969,48 \$	100,36 \$	Travaux compensatoires
Centre de bénévolat de la Rive-Sud	181 878,62 \$	129,14 \$	Travaux compensatoires

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

27. LE NOMBRE D'ADMISSIONS DE DÉTENU ET DE PRÉVENUS POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION
POUR LES PÉRIODES 2002-2003 ET 2003-2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 27 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004.¹

Répartition des admissions des personnes condamnées et des personnes prévenues par centre de détention - année 2002-2003.²

		STATUTS DE LA PERSONNE CONTREVENANTE À SON ADMISSION		
ÉTABLISSEMENTS		CONDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL
AMO	AMOS	303	501	804
BCO	BAIE COMEAU	62	406	468
CHI	CHICOUTIMI	173	874	1 047
HAV	HAVRE-AUBERT	8	64	72
BOI	HENRI-BOURASSA	188	0	188
HUL	HULL	930	1671	2 601
BOR	MONTRÉAL	5117	687	5 804
NEW	NEW-CARLISLE	45	323	368
CDF	QUÉBEC (Femmes)	194	476	670
CDQ	QUÉBEC (Hommes)	1549	2965	4 514
RIM	RIMOUSKI	219	454	673
RDP	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	562	9618	10 180
ROB	ROBERVAL	119	222	341
SEP	SEPT-ÎLES	113	496	609
SHE	SHERBROOKE	743	2357	3 100
SOR	SOREL	404	789	1 193
SJE	ST-JÉRÔME	1077	4544	5 621
TAN	TANGUAY	825	1044	1 869
TRR	TROIS-RIVIÈRES	430	1234	1 664
VLY	VALLEYFIELD	372	922	1 294
TOTAL		13 433	29 647	43 080

¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des Palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple suite à une mise en liberté provisoire) ne comptent pas comme des admissions. Ces cas représentent environ 6000 admissions (14%).

² Les données de l'année 2002-2003 sont officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 27 : Le nombre d'admissions de détenus et de prévenus pour chaque centre de détention pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004.¹

Répartition des admissions des personnes condamnées et des personnes prévenues par centre de détention - année 2003-2004.²

ÉTABLISSEMENTS		STATUTS DE LA PERSONNE CONTREVENANTE À SON ADMISSION		
		CONDAMNÉ	PRÉVENU	TOTAL
AMO	AMOS	273	533	806
BCO	BAIE COMEAU	59	289	348
CHI	CHICOUTIMI	171	799	970
HAV	HAVRE-AUBERT	1	22	23
BOI	HENRI-BOURASSA	207	2	209
HUL	HULL	859	1489	2 348
BOR	MONTRÉAL	4360	279	4 639
NEW	NEW-CARLISLE	19	314	333
CDF	QUÉBEC (Femmes)	146	389	535
CDQ	QUÉBEC (Hommes)	1193	2678	3 871
RIM	RIMOUSKI	169	450	619
RDP	RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	441	9670	10 111
ROB	ROBERVAL	141	279	420
SEP	SEPT-ÎLES	95	425	520
SHE	SHERBROOKE	733	2148	2 881
SOR	SOREL	379	889	1 268
SJE	ST-JÉRÔME	1105	4384	5 489
TAN	TANGUAY	744	1169	1 913
TRR	TROIS-RIVIÈRES	415	1512	1 927
VLY	VALLEYFIELD	385	877	1 262
TOTAL		11 895	28 597	40 492

¹ Les personnes admises dans les quartiers cellulaires des Palais de justice de Montréal, Québec et Longueuil et libérées la même journée (par exemple suite à une mise en liberté provisoire) ne comptent pas comme des admissions. Ces cas représentent environ 6000 admissions (14%).
² Les données de l'année 2003-2004 ne sont pas officielles. Les données finales seront compilées en mai 2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

28. LES EFFECTIFS (PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS ET HOMMES/FEMMES) AINSI QUE LA MASSE SALARIALE, PAR CENTRE DE DÉTENTION POUR LA PÉRIODE 2003-2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 28 : Les effectifs (par catégorie d'emploi et hommes/femmes) ainsi que la masse salariale par centre de détention pour la période 2003-2004																						
C/R	Établissements de détention	Cat. Corps	Dépenses salariales																			
			Cadres [cat. 08] [630]			Prof. [cat. 03] [100 à 199]			PBTA [cat. 04] [200 à 299]			ASC [cat. 05] [307]					Ouvriers [cat. 07] [400 à 499]			Total		
			Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ASC-TC ¹		Effectifs ASC-TPR ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale	Effectifs ¹		Masse salariale
			Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$	Hommes	Femmes	k\$
3211	Hull		11	2	863,3	1		55,2			0,0	47	17	20	19	4 586,4	6	5	264,5	85	43	5 769,4
3221	St-Jérôme		17	7	1 660,2	2	2	220,7	2	14	520,3	79	42	31	23	8 905,0	8	5	396,8	139	93	11 703,0
3231	Sherbrooke		10	1	730,5		1	55,2			0,0	41	22	17	12	4 329,8	7	5	226,7	75	41	5 342,2
3241	Sorel		5		332,0			0,0			0,0	20	3	17	14	2 053,3	5	3	113,4	47	20	2 498,7
3242	Valleyfield		3	2	332,0			0,0			0,0	9	9	8	3	1 316,8	4	3	113,4	24	17	1 762,2
3251	Amos		4	1	398,5			0,0			0,0	18	9	11	13	2 198,4	1	5	151,2	34	28	2 748,1
3313	Rivière-des-Prairies		28	11	3 320,6		7	386,2	8	30	1 318,0	168	62	71	60	16 660,7	24	6	1 058,0	299	176	22 743,5
3327	Montréal - Maison Tanguay		2	7	597,7		1	55,2		2	69,4	10	41	6	23	3 682,5	6		264,5	24	74	4 669,3
3350	Montréal - Prison de Bordeaux		31	15	3 387,0	4	7	661,9	7	63	2 046,4	172	93	118	103	18 301,1	28	4	869,2	360	285	25 265,6
3511	Québec		20	18	2 523,6	5	2	386,1	6	25	1 075,2	144	75	64	64	16 694,2	21	4	869,2	260	188	21 548,3
3521	Chicoutimi		4	1	332,0			0,0			0,0	18	6	8	9	1 651,6	3	1	113,4	33	17	2 097,0
3522	Roberval		3		332,0			0,0			0,0	10	9	8	6	1 428,4	1	3	75,6	22	18	1 836,0
3531	Rimouski		5		332,0			0,0			0,0	26	9	8	9	2 042,1	4	2	189,0	43	20	2 563,1
3541	Trois-Rivières		11		730,5		2	55,2			0,0	40	11	18	14	3 794,1	7	2	264,5	76	29	4 844,3
3551	Baie-Comeau		3	2	332,0			0,0			0,0	14	8	7	9	1 796,6	2	3	113,4	26	22	2 242,0
3552	Sept-Îles		3	2	332,0			0,0			0,0	8	6	3	7	1 071,3			0,0	14	15	1 403,3
3561	New-Carlisle & Havre-Aubert		5		332,0		2	55,2			34,7	18	11	6	8	1 830,1	2	6	151,2	31	27	2 403,2
Sous-total			165	69		12	24		23	134		842	433	421	396		129	57		1 592	1 113	
Total			234		16 867,9	36		1 930,9	157		5 064,0	1 275		817		92 342,4	186		5 234,0	2 705		121 439,2

¹ Les effectifs comprennent les employés réguliers et occasionnels selon les données disponibles au 31 mars 2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

29. LE NOMBRE D'ABSENCES TEMPORAIRES ACCORDÉES PAR DÉTENU, PAR CENTRE DE DÉTENTION ET PAR CATÉGORIE (CONGÉ MÉDICAL, HUMANITAIRE ET DE RÉINSERTION SOCIALE) POUR LES PÉRIODES 2002-2003 ET 2003-2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 29 : Le nombre d'absences temporaires accordées aux détenus, pour chaque centre de détention, pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004

Répartition des octrois ¹ d'absences temporaires par centre de détention - année 2002-2003 ²

ÉTABLISSEMENTS	CATÉGORIES D'ABSENCE TEMPORAIRE			TOTAL
	HUMANITAIRE	MEDICAL	REINSERTION SOCIALE	
AMOS	180	61	161	402
BAIE-COMEAU	140	102	26	268
CENT. HENRI BOURASSA	659	2	357	1 018
CHICOUTIMI	193	72	128	393
MONTREAL-BORDEAUX	475	21	3390	3 886
QUEBEC - SECTEUR FÉMININ	67	14	199	280
QUEBEC - SECTEUR MASCULIN	345	29	1374	1 748
HAVRE-AUBERT	1	0	7	8
HULL	241	175	715	1 131
MONTRÉAL-MAISON TANGUAY	128	177	635	940
NEW-CARLISLE	390	98	127	615
RIMOUSKI	114	183	87	384
RIVIÈRE-DES-PRAIRIES	97	356	406	859
ROBERVAL	111	28	64	203
SEPT-ILES	245	99	8	352
SHERBROOKE	454	390	541	1 385
SOREL	121	105	210	436
ST-JÉRÔME	407	257	895	1 559
TROIS-RIVIÈRES	294	162	328	784
VALLEYFIELD	145	31	245	421
TOTAL	4 807	2 362	9 903	17 072

¹ Un octroi d'absence temporaire correspond à une demande d'absence, excluant les renouvellements.

² Les données pour l'année 2002-2003 sont officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 29 : Le nombre d'absences temporaires accordées aux détenus, pour chaque centre de détention, pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004

Répartition des octrois ¹ d'absences temporaires par centre de détention - année 2003-2004 ²

ÉTABLISSEMENTS	CATÉGORIES D'ABSENCE TEMPORAIRE			TOTAL
	HUMANITAIRE	MEDICAL	REINSERTION SOCIALE	
AMOS	178	89	153	420
BAIE-COMEAU	74	96	19	189
CENT. HENRI BOURASSA	653	4	369	1 026
CHICOUTIMI	100	57	109	266
MONTREAL-BORDEAUX	442	29	2336	2 807
QUEBEC-SECTEUR FEMININ	14	4	127	145
QUEBEC-SECTEUR MASCULIN	287	17	1073	1 377
HAVRE-AUBERT	0	0	0	0
HULL	163	267	626	1 056
MAISON TANGUAY	62	251	398	711
NEW-CARLISLE	389	107	117	613
RIMOUSKI	78	141	57	276
RIVIERE-DES-PRAIRIES	7	233	209	449
ROBERVAL	64	25	80	169
SEPT-ILES	112	40	2	154
SHERBROOKE	383	375	427	1 185
SOREL	86	125	221	432
ST-JERÔME	299	342	892	1 533
TROIS-RIVIÈRES	225	160	202	587
VALLEYFIELD	164	36	290	490
TOTAL	3 780	2 398	7 707	13 885

¹ Un octroi d'absence temporaire correspond à une demande d'absence, excluant les renouvellements.

² Les données pour l'année 2003-2004 ne sont pas officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

30. RÉPARTITION DE LA DURÉE DES OCTROIS D'ABSENCES TEMPORAIRES PAR CENTRE DE DÉTENTION
POUR LES PÉRIODES 2002-2003 ET 2003-2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 30 : Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004.

Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention - année 2002-2003 ¹

ÉTABLISSEMENTS	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
Amos	98,1%	1,7%	0,2%	0,0%	100,0%
Baie-Comeau	92,6%	3,4%	3,7%	0,3%	100,0%
Chicoutimi	93,1%	4,7%	2,2%	0,0%	100,0%
Havre-Aubert	50,0%	0,0%	0,0%	50,0%	100,0%
Hull	95,9%	3,5%	0,4%	0,2%	100,0%
Montréal - Prison de Bordeaux	94,1%	5,8%	0,1%	0,1%	100,0%
New-Carlisle	90,8%	2,1%	1,6%	5,5%	100,0%
Québec - secteur féminin	58,2%	16,9%	11,9%	13,0%	100,0%
Québec - secteur masculin	70,6%	15,4%	9,5%	4,5%	100,0%
Rimouski	74,9%	12,8%	11,2%	1,1%	100,0%
Rivière-des-Prairies	82,5%	11,5%	4,5%	1,6%	100,0%
Roberval	96,0%	2,4%	1,1%	0,5%	100,0%
Sept-Îles	99,7%	0,3%	0,0%	0,0%	100,0%
Sherbrooke	88,4%	6,2%	3,6%	1,7%	100,0%
Sorel	79,0%	5,3%	3,4%	12,2%	100,0%
St-Jérôme	95,4%	4,1%	0,5%	0,1%	100,0%
Montréal - Maison Tanguay	86,0%	11,3%	2,2%	0,6%	100,0%
Trois-Rivières	77,9%	12,5%	3,7%	5,9%	100,0%
Valleyfield	96,0%	4,0%	0,0%	0,0%	100,0%
TOTAL	91,1%	5,4%	2,1%	1,4%	100,0%

¹ Les données pour la période 2002-2003 sont officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 30 : Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004.

Répartition de la durée des octrois d'absences temporaires par centre de détention - année 2003-2004 ¹

ÉTABLISSEMENTS	1 à 15 jours	16 à 30 jours	31 à 45 jours	46 à 60 jours	Total
Amos	97,8%	1,7%	0,3%	0,2%	100,0%
Baie-Comeau	88,8%	8,8%	2,1%	0,4%	100,0%
Chicoutimi	85,4%	10,2%	4,3%	0,0%	100,0%
Havre-Aubert	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Hull	91,9%	6,5%	1,4%	0,3%	100,0%
Montréal - Prison de Bordeaux	94,5%	5,4%	0,1%	0,0%	100,0%
New-Carlisle	93,1%	2,6%	1,8%	2,4%	100,0%
Québec - secteur féminin	57,1%	14,7%	15,8%	12,4%	100,0%
Québec - secteur masculin	67,9%	15,8%	10,7%	5,5%	100,0%
Rimouski	73,4%	12,5%	12,3%	1,9%	100,0%
Rivière-des-Prairies	86,8%	9,7%	2,4%	1,1%	100,0%
Roberval	90,0%	7,9%	1,4%	0,7%	100,0%
Sept-Îles	97,9%	1,9%	0,0%	0,2%	100,0%
Sherbrooke	89,2%	5,5%	3,5%	1,8%	100,0%
Sorel	79,0%	8,8%	7,0%	5,2%	100,0%
St-Jérôme	94,7%	4,8%	0,2%	0,2%	100,0%
Montréal - Maison Tanguay	81,6%	15,1%	2,4%	0,8%	100,0%
Trois-Rivières	83,3%	12,3%	3,0%	1,5%	100,0%
Valleyfield	94,5%	5,1%	0,4%	0,0%	100,0%
TOTAL	91,0%	5,7%	2,1%	1,1%	100,0%

¹ Les données pour la période 2003-2004 ne sont pas officielles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

31. LE NOMBRE D'HEURES ET LES COÛTS PAR POSTE DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE EFFECTUÉ PAR LES AGENTS CORRECTIONNELS
POUR CHAQUE CENTRE DE DÉTENTION, POUR LA PÉRIODE 2003-2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 31 : Le nombre d'heures et les coûts par poste du temps supplémentaire effectué par les agents correctionnels pour chaque centre de détention, pour la période 2003-2004.		
Établissement de détention	Total	
	Nombre d'heures estimées	Coûts estimés (En milliers \$)
Hull	6 827	167 248,0 \$
St-Jérôme	19 334	542 571,3 \$
Sherbrooke	13 863	350 313,2 \$
Sorel	8 544	227 932,3 \$
Valleyfield	7 185	172 650,3 \$
Amos	15 303	405 013,7 \$
Rivière-des-Prairies	29 511	806 833,5 \$
Montréal - Maison Tanguay	11 943	327 914,1 \$
Montréal - Prison de Bordeaux	81 391	2 303 979,4 \$
Québec	44 667	1 277 091,5 \$
Chicoutimi	4 283	120 410,1 \$
Roberval	4 044	96 745,7 \$
Rimouski	3 645	86 958,4 \$
Trois-Rivières	8 550	249 181,2 \$
Baie-Comeau	4 154	115 340,1 \$
Sept-Iles	3 841	90 413,0 \$
New-Carlisle et Havre-Aubert	7 114	179 491,7 \$
Total	274 199	7 520 087,6 \$

SRF/P-31 (2004-05)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

32. LE RATIO D'HEURES DE TRAVAIL PAR ACTIVITÉ D'ÉVALUATION EN MILIEU OUVERT ET EN MILIEU FERMÉ
POUR CHAQUE RÉGION ADMINISTRATIVE POUR LES PÉRIODES 2002-2003 ET 2003-2004.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02.

QUESTION 32 : Le ratio heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative et pour les deux dernières années

Année 2002-2003

Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	Milieu ouvert								Milieu fermé				TOTAL	
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		TOTAL	
	Nombre	Heures ¹	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre ⁵	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures
Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec	134	1 474	22	88	10	10	139	1 251	ND	ND	105	945	156	1 562
Outaouais	240	2 640	65	260	22	22	171	1 539	ND	ND	177	1 593	305	2 900
Laval, Laurentides, Lanaudière	562	6 182	33	132	27	27	242	2 178	ND	ND	371	3 339	595	6 314
Montréal	987	10 857	9	36	19	19	270	2 430	ND	ND	1 137	10 233	996	10 893
Montréal	588	6 468	86	344	1	1	12	108	ND	ND	125	1 125	674	6 812
Montréal	249	2 739	48	192	0	0	0	0	ND	ND	165	1 485	297	2 931
Estrie	279	3 069	74	296	28	28	1	9	ND	ND	243	2 187	353	3 365
Mauricie/Centre du Québec														
Capitale nationale et Chaudière	576	6 336	86	344	14	14	26	234	ND	ND	524	4 716	662	6 680
Appalaches	280	3 080	28	112	5	5	2	18	ND	ND	125	1 125	308	3 192
Saguenay/Lac St-Jean	102	1 122	1	4	8	8	11	99	ND	ND	104	936	103	1 126
Bas St-Laurent	51	561	0	0	8	8	0	0	ND	ND	72	648	51	561
Gaspésie/Iles-de-la-Madeleine	72	792	12	48	30	30	29	261	ND	ND	67	603	84	840
Côte-Nord														
TOTAL	4 120	45 320	464	1 856	172	172	903	8 127	2 576	2 576	3 215	28 935	11 450	86 986

¹ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

³ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.

⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

⁵ La répartition des évaluations sommaires produites en milieu fermé par région correctionnelle n'est pas disponible présentement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 32 : Le ratio heures de travail par activité d'évaluation en milieu ouvert et en milieu fermé, pour chaque région administrative et pour les deux dernières années

Année 2003-2004¹

Répartition des rapports présentenciels, des rapports spécifiques produits et des évaluations des personnes contrevenantes

Régions correctionnelles	Milieu ouvert								Milieu fermé				TOTAL	
	Rapports présentenciels		Rapports spécifiques		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Évaluations sommaires		Évaluations approfondies		Nombre	Heures
	Nombre	Heures ²	Nombre	Heures ³	Nombre	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵	Nombre ⁶	Heures ⁴	Nombre	Heures ⁵		
Abitibi-Témiscamingue/Nord-du-Québec	132	1 452	36	144	9	9	98	882	ND	ND	124	1 119	168	1 596
Outaouais	211	2 321	88	352	23	23	19	171	ND	ND	189	1 697	299	2 673
Laval, Laurentides, Lanaudière	651	7 161	27	108	20	20	157	1 413	ND	ND	362	3 259	678	7 269
Montréal	941	10 351	3	12	7	7	217	1 953	ND	ND	1 050	9 450	944	10 363
Montréal	615	6 765	48	192	13	13	2	18	ND	ND	147	1 321	663	6 957
Montréal	257	2 827	39	156	0	0	8	72	ND	ND	162	1 456	296	2 983
Estrie	299	3 289	53	212	7	7	0	0	ND	ND	238	2 141	352	3 501
Mauricie/Centre du Québec														
Capitale nationale et Chaudière	541	5 951	98	392	20	20	1	9	ND	ND	414	3 722	639	6 343
Appalaches	251	2 761	19	76	8	8	0	0	ND	ND	137	1 234	270	2 837
Saguenay/Lac St-Jean	104	1 144	0	0	5	5	2	18	ND	ND	81	733	104	1 144
Bas St-Laurent	58	638	1	4	5	5	1	9	ND	ND	66	598	59	642
Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine	76	836	17	68	29	29	22	198	ND	ND	46	415	93	904
Côte-Nord														
TOTAL	4 136	45 496	429	1 716	146	146	527	4 743	1 785	1 785	3 016	27 145	10 039	81 031

¹ Les données pour l'année 2003-2004 ne sont pas officielles.

² Le nombre d'heures de travail de chaque rapport présentenciel a été établi selon le standard de 11 heures de travail.

³ Le nombre d'heures de travail de chaque rapport spécifique a été établi selon le standard de 4 heures de travail.

⁴ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation sommaire a été établi selon le standard de 1 heure de travail.

⁵ Le nombre d'heures de travail de chaque évaluation approfondie a été établi selon le standard de 9 heures de travail.

⁶ La répartition des évaluations sommaires produites en milieu fermé par région correctionnelle n'est pas disponible présentement.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

33. LES EFFECTIFS DE LA DIRECTION DES SERVICES CORRECTIONNELS, PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHAQUE CATÉGORIE POUR LA PÉRIODE 2003-2004.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

Question 33 : Les effectifs de la Direction générale des services correctionnels, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chaque catégorie pour la période 2003-2004 ¹

	Cadres	Prof.	PBTA	ASC T.complet & partiel	Ouvriers	Total
Exercice 2003-2004 :						
ETC autorisés :	303,0	443,0	323,4	1 811,1	140,5	3 021,0
Dépenses probables 2003-2004 (K\$) :						
Dépenses excluant CSST :	20 977,9 \$	24 213,7 \$	10 844,1 \$	96 155,0 \$	5 656,3 \$	157 847,0 \$
Plus : CSST						3 150,0 \$
Dépenses probables totales 2003-04 :	20 977,9 \$	24 213,7 \$	10 844,1 \$	96 155,0 \$	5 656,3 \$	160 997,0 \$

¹ En date du 1er février 2004.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

34. RELEVÉ DE LA MOYENNE MENSUELLE DES SUIVIS EN MILIEU OUVERT SELON LE TYPE DE SURVEILLANCE
POUR LES PÉRIODES 2002-2003 ET 2003-2004.

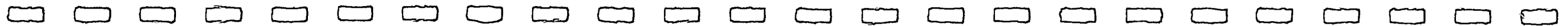


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Services correctionnels - 01.02

QUESTION 34 : Relevé de la moyenne mensuelle des suivis en milieu ouvert selon le type de surveillance pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004				
Année budgétaire	Surveillance en probation	Surveillance en libération conditionnelle	Surveillance en sursis	Surveillance en travaux communautaires
2002-2003	8552	581	3536	2344
2003-2004 ¹	8909	564	3553	2365
¹ Les données pour l'année 2003-2004 ne sont pas officielles.				

SRF/ P-34 (2004-05)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

35. LISTE DES ÉTUDES ET ANALYSES EFFECTUÉES SUR LA POSSIBILITÉ, POUR LES DÉTENUS QUI EN ONT LES MOYENS, DE CONTRIBUER AUX FRAIS DE LEUR INCARCÉRATION.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

QUESTION 35 : Liste des études et analyses effectuées sur la possibilité, pour les détenus qui en ont les moyens, de contribuer aux frais de leur incarcération.

Les différentes caractéristiques de la clientèle correctionnelle ont été étudiées dans le cadre d'une vaste consultation réalisée au cours de l'été 2001 par la Société de criminologie du Québec pour la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique.

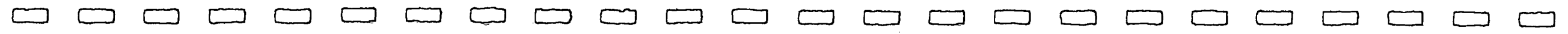
On retrouve entre autres dans le rapport de la consultation les sources de revenus des personnes contrevenantes et leur niveau d'endettement.

La très grande majorité (90 %) de la clientèle déclare des revenus légitimes inférieurs au salaire du canadien moyen.

Plus de la moitié des délinquants ont contracté des dettes et cette proportion est significativement plus importante chez la clientèle en milieu ouvert.

Une analyse a également été effectuée sur le sujet dans le cadre de la modernisation.

ROBITAILLE, C., Guay, J-P. et Savard, C. (2002), *Portrait de clientèle correctionnelle du Québec 2001*, Montréal, Société de criminologie du Québec pour la DGSC du Ministère de la Sécurité publique du Québec, 128 p.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

36. LA LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX, LA DESCRIPTION DU TERRITOIRE QU'ILS COUVRENT,
LA POPULATION DESSERVIE ET LE NIVEAU DE SERVICES REQUIS.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 36. La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis					
LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 mars 2004)					
A. Corps de police municipaux à desserte unique					
	Population Décret 1296-2003	Niveau de services		Population Décret 1296-2003	Niveau de services
Blainville	38 587	2	Rosemère	13 784	2
Boisbriand	27 264	2	Saguenay	150 854	2
Bromont	5 085	1	Saint-Basile-le-Grand	13 153	2
Carignan	6 029	2	Saint-Eustache	41 256	2
Chambly	20 923	2	Saint-Georges	28 882	1
Gatineau	234 679	3	Saint-Jean-sur-Richelieu	82 400	1
Laval	354 248	3	Saint-Jérôme	61 179	1
Lévis	125 502	2	Sainte-Adèle	9 710	1
Longueuil	380 580	3	Sainte-Marie	11 660	1
Lorraine	9 708	2	Sainte-Thérèse	25 003	2
Mascouche	30 709	2	Sherbrooke	142 958	2
Montréal	1 862 608	5	Theftord Mines	26 500	1
Mont-Tremblant	8 729	1	Trois-Rivières	124 537	2
Québec	520 589	4	Varennnes	20 369	2
Rivière-du-Loup	18 118	1			

Voir note au deuxième tableau



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 36. La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau de services requis				
LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 mars 2004)				
B. Corps de police municipaux à desserte multiple				
Corps de police	Population desservie	Niveau de services	Municipalités desservies	Population Dec 2003

Châteauguay	68 308	2	Beauharnois Châteauguay Léry Mercier ¹ Saint-Isidore	11 722 41 994 2 382 9 765 2 445
-------------	--------	---	---	---

Granby	56 856	1	Granby canton Granby	11 592 45 264
--------	--------	---	-------------------------	------------------

L'Assomption	19 446	2	L'Assomption Saint-Sulpice	16 062 3 384
--------------	--------	---	-------------------------------	-----------------

Memphrémagog (régie)	28 998	1	Austin (membre de la régie) Magog (membre de la régie) Orford (membre de la régie) Sainte-Catherine-de-Hatley (membre de la régie)	1 231 23 085 2 666 2 016
----------------------	--------	---	---	-----------------------------------

Mirabel	47 194	2	Mirabel Saint-Colomban Sainte-Sophie	29 470 8 045 9 679
---------	--------	---	--	--------------------------

MRC Les Collines-de-l'Outaouais	37 074	2	Cantley Chealsea L'Ange-Gardien La Pêche Notre-Dame-de-la-Salette Pontiac Val-des-Monts	6 384 6 408 3 861 6 595 747 4 778 8 301
---------------------------------	--------	---	---	---

Région de Deux-Montagnes	37 588	2	Deux-Montagnes Pointe-Calumet Saint-Joseph-du-Lac Sainte-Marthe-sur-le-Lac	17 553 5 803 5 091 9 141
--------------------------	--------	---	---	-----------------------------------

Région de Joliette (régie)	55 796	1	Crabtree (membre de la régie) Joliette (membre de la régie) Notre-Dame-de-Lourdes (membre de la régie) Notre-Dame-des-Prairies (membre de la régie) Saint-Ambroise-de-Kildare (membre de la régie) Saint-Charles-Borromée (membre de la régie) Saint-Paul (membre de la régie) Saint-Pierre (membre de la régie) Saint-Thomas (membre de la régie) Sainte-Mélanie (membre de la régie)	3 403 18 263 2 304 7 570 3 431 11 098 3 740 302 3 000 2 685
----------------------------	--------	---	---	--

Région de Roussillon (régie)	86 364	2	Candiac (membre de la régie) Delson (membre de la régie) La Prairie Saint-Constant (membre de la régie) Sainte-Catherine (membre de la régie) Saint-Mathieu Saint-Philippe	13 337 7 181 19 731 23 627 16 454 1 968 4 066
------------------------------	--------	---	--	---

Région de Vallée-du-Richelieu	46 484	2	Beloeil Mc Masterville Mont-Saint-Hilaire Otterburn Park	19 351 4 094 14 788 8 251
-------------------------------	--------	---	---	------------------------------------

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 36. La liste des corps de police municipaux, la description du territoire qu'ils couvrent, la population desservie et le niveau des services requis					
LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX (31 Mars 2004)					
B. Corps de police municipaux à desserte multiple					
Corps de police	Population desservie	Niveau de services	Municipalités desservies	Population Dénormée	
Repenitigny	80 071	2	Charlemagne Repenitigny	5 812 74 259	
Rivière-du-Nord (régie)	19 846	1	Piedmont (membre de la régie) Prévost (membre de la régie) Saint-Hippolyte (membre de la régie) Sainte-Anne-des-Lacs (membre de la régie)	2 199 8 719 6 319 2 609	
Sainte-Julie	45 964	2	Calixa-Lavallé Contrecoeur Saint-Amable Sainte-Julie Verchères	492 5 305 7 562 27 756 4 849	
Terrebonne	104 984	2	Bois-des-Filion Sainte-Anne-des-Plaines Terrebonne	7 934 13 258 83 792	

1. La municipalité de Châteauguay protège par entente la municipalité de Mercier.

Notes

Au cours de l'exercice 2003-2004

- Il y a eu abolition des corps policiers suivants: Des Riverains, Rouyn-Noranda et Sainte-Agathe-des-Monts.
- Ces corps de police protégeaient les municipalités suivantes: Beauchamois, Salaberry-de-Valleyfield, Rouyn-Noranda et Sainte-Agathe-des-Monts pour une population globale de 100 964 habitants.

Au cours de l'exercice 2004-2005

- Il y aura regroupement des corps policiers suivants: Boisbriand, Lorraine, Rosemère et Sainte-Thérèse pour former la régie Thérèse-de-Blainville. Cette régie regroupera les municipalités suivantes: Boisbriand, Lorraine, Rosemère et Sainte-Thérèse pour une population globale de 75 759.
- Il y aura regroupement des corps policiers suivants: Carignan, Chambly, Saint-Basile-le-Grand, Sainte-Julie, Régie Vallée-du-Richelieu et Varennes, pour former la régie Richelieu—Saint-Laurent. Cette régie regroupera les municipalités suivantes: Carignan, Chambly, Saint-Basile-le-Grand, Calixa-Lavallé, Contrecoeur, Saint-Amable, Sainte-Julie, Verchères, Beloeil, McMasterville, Mont-Saint-Hilaire, Otterburn Park, Varennes ainsi que les municipalités de Richelieu, Saint-Mathias-sur-Richelieu, Saint-Mathieu-de-Beloeil et Saint-Jean-Baptiste pour une population globale de 167 544 habitants.
- La municipalité de Prévost ne fera plus partie de la Régie Rivière-du-Nord, elle sera protégée par la Sûreté du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

37. LE NOMBRE D'EFFECTIFS (POLICIERS/CIVILS) AU 31 MARS 2004, RÉPARTIS
PAR CORPS DE POLICE MUNICIPAL.

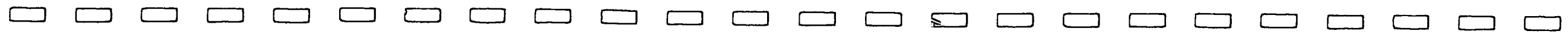


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 37 : Le nombre d'effectifs (policiers/civils) au 31 mars 2002, répartis par corps de police municipal				
Corps de police	Total policiers	Total civils	Total policiers et civils	
Blainville	29	21	50	
Boisbriand	24	12	36	
Bromont	8	5	13	
Carmignan	7	1	8	
Chambly	23	16	39	
Châteauguay ¹	61	26	87	
Gatineau	300	76	376	
Granby	69	22	91	
L'Assomption	16	11	27	
Laval	471	210	681	
Lévis	115	108	223	
Longueuil ²	502	275	777	
Lorraine	7	6	13	
Mascouche	29	21	50	
Memphrémagog (régie)	38	9	47	
Mirabel	40	21	61	
Montréal	4 157	1 273	5 430	
Mont-Tremblant	28	10	38	
MRC des Collines-de-l'Outaouais	45	135	180	
Québec	721	162	883	
Région de Deux-Montagnes	46	12	58	
Région de Joliette (régie)	55	11	66	
Région de Roussillon (régie)	91	23	114	
Région de Vallée-du-Richelieu	46	12	58	
Repentigny	76	46	122	
Rivière-du-Loup	23	13	36	
Rivière-du-Nord (régie)	21	8	29	
Rosemère	18	8	26	
Saguenay	177	115	292	
Saint-Basile-le-Grand	11	5	16	
Sainte-Adèle	15	7	22	
Sainte-Julie	52	23	75	
Sainte-Marie	10	7	17	
Sainte-Thérèse	37	24	61	
Saint-Eustache	47	32	79	
Saint-Georges	28	12	40	
Saint-Jean-sur-Richelieu	86	37	123	
Saint-Jérôme	71	17	88	
Sherbrooke	160	15	175	
Terrebonne	98	45	143	
Thetford Mines	29	12	41	
Trois-Rivières	169	95	264	
Varenes	20	18	38	
Au Québec	8 076	3 017	11 093	

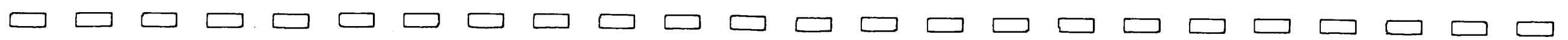
1. La municipalité de Châteauguay protège par entente la municipalité de Mercier.
2. Les données ombragées sont celles de 2001 puisque celles de 2002 ne sont pas disponibles.
3. Les données de 2003 ne sont pas encore disponibles.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

38. LA LISTE DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX ET LEURS COÛTS D'OPÉRATION VENTILÉS PAR CATÉGORIE
(RÉMUNÉRATION, TRANSPORT ET COMMUNICATION, LOCATION, SERVICES PROFESSIONNELS ET ADMINISTRATIFS,
ENTRETIEN ET RÉPARATION, BIENS NON DURABLES, ETC.)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 38 : La liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégories (rémunération, transport et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.).
(Coût pour l'exercice 2002 du corps de police selon le poste de dépenses par corps de police)³

Corps de police municipal	Coût du corps de police							
	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Contribution à des organismes et autres objets ⁴
Blainville	2 920 508	694 644	44 633	156 523	456 984	170 207	5 032	25 333
Boisbriand	2 239 672	512 921	23 536	95 882	70 013	80 896	54 393	4 178
Bromont	655 836	128 199	41 393	53 982	39 172	61 472	0	7 193
Carignan	598 548	112 952	15 764	32 381	56 348	54 848	0	69 328
Chambly	1 994 191	392 354	26 257	45 647	46 282	85 146	0	18 086
Châteauguay ¹	4 889 709	1 373 878	40 526	180 191	33 662	158 612	0	9 039
Gatineau	25 141 899	4 336 652	531 402	313 495	444 708	802 732	0	1 499 105
Granby	5 472 993	1 062 887	54 806	249 300	363 501	233 737	0	452 967
L'Assomption	1 372 517	262 573	23 717	55 825	154 256	65 879	0	10 662
Laval	41 085 900	9 719 500	563 800	2 112 200	3 023 300	2 040 000	307 300	1 198 300
Lévis	10 142 758	2 166 866	444 789	444 690	668 544	777 013	151 210	125 753
Longueuil	92 296 486	20 296 234	1 699 666	3 636 892	4 721 633	4 236 585	468 510	3 304 866
Lorraine	804 538	100 414	8 576	65 037	47 855	60 969	19 643	6 786
Mascouche	3 150 388	594 108	21 285	24 109	66 365	124 074	0	49 708
Memphrémagog (régie)	3 161 496	597 699	56 022	352 929	339 318	162 867	0	32 943
Mirabel	4 051 080	1 045 500	74 301	154 819	324 388	315 351	14 970	33 842
Montréal	343 749 000	32 847 800	4 959 400	7 801 500	17 020 100	12 118 600	16 699 500	3 084 400
Mont-Tremblant	1 617 683	310 515	35 984	71 138	362 815	203 520	0	65 786
MRC des Collines-de-l'Outaouais	3 860 781	677 368	58 213	204 851	282 389	349 120	176 959	31 115

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 38 : La liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégories (rémunération, transport et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.). (Coût pour l'exercice 2002 du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police) ³								
	Coût du corps de police							
Corps de police municipal	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Contribution à des organismes et autres objets ⁴
Québec	60 091 993	13 474 983	255 861	710 338	10 549 812	1 333 257	629 074	708 759
Région de Deux-Montagnes	3 503 005	787 571	56 949	221 820	127 809	235 581	137 883	27 770
Région de Joliette (régie)	3 561 953	575 459	84 908	276 752	327 586	239 429	6 453	60 634
Région de Roussillon (régie)	6 367 638	1 383 702	91 589	303 330	505 515	371 915	2 294	99 419
Région de Vallée-du-Richelieu	4 231 904	982 736	58 935	135 338	529 282	207 426	0	36 832
Repentigny	6 921 177	1 352 627	134 489	327 708	462 850	293 912	31 733	65 423
Rivière-du-Loup	1 740 094	426 551	20 196	62 623	46 137	83 457	0	21 351
Rivière-du-Nord (régie)	1 793 327	318 822	25 647	273 218	126 702	138 897	51 596	17 533
Rosemère	1 661 580	343 203	22 194	114 712	55 041	91 702	0	13 902
Saguenay	14 512 299	3 386 973	128 106	281 929	1 793 113	564 604	12 406	133 918
Saint-Basile-le-Grand	956 623	198 717	42 733	22 333	42 324	60 755	0	11 440
Sainte-Adèle	1 567 040	272 019	34 385	64 616	20 903	89 336	1 077	12 107
Sainte-Julie	4 261 989	990 610	85 263	320 383	126 376	316 995	34 304	40 839
Sainte-Marie	856 046	156 310	33 003	35 057	55 293	47 976	0	9 225
Sainte-Thérèse	3 018 642	530 063	43 238	74 894	79 911	208 260	27 934	135 438
Saint-Eustache	4 033 481	873 794	50 168	57 775	76 219	167 791	8 126	35 634
Saint-Georges	2 221 813	406 390	196 685	421 059	57 591	81 860	11 728	37 287
Saint-Jean-sur-Richelieu	7 751 620	1 531 995	191 297	137 611	648 041	1 115 254	0	62 167
Saint-Jérôme	6 778 316	1 168 820	56 483	28 711	209 802	342 372	88 314	68 682

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME: Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 38 : La liste des corps de police municipaux et leurs coûts d'opération ventilés par catégories (rémunération, transport et communication, location, services professionnels et administratifs, entretien et réparation, biens non durables, etc.). (Coût pour l'exercice 2002 du corps de police selon le poste de dépenses, par corps de police) ¹								
Corps de police municipal	Coût du corps de police							
	Rémunération	Cotisations de l'employeur	Transport et communication	Services professionnels, techniques et autres	Location, entretien et réparation	Biens non durables	Frais de financement	Contribution à des organismes et autres objets ⁴
Sherbrooke	12 532 840	3 057 563	116 223	178 825	612 066	532 740	0	134 237
Terrebonne	9 127 213	1 699 200	254 364	276 617	506 093	629 635	313 568	69 545
Thetford Mines	2 234 108	644 136	19 090	79 222	39 222	187 244	0	25 987
Trois-Rivières	10 224 658	2 174 909	149 608	536 781	157 743	953 813	155 866	214 098
Varenes	1 782 965	348 989	11 823	526 136	78 326	95 338	0	23 773
43	721 637 306	114 319 206	10 887 207	21 418 179	45 755 390	30 491 177	19 399 873	12 095 389
	73,9	11,7	1,1	2,2	4,7	3,1	2,0	1,2

1. La municipalité de Châteauguay protège par entente la municipalité de Mercier.

2. Les données ombragées sont celles de 2001 puisque celles de 2002 ne sont pas disponibles.

3. Les données de 2003 ne sont pas encore disponibles.

4. *Contribution à des organismes* : comprend les contributions à des organismes municipaux, gouvernementaux (par exemple, l'immatriculation des véhicules, les droits de licence de communication et de télécommunication, la contribution à certains organismes comme l'École nationale de police du Québec) et à d'autres organismes. On doit exclure les achats de biens et de services qui doivent être représentés sous la rubrique "Services professionnels, techniques et autres". *Autres objets* : comprend les créances douteuses ou irrécouvrables en plus de tous les autres objets que l'on ne peut classer ailleurs." Source : Questionnaire transmis aux municipalités.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

39. LA LISTE DES CORPS POLICIERS AUTOCHTONES, EN PRÉCISANT LA COMMUNAUTÉ DESSERVIE, LA NATION, LE STATUT, LE NOMBRE DE POLICIERS, LA POPULATION DESSERVIE, LE COÛT ANNUEL AINSI QUE LES DISTRICTS COUVERTS.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.								
Nation	Communauté	Statut	Décret	Nombre de policiers	Population desservie	Coût annuel¹	Formation	District couvert
Abénaquis	Odanak	Service	(335-2000)	2	308	115 200 \$	1996	17
Abénaquis	Wôlinak	Service	(1471-2002)	1	64	84 000 \$	1995	17
Algonquins	Eagle Village	Corps	(294-2000)	2	234	128 352 \$	1997	08
Algonquins	Kitigan Zibi	Corps	(455-98)	6	1 436	247 680 \$	1992	07
Algonquins	Lac Barrière	Service	(1472-2002)	3	447	129 600 \$	2000	07
Algonquins	Lac Simon	Service	(928-99)	4	1 104	191 040 \$	1993	08
Algonquins	Longue-Pointe	Service	(1219-2002)	3	335	151 200 \$	1996	08
Algonquins	Pikogan	Corps	(1434-2001)	3	527	143 040 \$	1996	08
Algonquins	Timiskaming	Corps	(1218-2002)	4	536	172 800 \$	1996	08
Atikamekw	Manawan	Service	(1209-2003)	6	1 685	417 600 \$	1996	04
Atikamekw	Obedjiwan	Service	(1222-2002)	13	1 755	672 000 \$	1993	04
Atikamekw	Wemotaci	Service	(1210-2003)	4	1 052	331 200 \$	1996	04

¹ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48% du coût annuel.

² Le district couvert correspond à la région administrative.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.

Nation	Communauté	Statut	Décret	Nombre de policiers	Population desservie	Coût annuel ¹	Formation	District couvert
Cris	Baie-James	Corps	(1329-2003)	55	12 388	3 558 881 \$	1994	10
Wendat-Huron	Wendake	Corps	(491-99)	6	1 220	247 680 \$	1996	03
Inuit	Kativik	Corps	(214-2004)	54	8877	4 011 927 \$	1995	10
Micmac	Gesgapegiag	Service	(1220-2002)	3	508	132 000 \$	1996	11
Micmac	Listuguj	Corps	(1473-2002)	8	1 911	432 000 \$	1998	11
Mohawk	Akwesasne	Corps	(498-2003)	24	4 658	600 000 \$	1990	16
Mohawk	Kahnawake	Corps	(186-2004)	26	7 140	1 472 000 \$	1995	16
Mohawk	Kanesatake	Corps	(221-2004)	12	1 321	624 000 \$	1996	15
Montagnais	Betsiamites	Corps	(292-2000)	8	2 521	311 040 \$	1991	09
Montagnais	Essipit	Corps	(1435-2001)	2	182	109 200 \$	1996	09
Montagnais	Unamen Shipu	Service	(94-2003)	4	861	185 800 \$	1996	09
Montagnais	Mashteuiatsh	Corps	(490-99)	8	1 960	353 280 \$	1996	02

¹ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48% du coût annuel.

² Le district couvert correspond à la région administrative.

SPÉ (00-03)

[illegible]

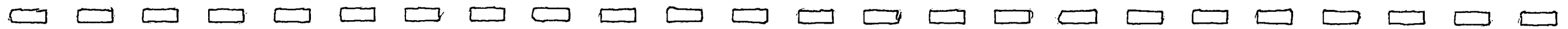
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 39 : La liste des corps policiers autochtones, en précisant la communauté desservie, la nation, le statut, le nombre de policiers, la population desservie, le coût annuel ainsi que les districts couverts.								
Nation	Communauté	Statut	Décret	Nombre de policiers	Population desservie	Coût annuel ¹	Formation	District couvert
Montagnais	Matimekosh	Service	(96-2003)	3	700	167 400 \$	1996	09
Montagnais	Mingan	Service	(97-2003)	2	449	104 400 \$	1996	09
Montagnais	Natashquan	Service	(929-99)	3	759	202 560 \$	1996	09
Montagnais	Pakua Shipi	Service	(95-2003)	2	257	130 920 \$	1996	09
Montagnais	Uashat	Corps	(908-2003)	12	2 600	487 200 \$	1993	09
Naskapis	Kawawachikamach	Corps	(435-97) (CT-197070)	3	734	285 081 \$	1994	09

¹ Ce montant représente la part du Québec qui est de 48% du coût annuel.

² Le district couvert correspond à la région administrative.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

40. LE NOMBRE DE CRIMES RAPPORTÉS ET SOLUTIONNÉS, PAR CATÉGORIE DE CRIMES
(CONTRE LA PERSONNE, CONTRE LA PROPRIÉTÉ, DROGUE ET AUTRES)
SUR LE TERRITOIRE DE LA SQ ET CELUI DES CORPS DE POLICE MUNICIPAUX POUR LA PÉRIODE 2003-2004.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité- protection - 01.04

Question 40: Le nombre de crimes rapportés et solutionnés, par catégorie de crimes (contre la personne, contre la propriété, drogues, autres) sur le territoire de la SQ et celui des corps de police municipaux pour la période 2003-2004

Type de corps policiers	Code criminel																															
	Infractions contre la personne				Infractions contre la propriété				Autres infractions (sauf conduite de véhicules)				Infractions - Conduite de véhicules				Total				Infractions relatives aux drogues et aux stupéfiants				Infractions aux autres lois fédérales				Infractions aux lois provinciales			
	Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées			Nombre	Infractions classées		
		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées		Par mise en accusation	Sans mise en accusation	% classées
Corps de police municipaux, Sûreté du Québec et Kativik	73 473	36 973	17 147	73,7	299 629	29 406	14 082	14,5	36 316	20 483	4 585	69,0	28 425	18 863	1 552	71,8	437 843	105 725	37 366	32,7	18 414	10 395	2 698	71,1	479	318	55	77,9	3 215	1 937	530	76,7

Source : Ministère de la Sécurité publique. Données du Programme DUC 2 extraites le 1er mars 2003 et recueillies par les corps de police municipaux, la Sûreté du Québec et la police régionale Kativik (Kativik est à part en raison de son statut particulier, et ce, en vertu de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik (L.R.Q., chapitre V-6.1).



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

41. LES FACTURES DES SERVICES DE LA SQ POUR CHACUNE DES MUNICIPALITÉS EN 2003 ET LES PRÉVISIONS POUR 2004.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p. 18)

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Abercorn	337	29 698 711 \$	53 458 \$
Abitibi	271	6 963 300 \$	12 534 \$
Abitibi-Ouest	105	910 616 \$	1 639 \$
Action Vale	7 391	273 669 051 \$	660 205 \$
Adstock	2 399	131 332 701 \$	236 399 \$
Aguanish	360	5 380 233 \$	9 684 \$
Albanel	2 495	62 821 398 \$	113 079 \$
Albertville	345	7 482 166 \$	13 468 \$
Alleyn-et-Cawood	188	18 526 167 \$	33 347 \$
Alma	30 589	1 395 405 273 \$	4 120 241 \$
Amherst	1 259	94 251 484 \$	169 653 \$
Amos	13 379	502 134 264 \$	1 506 403 \$
Amqui	6 667	210 583 270 \$	631 750 \$
Ange-Gardien	2 062	146 778 991 \$	264 202 \$
Angliers	332	11 431 114 \$	20 576 \$
Antoine-Labelle	10	23 657 836 \$	42 584 \$
Armagh	1 617	50 273 614 \$	90 493 \$
Arundel	526	37 328 136 \$	67 191 \$
Asbestos	6 627	335 071 943 \$	974 848 \$
Ascot Corner	2 441	83 008 129 \$	149 415 \$
Aston-Jonction	410	16 450 963 \$	29 601 \$
Auclair	541	13 177 759 \$	23 720 \$
Audet	743	28 925 856 \$	52 067 \$
Aumond	624	28 332 492 \$	50 998 \$
Authier	311	4 987 385 \$	8 977 \$
Authier-Nord	359	5 518 610 \$	9 933 \$
Avignon	-	167 021 \$	301 \$
Ayer's Cliff	1 085	61 176 700 \$	110 118 \$
Baie-Comeau	24 344	1 318 666 585 \$	3 956 000 \$
Baie-des-Sables	651	16 785 341 \$	30 214 \$
Baie-du-Febvre	1 165	68 991 955 \$	124 186 \$
Baie-James	1 993	258 966 746 \$	466 140 \$
Baie-Johan-Beetz	89	2 478 626 \$	4 462 \$
Baie-Sainte-Catherine	276	9 602 270 \$	17 284 \$
Baie-Saint-Paul	7 503	319 571 308 \$	459 205 \$
Baie-Trinité	626	19 853 181 \$	35 736 \$
Barkmere	45	18 366 600 \$	33 060 \$
Barnston-Ouest	592	42 360 834 \$	76 250 \$
Barrute	2 043	51 424 015 \$	92 563 \$
Batiscan	899	36 977 636 \$	66 560 \$
Béarn	950	26 878 143 \$	48 381 \$
Beauceville	6 332	226 855 452 \$	415 772 \$
Beaulac-Garthby	797	52 564 036 \$	94 615 \$
Beaumont	2 142	102 945 941 \$	185 303 \$
Beaupré	2 866	210 967 665 \$	379 742 \$
Bécancour	11 389	787 629 939 \$	2 362 890 \$
Bedford	2 746	101 345 261 \$	182 421 \$
Bedford	817	38 023 326 \$	68 442 \$
Bégin	920	21 149 392 \$	38 069 \$
Belcourt	270	4 720 100 \$	8 496 \$
Belleterre	412	8 526 538 \$	15 348 \$
Berry	488	12 307 535 \$	22 154 \$
Berthier-sur-Mer	1 308	65 551 488 \$	117 993 \$
Berthierville	4 073	151 440 464 \$	366 486 \$
Béthanie	330	16 477 846 \$	29 660 \$
Blencourt	623	14 193 938 \$	25 549 \$
Blanc-Sablon	1 248	39 313 603 \$	70 764 \$
Blue Sea	615	58 301 251 \$	104 942 \$
Boileau	219	24 906 735 \$	44 832 \$
Boischatel	4 401	166 057 610 \$	428 429 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 A) Les factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p.18)

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Bois-Franc	449	23 438 745 \$	42 190 \$
Bolton-Est	707	59 092 451 \$	106 366 \$
Bolton-Ouest	621	82 642 869 \$	148 757 \$
Bonaventure	2 797	95 006 744 \$	171 012 \$
Bonaventure	-	2 241 645 \$	4 035 \$
Bonne-Espérance	897	13 272 147 \$	23 890 \$
Bonsecours	510	29 456 895 \$	53 022 \$
Bouchette	742	47 137 720 \$	84 848 \$
Bowman	539	35 746 168 \$	64 343 \$
Brébeuf	812	32 271 136 \$	58 088 \$
Brigham	2 289	100 393 338 \$	180 708 \$
Bristol	1 062	71 670 612 \$	129 007 \$
Brivages-LacÉcorces-Val-Barrette	2 882	91 448 828 \$	164 608 \$
Brome	305	16 878 960 \$	30 382 \$
Brownsburg-Chatnam	6 919	244 457 889 \$	548 857 \$
Bryson	726	18 678 834 \$	33 622 \$
Bury	1 182	57 190 019 \$	102 942 \$
Cabano	3 219	106 525 967 \$	210 921 \$
Campbell's Bay	834	25 898 230 \$	46 617 \$
Cap-Chat	2 936	62 481 183 \$	110 021 \$
Caplan	2 076	54 885 665 \$	98 794 \$
Cap-Saint-Ignace	3 198	109 699 411 \$	209 526 \$
Cap-Santé	2 695	97 137 349 \$	174 847 \$
Carleton-Saint-Omer	4 202	134 601 903 \$	242 283 \$
Cascapédia-Saint-Jules	689	19 534 093 \$	35 161 \$
Causapsascal	2 628	62 762 461 \$	112 972 \$
Cayamant	729	53 506 467 \$	96 312 \$
Chambord	1 705	91 367 884 \$	164 462 \$
Champlain	1 622	74 924 132 \$	134 863 \$
Champneuf	159	4 341 700 \$	7 815 \$
Chandler	8 527	251 095 149 \$	486 110 \$
Chapais	1 859	33 682 613 \$	60 629 \$
Charlevoix	-	7 564 522 \$	13 616 \$
Charlevoix-Est	187	22 734 950 \$	40 923 \$
Charrette	969	32 262 410 \$	58 072 \$
Charterville	364	25 309 514 \$	45 557 \$
Château-Richer	3 585	120 313 210 \$	261 080 \$
Chazel	394	6 309 647 \$	11 357 \$
Chénéville	785	27 080 135 \$	48 744 \$
Chertsey	4 191	208 442 173 \$	504 092 \$
Chester-Est	335	17 648 200 \$	31 767 \$
Chesterville	789	39 402 095 \$	70 924 \$
Chibougamau	8 346	264 771 246 \$	794 314 \$
Chichester	451	16 646 417 \$	29 964 \$
Chute-aux-Outardes	2 037	45 270 010 \$	81 486 \$
Chute-Saint-Philippe	865	37 631 300 \$	67 736 \$
Clarendon	1 413	77 591 875 \$	139 665 \$
Clermont	3 087	146 145 744 \$	268 908 \$
Clermont	603	11 166 654 \$	20 100 \$
Cierval	345	9 356 135 \$	16 841 \$
Cleveland	1 615	60 525 669 \$	108 946 \$
Cloridorme	975	15 500 642 \$	27 901 \$
Coaticook	9 104	400 664 303 \$	1 021 886 \$
Colombier	913	17 232 408 \$	31 018 \$
Compton	3 031	175 012 572 \$	322 023 \$
Cookshire-Eaton	5 955	260 565 276 \$	473 614 \$
Coteau-du-Lac	5 657	246 940 703 \$	740 822 \$
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1 206	24 680 057 \$	44 424 \$
Courcelles	978	36 650 403 \$	65 971 \$
Cowansville	12 313	451 291 219 \$	1 353 874 \$
Danville	4 462	122 941 837 \$	221 295 \$
Daveluyville	1 023	31 312 176 \$	56 362 \$
Dégelis	3 367	102 357 420 \$	209 833 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p.18)

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Déléage	2 124	55 319 990 \$	99 576 \$
Denholm	562	36 921 380 \$	66 458 \$
Des Ruisseaux	5 656	194 584 478 \$	583 753 \$
Desbiens	1 140	30 148 908 \$	54 268 \$
Deschailions-sur-Saint-Laurent	1 066	41 977 216 \$	75 559 \$
Deschambault-Grondines	1 997	265 455 657 \$	477 820 \$
Disraeli	2 636	72 857 822 \$	131 144 \$
Disraeli	1 044	48 433 439 \$	87 180 \$
Dixville	737	39 866 934 \$	71 760 \$
Dolbeau-Mistassini	15 236	516 428 263 \$	1 549 285 \$
Donnacoona	5 656	269 365 006 \$	808 095 \$
Dosquet	931	25 078 355 \$	45 141 \$
Drummondville	47 343	1 864 320 617 \$	5 592 962 \$
Dudswell	1 661	81 693 554 \$	147 048 \$
Duhamel	357	65 469 924 \$	117 846 \$
Duhamel-Ouest	723	41 547 625 \$	74 786 \$
Dundee	407	30 247 628 \$	54 446 \$
Dunham	3 344	181 864 947 \$	372 823 \$
Duparquet	676	20 517 409 \$	36 931 \$
Dupuy	1 067	20 771 949 \$	37 390 \$
Durham-Sud	989	35 944 858 \$	64 701 \$
East Angus	3 604	105 095 735 \$	234 363 \$
East Broughton	2 431	57 808 091 \$	104 055 \$
East Farnham	546	22 346 880 \$	40 224 \$
East Hereford	318	25 448 549 \$	45 807 \$
Eastman	1 347	123 582 602 \$	222 449 \$
Egan-Sud	582	21 558 200 \$	38 805 \$
Elgin	447	23 011 521 \$	41 421 \$
Entrelacs	792	71 349 242 \$	128 429 \$
Escuminac	649	16 488 666 \$	29 680 \$
Esprit-Saint	452	8 952 740 \$	16 115 \$
Farnham	7 968	294 660 439 \$	786 973 \$
Fasset	511	19 473 200 \$	35 052 \$
Ferland-et-Bouilleau	644	18 448 920 \$	33 208 \$
Ferme-Neuve	3 085	105 037 258 \$	169 748 \$
Fermont	2 993	218 309 667 \$	392 957 \$
Forestville	3 793	106 664 705 \$	243 196 \$
Fort-Coulonge	1 749	33 762 044 \$	60 772 \$
Forterville	722	23 118 081 \$	41 613 \$
Fossambault-sur-le-Lac	1 028	82 045 552 \$	147 682 \$
Frampton	1 291	59 415 899 \$	106 949 \$
Franklin	1 663	81 380 889 \$	146 486 \$
Franquelin	415	9 996 131 \$	17 993 \$
Freilighsburg	1 078	82 392 962 \$	148 307 \$
Frontenac	1 481	84 126 563 \$	151 428 \$
Fugèreville	361	11 115 837 \$	20 009 \$
Gallichan	466	9 932 862 \$	17 879 \$
Gallix	675	23 796 056 \$	42 833 \$
Gaspé	15 662	494 094 066 \$	1 482 282 \$
Girardville	1 334	34 632 962 \$	62 339 \$
Godbout	359	12 127 837 \$	21 830 \$
Godmanchester	1 532	70 656 287 \$	127 181 \$
Gore	1 260	93 675 337 \$	168 616 \$
Grand-Calumet	730	30 938 211 \$	55 689 \$
Grande-Rivière	3 643	89 209 272 \$	198 937 \$
Grandes-Piles	378	25 940 893 \$	46 694 \$
Grande-Vallée	1 385	29 783 026 \$	53 609 \$
Grand-Metis	285	10 610 918 \$	19 100 \$
Grand-Remous	1 296	46 642 125 \$	83 956 \$
Grand-Saint-Esprit	495	22 098 400 \$	39 777 \$
Grandville-sur-le Rouge	2 620	145 565 946 \$	262 019 \$
Grenville	1 391	49 334 620 \$	88 802 \$
Gros-Mécatina	605	14 208 741 \$	25 576 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41. A) Les factures des services de la Sûreté du Québec, pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p.18)

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Grosses-Roches	457	9 766 079 \$	17 579 \$
Guérin	303	9 677 265 \$	17 419 \$
Ham-Nord	943	36 311 600 \$	65 361 \$
Hampton	165	11 896 896 \$	21 414 \$
Harrington	808	86 189 268 \$	155 141 \$
Hatley	721	66 015 937 \$	118 829 \$
Hatley	1 533	99 180 657 \$	178 525 \$
Havelock	840	44 770 990 \$	80 588 \$
Havre-Saint-Pierre	3 367	129 104 719 \$	264 665 \$
Hébertville	2 509	77 180 847 \$	138 926 \$
Hébertville-Station	1 368	28 472 334 \$	51 250 \$
Hemmingford	715	26 851 200 \$	48 332 \$
Hemmingford	1 709	106 502 206 \$	191 704 \$
Henryville	1 517	89 207 138 \$	160 573 \$
Héraultville	1 347	37 394 828 \$	67 311 \$
Hinchinbrooke	2 449	93 864 117 \$	168 955 \$
Honfleur	866	44 696 287 \$	80 453 \$
Hope	748	15 501 559 \$	27 903 \$
Hope Town	333	8 500 992 \$	15 302 \$
Howick	621	19 403 510 \$	34 926 \$
Huberdeau	949	33 316 805 \$	59 970 \$
Hudson	4 965	407 585 579 \$	1 120 860 \$
Huntingdon	2 667	82 203 293 \$	147 966 \$
Inverness	847	44 436 384 \$	79 985 \$
Irlande	949	37 622 208 \$	67 720 \$
Kamouraska	703	33 293 229 \$	59 928 \$
Kamouraska	-	2 009 900 \$	3 618 \$
Kazabazua	793	56 077 845 \$	100 940 \$
Kiamika	735	31 910 634 \$	57 439 \$
Kingsbury	154	3 710 500 \$	6 679 \$
Kingsley Falls	2 059	122 183 188 \$	219 930 \$
Kinnear's Mills	362	19 580 400 \$	35 245 \$
Kipawa	591	27 217 834 \$	48 992 \$
La Bostonnais	528	18 835 865 \$	33 905 \$
La Conception	1 120	87 045 504 \$	156 682 \$
La Corne	624	18 090 255 \$	32 562 \$
La Côte-de-Beaupré	-	42 487 031 \$	76 477 \$
La Côte-de-Gaspé	-	1 903 900 \$	3 427 \$
La Croche	570	15 881 303 \$	28 586 \$
La Doré	1 613	42 501 612 \$	76 503 \$
La Durantaye	738	27 306 228 \$	49 151 \$
La Guadeloupe	1 714	54 702 370 \$	98 464 \$
La Haute-Côte-Nord	3	19 547 843 \$	35 186 \$
La Haute-Gaspésie	-	10 813 608 \$	19 464 \$
La Jacques-Cartier	-	2 050 588 \$	3 691 \$
La Malbaie	9 371	396 556 976 \$	947 573 \$
La Martre	277	3 030 636 \$	5 455 \$
La Matapédia	24	33 586 196 \$	60 455 \$
La Minerve	1 088	109 054 509 \$	196 298 \$
La Mitis	-	9 885 528 \$	17 794 \$
La Morandière	289	5 071 887 \$	9 129 \$
La Motte	406	12 172 888 \$	21 911 \$
La Patrie	823	39 857 979 \$	71 744 \$
La Pocatière	4 747	216 187 679 \$	579 383 \$
La Présentation	1 943	117 749 497 \$	211 949 \$
La Rédemption	549	9 815 025 \$	17 667 \$
La Reine	399	5 382 765 \$	9 689 \$
La Sarre	8 055	278 056 752 \$	834 170 \$
La Trinité-des-Monts	289	7 347 243 \$	13 225 \$
La Tuque	11 590	427 837 138 \$	1 283 511 \$
La Vallée-de-la-Gatineau	-	10 924 844 \$	19 665 \$
La Visitation-de-l'Île-Dupas	576	23 449 860 \$	42 210 \$
La Visitation-de-Yamaska	393	25 575 378 \$	46 036 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 A) Les factures des services de la sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p. 18).

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Labelle	2 323	113 388 337 \$	204 099 \$
Labrecque	1 336	30 716 050 \$	55 289 \$
Lac Beauport	5 662	289 412 985 \$	868 239 \$
Lac Brome	5 477	454 894 370 \$	1 364 683 \$
Lac Delage	431	24 991 979 \$	44 986 \$
Lac Saint-Joseph	124	69 493 644 \$	125 089 \$
Lac-au-Saumon	1 566	40 890 488 \$	73 603 \$
Lac-aux-Sables	1 378	65 548 252 \$	117 987 \$
Lac-Bouchette	1 361	41 542 096 \$	74 776 \$
Lac-des-Aigles	666	14 696 014 \$	26 453 \$
Lac-des-Plages	397	40 509 914 \$	72 918 \$
Lac-des-Seize-Îles	218	29 582 586 \$	53 249 \$
Lac-Drolet	1 148	51 875 975 \$	93 377 \$
Lac-du-Cerf	442	31 823 984 \$	57 283 \$
Lac-Édouard	145	9 790 368 \$	17 623 \$
Lac-Étchemin	3 956	152 719 035 \$	274 893 \$
Lac-Frontière	158	6 422 334 \$	11 560 \$
Lachute	11 572	432 168 905 \$	1 296 507 \$
Lacolle	2 455	112 332 442 \$	202 198 \$
Lac-Poulin	79	19 485 273 \$	35 073 \$
Lac-Sagouay	412	23 875 970 \$	42 977 \$
Lac-Sainte-Marie	497	90 801 227 \$	163 442 \$
Lac-Saint-Jean-Est	-	3 958 416 \$	7 125 \$
Lac-Saint-Paul	437	21 505 200 \$	38 709 \$
Lac-Sergent	231	26 842 006 \$	48 316 \$
Lac-Simon	714	105 163 344 \$	189 294 \$
Lac-Supérieur	1 397	138 129 702 \$	248 633 \$
Laforce	476	3 473 144 \$	6 252 \$
Lamarche	558	10 180 374 \$	18 325 \$
Lambton	1 529	96 966 956 \$	174 541 \$
La-Mégantic	5 999	295 826 197 \$	887 479 \$
Landrienne	1 037	26 224 526 \$	47 204 \$
L'Ange-Gardien	2 866	104 063 656 \$	187 315 \$
Lanoraie	3 906	160 026 637 \$	288 047 \$
L'Anse-Saint-Jean	1 208	34 990 113 \$	62 982 \$
Lantier	691	73 785 000 \$	132 813 \$
Larouche	1 100	34 571 645 \$	62 229 \$
L'Ascension	807	40 701 573 \$	73 263 \$
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	1 994	51 018 194 \$	91 833 \$
L'Ascension-de-Patapédia	233	4 378 563 \$	7 881 \$
Latulipe-et-Gaboury	352	10 657 435 \$	19 183 \$
Launay	254	8 457 112 \$	15 223 \$
Laurier-Station	2 477	97 784 444 \$	176 012 \$
Laurierville	1 537	54 961 624 \$	98 931 \$
Lavaltrie	11 239	372 865 006 \$	1 068 706 \$
L'Avenir	1 304	48 038 718 \$	86 470 \$
Laverlochère	780	23 314 666 \$	41 966 \$
Lawrenceville	660	19 975 241 \$	35 955 \$
Le Bic	2 909	95 512 072 \$	171 922 \$
Le Domaine-du-Roy	-	30 018 285 \$	54 033 \$
Le Fjord-du-Saguenay	2	181 245 815 \$	326 242 \$
Le Haut-Saint-Maurice	262	120 089 682 \$	216 161 \$
Le Rocher-Percé	-	374 461 \$	674 \$
Lebel-sur-Quévillon	3 259	188 652 866 \$	373 533 \$
Leclercville	627	22 897 459 \$	41 215 \$
Lefebvre	802	24 013 990 \$	43 225 \$
Lejeune	383	9 734 012 \$	17 521 \$
Lemieux	340	12 265 952 \$	22 079 \$
L'Épiphanie	4 282	107 083 661 \$	268 780 \$
L'Épiphanie	2 978	115 110 270 \$	207 198 \$
Les Basques	-	265 851 \$	479 \$
Les Bergeronnes	729	24 262 049 \$	43 672 \$
Les Cèdres	5 349	222 767 141 \$	659 391 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41. A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p. 18)

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Les Coteaux	3 205	96 988 159 \$	192 033 \$
Les Éboulements	1 265	71 885 578 \$	129 394 \$
Les Escoumins	2 108	62 264 524 \$	112 076 \$
Les Hauteurs	602	14 570 953 \$	26 228 \$
Les Îles-de-la-Madeleine	13 201	383 169 227 \$	693 188 \$
Les Méchins	1 228	36 234 431 \$	65 222 \$
Leslie-Clapham-et-Huddersfield	914	57 276 487 \$	103 098 \$
L'Île-Cadieux	129	23 045 820 \$	41 482 \$
L'Île-d'Anticosti	282	24 293 722 \$	43 729 \$
L'Île-Perrot	9 723	325 321 146 \$	975 963 \$
Lingwick	439	32 503 847 \$	58 507 \$
L'Isle-aux-Allumettes	1 447	88 364 112 \$	159 055 \$
L'Isle-aux-Coudres	1 318	60 345 626 \$	108 622 \$
L'Islet	3 877	130 374 842 \$	234 593 \$
L'Isle-Verte	1 490	50 697 721 \$	91 256 \$
Litchfield	484	64 974 383 \$	116 954 \$
Lochaber	499	21 185 280 \$	38 134 \$
Lochaber-Partie-Ouest	479	29 379 774 \$	52 884 \$
Longue-Pointe-de-Mingan	525	12 207 785 \$	21 974 \$
Longue-Rive	1 412	26 647 406 \$	47 938 \$
Lorrainville	1 444	44 240 204 \$	79 632 \$
Lotbinière	987	39 823 836 \$	71 683 \$
Louiseville	7 754	270 229 557 \$	810 689 \$
Low	838	62 764 717 \$	112 976 \$
Lyster	1 664	66 565 838 \$	119 819 \$
Macamic	2 842	74 295 562 \$	133 732 \$
Maddington	447	10 222 054 \$	18 400 \$
Malartic	3 858	89 866 455 \$	209 389 \$
Mandeville	1 951	86 276 145 \$	155 297 \$
Manicouagan	43	47 661 970 \$	85 792 \$
Maniwaki	4 392	144 532 076 \$	367 111 \$
Manseau	943	30 805 087 \$	55 449 \$
Mansfield-et-Pontefract	2 171	82 516 078 \$	148 529 \$
Maplegrove (Beauharnois)	11 575	86 874 891 \$	129 813 \$
Maria	2 553	92 145 578 \$	165 862 \$
Maria-Chapdelaine	205	42 153 216 \$	75 876 \$
Maricourt	501	21 761 488 \$	39 171 \$
Marieville	7 608	315 751 342 \$	711 198 \$
Marsoui	399	6 590 600 \$	11 863 \$
Marston	625	29 586 004 \$	53 255 \$
Martinville	479	20 118 278 \$	36 213 \$
Maskinongé	2 241	84 100 679 \$	151 381 \$
Massueville	589	14 585 485 \$	26 254 \$
Matagami	2 026	54 659 847 \$	98 388 \$
Matane	15 207	551 692 623 \$	1 512 989 \$
Matane	-	1 500 939 \$	2 702 \$
Matapédia	732	24 901 079 \$	44 822 \$
Matawinie	98	21 757 451 \$	39 163 \$
Mayo	427	29 679 355 \$	53 423 \$
Mékinac	3	20 808 216 \$	37 455 \$
Melbourne	948	50 167 627 \$	90 302 \$
Messines	1 566	81 372 287 \$	146 470 \$
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 364	141 361 512 \$	284 306 \$
Méts-sur-Mer	605	35 233 969 \$	63 421 \$
Milan	316	16 374 221 \$	29 474 \$
Mille-Isles	1 270	68 159 208 \$	122 687 \$
Moffet	235	6 419 497 \$	11 555 \$
Moisie	960	24 364 554 \$	43 856 \$
Montcalm	521	44 470 098 \$	80 046 \$
Mont-Carmel	1 247	35 371 003 \$	63 668 \$
Montcerf-Lytton	716	22 757 470 \$	40 963 \$
Montebello	1 093	53 314 700 \$	95 966 \$
Mont-Joli	6 731	227 043 366 \$	655 717 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 A) Les factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p. 18)

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Mont-Laurier	7 777	302 049 952 \$	906 150 \$
Montmagny	11 825	439 654 290 \$	1 318 963 \$
Montpeller	805	45 741 500 \$	82 335 \$
Mont-Saint-Grégoire	3 192	151 120 193 \$	280 333 \$
Mont-Saint-Michel	621	21 273 038 \$	38 291 \$
Mont-Saint-Pierre	246	5 138 980 \$	9 250 \$
Morin-Heights	2 817	232 357 777 \$	418 244 \$
Mulgrave-et-Derry	256	36 672 576 \$	66 011 \$
Murdochville	1 150	33 148 762 \$	59 668 \$
N.-D.-de-Bon-Secours-Pite-Nord	279	30 814 452 \$	55 466 \$
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	804	27 740 664 \$	49 933 \$
Namur	565	19 423 311 \$	34 962 \$
Nantes	1 468	47 975 016 \$	86 355 \$
Napierville	3 092	116 210 105 \$	213 827 \$
Natashquan	385	7 019 554 \$	12 635 \$
N.-Dame-Auxiliatrice-Buckland	811	30 105 158 \$	54 189 \$
Nédélec	449	10 511 584 \$	18 921 \$
Neuveville	3 510	142 878 916 \$	264 529 \$
New Carlisle	1 430	43 781 866 \$	78 807 \$
New Richmond	3 850	163 484 648 \$	380 919 \$
Nicolet	7 963	304 661 639 \$	698 467 \$
Nominique	2 150	134 355 253 \$	241 839 \$
Norbertville	270	8 464 665 \$	15 236 \$
Normandin	3 593	117 926 978 \$	255 902 \$
Normétal	1 067	13 544 297 \$	24 380 \$
North Hatley	773	71 771 744 \$	129 189 \$
Notre-Dame-de-Ham	383	11 529 366 \$	20 753 \$
Notre-Dame-de-la-Merci	852	76 067 616 \$	136 922 \$
Notre-Dame-de-la-Paix	706	29 783 237 \$	53 610 \$
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	8 568	406 647 446 \$	1 219 942 \$
Notre-Dame-de-Lorette	221	3 849 034 \$	6 928 \$
Notre-Dame-de-Lourdes	714	23 153 745 \$	41 677 \$
Notre-Dame-de-Montauban	894	35 421 265 \$	63 758 \$
Notre-Dame-de-Pontmain	612	36 796 616 \$	66 234 \$
Notre-Dame-des-Bois	757	34 252 751 \$	61 655 \$
Notre-Dame-des-Monts	863	18 474 672 \$	33 254 \$
Notre-Dame-des-Neiges	1 304	56 090 237 \$	100 962 \$
Notre-Dame-des-Pins	1 026	37 083 513 \$	66 750 \$
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	40	6 177 807 \$	11 120 \$
Notre-Dame-de-Stanbridge	746	50 266 855 \$	90 480 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 445	46 773 781 \$	84 193 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	995	45 772 300 \$	82 390 \$
Notre-Dame-du-Lac	2 158	74 392 604 \$	133 907 \$
Notre-Dame-du-Laus	1 454	98 057 638 \$	176 504 \$
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 083	143 808 539 \$	401 226 \$
Notre-Dame-du-Nord	1 238	36 903 628 \$	66 427 \$
Notre-Dame-du-Portage	1 256	79 108 148 \$	142 395 \$
Notre-Dame-du-Rosaire	395	14 475 930 \$	26 057 \$
Nouvelle	2 006	54 823 866 \$	98 683 \$
Noyan	1 092	68 455 200 \$	123 219 \$
Ogden	770	73 849 200 \$	132 929 \$
Oka	4 421	158 023 883 \$	292 375 \$
Ormstown	3 756	144 853 530 \$	260 736 \$
Packington	608	18 863 397 \$	33 954 \$
Padoue	284	5 759 039 \$	10 366 \$
Palmarolle	1 552	37 535 821 \$	67 564 \$
Papineauville	2 338	96 050 299 \$	172 891 \$
Parent	378	9 869 285 \$	17 765 \$
Parisville	548	24 351 450 \$	43 833 \$
Paspébiac	3 442	97 231 234 \$	175 016 \$
Percé	3 673	99 745 104 \$	222 432 \$
Pérignonka	550	40 222 975 \$	72 401 \$
Petite-Rivière-Saint-François	739	41 942 458 \$	75 496 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 A) Les factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p.18)

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Petite-Vallée	216	4 404 608 \$	7 928 \$
Petit-Saguenay	875	16 956 113 \$	30 521 \$
Pierreville	2 461	86 931 272 \$	156 476 \$
Pincourt	10 117	360 054 161 \$	1 080 162 \$
Piopolis	333	30 552 228 \$	54 994 \$
Plaisance	1 014	30 786 373 \$	55 415 \$
Plessisville	6 793	205 554 983 \$	616 665 \$
Plessisville	2 695	93 305 647 \$	167 950 \$
Pohénégamook	3 151	93 600 384 \$	178 777 \$
Pointe-à-la-Croix	1 626	38 097 787 \$	68 576 \$
Pointe-aux-Outardes	1 444	76 664 856 \$	137 997 \$
Pointe-des-Cascades	960	31 220 220 \$	56 196 \$
Pointe-Fortune	449	18 232 830 \$	32 819 \$
Pointe-Lebel	2 021	72 933 052 \$	131 279 \$
Pontiac	-	7 023 242 \$	12 642 \$
Pont-Rouge	7 295	226 115 110 \$	445 447 \$
Portage-du-Fort	280	7 123 002 \$	12 821 \$
Port-Cartier	6 655	376 609 057 \$	1 129 827 \$
Port-Daniel-Gascons	2 791	54 087 065 \$	97 357 \$
Portneuf	3 188	109 445 562 \$	204 496 \$
Portneuf	-	11 808 229 \$	21 255 \$
Poton	1 788	207 113 374 \$	372 804 \$
Pouliaries	746	13 822 997 \$	24 881 \$
Preissac	674	64 861 360 \$	116 750 \$
Price	1 841	34 524 117 \$	62 143 \$
Princeville	5 831	193 265 290 \$	440 036 \$
Racine	1 189	66 322 101 \$	119 380 \$
Ragueneau	1 605	42 424 468 \$	76 364 \$
Rapide-Danseur	263	6 318 416 \$	11 373 \$
Rapides-des-Joachims	201	7 385 456 \$	13 294 \$
Rawdon	9 046	329 731 940 \$	805 601 \$
Rémigny	362	9 366 538 \$	16 860 \$
Richelieu	5 246	197 250 858 \$	407 661 \$
Richmond	3 522	98 834 007 \$	181 360 \$
Rigaud	6 355	330 990 120 \$	556 063 \$
Rimouski	42 105	1 657 103 118 \$	4 691 126 \$
Ripon	1 330	55 797 048 \$	100 435 \$
Ristigouche-Partie-Sud-Est	166	5 158 989 \$	9 286 \$
Rivière-à-Claude	172	4 006 295 \$	7 211 \$
Rivière-à-Pierre	705	34 429 095 \$	61 972 \$
Rivière-au-Tonnerre	432	9 628 283 \$	17 331 \$
Rivière-Beaudette	1 480	73 458 724 \$	132 226 \$
Rivière-Bleue	1 481	37 629 808 \$	67 734 \$
Rivière-Éternité	548	12 871 522 \$	23 169 \$
Rivière-Héva	1 083	33 983 350 \$	61 170 \$
Rivière-Ouelle	1 220	48 690 100 \$	87 642 \$
Rivière-Pentecôte	621	12 727 623 \$	22 910 \$
Rivière-Rouge	5 732	268 322 919 \$	482 981 \$
Rivière-Saint-Jean	297	4 989 397 \$	8 981 \$
Roberval	11 243	371 080 851 \$	1 113 243 \$
Rochebaucourt	219	2 820 800 \$	5 077 \$
Roquemare	455	8 327 768 \$	14 990 \$
Rougemont	2 785	138 781 843 \$	249 807 \$
Rouyn-Noranda	7	1 518 700 \$	2 734 \$
Roxton	41 389	1 684 391 487 \$	3 807 751 \$
Roxton Falls	1 060	47 536 354 \$	85 565 \$
Roxton Pond	1 282	41 286 967 \$	74 317 \$
Sacré-Coeur	3 487	164 808 501 \$	316 139 \$
Sacré-Coeur	2 081	61 091 118 \$	109 964 \$
Sacré-Coeur-de-Jésus	578	25 168 089 \$	45 303 \$
Saint-Adalbert	684	20 726 289 \$	37 307 \$
Saint-Adelme	538	11 360 906 \$	20 450 \$
Saint-Adelphe	999	38 166 201 \$	68 699 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p.18)

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Saint-Adolphe-d'Howard	2 800	286 126 033 \$	515 027 \$
Saint-Adrien	552	17 546 579 \$	31 584 \$
Saint-Adrien-d'Irlande	382	17 404 305 \$	31 328 \$
Saint-Agapit	2 966	92 268 617 \$	166 084 \$
Saint-Aimé	557	52 240 126 \$	94 032 \$
Saint-Aimé-des-Lacs	953	39 048 867 \$	70 288 \$
Saint-Aimé-du-Lac-des-Îles	783	37 504 413 \$	67 508 \$
Saint-Alban	1 195	41 660 384 \$	74 989 \$
Saint-Albert	1 489	53 490 566 \$	96 283 \$
Saint-Alexandre	2 381	107 250 115 \$	193 050 \$
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1 897	60 721 053 \$	109 298 \$
Saint-Alexandre-des-Lacs	330	5 510 230 \$	9 918 \$
Saint-Alexis	539	18 954 123 \$	34 117 \$
Saint-Alexis	806	45 365 800 \$	81 658 \$
Saint-Alexis-de-Matapédia	666	15 059 573 \$	27 107 \$
Saint-Alexis-des-Monts	2 897	123 340 357 \$	222 013 \$
Saint-Alfred	431	16 220 852 \$	29 198 \$
Saint-Alphonse	800	21 403 615 \$	38 527 \$
Saint-Alphonse-Rodriguez	2 897	127 473 615 \$	229 453 \$
Saint-Ambroise	2 741	139 295 509 \$	250 732 \$
Saint-Anaclet-de-Lessard	3 627	85 577 785 \$	190 838 \$
Saint-André	2 624	76 948 170 \$	138 507 \$
Saint-André	630	20 511 195 \$	36 920 \$
Saint-André-Avellin	3 494	126 474 035 \$	242 600 \$
Saint-André-d'Argenteuil	2 931	125 103 217 \$	225 186 \$
Saint-André-de-Restigouche	222	5 025 548 \$	9 046 \$
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	550	14 094 108 \$	25 369 \$
Saint-Anicet	2 630	160 583 462 \$	289 050 \$
Saint-Anselme	3 310	136 448 470 \$	254 173 \$
Saint-Antoine/Île-aux-Grues	168	14 721 955 \$	26 500 \$
Saint-Antoine-de-Tilly	1 419	79 609 835 \$	143 298 \$
Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 548	84 106 496 \$	151 392 \$
Saint-Antonin	3 429	106 583 419 \$	224 891 \$
Saint-Apollinaire	4 002	151 214 518 \$	365 939 \$
Saint-Armand	1 272	90 778 890 \$	163 402 \$
Saint-Arsène	1 161	38 176 671 \$	68 718 \$
Saint-Athanase	358	8 207 913 \$	14 774 \$
Saint-Aubert	1 371	64 669 231 \$	116 405 \$
Saint-Augustin	460	10 492 144 \$	18 886 \$
Saint-Augustin	882	15 784 567 \$	28 412 \$
Saint-Augustin-de-Woburn	711	35 653 347 \$	64 176 \$
Saint-Barnabé	1 257	41 780 763 \$	75 205 \$
Saint-Barnabé-Sud	907	69 143 855 \$	124 459 \$
Saint-Barthélemy	2 038	77 412 209 \$	139 342 \$
Saint-Basile	2 640	99 004 797 \$	178 209 \$
Saint-Benjamin	852	27 088 889 \$	48 760 \$
Saint-Benoît-Labre	1 570	64 777 211 \$	116 599 \$
Saint-Bernard	2 046	102 503 709 \$	184 507 \$
Saint-Bernard-de-Lacolle	1 517	105 927 821 \$	190 670 \$
Saint-Bernard-de-Michaudville	589	40 849 537 \$	73 529 \$
Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 041	108 844 782 \$	195 921 \$
Saint-Bonaventure	1 042	47 461 218 \$	85 430 \$
Saint-Boniface-de-Shawinigan	4 104	129 880 256 \$	320 804 \$
Saint-Bruno	2 390	66 218 892 \$	119 194 \$
Saint-Bruno-de-Guigues	1 164	40 972 818 \$	73 751 \$
Saint-Bruno-de-Kamouraska	555	18 251 256 \$	32 852 \$
Saint-Calixte	5 066	163 058 385 \$	454 933 \$
Saint-Camille	463	20 870 546 \$	37 567 \$
Saint-Camille-de-Lellis	925	27 246 790 \$	49 044 \$
Saint-Casimir	1 609	50 707 299 \$	91 273 \$
Saint-Célestin	740	23 152 875 \$	41 675 \$
Saint-Célestin	638	36 763 400 \$	66 174 \$
Saint-Césaire	5 130	216 456 939 \$	408 414 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 A) Les factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p. 18).

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Saint-Charles-de-Bellechasse	2 235	93 252 101 \$	167 854 \$
Saint-Charles-de-Bourget	727	18 563 196 \$	33 414 \$
Saint-Charles-de-Drummond	5 824	195 977 829 \$	587 933 \$
Saint-Charles-Garnier	324	5 653 844 \$	10 177 \$
Saint-Christophe-d'Arthabaska	1 810	110 295 674 \$	198 532 \$
Saint-Chrysostome	2 451	87 338 644 \$	157 210 \$
Saint-Claude	2 643	102 483 435 \$	184 470 \$
Saint-Clément	1 063	41 287 831 \$	74 318 \$
Saint-Cléophas	541	12 872 720 \$	23 171 \$
Saint-Cléophas-de-Brandon	391	8 456 490 \$	15 222 \$
Saint-Côté	296	9 531 080 \$	17 156 \$
Saint-Côme	1 601	75 064 699 \$	135 116 \$
Saint-Côme-Linière	2 055	95 090 684 \$	171 163 \$
Saint-Cuthbert	3 249	95 451 359 \$	174 942 \$
Saint-Cyprien	1 945	79 634 177 \$	143 342 \$
Saint-Cyprien	1 229	38 245 703 \$	68 842 \$
Saint-Cyprien	601	19 189 761 \$	34 542 \$
Saint-Cyrille-de-Lessard	810	27 848 498 \$	50 127 \$
Saint-Cyrille-de-Wendover	3 878	119 324 261 \$	278 026 \$
Saint-Damase	450	12 449 841 \$	22 410 \$
Saint-Damase	2 508	160 025 067 \$	288 045 \$
Saint-Damase-de-L'Islet	644	20 309 375 \$	36 557 \$
Saint-Damien	1 950	97 761 545 \$	175 971 \$
Saint-Damien-de-Buckland	2 223	87 329 386 \$	157 193 \$
Saint-David	879	78 361 674 \$	141 051 \$
Saint-David-de-Falardeau	2 364	200 502 451 \$	360 904 \$
Saint-Denis	477	26 012 153 \$	46 822 \$
Saint-Denis-de-Brompton	2 556	140 662 369 \$	253 192 \$
Saint-Denis-sur-Richelieu	2 226	122 526 120 \$	220 547 \$
Saint-Didace	607	39 109 868 \$	70 398 \$
Saint-Dominique	2 306	104 612 339 \$	188 302 \$
Saint-Dominique-du-Rosaire	470	10 335 848 \$	18 605 \$
Saint-Donat	818	28 575 895 \$	51 437 \$
Saint-Donat	3 670	392 170 087 \$	874 539 \$
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 270	47 902 054 \$	86 224 \$
Sainte-Agathe-des-Monts	10 122	674 508 097 \$	1 308 931 \$
Sainte-Angèle-de-Méridi	1 097	24 961 539 \$	44 931 \$
Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 531	66 941 432 \$	120 495 \$
Sainte-Angèle-de-Prémont	658	21 032 649 \$	37 859 \$
Sainte-Anne-de-Beaupré	2 913	107 238 136 \$	193 029 \$
Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 155	72 415 716 \$	130 348 \$
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	1 892	59 102 703 \$	106 385 \$
Sainte-Anne-de-Portneuf	642	26 200 094 \$	47 160 \$
Sainte-Anne-de-Sabrevois	942	18 879 974 \$	33 984 \$
Sainte-Anne-des-Monts-Tourelle	1 914	91 629 360 \$	164 933 \$
Sainte-Anne-de-Sorel	6 897	182 584 953 \$	518 494 \$
Sainte-Anne-du-Lac	2 727	96 785 304 \$	174 214 \$
Sainte-Anne-du-Sault	590	25 236 163 \$	45 425 \$
Sainte-Apolline-de-Patton	1 382	41 253 492 \$	74 256 \$
Sainte-Aurèle	648	19 022 356 \$	34 240 \$
Sainte-Barbe	888	35 486 438 \$	63 876 \$
Sainte-Béatrix	1 338	76 473 700 \$	137 653 \$
Sainte-Brigide-d'Iberville	1 711	70 741 561 \$	127 335 \$
Sainte-Brigite-de-Laval	1 285	93 443 267 \$	168 198 \$
Sainte-Brigite-des-Saults	3 482	105 933 010 \$	223 519 \$
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	725	34 125 289 \$	61 426 \$
Sainte-Cécile-de-Lévrard	4 811	172 150 654 \$	468 250 \$
Sainte-Cécile-de-Milton	423	16 698 341 \$	30 057 \$
Sainte-Cécile-de-Whitton	2 040	81 814 609 \$	147 266 \$
Sainte-Christine	874	39 366 531 \$	70 860 \$
Sainte-Christine-d'Auvergne	758	35 005 490 \$	63 010 \$
Sainte-Claire	346	26 407 700 \$	47 534 \$
	3 158	142 549 252 \$	272 269 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41. A) Les factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base); et B) les prévisions pour 2004 (p.18).

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Sainte-Clotilde-de-Beauce	585	27 888 764 \$	50 200 \$
Sainte-Clotilde-de-Châteauguay	1 595	84 414 604 \$	151 946 \$
Sainte-Clotilde-de-Horton	1 523	50 852 101 \$	91 322 \$
Sainte-Croix	2 443	108 223 831 \$	194 803 \$
Saint-Edmond	540	11 052 278 \$	19 894 \$
Saint-Edmond-de-Grantham	614	23 276 634 \$	41 898 \$
Saint-Édouard	1 254	71 564 839 \$	128 817 \$
Saint-Édouard-de-Fabre	711	24 754 118 \$	44 557 \$
Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 318	49 148 599 \$	88 467 \$
Saint-Édouard-de-Maskinongé	741	20 783 164 \$	37 410 \$
Sainte-Édwidge-de-Clifton	531	39 067 158 \$	70 321 \$
Sainte-Élisabeth	1 488	68 135 311 \$	122 644 \$
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	436	18 885 485 \$	33 994 \$
Sainte-Émèle-de-l'Énergie	1 590	61 775 379 \$	111 196 \$
Sainte-Eulalie	914	42 664 267 \$	76 796 \$
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	352	8 778 718 \$	15 802 \$
Sainte-Famille	903	56 338 464 \$	101 409 \$
Sainte-Félicité	1 268	27 601 064 \$	49 682 \$
Sainte-Félicité	450	10 107 113 \$	18 193 \$
Sainte-Flavie	942	33 419 789 \$	60 156 \$
Sainte-Florence	481	10 099 546 \$	18 179 \$
Sainte-Françoise	431	12 951 541 \$	23 313 \$
Sainte-Françoise	498	20 534 305 \$	36 962 \$
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 079	45 895 496 \$	82 612 \$
Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 470	94 152 805 \$	169 475 \$
Sainte-Germaine-Boulé	1 065	19 501 919 \$	35 103 \$
Sainte-Gertrude-Manneville	822	15 384 590 \$	27 692 \$
Sainte-Hedwidge	857	23 022 454 \$	41 440 \$
Sainte-Hélène	950	24 221 984 \$	43 600 \$
Sainte-Hélène-de-Bagot	1 556	80 759 168 \$	145 367 \$
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	408	7 913 595 \$	14 244 \$
Sainte-Hénédine	1 161	50 720 224 \$	91 296 \$
Sainte-Irène	325	9 992 605 \$	17 987 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	358	8 918 506 \$	16 053 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	1 134	27 881 204 \$	50 186 \$
Sainte-Julienne	7 304	68 590 412 \$	692 178 \$
Sainte-Justine	1 926	65 237 640 \$	123 463 \$
Sainte-Justine-de-Newton	898	65 237 640 \$	117 428 \$
Saint-Élie	1 556	75 117 711 \$	135 212 \$
Saint-Éloi	313	10 473 104 \$	18 852 \$
Sainte-Louise	760	23 169 095 \$	41 704 \$
Saint-Elphège	310	19 542 808 \$	35 177 \$
Sainte-Lucie-de-Beauregard	374	9 051 886 \$	16 293 \$
Sainte-Lucie-des-Laurentides	1 036	58 890 070 \$	106 002 \$
Saint-Elzéar	517	15 533 237 \$	27 960 \$
Saint-Elzéar	340	9 335 888 \$	16 805 \$
Saint-Elzéar	1 762	80 562 910 \$	145 013 \$
Sainte-Madeleine	2 083	66 226 507 \$	119 208 \$
Sainte-Marcelline-de-Kildare	1 349	57 375 833 \$	103 276 \$
Sainte-Marguerite	236	4 198 200 \$	7 557 \$
Sainte-Marguerite	1 024	53 025 210 \$	95 445 \$
Sainte-Marguerite--Estérel	2 552	262 171 583 \$	471 909 \$
Sainte-Marie-de-Blandford	494	17 727 278 \$	31 909 \$
Sainte-Marie-Madeleine	2 474	126 254 900 \$	227 259 \$
Sainte-Marie-Salomé	1 233	35 807 493 \$	64 453 \$
Sainte-Marthe	1 117	82 470 767 \$	148 447 \$
Sainte-Martine	3 779	181 213 672 \$	326 183 \$
Saint-Émile-de-Suffolk	530	20 811 780 \$	37 461 \$
Sainte-Monique	598	32 055 033 \$	57 668 \$
Sainte-Monique	953	35 959 204 \$	64 727 \$
Sainte-Paule	208	10 116 819 \$	18 210 \$
Sainte-Perpétue	2 025	48 628 280 \$	87 531 \$
Sainte-Perpétue	985	56 223 209 \$	101 202 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41. A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p. 18).

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Sainte-Pétronille	1 116	71 854 776 \$	129 339 \$
Saint-Éphrem-de-Beauce	2 581	98 407 483 \$	177 133 \$
Saint-Épiphanie	898	21 368 111 \$	38 463 \$
Sainte-Praxède	336	27 045 200 \$	48 681 \$
Sainte-Rita	379	10 307 409 \$	18 553 \$
Sainte-Rose-de-Watford	780	26 879 364 \$	48 383 \$
Sainte-Rose-du-Nord	416	15 684 589 \$	28 232 \$
Sainte-Sabine	409	12 357 734 \$	22 244 \$
Sainte-Sabine	1 055	59 872 677 \$	107 771 \$
Sainte-Séraphine	422	21 652 680 \$	38 975 \$
Sainte-Sophie-de-Lévrard	806	30 199 907 \$	54 360 \$
Sainte-Sophie-d'Halifax	647	26 923 039 \$	48 461 \$
Saint-Esprit	1 917	105 050 795 \$	189 091 \$
Sainte-Thècle	2 523	85 593 783 \$	154 069 \$
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 210	24 824 194 \$	44 684 \$
Sainte-Thérèse-de-la-Gatineau	444	30 708 774 \$	55 276 \$
Saint-Étienne-de-Beauharis	809	53 048 681 \$	95 488 \$
Saint-Étienne-des-Grès	458	40 153 890 \$	72 277 \$
Saint-Eugène	3 905	113 180 380 \$	269 369 \$
Saint-Eugène-d'Argenteau	1 083	50 539 182 \$	90 971 \$
Saint-Eugène-de-Guigues	616	12 637 651 \$	22 748 \$
Saint-Eugène-de-Ladrière	430	15 463 097 \$	27 834 \$
Sainte-Ursule	475	20 229 947 \$	36 414 \$
Saint-Eusèbe	1 463	50 018 725 \$	90 034 \$
Saint-Évariste-de-Forsyth	648	14 850 292 \$	26 731 \$
Sainte-Victoire-de-Sorel	614	30 533 572 \$	54 960 \$
Saint-Fabien	2 390	96 847 708 \$	174 326 \$
Saint-Fabien-de-Panet	1 874	59 486 909 \$	107 076 \$
Saint-Faustin-Lac-Carré	1 011	27 853 508 \$	50 136 \$
Saint-Félicien	2 983	178 666 100 \$	321 576 \$
Saint-Félix-de-Dalquier	10 874	434 874 040 \$	1 304 622 \$
Saint-Félix-de-Kingsey	961	22 928 246 \$	41 271 \$
Saint-Félix-de-Valois	1 519	61 281 709 \$	110 307 \$
Saint-Félix-d'Otis	5 664	205 067 956 \$	441 286 \$
Saint-Ferdinand	793	31 709 052 \$	57 076 \$
Saint-Ferréol-les-Neiges	2 662	95 269 663 \$	171 485 \$
Saint-Flavien	2 413	171 901 813 \$	309 423 \$
Saint-Fortunat	1 515	50 769 030 \$	91 384 \$
Saint-François	301	12 884 028 \$	23 191 \$
Saint-François/Rivière-du-Sud	524	41 735 123 \$	75 123 \$
Saint-François-d'Assise	1 620	72 824 257 \$	131 084 \$
Saint-François-de-Sales	824	15 703 336 \$	28 266 \$
Saint-François-du-Lac	744	19 369 187 \$	34 865 \$
Saint-François-Xavier-Brompton	1 964	71 603 374 \$	128 886 \$
Saint-François-Xavier-de-Viger	2 092	65 851 595 \$	118 533 \$
Saint-Frédéric	295	8 241 902 \$	14 835 \$
Saint-Fulgence	1 082	38 809 212 \$	69 857 \$
Saint-Gabriel	2 012	57 512 097 \$	103 522 \$
Saint-Gabriel-de-Brandon	2 902	83 247 807 \$	149 846 \$
Saint-Gabriel-de-Rimouski	2 643	115 327 210 \$	207 589 \$
Saint-Gabriel-de-Valcartier	1 196	29 887 824 \$	53 798 \$
Saint-Gabriel-Lalemant	2 344	88 214 758 \$	158 787 \$
Saint-Gédéon	856	17 309 985 \$	31 158 \$
Saint-Gédéon	562	26 178 639 \$	47 122 \$
Saint-Gédéon-de-Beauce	1 969	76 339 931 \$	137 412 \$
Saint-Georges-de-Cacouna	1 820	51 828 900 \$	93 292 \$
Saint-Georges-de-Clarenceville	1 095	38 765 831 \$	69 778 \$
Saint-Georges-de-Windsor	675	43 057 040 \$	77 503 \$
Saint-Gérard-Majella	1 070	63 251 844 \$	113 853 \$
Saint-Germain	906	36 366 610 \$	65 460 \$
Saint-Germain-de-Grantham	257	26 095 330 \$	46 972 \$
	298	9 625 000 \$	17 325 \$
	3 659	136 529 651 \$	232 553 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: A) Les factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p. 18)

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Saint-Gervais	1 977	77 772 498 \$	139 990 \$
Saint-Gilbert	320	9 650 874 \$	17 372 \$
Saint-Gilles	1 878	68 622 924 \$	123 521 \$
Saint-Godefroi	428	12 327 830 \$	22 190 \$
Saint-Guillaume	1 585	98 704 317 \$	177 668 \$
Saint-Guy	114	4 687 300 \$	8 437 \$
Saint-Henri	3 986	193 711 293 \$	461 033 \$
Saint-Henri-de-Tailion	786	30 518 171 \$	54 933 \$
Saint-Herménégilde	609	53 597 236 \$	96 475 \$
Saint-Hilaire-de-Dorset	115	18 950 682 \$	34 111 \$
Saint-Hilarion	1 178	38 199 211 \$	68 759 \$
Saint-Honoré	4 798	131 982 217 \$	297 571 \$
Saint-Honoré-de-Shenley	1 679	60 914 670 \$	109 646 \$
Saint-Honoré-de-Témiscouata	802	19 821 206 \$	35 678 \$
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 325	51 974 079 \$	93 553 \$
Saint-Hugues	1 310	89 428 618 \$	160 972 \$
Saint-Hyacinthe	51 671	2 294 736 114 \$	6 454 496 \$
Saint-Isidore-de-Loyola	1 944	61 417 902 \$	110 552 \$
Saint-Isidore-de-Stanbridge	676	49 253 352 \$	88 656 \$
Saint-Irénée	620	46 398 409 \$	83 517 \$
Saint-Isidore	2 657	103 768 949 \$	186 784 \$
Saint-Isidore-de-Clifton	2 411	125 410 445 \$	54 425 \$
Saint-Jacques	805	49 694 078 \$	89 449 \$
Saint-Jacques/Wolfestown	3 734	151 922 151 \$	273 459 \$
Saint-Jacques-de-Leeds	177	9 348 921 \$	16 828 \$
Saint-Jacques-le-Mineur	761	32 054 682 \$	57 698 \$
Saint-Janvier-de-Joly	1 613	86 328 333 \$	155 391 \$
Saint-Jean	945	29 409 098 \$	52 936 \$
Saint-Jean-Baptiste	896	81 582 238 \$	146 848 \$
Saint-Jean-de-Brébeuf	2 898	137 622 658 \$	247 721 \$
Saint-Jean-de-Cherbourg	386	22 435 222 \$	40 383 \$
Saint-Jean-de-Dieu	221	3 438 751 \$	6 190 \$
Saint-Jean-de-la-Lande	1 736	38 625 538 \$	69 526 \$
Saint-Jean-Port-Joli	309	11 218 935 \$	20 194 \$
Saint-Joachim	3 776	171 265 540 \$	390 485 \$
Saint-Joachim-de-Courval	3 428	132 838 084 \$	280 288 \$
Saint-Joachim-de-Shefford	1 549	50 653 189 \$	91 176 \$
Saint-Joseph-de-Beaucé	674	25 024 796 \$	45 045 \$
Saint-Joseph-de-Coleraine	1 191	59 428 737 \$	106 972 \$
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	4 528	172 965 139 \$	338 802 \$
Saint-Joseph-de-Kamouraska	1 715	87 480 392 \$	157 465 \$
Saint-Joseph-de-Lepage	235	13 568 424 \$	24 423 \$
Saint-Joseph-des-Érables	412	13 345 308 \$	24 022 \$
Saint-Joseph-de-Sorel	557	16 450 560 \$	29 611 \$
Saint-Jude	466	22 402 314 \$	40 324 \$
Saint-Julien	1 761	104 709 366 \$	188 477 \$
Saint-Just-de-Bretenières	1 141	62 766 654 \$	112 980 \$
Saint-Juste-du-Lac	556	22 502 866 \$	40 505 \$
Saint-Lambert	428	14 611 480 \$	26 301 \$
Saint-Lambert-de-Lauzon	815	26 051 847 \$	46 893 \$
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	657	17 697 564 \$	31 856 \$
Saint-Lazare	1 122	45 473 139 \$	81 852 \$
Saint-Léandre	265	3 021 408 \$	5 439 \$
Saint-Léonard-de-Bellechasse	4 904	170 664 213 \$	469 327 \$
Saint-Léonard-d'Aston	1 657	115 869 799 \$	208 566 \$
Saint-Léonard-de-Portneuf	13 491	716 464 512 \$	2 149 394 \$
Saint-Léon-de-Standon	1 208	48 648 783 \$	87 568 \$
Saint-Léon-le-Grand	381	11 696 697 \$	21 054 \$
Saint-Léon-le-Grand	2 229	87 241 052 \$	157 034 \$
Saint-Léon-le-Grand	1 019	42 696 355 \$	76 853 \$
Saint-Léon-le-Grand	1 252	42 559 603 \$	76 607 \$
Saint-Léon-le-Grand	1 130	23 411 558 \$	42 141 \$
Saint-Léon-le-Grand	984	42 668 699 \$	76 804 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 4) A) Les factures des services de la Société du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p. 18)

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Saint-Liboire	2 876	119 539 346 \$	215 171 \$
Saint-Liguori	1 810	79 115 842 \$	142 409 \$
Saint-Lin-Laurentides	13 090	400 752 563 \$	1 078 726 \$
Saint-Louis	744	31 925 776 \$	57 466 \$
Saint-Louis-de-Blandford	897	31 218 610 \$	56 193 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	471	15 403 570 \$	27 726 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	1 377	92 314 447 \$	166 166 \$
Saint-Louis-du-Hai-Hai	1 431	37 516 233 \$	67 529 \$
Saint-Luc-de-Bellechasse	515	19 335 108 \$	34 803 \$
Saint-Luc-de-Vincennes	607	20 783 800 \$	37 411 \$
Saint-Luce--Luceville	2 858	100 828 964 \$	181 492 \$
Saint-Lucien	1 320	46 023 153 \$	82 842 \$
Saint-Ludger	1 229	46 483 281 \$	83 670 \$
Saint-Ludger-de-Milot	772	19 162 990 \$	34 493 \$
Saint-Magloire	720	26 954 064 \$	48 517 \$
Saint-Majorique-de-Grantham	953	35 020 178 \$	63 036 \$
Saint-Malachie	1 358	56 654 341 \$	101 978 \$
Saint-Malo	508	29 581 999 \$	53 248 \$
Saint-Marc-de-Figuery	603	19 390 513 \$	34 903 \$
Saint-Marc-des-Carières	2 960	103 501 545 \$	186 303 \$
Saint-Marc-du-Lac-Long	468	13 162 336 \$	23 692 \$
Saint-Marcel	552	16 085 864 \$	28 955 \$
Saint-Marcel-de-Richelieu	619	40 590 741 \$	73 063 \$
Saint-Marcellin	333	13 503 404 \$	24 306 \$
Saint-Marc-sur-Richelieu	1 992	107 884 975 \$	194 193 \$
Saint-Martin	2 574	78 465 872 \$	141 239 \$
Saint-Mathias-sur-Richelieu	4 504	168 919 763 \$	442 570 \$
Saint-Mathieu	1 961	80 289 067 \$	7 523 \$
Saint-Mathieu-de-Beloell	2 246	155 080 500 \$	279 145 \$
Saint-Mathieu-de-Rioux	595	24 715 086 \$	44 487 \$
Saint-Mathieu-d'Harricana	716	22 080 602 \$	39 745 \$
Saint-Mathieu-du-Parc	1 255	76 087 742 \$	136 958 \$
Saint-Maurice	2 307	71 528 455 \$	128 751 \$
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 334	24 367 856 \$	43 862 \$
Saint-Médard	277	5 046 063 \$	9 083 \$
Saint-Michel	2 616	116 231 176 \$	209 216 \$
Saint-Michel-de-Bellechasse	1 680	87 660 279 \$	157 789 \$
Saint-Michel-des-Saints	2 484	152 473 955 \$	274 453 \$
Saint-Michel-du-Squatec	1 339	35 493 804 \$	63 889 \$
Saint-Modeste	906	34 863 161 \$	62 754 \$
Saint-Moïse	621	14 163 867 \$	25 495 \$
Saint-Narcisse	1 859	57 681 409 \$	103 827 \$
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 088	64 885 803 \$	116 794 \$
Saint-Narcisse-de-Rimouski	998	29 413 582 \$	52 944 \$
Saint-Nazaire	2 023	46 711 152 \$	84 080 \$
Saint-Nazaire-d'Acton	903	47 615 056 \$	85 707 \$
Saint-Nazaire-de-Dorchester	407	12 754 277 \$	22 958 \$
Saint-Nérée	811	25 299 282 \$	45 539 \$
Saint-Nicéphore	10 201	309 450 531 \$	928 352 \$
Saint-Noël	507	8 302 618 \$	14 945 \$
Saint-Norbert	1 087	42 357 737 \$	76 244 \$
Saint-Norbert-d'Arthabaska	890	42 491 160 \$	76 476 \$
Saint-Octave-de-Métis	525	13 815 718 \$	24 868 \$
Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 451	52 160 324 \$	93 889 \$
Saint-Omer	396	9 064 271 \$	16 316 \$
Saint-Onésime-d'Ixworth	637	16 106 672 \$	28 992 \$
Saint-Ours	1 639	83 425 931 \$	150 167 \$
Saint-Pacôme	1 736	44 828 660 \$	80 692 \$
Saint-Pamphile	2 911	80 127 486 \$	144 229 \$
Saint-Pascal	3 683	124 896 418 \$	224 653 \$
Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 123	59 570 285 \$	107 227 \$
Saint-Patrice-de-Sherrington	1 965	117 082 071 \$	210 748 \$
Saint-Paul-d'Abbotsford	2 966	136 235 826 \$	245 224 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 4 : A) Les factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p. 18)

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Saint-Paul-de-la-Croix	369	8 431 288 \$	15 176 \$
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1 962	94 460 365 \$	170 029 \$
Saint-Paul-de-Montminy	851	30 184 342 \$	54 332 \$
Saint-Paulin	1 620	59 027 010 \$	106 249 \$
Saint-Philémon	859	29 856 292 \$	53 741 \$
Saint-Philibert	392	14 753 000 \$	26 555 \$
Saint-Philippe-de-Néri	3 952	163 212 504 \$	20 220 \$
Saint-Pie	965	24 700 889 \$	44 462 \$
Saint-Pie	2 399	87 589 680 \$	157 661 \$
Saint-Pie	2 559	153 437 200 \$	276 187 \$
Saint-Pie-de-Guire	439	29 206 965 \$	52 573 \$
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	886	33 511 249 \$	60 320 \$
Saint-Pierre-Baptiste	494	25 369 087 \$	45 664 \$
Saint-Pierre-de-Broughton	840	38 970 463 \$	70 147 \$
Saint-Pierre-de-Lamy	126	5 468 698 \$	9 844 \$
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 995	91 797 008 \$	165 235 \$
Saint-Pierre-les-Becquets	1 318	54 295 953 \$	97 733 \$
Saint-Placide	1 560	79 459 277 \$	143 027 \$
Saint-Polycarpe	1 681	83 168 939 \$	149 704 \$
Saint-Prime	2 825	88 243 631 \$	158 839 \$
Saint-Prosper	3 856	103 258 860 \$	240 593 \$
Saint-Prosper	528	28 163 400 \$	50 694 \$
Saint-Raphaël	2 245	77 034 476 \$	138 662 \$
Saint-Raymond	9 193	333 027 665 \$	672 716 \$
Saint-Rémi	5 799	250 745 746 \$	752 237 \$
Saint-Rémi-de-Tingwick	472	20 805 697 \$	37 450 \$
Saint-René	593	17 186 697 \$	30 936 \$
Saint-René-de-Matane	961	20 328 569 \$	36 591 \$
Saint-Robert	1 820	59 966 437 \$	107 940 \$
Saint-Robert	731	23 609 589 \$	42 497 \$
Saint-Robert-Bellarmin	4 433	187 241 703 \$	483 084 \$
Saint-Roch-de-l'Achigan	308	19 423 827 \$	34 963 \$
Saint-Roch-de-Mékinac	1 793	63 588 537 \$	114 459 \$
Saint-Roch-de-Richelieu	1 007	38 012 147 \$	68 422 \$
Saint-Roch-des-Aulnaies	320	27 383 779 \$	49 291 \$
Saint-Roch-Ouest	662	36 430 202 \$	65 574 \$
Saint-Romain	764	36 571 959 \$	65 830 \$
Saint-Rosaire	716	19 422 126 \$	34 960 \$
Saint-Samuel	970	45 369 516 \$	81 665 \$
Saints-Anges	8 223	718 150 147 \$	1 773 048 \$
Saint-Sauveur	809	35 204 334 \$	63 368 \$
Saint-Sébastien	774	73 022 012 \$	131 440 \$
Saint-Sévère	335	13 713 666 \$	24 685 \$
Saint-Séverin	277	16 314 400 \$	29 366 \$
Saint-Séverin	936	33 557 815 \$	60 404 \$
Saint-Siméon	1 213	29 385 231 \$	52 893 \$
Saint-Siméon	1 469	49 188 969 \$	88 540 \$
Saint-Simon	472	16 970 129 \$	30 546 \$
Saint-Simon	1 138	84 516 522 \$	152 130 \$
Saint-Simon-les-Mines	438	15 853 900 \$	28 537 \$
Saint-Sixte	438	16 695 828 \$	30 052 \$
Saints-Martyrs-Canadiens	208	32 254 700 \$	58 058 \$
Saint-Stanislas	1 104	37 526 924 \$	67 548 \$
Saint-Stanislas	331	8 156 854 \$	14 682 \$
Saint-Stanislas-de-Kostka	1 612	92 072 493 \$	165 730 \$
Saint-Sulpice	3 441	136 719 128 \$	94 842 \$
Saint-Sylvère	853	38 294 170 \$	68 930 \$
Saint-Sylvestre	934	58 677 862 \$	105 620 \$
Saint-Télesphore	821	48 829 001 \$	87 892 \$
Saint-Tharcisus	510	10 040 173 \$	18 072 \$
Saint-Théodore-d'Acton	1 568	65 980 244 \$	118 764 \$
Saint-Théophile	813	40 076 362 \$	72 137 \$
Saint-Thomas-Didyne	792	23 406 388 \$	42 131 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: A) Les factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p. 18)

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Saint-Thuribe	325	11 173 000 \$	20 111 \$
Saint-Tite	3 964	146 623 295 \$	263 922 \$
Saint-Tite-des-Caps	1 506	53 217 130 \$	95 791 \$
Saint-Ubalde	1 492	69 801 279 \$	125 642 \$
Saint-Ulric	1 652	44 945 275 \$	80 901 \$
Saint-Urbain	1 482	46 773 370 \$	84 192 \$
Saint-Urbain-Premier	1 158	68 118 546 \$	122 613 \$
Saint-Valentin	490	35 668 100 \$	64 203 \$
Saint-Valère	1 341	46 897 941 \$	84 416 \$
Saint-Valérien	869	24 810 236 \$	44 658 \$
Saint-Valérien-de-Milton	1 790	101 913 918 \$	183 445 \$
Saint-Vallier	1 032	46 284 444 \$	83 312 \$
Saint-Venant-de-Paquette	109	11 010 573 \$	19 819 \$
Saint-Vianney	561	10 515 035 \$	18 927 \$
Saint-Victor	2 492	99 331 676 \$	178 797 \$
Saint-Wenceslas	1 115	53 499 136 \$	96 269 \$
Saint-Zacharie	2 124	66 260 871 \$	119 270 \$
Saint-Zénon	1 266	64 904 660 \$	116 828 \$
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	433	11 175 513 \$	20 116 \$
Saint-Zéphirin-de-Courval	827	46 977 711 \$	84 560 \$
Saint-Zotique	4 284	176 314 626 \$	442 550 \$
Salaberry-de-Valleyfield	39 475	1 533 703 915 \$	772 602 \$
Sayabec	1 966	86 667 032 \$	156 001 \$
Schefferville	284	2 438 471 \$	4 389 \$
Scotstown	667	12 874 986 \$	23 175 \$
Scott	1 700	64 706 694 \$	116 472 \$
Senneterre	3 403	102 477 824 \$	216 228 \$
Senneterre	1 179	33 978 100 \$	61 161 \$
Sept-Îles	24 579	1 185 452 213 \$	3 556 357 \$
Sept-Rivières	109	6 592 411 \$	11 866 \$
Shannon	3 793	76 450 320 \$	174 307 \$
Shawinigan	53 016	1 771 929 968 \$	5 001 893 \$
Shawville	1 576	73 845 629 \$	132 922 \$
Sheen-Esher-Aberdeen-et-Malakoff	127	19 370 487 \$	34 867 \$
Shefford	5 173	244 454 141 \$	696 694 \$
Shigawake	382	8 152 571 \$	14 675 \$
Sorel-Tracy	34 896	1 212 962 370 \$	3 638 887 \$
Stanbridge East	872	40 346 855 \$	72 624 \$
Stanbridge Station	365	25 500 076 \$	45 900 \$
Stanstead	3 073	88 129 526 \$	148 058 \$
Stanstead	1 023	165 531 899 \$	297 957 \$
Stanstead-Est	652	50 635 542 \$	91 144 \$
St-Cyprien-de-Napierville	1 343	102 968 600 \$	185 343 \$
Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	436	10 133 690 \$	18 241 \$
Stoke	2 560	90 749 638 \$	163 349 \$
Stoneham-et-Tewkesbury	5 337	267 089 982 \$	790 586 \$
Stornoway	595	29 017 862 \$	52 232 \$
St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	601	48 563 700 \$	87 415 \$
Stratford	864	73 274 743 \$	131 895 \$
Stukely-Sud	978	39 396 697 \$	70 914 \$
Sutton	3 602	320 506 959 \$	576 909 \$
Tadoussac	907	60 964 442 \$	109 736 \$
Taschereau	1 121	16 791 209 \$	30 224 \$
Témiscaming	3 056	169 476 524 \$	311 837 \$
Témiscamingue	91	29 183 093 \$	52 530 \$
Terrasse-Vaudreuil	2 072	75 148 275 \$	135 267 \$
Thorne	398	42 454 128 \$	76 417 \$
Thurso	2 535	117 218 370 \$	210 993 \$
Tingwick	1 335	58 779 915 \$	105 804 \$
Tourville	738	14 161 824 \$	25 491 \$
Trécesson	1 171	38 659 718 \$	69 587 \$
Très-Saint-Rédempteur	642	28 859 879 \$	51 948 \$
Très-Saint-Sacrement	1 306	72 815 597 \$	131 068 \$

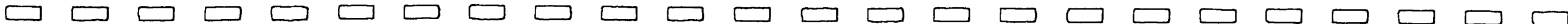
**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

129

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 : A) Les factures des services de la Sûreté du Québec, pour chacune des municipalités en 2003 (facturation des services de base) et B) les prévisions pour 2004 (p. 18).

Municipalité	Population 2003	Richesse foncière uniformisée 2001	Facture 2003
Tring-Jonction	1 383	44 466 404 \$	80 040 \$
Trois-Pistoles	3 706	102 538 283 \$	233 787 \$
Trois-Rives	462	35 224 875 \$	63 405 \$
Ulverton	308	17 011 155 \$	30 620 \$
Upton	2 022	77 487 877 \$	139 478 \$
Val-Alain	946	29 631 460 \$	53 337 \$
Val-Brillant	993	26 250 698 \$	47 251 \$
Valcour	2 444	98 223 894 \$	176 803 \$
Valcour	974	50 484 244 \$	90 872 \$
Val-David	3 945	193 336 687 \$	460 141 \$
Val-des-Bois	746	48 367 739 \$	87 062 \$
Val-des-Lacs	701	57 005 900 \$	102 611 \$
Val-d'Or	32 125	1 238 239 444 \$	3 417 207 \$
Val-Joli	1 569	67 167 900 \$	120 902 \$
Vallée-de-l'Or	364	8 385 344 \$	15 094 \$
Vallée-Jonction	1 895	65 953 208 \$	118 716 \$
Val-Morin	2 327	155 749 448 \$	280 349 \$
Val-Racine	119	10 324 004 \$	18 583 \$
Val-Saint-Gilles	176	2 529 090 \$	4 552 \$
Vaudreuil-Dorion	20 871	967 188 991 \$	2 901 567 \$
Vaudreuil-sur-le-Lac	972	50 684 130 \$	91 231 \$
Venise-en-Québec	1 245	79 619 772 \$	143 316 \$
Victoriaville	39 799	1 419 038 065 \$	4 257 114 \$
Ville-Marie	2 854	112 733 093 \$	202 920 \$
Villeroi	534	17 586 885 \$	31 656 \$
Waltham	467	17 725 305 \$	31 906 \$
Warden	335	9 076 368 \$	16 337 \$
Warwick	4 945	201 423 897 \$	362 563 \$
Waterloo	4 148	135 273 253 \$	334 125 \$
Waterville	1 840	76 195 801 \$	137 152 \$
Weedon	2 731	102 024 304 \$	183 644 \$
Wentworth	429	72 122 688 \$	129 821 \$
Wentworth-Nord	1 188	135 753 374 \$	244 356 \$
Westbury	962	33 529 205 \$	60 353 \$
Wickham	2 530	93 986 406 \$	169 176 \$
Windsor	5 495	263 010 124 \$	708 896 \$
Wotton	1 629	52 282 838 \$	94 106 \$
Wright-Gracefield-Northfield	2 448	161 421 767 \$	290 559 \$
Yamachiche	2 620	120 072 773 \$	216 131 \$
Yamaska	1 696	64 056 921 \$	115 302 \$
	2 285 998	95 108 349 464 \$	210 659 366 \$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 B) Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sureté du Québec pour chacune des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population 2004	Richesse foncière uniformisée 2002	Facture préliminaire 2004
Abercorn	321	31 051 322	55 892 \$
Abitibi	271	7 104 810	12 789 \$
Abitibi-Ouest	105	929 200	1 673 \$
Acton Vale	7 453	277 917 351	670 453 \$
Adstock	2458	136 052 504	244 895 \$
Aganish	330	5 358 739	9 646 \$
Albanel	2 461	61 924 559	111 464 \$
Albertville	340	7 402 497	13 324 \$
Alleyn-et-Cawood	174	19 697 970	35 456 \$
Alma	30 579	1 419 797 775	4 192 265 \$
Amherst	1 263	91 338 927	164 410 \$
Amos	12 968	507 543 245	1 522 630 \$
Amqui	6 468	216 606 153	649 818 \$
Ange-Gardien	2 041	146 948 491	264 507 \$
Angliers	326	11 110 700	19 999 \$
Antoine-Labelle	10	23 826 102	42 887 \$
Armagh	1 600	45 423 914	81 763 \$
Arundel	553	37 755 654	67 960 \$
Asbestos	6 671	351 281 721	1 022 009 \$
Ascot Corner	2 447	82 677 217	148 819 \$
Aston-Jonction	418	17 289 996	31 122 \$
Auclair	528	13 582 251	24 448 \$
Audet	736	28 170 510	50 707 \$
Aumond	657	27 245 155	49 041 \$
Authier	346	4 990 913	8 984 \$
Authier-Nord	322	5 357 874	9 644 \$
Avignon	0	171 028	308 \$
Ayer's Cliff	1 126	60 342 044	108 616 \$
Baie-Comeau	23 207	1 305 348 958	3 916 047 \$
Baie-des-Sables	659	16 677 603	30 020 \$
Baie-du-Febvre	1 150	66 921 032	120 458 \$
Baie-James	1 949	255 772 484	460 390 \$
Baie-Johan-Beetz	88	2 331 381	4 196 \$
Baie-Sainte-Catherine	275	9 964 950	17 937 \$
Baie-Saint-Paul	7 387	327 720 296	470 914 \$
Baie-Trinité	608	22 100 613	39 781 \$
Barkmere	43	18 366 600	33 060 \$
Barnston-Ouest	609	43 095 926	77 573 \$
Barrute	2 051	51 541 615	92 775 \$
Batiscan	913	36 929 869	66 474 \$
Béarn	926	25 666 436	46 200 \$
Beauceville	6 433	232 433 482	425 995 \$
Beaulac-Garthy	836	53 161 648	95 691 \$
Beaumont	2 232	112 085 301	201 754 \$
Beaupré	2 831	229 892 928	413 807 \$
Bécancour	11 338	810 561 743	2 431 685 \$
Bedford	2 684	103 215 940	185 789 \$
Bedford	824	39 576 308	71 237 \$
Bégin	948	21 837 703	39 308 \$
Belcourt	272	4 686 100	8 435 \$
Bellefleur	375	8 698 849	15 658 \$
Berry	501	12 353 935	22 237 \$
Berthier-sur-Mer	1 326	67 285 392	121 114 \$
Berthierville	4 014	151 944 367	367 705 \$
Béthanie	342	19 973 281	35 952 \$
Biencourt	618	14 036 161	25 265 \$
Blanc-Sablon	1 236	41 438 688	74 590 \$
Blue Sea	582	58 885 053	105 993 \$
Boileau	235	26 394 677	47 510 \$
Boischatel	4 480	165 331 898	426 556 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 B) Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière uniformisée 2002	Facture préliminaire 2004
	2004		
Bois-Franc	434	23 496 145	42 293 \$
Bolton-Est	694	60 958 640	109 726 \$
Bolton-Ouest	718	83 391 988	150 106 \$
Bonaventure	2 780	95 009 546	171 017 \$
Bonaventure	0	2 215 262	3 987 \$
Bonne-Espérance	865	13 314 539	23 966 \$
Bonsecours	562	30 281 049	54 506 \$
Bouchette	692	48 460 988	87 230 \$
Bowman	577	36 530 568	65 755 \$
Brébeuf	840	34 461 020	62 030 \$
Brigham	2 305	106 530 380	191 755 \$
Bristol	1 058	68 984 985	124 173 \$
Brome	281	17 375 295	31 276 \$
Brownsburg-Chatham	6 920	244 468 669	548 881 \$
Bryson	712	18 496 203	33 293 \$
Bury	1 210	57 270 896	103 088 \$
Cabano	3 247	111 266 648	220 308 \$
Campbell's Bay	771	23 800 580	42 841 \$
Cap-Chat	2 895	64 224 734	113 091 \$
Caplan	2 028	51 967 960	93 542 \$
Cap-Saint-Ignace	3 223	113 245 528	224 226 \$
Cap-Santé	2 567	97 343 110	175 218 \$
Carleton-Saint-Omer	4 045	137 722 385	247 900 \$
Cascapédia-Saint-Jules	701	20 838 366	37 509 \$
Causapscal	2 596	64 472 390	116 050 \$
Cayamant	725	52 957 443	95 323 \$
Chambord	1 720	91 434 771	164 583 \$
Champlain	1 646	73 702 388	132 664 \$
Champaneuf	158	4 370 977	7 868 \$
Chandler	8 359	238 574 714	461 871 \$
Chapais	1 844	31 115 056	56 007 \$
Charlevoix	0	7 754 448	13 958 \$
Charlevoix-Est	187	22 086 211	39 755 \$
Charrette	939	31 497 528	56 696 \$
Charterville	382	25 067 385	45 121 \$
Château-Richer	3 478	120 824 899	254 941 \$
Chazel	348	6 373 853	11 473 \$
Chénéville	758	27 076 335	48 737 \$
Chertsey	4 289	209 549 773	525 618 \$
Chester-Est	371	17 674 900	31 815 \$
Chesterville	818	41 202 819	74 165 \$
Chibougamau	7 960	254 614 641	763 844 \$
Chichester	377	15 917 853	28 652 \$
Chute-aux-Outardes	1 961	44 403 810	79 927 \$
Chute-Saint-Philippe	847	43 900 627	79 021 \$
Clarendon	1 365	77 798 937	140 038 \$
Clermont	3 091	142 702 092	262 572 \$
Clermont	564	11 043 093	19 878 \$
Clerval	355	10 593 770	19 069 \$
Cleveland	1 543	61 141 615	110 055 \$
Cloridorme	913	17 159 138	30 886 \$
Coaticook	9 191	405 046 058	1 033 062 \$
Colombier	905	17 415 236	31 347 \$
Compton	2 994	176 066 562	316 920 \$
Cookshire-Eaton	6 007	265 609 295	482 782 \$
Coteau-du-Lac	5 882	253 157 067	759 471 \$
Côte-Nord-du-Golfe-du-Saint-Laurent	1 181	27 487 272	49 477 \$
Courcelles	1 015	37 997 095	68 395 \$
Cowansville	12 342	466 777 503	1 400 333 \$
Danville	4 288	124 252 686	223 655 \$
Daveluyville	978	30 379 371	54 683 \$
Dégelis	3 349	106 063 834	217 431 \$
Déleage	2 114	56 295 078	101 331 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 B) Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population 2004	Richesse foncière uniformisée 2002	Facture préliminaire 2004
Denholm	522	40 882 073	73 588 \$
Desbiens	1 148	27 343 552	49 218 \$
Deschallons-sur-Saint-Laurent	1 042	43 068 156	77 523 \$
Deschambault-Grondines	2 066	270 926 361	487 667 \$
Disraeli	2 710	72 346 987	130 225 \$
Disraeli	1 018	44 602 521	80 285 \$
Dixville	752	39 784 134	71 611 \$
Dolbeau-Mistassini	15 076	535 941 538	1 607 825 \$
Donnacona	5 622	273 717 999	821 154 \$
Dosquet	879	25 231 666	45 417 \$
Drummondville	47 803	1 895 912 724	5 687 738 \$
Dudswell	1 714	87 904 022	158 227 \$
Duhamel	362	66 248 200	119 247 \$
Duhamel-Ouest	786	39 783 900	71 611 \$
Dundee	392	29 522 930	53 141 \$
Dunham	3 299	193 504 139	383 138 \$
Duparquet	706	20 911 975	37 642 \$
Dupuy	1 018	20 666 262	37 199 \$
Durham-Sud	1 052	39 475 156	71 055 \$
East Angus	3 667	105 488 703	235 240 \$
East Broughton	2 364	58 347 071	105 025 \$
East Farnham	543	22 174 698	39 914 \$
East Hereford	327	25 191 493	45 345 \$
Eastman	1 421	129 057 662	232 304 \$
Egan-Sud	554	21 422 400	38 560 \$
Elgin	460	22 918 491	41 253 \$
Entrelacs	831	71 434 259	128 582 \$
Escuminac	616	17 607 712	31 694 \$
Esprit-Saint	443	8 915 499	16 048 \$
Farnham	7 955	302 964 714	809 152 \$
Fasset	469	19 862 664	35 753 \$
Ferland-et-Bollevue	623	18 868 779	33 964 \$
Ferme-Neuve	3 031	103 794 158	167 739 \$
Fermont	2 747	216 182 185	389 128 \$
Forestville	3 721	107 565 989	245 250 \$
Fort-Coulonge	1 689	34 171 775	61 509 \$
Fortierville	723	23 505 505	42 310 \$
Fossambault-sur-le-Lac	1 103	86 774 900	156 195 \$
Frampton	1 326	61 327 568	110 390 \$
Franklin	1 617	80 728 599	145 311 \$
Franquein	390	9 909 796	17 838 \$
Freilighsburg	1 104	88 207 009	158 773 \$
Frontenac	1 560	86 716 151	156 089 \$
Fugèreville	343	11 370 251	20 466 \$
Gallichan	484	9 917 813	17 852 \$
Gaspé	15 126	459 778 244	1 379 335 \$
Girardville	1 293	33 693 019	60 647 \$
Godbout	336	11 603 213	20 886 \$
Godmanchester	1 529	71 653 882	128 977 \$
Gore	1 328	96 636 661	173 946 \$
Grand-Calumet	733	29 404 792	52 929 \$
Grande-Rivière	3 556	86 721 053	188 185 \$
Grandes-Piles	381	22 321 909	40 179 \$
Grande-Vallée	1 321	31 812 078	57 262 \$
Grand-Métis	282	10 909 800	19 638 \$
Grand-Remous	1 262	45 283 196	81 510 \$
Grand-Saint-Esprit	511	21 911 670	39 441 \$
Grandville-sur-le Rouge	2 704	140 875 127	253 575 \$
Grenville	1 363	50 548 515	90 987 \$
Gros-Mécatina	582	14 659 534	26 387 \$
Grosses-Roches	460	9 589 573	17 261 \$
Guérin	321	9 167 478	16 501 \$
Ham-Nord	963	36 993 736	66 589 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 (B) Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sécurité du Québec pour chaque des municipalités (l'actualisation des services de base)

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture préliminaire 2004
	2004	uniformisée 2002	
Hampden	169	9 911 043	17 840 \$
Harrington	795	88 344 207	159 020 \$
Hatley	716	64 908 974	116 836 \$
Hatley	1 554	106 186 056	191 135 \$
Havelock	815	45 249 372	81 449 \$
Havre-Saint-Pierre	3 301	138 273 086	283 460 \$
Hébertville	2 427	77 450 420	139 411 \$
Hébertville-Station	1 321	30 353 319	54 636 \$
Hemmingford	719	28 019 508	50 435 \$
Hemmingford	1 697	115 172 600	207 311 \$
Henryville	1 511	89 398 938	160 918 \$
Hérouxville	1 317	35 620 111	64 116 \$
Hinchinbrooke	2 423	95 347 350	171 625 \$
Honfleur	861	46 466 978	83 641 \$
Hope	755	15 647 157	28 165 \$
Hope Town	341	10 046 083	18 083 \$
Howick	591	18 414 332	33 146 \$
Huberdeau	952	33 310 905	59 960 \$
Hudson	4 960	435 577 004	1 197 837 \$
Huntingdon	2 716	85 489 617	153 881 \$
Inverness	855	46 951 651	84 513 \$
Irlande	941	38 247 993	68 846 \$
Kamouraska	704	35 374 474	63 674 \$
Kamouraska	0	2 054 994	3 699 \$
Kazabazua	781	56 098 945	100 978 \$
Kiamika	726	34 759 748	62 568 \$
Kingsbury	142	3 842 415	6 916 \$
Kingsley Falls	2 030	124 242 185	223 636 \$
Kinnear's Mills	361	20 859 126	37 546 \$
Kipawa	567	28 030 631	50 455 \$
La Conception	1 112	92 612 688	166 703 \$
La Corne	638	18 006 174	32 411 \$
La Côte-de-Beaupré	0	41 211 547	74 181 \$
La Côte-de-Gaspé	0	2 191 599	3 945 \$
La Doré	1 561	42 522 308	76 540 \$
La Durantaye	744	27 927 151	50 269 \$
La Guadeloupe	1 710	55 613 252	100 104 \$
La Haute-Côte-Nord	3	19 546 934	35 184 \$
La Haute-Gaspésie	0	9 564 970	17 217 \$
La Jacques-Cartier	0	2 070 691	3 727 \$
La Malbaie	9 334	401 725 313	959 923 \$
La Martre	274	3 081 122	5 546 \$
La Matapédia	24	35 549 218	63 989 \$
La Minerve	1 126	111 223 706	200 203 \$
La Mitis	0	10 004 608	18 008 \$
La Morandière	290	5 218 919	9 394 \$
La Motte	436	12 324 917	22 185 \$
La Patrie	788	44 687 462	80 437 \$
La Pocatière	4 513	211 844 325	555 032 \$
La Présentation	1 882	122 969 310	221 345 \$
La Rédemption	550	9 934 767	17 883 \$
La Reine	404	5 330 870	9 596 \$
La Sarre	7 718	279 886 965	839 661 \$
La Trinité-des-Monts	285	7 295 243	13 131 \$
La Tuque	13 094	469 787 316	1 345 786 \$
La Vallée-de-la-Gatineau	0	10 806 642	19 452 \$
La Visitation-de-l'Île-Dupas	584	23 473 065	42 252 \$
La Visitation-de-Yamaska	408	27 346 356	49 223 \$
Labelle	2 318	118 519 108	213 334 \$
Labrecque	1 276	30 786 535	55 416 \$
Lac Beauport	5 781	291 026 394	873 079 \$
Lac Brome	5 562	469 143 034	1 407 429 \$
Lac Delage	466	24 979 393	44 963 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 B) Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sûreté du Québec pour chaque des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière uniformisée 2002	Facture préliminaire 2004
	2004		
Lac Saint-Joseph	189	70 663 500	127 194 \$
Lac-au-Saumon	1 567	40 619 808	73 116 \$
Lac-aux-Sables	1 354	63 776 280	114 797 \$
Lac-Bouchette	1 380	48 239 059	86 830 \$
Lac-des-Aigles	652	14 810 048	26 658 \$
Lac-des-Écorces	2 730	92 248 065	166 047 \$
Lac-des-Plages	392	42 210 740	75 979 \$
Lac-des-Seize-Îles	239	29 125 110	52 425 \$
Lac-Drolet	1 213	52 489 175	94 481 \$
Lac-du-Cerf	419	30 828 154	55 491 \$
Lac-Etchemin	3 947	153 072 049	275 529 \$
Lac-Frontière	175	6 359 200	11 447 \$
Lachute	12 016	441 640 217	1 324 921 \$
Lacolle	2 422	116 372 293	209 470 \$
Lac-Poulin	93	19 660 816	35 389 \$
Lac-Saguay	402	23 611 300	42 500 \$
Lac-Sainte-Marie	493	90 804 102	163 447 \$
Lac-Saint-Jean-Est	0	4 091 472	7 365 \$
Lac-Saint-Paul	433	20 746 992	37 345 \$
Lac-Sergeant	258	27 511 155	49 520 \$
Lac-Simon	704	105 414 582	189 746 \$
Lac-Supérieur	1 444	145 244 461	261 440 \$
Laforce	482	3 421 597	6 159 \$
Lamarche	521	11 637 713	20 948 \$
Lambton	1 561	101 626 436	182 928 \$
La-Mégantic	6 029	296 971 340	890 914 \$
Landrienne	1 076	26 259 426	47 267 \$
L'Ange-Gardien	2 924	102 629 531	184 733 \$
Lanoraie	3 961	163 656 058	294 580 \$
L'Anse-Saint-Jean	1 184	34 578 213	62 241 \$
Lantier	678	76 164 522	137 096 \$
Larouche	1 049	36 097 203	64 975 \$
L'Ascension	814	40 427 661	72 770 \$
L'Ascension-de-Notre-Seigneur	1 954	54 917 304	98 851 \$
L'Ascension-de-Patapédia	227	4 970 212	8 946 \$
Latulipe-et-Gaboury	355	10 562 142	19 012 \$
Launay	258	8 414 390	15 146 \$
Laurier-Station	2 406	102 096 113	183 773 \$
Laurierville	1 558	58 449 757	105 210 \$
Lavallée	11 674	377 837 247	1 082 957 \$
L'Avenir	1 310	49 050 927	88 292 \$
Laverlochère	750	23 812 745	42 863 \$
Lawrenceville	642	21 693 756	39 049 \$
Le Bic	2 902	97 594 081	175 669 \$
Le Domaine-du-Roy	0	31 397 490	56 515 \$
Le Fiord-du-Saguenay	2	183 222 657	329 801 \$
Le Haut-Saint-Maurice	262	119 623 248	215 322 \$
Le Rocher-Percé	0	283 836	511 \$
Lebel-sur-Quévillon	3 270	174 140 398	344 798 \$
Leclercville	604	23 613 102	42 504 \$
Lefebvre	844	22 717 400	40 891 \$
Lejeune	395	10 203 228	18 366 \$
Lemieux	353	12 396 355	22 313 \$
L'Épiphanie	4 296	109 057 073	273 733 \$
L'Épiphanie	2 993	117 128 993	210 832 \$
Les Basques	0	265 851	479 \$
Les Bergeronnes	701	25 437 793	45 788 \$
Les Cèdres	5 425	242 944 090	728 832 \$
Les Coteaux	3 177	107 124 458	204 608 \$
Les Éboulements	1 266	76 445 118	137 601 \$
Les Escoumins	2 101	65 106 063	117 191 \$
Les Hauteurs	590	13 482 623	24 269 \$
Les Îles-de-la-Madeleine	13 019	383 605 772	693 977 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 B) Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture préliminaire 2004
	2004	uniformisée 2002	
Les Méchins	1 211	36 890 635	66 403 \$
Leslie-Clapham-et-Huddersfield	884	58 492 438	105 286 \$
L'Île-Cadieux	129	25 241 695	45 435 \$
L'Île-d'Anticosti	277	17 921 451	32 259 \$
L'Île-Perrot	9 685	339 253 976	1 017 762 \$
Lingwick	422	31 381 199	56 486 \$
L'Isle-aux-Allumettes	1 392	91 571 235	164 828 \$
L'Isle-aux-Coudres	1 352	67 088 726	120 760 \$
L'Islet	3 874	133 548 947	240 388 \$
L'Isle-Verte	1 513	50 076 559	90 138 \$
Litchfield	516	68 991 872	124 185 \$
Lochaber	466	21 371 412	38 469 \$
Lochaber-Partie-Ouest	467	29 616 929	53 310 \$
Longue-Pointe-de-Mingan	505	11 787 501	21 218 \$
Longue-Rive	1 388	25 984 043	46 771 \$
Lorrainville	1 428	44 165 688	79 498 \$
Lotbinière	907	39 488 808	71 080 \$
Louiseville	7 773	280 344 024	841 032 \$
Low	872	63 724 452	114 704 \$
Lyster	1 657	66 605 137	119 889 \$
Macamic	2 831	71 488 485	128 679 \$
Maddington	463	10 654 187	19 178 \$
Malartic	3 644	88 776 860	197 972 \$
Mandeville	2 016	90 150 566	162 271 \$
Manicouagan	43	47 355 586	85 240 \$
Maniwaki	4 097	147 512 112	356 979 \$
Manseau	918	30 835 373	55 504 \$
Mansfield-et-Pontefract	2 114	83 417 974	150 152 \$
Maria	2 502	91 213 027	164 183 \$
Maria-Chapdelaine	205	43 511 600	78 321 \$
Maricourt	518	22 559 360	40 607 \$
Marieville	7 286	312 515 419	703 910 \$
Marsoui	374	6 410 644	11 539 \$
Marston	641	31 651 100	56 972 \$
Martinville	472	20 118 857	36 214 \$
Maskinongé	2 222	83 532 229	150 358 \$
Massueville	569	14 429 332	25 973 \$
Matagami	1 957	53 974 592	97 154 \$
Matane	14 978	554 019 746	1 519 371 \$
Matane	0	1 505 300	2 710 \$
Matapédia	741	28 840 103	51 912 \$
Matawinie	98	21 748 589	39 147 \$
Mayo	450	29 357 700	52 844 \$
Mékinac	3	21 205 300	38 170 \$
Melbourne	996	56 426 792	101 568 \$
Messines	1 563	81 527 199	146 749 \$
Métabetchouan--Lac-à-la-Croix	4 161	146 886 629	287 277 \$
Méts-sur-Mer	627	35 597 866	64 076 \$
Milan	334	16 080 966	28 946 \$
Mile-Isles	1 256	72 147 790	129 866 \$
Moffet	234	6 175 987	11 117 \$
Montcalm	555	46 108 816	82 996 \$
Mont-Carmel	1 246	37 859 172	68 147 \$
Monteref-Lytton	716	22 734 589	40 922 \$
Montebello	1 066	56 737 517	102 128 \$
Mont-Joli	6 650	229 914 675	664 010 \$
Mont-Laurier	13 775	527 008 923	1 536 616 \$
Montmagny	11 821	443 893 808	1 331 681 \$
Montpellier	756	45 331 883	81 597 \$
Mont-Saint-Grégoire	3 104	153 312 426	287 210 \$
Mont-Saint-Michel	639	25 181 206	45 326 \$
Mont-Saint-Pierre	230	5 106 165	9 191 \$
Morin-Heights	2 727	244 142 753	439 457 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 B) Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population 2004	Richesse foncière uniformisée 2002	Facture préliminaire 2004
Mulgrave-et-Derry	243	38 839 700	69 911 \$
Murdochville	1 000	33 162 736	59 693 \$
N.-D.-de-Bon-Secours-Pite-Nord	298	30 915 813	55 648 \$
N.-D.-Sacré-Coeur-Issoudun	816	30 532 788	54 959 \$
Namur	551	19 010 103	34 218 \$
Nantes	1 468	48 415 512	87 148 \$
Napierville	3 184	115 814 180	221 205 \$
Natashquan	367	8 625 302	15 526 \$
N-Dame-Auxiliatrice-Buckland	816	28 945 267	52 101 \$
Nédélec	435	10 786 135	19 415 \$
Neuville	3 436	144 763 782	260 608 \$
New Carlisle	1 405	42 913 068	77 244 \$
New Richmond	3 753	165 471 333	377 275 \$
Nicolet	7 971	306 157 700	701 897 \$
Nominique	2 155	134 575 777	242 236 \$
Norbertville	278	8 676 478	15 618 \$
Normandin	3 513	120 226 631	260 892 \$
Normétal	1 036	14 501 702	26 103 \$
North Hatley	754	71 883 149	129 390 \$
Notre-Dame-de-Ham	414	11 523 928	20 743 \$
Notre-Dame-de-la-Merci	791	74 830 942	134 696 \$
Notre-Dame-de-la-Paix	713	28 640 428	51 553 \$
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot	8 964	440 439 430	1 321 318 \$
Notre-Dame-de-Lorette	218	4 721 912	8 499 \$
Notre-Dame-de-Lourdes	737	24 637 846	44 348 \$
Notre-Dame-de-Montauban	817	35 847 975	64 526 \$
Notre-Dame-de-Pontmain	616	36 733 416	66 120 \$
Notre-Dame-des-Bois	784	35 377 154	63 679 \$
Notre-Dame-des-Monts	840	18 193 354	32 748 \$
Notre-Dame-des-Neiges	1 264	55 678 472	100 221 \$
Notre-Dame-des-Pins	1 047	37 733 337	67 920 \$
Notre-Dame-des-Sept-Douleurs	45	6 388 590	11 499 \$
Notre-Dame-de-Stanbridge	744	52 582 596	94 649 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	1 447	45 112 195	81 202 \$
Notre-Dame-du-Bon-Conseil	984	45 906 026	82 631 \$
Notre-Dame-du-Lac	2 160	75 682 382	136 228 \$
Notre-Dame-du-Laus	1 422	97 863 625	176 155 \$
Notre-Dame-du-Mont-Carmel	5 201	144 547 464	420 633 \$
Notre-Dame-du-Nord	1 121	36 446 415	65 604 \$
Notre-Dame-du-Portage	1 196	75 897 988	136 616 \$
Notre-Dame-du-Rosaire	406	16 420 164	29 556 \$
Nouvelle	1 983	56 489 061	101 680 \$
Noyan	1 116	66 618 930	119 914 \$
Ogden	754	75 853 114	136 536 \$
Oka	4 460	162 088 700	299 896 \$
Ormstown	3 687	150 122 477	270 220 \$
Packington	580	19 573 941	35 233 \$
Padoue	295	6 009 917	10 818 \$
Palmarolle	1 509	37 101 832	66 783 \$
Papineauville	2 199	98 194 970	176 751 \$
Parisville	536	23 636 266	42 545 \$
Paspébiac	3 355	96 616 323	173 909 \$
Percé	3 609	102 748 399	229 129 \$
Péribonka	567	38 327 212	68 989 \$
Petite-Rivière-Saint-François	732	43 413 404	78 144 \$
Petite-Vallée	205	4 536 400	8 166 \$
Petit-Saguenay	847	17 841 787	32 115 \$
Pierreville	2 414	89 520 001	161 136 \$
Pincourt	10 384	362 542 341	1 087 627 \$
Piopolis	337	30 645 600	55 162 \$
Plaisance	1 154	31 367 616	56 462 \$
Plessisville	6 757	211 827 605	635 483 \$
Plessisville	2 717	93 560 675	168 409 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 B Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sûreté du Québec pour
Chacune des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière uniformisée 2002	Facture préliminaire 2004
	2004		
Pohénégamook	3 098	92 356 989	169 937 \$
Pointe-à-la-Croix	1 533	39 510 391	71 119 \$
Pointe-aux-Outardes	1 423	71 359 833	128 448 \$
Pointe-des-Cascades	952	33 390 500	60 103 \$
Pointe-Fortune	470	19 513 400	35 124 \$
Pointe-Lebel	1 956	72 394 540	130 310 \$
Pontiac	0	7 031 404	12 657 \$
Pont-Rouge	7 497	228 021 568	459 842 \$
Portage-du-Fort	248	6 875 246	12 375 \$
Port-Cartier	7 025	388 781 124	1 151 088 \$
Port-Daniel-Gascons	2 664	56 059 919	100 908 \$
Portneuf	3 181	109 547 810	204 688 \$
Portneuf	0	11 817 705	21 272 \$
Potton	1 790	17 514 319	31 526 \$
Pouliarès	736	213 724 594	384 704 \$
Preissac	700	13 822 997	24 881 \$
Price	1 820	61 321 908	110 379 \$
Princeville	5 762	34 152 131	61 474 \$
Racine	1 171	199 957 986	455 274 \$
Ragueneau	1 598	70 123 478	126 222 \$
Rapide-Danseur	281	40 382 002	72 688 \$
Rapides-des-Joachims	202	6 740 586	12 133 \$
Rawdon	9 028	6 927 934	12 470 \$
Rémigny	376	331 759 637	810 555 \$
Richelleu	5 289	9 176 256	16 517 \$
Richmond	3 419	216 885 350	448 239 \$
Rigaud	6 319	101 514 120	182 725 \$
Rimouski	42 324	331 617 704	616 560 \$
Ripon	1 317	1 667 901 252	4 721 695 \$
Ristigouche-Partie-Sud-Est	170	58 661 789	105 591 \$
Rivière-à-Claude	164	5 133 980	9 241 \$
Rivière-à-Pierre	687	3 417 936	6 152 \$
Rivière-au-Tonnerre	407	35 355 337	63 640 \$
Rivière-Beaudette	1 550	8 928 393	16 071 \$
Rivière-Bleue	1 480	78 089 165	140 560 \$
Rivière-Éternité	563	37 356 022	67 241 \$
Rivière-Héva	1 179	13 256 595	23 862 \$
Rivière-Ouelle	1 187	33 889 850	61 002 \$
Rivière-Rouge	5 580	49 606 476	89 292 \$
Rivière-Saint-Jean	281	270 342 780	486 617 \$
Roberval	11 013	5 009 778	9 018 \$
Rochebaucourt	216	375 683 519	1 127 051 \$
Roquemare	461	2 908 720	5 236 \$
Rougemont	2 641	9 028 704	16 252 \$
Rouyn-Noranda	39 844	143 339 788	258 012 \$
Rouyn-Noranda	7	1 682 154 630	4 672 218 \$
Roxton	1 066	1 505 600	2 710 \$
Roxton Falls	1 335	59 262 900	106 673 \$
Roxton Pond	3 586	41 317 667	74 372 \$
Sacré-Coeur	2 079	163 251 514	322 057 \$
Sacré-Coeur-de-Jésus	560	57 149 377	102 869 \$
Saint-Adalbert	693	25 168 089	45 303 \$
Saint-Adelme	530	20 038 950	36 070 \$
Saint-Adelphe	973	12 005 447	21 610 \$
Saint-Adolphe-d'Howard	2 673	37 059 857	66 708 \$
Saint-Adrien	530	291 535 006	524 763 \$
Saint-Adrien-d'Irlande	413	17 241 199	31 034 \$
Saint-Agapit	2 942	17 151 897	30 873 \$
Saint-Aimé	536	94 443 102	169 998 \$
Saint-Aimé-des-Lacs	996	52 194 430	93 950 \$
Saint-Alban	1 159	39 491 130	71 084 \$
Saint-Albert	1 523	41 818 684	75 274 \$
Saint-Alexandre	2 484	51 538 880	92 770 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 4.1.B) Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière		Facture préliminaire 2004
	2004	uniformisée 2002		
Saint-Alexandre-de-Kamouraska	1 862	117 745 469	211 942 \$	
Saint-Alexandre-des-Lacs	318	62 549 058	112 588 \$	
Saint-Alexis	568	5 691 349	10 244 \$	
Saint-Alexis	799	18 950 423	34 111 \$	
Saint-Alexis-de-Matapédia	650	44 912 142	80 842 \$	
Saint-Alexis-des-Monts	2 997	15 024 184	27 044 \$	
Saint-Alfred	428	122 107 745	219 794 \$	
Saint-Alphonse	783	18 656 495	33 582 \$	
Saint-Alphonse	2 860	20 732 792	37 319 \$	
Saint-Alphonse-Rodriguez	2 807	136 686 095	246 035 \$	
Saint-Ambroise	3 518	135 086 931	243 156 \$	
Saint-Anaclet-de-Lessard	2 627	87 425 817	189 714 \$	
Saint-André	662	80 359 662	144 647 \$	
Saint-André-Avellin	3 511	21 163 972	38 095 \$	
Saint-André-d'Argenteuil	2 994	120 211 865	237 145 \$	
Saint-André-de-Restigouche	214	131 206 408	236 172 \$	
Saint-André-du-Lac-Saint-Jean	551	5 563 851	10 015 \$	
Saint-Anicet	2 680	13 171 138	23 708 \$	
Saint-Anselme	3 298	163 334 793	294 003 \$	
Saint-Antoine/I'Isle-aux-Grues	159	149 796 202	269 508 \$	
Saint-Antoine-de-Tilly	1 442	14 981 816	26 967 \$	
Saint-Antoine-sur-Richelieu	1 549	83 011 838	149 421 \$	
Saint-Antonin	3 502	87 700 700	157 861 \$	
Saint-Apollinaire	4 050	109 116 181	236 782 \$	
Saint-Armand	1 278	155 495 205	376 298 \$	
Saint-Arsène	1 180	92 985 739	167 374 \$	
Saint-Athanasie	330	38 670 571	69 607 \$	
Saint-Aubert	1 398	8 255 343	14 860 \$	
Saint-Augustin	420	65 083 887	117 151 \$	
Saint-Augustin	856	13 214 674	23 786 \$	
Saint-Augustin-de-Woburn	721	15 848 276	28 527 \$	
Saint-Barnabé	1 263	36 584 566	65 852 \$	
Saint-Barnabé-Sud	889	39 792 065	71 626 \$	
Saint-Barthélemy	2 022	69 769 644	125 585 \$	
Saint-Basile	2 620	77 203 409	138 966 \$	
Saint-Benjamin	872	98 300 264	176 940 \$	
Saint-Benoît-Labre	1 625	30 798 859	55 438 \$	
Saint-Bernard	2 056	69 912 788	125 843 \$	
Saint-Bernard-de-Lacolle	1 559	118 776 375	213 797 \$	
Saint-Bernard-de-Michaudville	573	113 171 334	203 708 \$	
Saint-Blaise-sur-Richelieu	2 009	42 485 182	76 473 \$	
Saint-Bonaventure	1 017	108 138 182	194 649 \$	
Saint-Boniface-de-Shawinigan	4 056	46 294 236	83 330 \$	
Saint-Bruno	2 402	132 637 635	320 983 \$	
Saint-Bruno-de-Guigues	1 116	69 640 717	125 353 \$	
Saint-Bruno-de-Kamouraska	566	41 644 507	74 960 \$	
Saint-Calixte	5 148	18 511 150	33 320 \$	
Saint-Camille	457	156 827 937	446 960 \$	
Saint-Camille-de-Leillis	925	21 224 284	38 204 \$	
Saint-Casimir	1 575	27 800 700	50 041 \$	
Saint-Célestin	760	49 985 237	89 973 \$	
Saint-Célestin	665	23 331 686	41 997 \$	
Saint-Césaire	4 949	40 146 008	72 263 \$	
Saint-Charles-de-Bellechasse	2 273	218 765 644	398 287 \$	
Saint-Charles-de-Bourget	696	92 459 022	166 426 \$	
Saint-Charles-de-Drummond	6 106	17 905 115	32 229 \$	
Saint-Charles-Garnier	334	217 506 654	652 520 \$	
Saint-Charles-sur-Richelieu	1 781	5 484 635	9 872 \$	
Saint-Christophe-d'Arthabaska	2 555	112 847 775	203 126 \$	
Saint-Chrysostome	2 663	92 117 535	165 812 \$	
Saint-Claude	1 080	101 995 635	183 592 \$	
Saint-Clément	544	41 098 990	73 978 \$	
Saint-Cléophas	405	12 028 782	21 652 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question A1 B) Les prévisions pour 2002 des factures des services de la Sécurité du Québec pour
chacune des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population 2004	Richesse foncière uniformisée 2002	Facture préliminaire 2004
Saint-Cléophas-de-Brandon	298	8 874 360	15 974 \$
Saint-Clet	1 633	9 652 360	17 374 \$
Saint-Côme	1 998	76 722 232	138 100 \$
Saint-Côme-Linière	3 303	97 394 480	175 310 \$
Saint-Cuthbert	1 909	100 432 278	195 682 \$
Saint-Cyprien	1 229	84 546 400	152 184 \$
Saint-Cyprien	611	38 767 240	69 781 \$
Saint-Cyrille-de-Lessard	793	19 397 735	34 916 \$
Saint-Cyrille-de-Wendover	3 937	28 597 785	51 476 \$
Saint-Damase	453	118 631 245	282 342 \$
Saint-Damase	2 540	11 928 100	21 471 \$
Saint-Damase-de-L'Islet	619	163 572 538	294 431 \$
Saint-Damien	2 015	21 695 122	39 051 \$
Saint-Damien-de-Buckland	2 174	95 899 006	172 618 \$
Saint-David	890	84 495 946	152 093 \$
Saint-David-de-Falardeau	2 414	79 081 276	142 346 \$
Saint-Denis	483	195 310 953	351 560 \$
Saint-Denis-de-Brompton	2 717	26 536 353	47 765 \$
Saint-Denis-sur-Richelieu	2 242	146 541 996	263 776 \$
Saint-Didace	625	132 739 935	238 932 \$
Saint-Dominique	2 249	39 029 215	70 253 \$
Saint-Dominique-du-Rosaire	499	117 366 684	211 260 \$
Saint-Donat	850	10 543 483	18 978 \$
Saint-Donat	3 562	26 727 289	48 109 \$
Sainte-Agathe-de-Lotbinière	1 263	387 256 023	840 346 \$
Sainte-Agathe-des-Monts	9 569	51 438 760	92 590 \$
Sainte-Angèle-de-Mérici	1 069	681 675 118	1 612 523 \$
Sainte-Angèle-de-Monnoir	1 474	25 398 790	45 718 \$
Sainte-Angèle-de-Prémont	626	68 380 264	123 084 \$
Sainte-Anne-de-Beaupré	2 781	20 217 681	36 392 \$
Sainte-Anne-de-la-Pérade	2 182	114 279 596	205 703 \$
Sainte-Anne-de-la-Pocatière	1 887	79 895 219	143 811 \$
Sainte-Anne-de-la-Rochelle	650	61 258 426	110 265 \$
Sainte-Anne-de-Portneuf	911	28 391 652	51 105 \$
Sainte-Anne-de-Sabrevois	1 950	91 626 460	164 928 \$
Sainte-Anne-de-Sorel	2 758	96 957 014	174 523 \$
Sainte-Anne-du-Lac	591	26 668 928	48 004 \$
Sainte-Anne-de-Sault	1 367	39 931 300	71 876 \$
Sainte-Apolline-de-Patton	652	22 693 244	40 848 \$
Sainte-Aurèle	946	38 529 159	69 352 \$
Sainte-Barbe	1 380	78 474 979	141 255 \$
Sainte-Béatrix	1 650	72 058 705	129 706 \$
Sainte-Brigide-d'Iberville	1 269	95 076 920	171 138 \$
Sainte-Brigite-de-Laval	3 511	108 895 649	236 304 \$
Sainte-Brigitte-des-Saults	764	33 086 951	59 557 \$
Sainte-Catherine-de-la-Jacques-Cartier	4 920	174 366 815	479 509 \$
Sainte-Cécile-de-Lévard	434	16 469 092	29 644 \$
Sainte-Cécile-de-Milton	1 977	81 619 381	146 915 \$
Sainte-Cécile-de-Whitton	885	41 125 468	74 026 \$
Sainte-Christine	742	36 151 738	65 073 \$
Sainte-Christine-d'Auvergne	340	26 561 700	47 811 \$
Sainte-Claire	3 195	142 592 009	272 351 \$
Sainte-Cloilde-de-Beauce	576	28 727 921	51 710 \$
Sainte-Cloilde-de-Châteauguay	1 608	83 130 135	149 634 \$
Sainte-Cloilde-de-Horton	1 592	49 234 378	88 417 \$
Sainte-Croix	2 404	118 287 435	212 917 \$
Saint-Edmond	510	10 831 232	19 496 \$
Saint-Edmond-de-Grantham	623	23 945 996	43 103 \$
Saint-Édouard	1 181	71 535 539	128 764 \$
Saint-Édouard-de-Fabre	690	24 972 997	44 951 \$
Saint-Édouard-de-Lotbinière	1 304	49 816 376	89 669 \$
Saint-Édouard-de-Maskinongé	743	21 206 810	38 172 \$
Sainte-Edwidge-de-Clifton	532	38 676 486	69 618 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 B1 Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population 2004	Richesse foncière uniformisée 2002	Facture préliminaire 2004
Sainte-Élisabeth	1 508	69 438 016	124 988 \$
Sainte-Élisabeth-de-Warwick	401	18 783 071	33 810 \$
Sainte-Émérie-de-l'Énergie	1 534	61 293 679	110 329 \$
Sainte-Eulalie	890	43 237 369	77 827 \$
Sainte-Euphémie-sur-Riv-du-Sud	357	9 741 046	17 534 \$
Sainte-Famille	879	56 813 442	102 264 \$
Sainte-Félicité	1 248	27 643 464	49 758 \$
Sainte-Félicité	444	10 313 035	18 563 \$
Sainte-Flavie	940	33 357 775	60 044 \$
Sainte-Florence	486	10 412 383	18 742 \$
Sainte-Françoise	455	13 706 000	24 671 \$
Sainte-Françoise	497	22 051 907	39 693 \$
Sainte-Geneviève-de-Batiscan	1 115	45 856 164	82 541 \$
Sainte-Geneviève-de-Berthier	2 438	96 373 577	173 472 \$
Sainte-Germaine-Boulié	1 001	20 536 673	36 966 \$
Sainte-Grtrude-Manneville	797	15 695 138	28 251 \$
Sainte-Hedwidge	849	22 099 156	39 778 \$
Sainte-Hélène	951	24 623 251	44 322 \$
Sainte-Hélène-de-Bagot	1 566	90 064 968	162 117 \$
Sainte-Hélène-de-Mancebourg	386	7 820 443	14 077 \$
Sainte-Hénédine	1 171	55 707 587	100 274 \$
Sainte-Irène	336	10 459 313	18 827 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	347	9 032 928	16 259 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	1 124	27 829 423	50 093 \$
Sainte-Jeanne-d'Arc	7 314	232 079 130	696 237 \$
Sainte-Julienne	1 872	68 702 867	123 665 \$
Sainte-Justine	918	71 749 955	129 150 \$
Sainte-Justine-de-Newton	1 584	73 368 570	132 063 \$
Saint-Élie	336	10 861 967	19 552 \$
Saint-Éloi	746	23 074 173	41 534 \$
Sainte-Louise	296	24 044 200	43 280 \$
Saint-Elphège	343	8 872 640	15 971 \$
Sainte-Lucie-de-Beauregard	938	58 899 170	106 019 \$
Sainte-Lucie-des-Laurentides	510	13 647 409	24 565 \$
Saint-Elzéar	1 829	84 527 463	152 149 \$
Saint-Elzéar	324	9 063 680	16 315 \$
Saint-Elzéar-de-Témiscouata	2 110	66 857 187	120 343 \$
Sainte-Madeleine	1 305	57 451 416	103 413 \$
Sainte-Marceline-de-Kildare	242	4 058 819	7 306 \$
Sainte-Marguerite	1 041	56 929 140	102 472 \$
Sainte-Marguerite	2 463	268 702 516	483 665 \$
Sainte-Marguerite--Estérel	498	19 669 599	35 405 \$
Sainte-Marie-de-Blandford	2 587	131 451 840	236 613 \$
Sainte-Marie-Madeleine	1 189	43 054 509	77 498 \$
Sainte-Marie-Salomé	1 078	83 389 897	150 102 \$
Sainte-Martine	3 776	185 327 021	333 587 \$
Sainte-Martine	562	21 507 108	38 713 \$
Saint-Émile-de-Suffolk	595	31 540 057	56 772 \$
Sainte-Monique	929	37 591 980	67 666 \$
Sainte-Monique	212	11 228 728	20 212 \$
Sainte-Paule	1 994	51 550 047	92 790 \$
Sainte-Perpétue	1 006	65 993 795	118 789 \$
Sainte-Perpétue	1 071	72 473 154	130 452 \$
Sainte-Pétronille	2 639	94 898 085	170 817 \$
Saint-Éphrem-de-Beauce	914	21 891 157	39 404 \$
Saint-Épiphané	343	27 300 876	49 142 \$
Sainte-Praxède	393	10 307 409	18 553 \$
Sainte-Rita	773	29 549 110	53 188 \$
Sainte-Rose-de-Watford	409	16 553 835	29 797 \$
Sainte-Rose-du-Nord	417	12 694 710	22 850 \$
Sainte-Sabine	1 093	58 043 640	104 479 \$
Sainte-Sabine	433	21 783 840	39 211 \$
Sainte-Séraphine	826	32 072 197	57 730 \$
Sainte-Sophie-de-Lévrard			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41. B) Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sûreté du Québec pour chaque des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population 2004	Richesse foncière uniformisée 2002	Facture préliminaire 2004
Sainte-Sophie-d'Halifax	635	28 912 158	52 042 \$
Saint-Esprit	1 900	110 310 477	198 559 \$
Sainte-Thècle	2 504	86 590 735	155 863 \$
Sainte-Thérèse-de-Gaspé	1 189	25 857 360	46 543 \$
Sainte-Thérèse-de-la-Croix	376	29 471 814	53 049 \$
Saint-Étienne-de-Beauharrois	762	50 369 810	90 666 \$
Saint-Étienne-de-Bolton	494	42 327 010	76 189 \$
Saint-Étienne-des-Grès	3 935	110 446 488	262 863 \$
Saint-Eugène	1 134	49 067 242	88 321 \$
Saint-Eugène-d'Argenteau	617	13 129 962	23 634 \$
Saint-Eugène-de-Guigues	456	16 074 863	28 935 \$
Saint-Eugène-de-Ladrière	483	18 559 584	33 407 \$
Sainte-Ursule	1 482	50 346 020	90 623 \$
Saint-Eusèbe	628	16 972 734	30 551 \$
Saint-Évariste-de-Forsyth	596	29 237 705	52 628 \$
Sainte-Victoire-de-Sorel	2 336	97 628 628	175 732 \$
Saint-Fabien	1 857	60 113 774	108 205 \$
Saint-Fabien-de-Panet	1 053	27 290 649	49 123 \$
Saint-Faustin-Lac-Carré	2 935	201 923 072	363 462 \$
Saint-Félicien	10 674	452 764 686	1 358 294 \$
Saint-Félix-de-Dalquier	953	21 894 849	39 411 \$
Saint-Félix-de-Kingsey	1 557	57 557 164	103 603 \$
Saint-Félix-de-Valois	5 618	207 276 149	446 038 \$
Saint-Félix-d'Otis	825	34 400 357	61 921 \$
Saint-Ferdinand	2 488	108 659 975	195 588 \$
Saint-Féréol-les-Neiges	2 098	168 391 500	303 105 \$
Saint-Flavien	1 512	50 009 915	90 018 \$
Saint-Fortunat	319	12 188 923	21 940 \$
Saint-François	503	40 182 510	72 329 \$
Saint-François/Rivière-du-Sud	1 599	74 273 326	133 692 \$
Saint-François-d'Assise	803	15 956 294	28 721 \$
Saint-François-de-Sales	754	19 267 471	34 681 \$
Saint-François-du-Lac	1 994	73 672 185	132 610 \$
Saint-François-Xavier-Brompton	2 035	66 437 816	119 588 \$
Saint-François-Xavier-de-Viger	289	8 325 113	14 985 \$
Saint-Frédéric	1 112	38 845 446	69 922 \$
Saint-Fulgence	2 035	58 114 089	104 605 \$
Saint-Gabriel	2 779	83 017 282	149 431 \$
Saint-Gabriel-de-Brandon	2 594	120 038 383	216 069 \$
Saint-Gabriel-de-Rimouski	1 259	29 594 962	53 271 \$
Saint-Gabriel-de-Valcartier	2 383	91 516 140	164 729 \$
Saint-Gabriel-Lalemant	848	18 135 258	32 643 \$
Saint-Gédéon	1 938	76 536 853	137 766 \$
Saint-Gédéon-de-Beauce	2 431	76 364 758	137 457 \$
Saint-Georges-de-Cacouna	1 124	43 582 468	78 448 \$
Saint-Georges-de-Cacouna	694	41 248 845	74 248 \$
Saint-Georges-de-Clarenceville	1 096	77 965 801	140 338 \$
Saint-Georges-de-Windsor	920	36 410 319	65 539 \$
Saint-Gérard-Majella	260	26 136 528	47 046 \$
Saint-Germain	304	9 969 232	17 945 \$
Saint-Germain-de-Grantham	3 736	141 164 898	264 846 \$
Saint-Gervais	1 957	93 110 473	167 599 \$
Saint-Gilbert	291	9 643 887	17 359 \$
Saint-Gilles	1 848	69 654 151	125 377 \$
Saint-Godefroi	366	11 599 819	20 880 \$
Saint-Guilherme	1 585	103 513 373	186 324 \$
Saint-Guy	103	4 608 400	8 295 \$
Saint-Henri	3 885	191 253 539	445 621 \$
Saint-Henri-de-Tailon	777	31 942 087	57 496 \$
Saint-Herménégilde	637	53 724 336	96 704 \$
Saint-Hilaire-de-Dorset	107	20 682 741	37 229 \$
Saint-Hilarion	1 149	39 013 763	70 225 \$
Saint-Honoré	4 784	132 585 158	298 931 \$

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 B) Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population 2004	Richesse foncière uniformisée 2002	Facture préliminaire 2004
Saint-Honoré-de-Shenley	1 663	62 546 798	112 584 \$
Saint-Honoré-de-Témiscouata	807	21 355 123	38 439 \$
Saint-Hubert-de-Rivière-du-Loup	1 309	53 205 674	95 770 \$
Saint-Hugues	1 312	87 690 927	157 844 \$
Saint-Hyacinthe	51 402	2 302 205 317	6 475 505 \$
Saint-Ignace-de-Loyola	1 909	64 827 685	116 690 \$
Saint-Ignace-de-Stanbridge	718	51 334 476	92 402 \$
Saint-Irénée	683	43 879 310	78 983 \$
Saint-Isidore	2 762	115 831 480	208 497 \$
Saint-Isidore-de-Clifton	805	43 976 399	79 158 \$
Saint-Jacques	3 794	154 982 524	278 967 \$
Saint-Jacques/Wolfestown	183	9 353 821	16 837 \$
Saint-Jacques-de-Leeds	769	32 015 251	57 627 \$
Saint-Jacques-le-Mineur	1 586	88 325 404	158 986 \$
Saint-Janvier-de-Joly	919	28 731 007	51 716 \$
Saint-Jean	881	86 475 267	155 655 \$
Saint-Jean-de-Brebeuf	371	20 045 571	36 082 \$
Saint-Jean-de-Cherbourg	206	3 207 306	5 773 \$
Saint-Jean-de-Dieu	1 757	39 170 382	70 507 \$
Saint-Jean-de-la-Lande	280	10 964 451	19 736 \$
Saint-Jean-de-Matha	3 702	169 713 292	386 946 \$
Saint-Jean-Port-Joli	3 425	133 727 326	282 165 \$
Saint-Joachim	1 480	51 087 228	91 957 \$
Saint-Joachim-de-Courval	1 480	51 087 228	91 957 \$
Saint-Joachim-de-Shefford	688	26 438 132	47 589 \$
Saint-Joseph-de-Beauce	4 543	60 513 980	108 925 \$
Saint-Joseph-de-Coleraine	1627	86 778 319	350 669 \$
Saint-Joseph-de-Ham-Sud	238	13 281 850	156 201 \$
Saint-Joseph-de-Kamouraska	411	13 258 054	23 907 \$
Saint-Joseph-de-LePAGE	573	15 680 900	23 864 \$
Saint-Joseph-des-Érables	469	22 628 300	28 226 \$
Saint-Joseph-de-Sorel	1 814	104 775 117	40 731 \$
Saint-Jude	1 128	64 661 499	188 595 \$
Saint-Jules	549	25 361 518	116 391 \$
Saint-Julien	404	14 256 846	45 651 \$
Saint-Just-de-Bretenières	823	25 972 241	25 662 \$
Saint-Juste-du-Lac	672	17 513 658	46 750 \$
Saint-Justin	1 087	49 388 392	31 525 \$
Saint-Lambert	241	2 957 388	88 899 \$
Saint-Lambert-de-Lauzon	5 076	178 404 526	5 323 \$
Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans	1 634	117 733 079	497 749 \$
Saint-Lazare	13 788	780 697 345	211 920 \$
Saint-Lazare-de-Bellechasse	1 182	48 017 390	2 342 092 \$
Saint-Léandre	392	11 140 214	86 431 \$
Saint-Léonard-d'Aston	2 237	89 410 204	20 052 \$
Saint-Léonard-de-Portneuf	1 017	43 884 355	160 938 \$
Saint-Léon-de-Standon	1 278	44 672 043	78 992 \$
Saint-Léon-le-Grand	1 151	22 643 087	80 410 \$
Saint-Léon-le-Grand	982	41 793 177	40 758 \$
Saint-Liboire	2 907	133 090 354	75 228 \$
Saint-Liguori	1 845	82 290 421	239 563 \$
Saint-Lin-Laurentides	12 676	405 219 740	148 123 \$
Saint-Louis	774	33 752 627	1 090 750 \$
Saint-Louis-de-Blandford	885	30 840 229	60 755 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	436	16 574 655	55 512 \$
Saint-Louis-de-Gonzague	1 369	91 955 647	29 834 \$
Saint-Louis-du-Ha! Ha!	1 437	37 414 607	165 520 \$
Saint-Luc-de-Bellechasse	488	19 376 328	67 346 \$
Saint-Luc-de-Vincennes	616	20 891 600	34 877 \$
Saint-Luce	2 908	100 057 537	37 605 \$
Saint-Lucien	1 313	50 002 382	180 104 \$
Saint-Ludger	1 208	49 037 485	90 004 \$
Saint-Ludger-de-Milot	766	20 029 720	88 267 \$
			36 053 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 B Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture préliminaire 2004
	2004	uniformisée 2002	
Saint-Magloire	686	27 069 002	48 724 \$
Saint-Majorique-de-Grantham	989	38 635 726	69 544 \$
Saint-Malachie	1 364	55 553 272	99 996 \$
Saint-Malo	534	34 251 399	61 653 \$
Saint-Marc-de-Figuery	634	19 415 182	34 947 \$
Saint-Marc-des-Carières	2 877	107 040 850	192 674 \$
Saint-Marc-du-Lac-Long	468	14 149 455	25 469 \$
Saint-Marcel	538	15 849 506	28 529 \$
Saint-Marcel-de-Richelieu	620	41 738 383	75 129 \$
Saint-Marcellin	350	15 385 920	27 695 \$
Saint-Marc-sur-Richelieu	1 983	107 687 791	193 838 \$
Saint-Martin	2 618	79 187 305	142 537 \$
Saint-Mathieu-de-Rioux	618	25 223 685	45 403 \$
Saint-Mathieu-d'Harricana	733	21 234 835	38 223 \$
Saint-Mathieu-du-Parc	1 292	79 105 925	142 391 \$
Saint-Maurice	2 334	73 404 472	132 128 \$
Saint-Maxime-du-Mont-Louis	1 328	24 213 660	43 585 \$
Saint-Médard	295	5 270 121	9 486 \$
Saint-Michel	2 602	117 932 575	212 279 \$
Saint-Michel-de-Bellechasse	1 651	91 981 013	165 566 \$
Saint-Michel-des-Saints	2 445	148 354 855	267 039 \$
Saint-Michel-du-Squatec	1 320	36 489 863	65 682 \$
Saint-Modeste	886	35 657 454	64 183 \$
Saint-Moïse	627	14 971 390	26 949 \$
Saint-Narcisse	1 852	55 967 671	100 742 \$
Saint-Narcisse-de-Beaurivage	1 021	63 012 974	113 423 \$
Saint-Narcisse-de-Rimouski	1 013	31 055 649	55 900 \$
Saint-Nazaire	2 048	47 654 600	85 778 \$
Saint-Nazaire-d'Acton	910	48 025 961	86 447 \$
Saint-Nazaire-de-Dorchester	421	13 599 408	24 479 \$
Saint-Nérée	822	25 006 785	45 012 \$
Saint-Nicéphore	10 283	309 770 913	929 313 \$
Saint-Noël	502	9 151 035	16 472 \$
Saint-Norbert	1 082	41 522 793	74 741 \$
Saint-Norbert-d'Arthabaska	891	42 080 135	75 744 \$
Saint-Octave-de-Métis	515	13 243 114	23 838 \$
Saint-Odilon-de-Cranbourne	1 453	53 877 662	96 980 \$
Saint-Omer	377	10 528 542	18 951 \$
Saint-Onésime-d'Ixworth	634	17 295 016	31 131 \$
Saint-Ours	1 663	84 836 597	152 706 \$
Saint-Pacôme	1 719	45 572 331	82 030 \$
Saint-Pamphile	2 858	85 537 474	153 967 \$
Saint-Pascal	3 700	131 556 878	236 634 \$
Saint-Patrice-de-Beaurivage	1 136	60 564 321	109 016 \$
Saint-Patrice-de-Sherrington	1 969	116 773 545	210 192 \$
Saint-Paul-d'Abbotsford	2 953	135 614 272	244 106 \$
Saint-Paul-de-la-Croix	387	8 972 755	16 151 \$
Saint-Paul-de-l'Île-aux-Noix	1 969	93 511 781	168 321 \$
Saint-Paul-de-Montminy	854	33 007 926	59 414 \$
Saint-Paulin	1 585	60 429 115	108 772 \$
Saint-Phlémon	870	29 879 359	53 783 \$
Saint-Philbert	371	14 883 764	26 791 \$
Saint-Philippe-de-Néri	975	25 888 605	46 599 \$
Saint-Pie	5 147	243 261 695	453 797 \$
Saint-Pie-de-Guire	440	24 223 572	43 602 \$
Saint-Pierre/Rivière-du-Sud	916	39 474 825	71 055 \$
Saint-Pierre-Baptiste	511	24 586 853	44 256 \$
Saint-Pierre-de-Broughton	844	42 831 739	77 097 \$
Saint-Pierre-de-Lamy	131	5 498 618	9 898 \$
Saint-Pierre-de-l'Île-d'Orléans	1 874	89 898 734	161 818 \$
Saint-Pierre-les-Becquets	1 264	51 826 958	93 289 \$
Saint-Placide	1 578	75 989 766	136 782 \$
Saint-Polycarpe	1 652	108 603 474	195 486 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41: B) Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population 2004	Richesse foncière uniformisée 2002	Facture préliminaire 2004
Saint-Prime	2 721	94 988 120	170 979 \$
Saint-Prosper	3 830	106 151 707	247 333 \$
Saint-Prosper	529	28 166 400	50 700 \$
Saint-Raphaël	2 270	79 072 885	142 331 \$
Saint-Raymond	9 107	339 482 303	694 510 \$
Saint-Rémi	5 961	254 365 920	763 098 \$
Saint-Rémi-de-Tingwick	465	20 686 820	37 236 \$
Saint-René	591	16 360 413	29 449 \$
Saint-René-de-Matane	1 097	21 020 327	37 837 \$
Saint-Robert	1 800	64 360 729	115 849 \$
Saint-Robert-Bellarmin	719	26 106 993	46 993 \$
Saint-Roch-de-l'Achigan	4 242	187 384 618	470 335 \$
Saint-Roch-de-Mékinac	318	19 841 247	35 714 \$
Saint-Roch-de-Richelieu	1 832	64 212 634	115 583 \$
Saint-Roch-des-Aulnaies	998	38 222 408	68 800 \$
Saint-Roch-Ouest	316	29 189 136	52 540 \$
Saint-Romain	701	37 146 502	66 864 \$
Saint-Rosaire	803	38 236 704	68 826 \$
Saint-Samuel	716	20 248 697	36 448 \$
Saints-Anges	1 012	50 826 514	91 488 \$
Saint-Sauveur	8 470	763 721 064	1 885 559 \$
Saint-Sébastien	822	36 861 291	66 350 \$
Saint-Sébastien	806	72 316 047	130 169 \$
Saint-Sévère	329	13 754 208	24 758 \$
Saint-Sévère	275	15 647 355	28 165 \$
Saint-Sévère	939	32 055 824	57 700 \$
Saint-Séverin	1 227	29 087 777	52 358 \$
Saint-Siméon	1 470	50 050 302	90 091 \$
Saint-Siméon	454	16 984 572	30 572 \$
Saint-Simon	1 141	81 129 045	146 032 \$
Saint-Simon	450	17 597 829	31 676 \$
Saint-Simon-les-Mines	449	17 449 311	31 409 \$
Saint-Sixte	215	32 137 339	57 847 \$
Saints-Martyrs-Canadiens	1 101	38 665 911	69 599 \$
Saint-Stanislas	340	7 751 376	13 952 \$
Saint-Stanislas	1 677	90 196 743	162 354 \$
Saint-Stanislas-de-Kostka	830	38 623 612	69 523 \$
Saint-Sylvestre	971	57 757 363	103 963 \$
Saint-Sylvestre	765	48 329 097	86 992 \$
Saint-Télesphore	527	10 212 082	18 382 \$
Saint-Tharcisius	1 584	66 311 844	119 361 \$
Saint-Théodore-d'Acton	787	40 847 061	73 525 \$
Saint-Théophile	796	23 414 367	42 146 \$
Saint-Thomas-Didyme	305	11 343 600	20 418 \$
Saint-Thuribe	3 902	147 421 729	265 359 \$
Saint-Tite	1 439	53 515 567	96 328 \$
Saint-Tite-des-Caps	1 463	69 853 805	125 737 \$
Saint-Ubalde	1 653	45 666 368	82 199 \$
Saint-Utric	1 481	49 050 307	88 291 \$
Saint-Urbain	1 179	68 415 171	123 147 \$
Saint-Urbain-Premier	479	35 668 500	64 203 \$
Saint-Valentin	1 351	44 908 706	80 836 \$
Saint-Valère	873	26 988 940	48 580 \$
Saint-Valérien	1 843	96 204 406	173 168 \$
Saint-Valérien-de-Milton	1 067	49 010 182	88 218 \$
Saint-Vallier	134	11 168 178	20 103 \$
Saint-Venant-de-Paquette	529	11 567 117	20 821 \$
Saint-Vianney	2 467	108 751 059	195 752 \$
Saint-Victor	1 144	52 855 245	95 139 \$
Saint-Wenceslas	2 106	65 020 962	117 038 \$
Saint-Zacharie	1 237	70 283 117	126 510 \$
Saint-Zénon	421	10 466 876	18 840 \$
Saint-Zénon-du-Lac-Humqui	821	57 670 956	103 808 \$
Saint-Zéphirin-de-Courval			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41. B) Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sécurité du Québec pour chacune des municipalités (facturation des services de base)

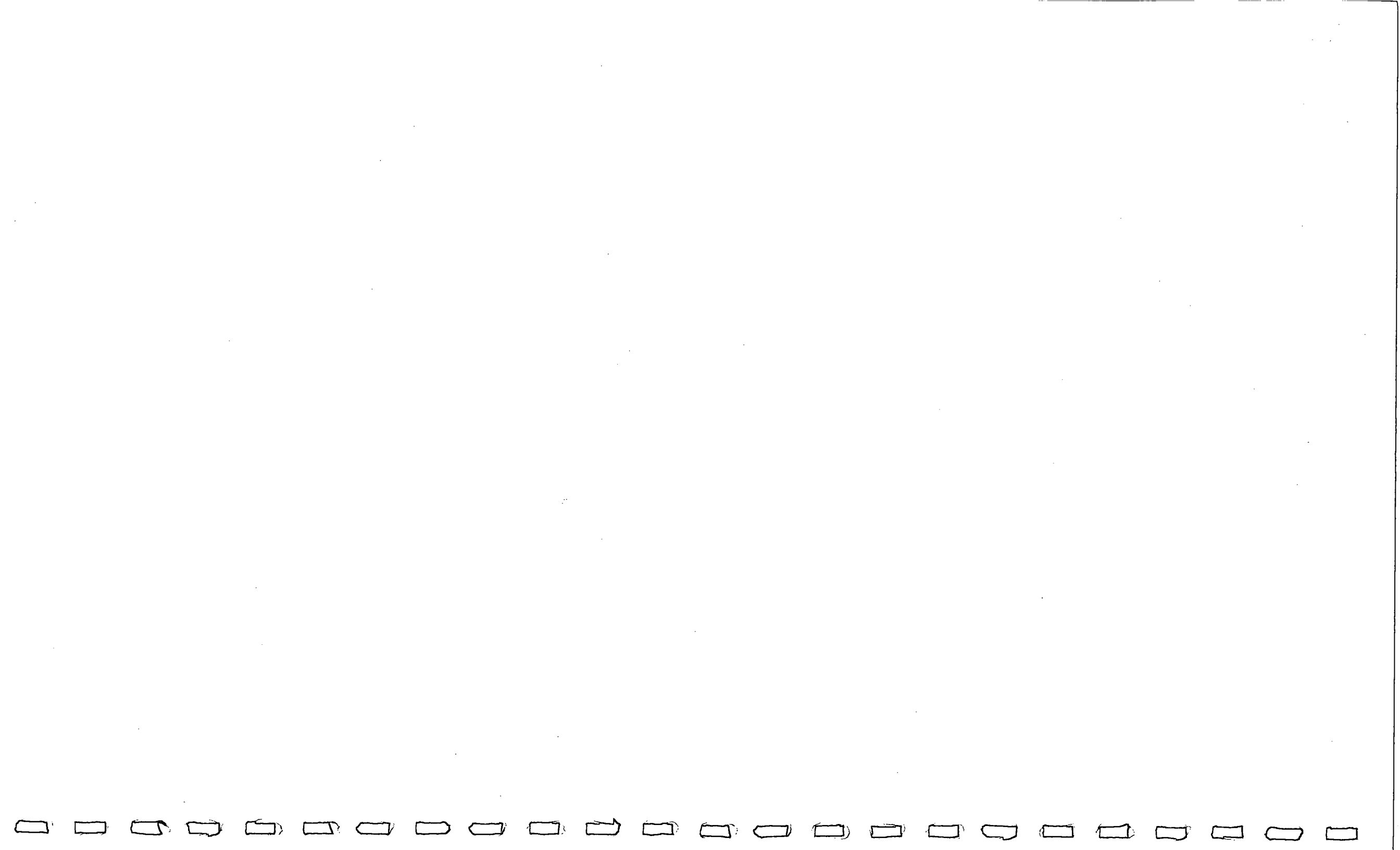
Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière uniformisée 2002	Facture préliminaire 2004
	2004		
Saint-Zotique	4 327	183 307 201	465 600 \$
Salaberry-de-Valleyfield	39 829	1 539 116 950	4 564 436 \$
Sayabec	1 997	60 517 275	108 931 \$
Schefferville	238	3 142 070	5 656 \$
Scotstown	647	11 919 254	21 455 \$
Scott	1 740	67 552 127	121 594 \$
Senneterre	3 287	103 261 887	204 459 \$
Senneterre	1 201	33 550 000	60 390 \$
Sept-Îles	25 541	1 248 794 009	3 687 414 \$
Sept-Rivières	109	5 970 624	10 747 \$
Shannon	3 870	71 650 640	166 946 \$
Shawinigan	52 268	1 813 918 589	5 120 420 \$
Shawville	1 610	73 902 484	133 024 \$
Sheen-Esher-Aberdeen-et-Malakoff	123	20 940 535	37 693 \$
Shefford	5 271	246 688 283	717 863 \$
Shigawake	375	8 005 454	14 410 \$
Sorel-Tracy	34 562	1 205 255 130	3 615 765 \$
Stanbridge East	903	39 178 304	70 521 \$
Stanbridge Station	362	25 612 994	46 103 \$
Stanstead	3 101	89 966 067	152 084 \$
Stanstead	1 083	176 827 199	318 289 \$
Stanstead-Est	665	51 997 050	93 595 \$
St-Cyprien-de-Napierville	1 359	102 914 200	185 246 \$
Ste-Anne-des-Monts-Tourelle	6 959	184 443 248	523 771 \$
Ste-Madeleine-Riv.-Madeleine	410	10 424 800	18 765 \$
St-Jean-Baptiste	2 738	141 579 635	254 843 \$
St-Mathias-sur-le-Richelieu	4 266	192 115 968	482 211 \$
St-Mathieu-de-Beloeil	2 329	158 200 100	284 760 \$
Stoke	2 632	100 548 977	180 988 \$
Stoneham-et-Tewkesbury	5 522	271 601 050	814 803 \$
Stornoway	614	28 218 994	50 794 \$
St-Pierre-Véronne-à-Pike-River	591	49 223 865	88 603 \$
Stratford	893	76 656 659	137 982 \$
Stukely-Sud	1 039	41 089 967	73 962 \$
Sutton	3 582	349 344 554	628 820 \$
Tadoussac	883	56 546 449	101 784 \$
Taschereau	1 069	17 001 420	30 603 \$
Témiscaming	2 894	167 968 095	302 343 \$
Témiscamingue	91	29 432 624	52 979 \$
Terrasse-Vaudreuil	2 094	80 699 759	145 260 \$
Thorne	419	44 715 240	80 487 \$
Thurso	2 493	113 633 143	204 540 \$
Tingwick	1 400	58 763 899	105 775 \$
Tourville	693	14 649 322	26 369 \$
Trécesson	1 187	38 678 418	69 621 \$
Très-Saint-Rédempteur	605	29 701 942	53 463 \$
Très-Saint-Sacrement	1 264	71 985 235	129 573 \$
Tring-Jonction	1 371	43 116 208	77 609 \$
Trois-Pistoles	3 606	103 554 808	230 927 \$
Trois-Rives	492	35 004 632	63 008 \$
Ulverton	387	17 443 602	31 398 \$
Upton	2 006	83 607 163	150 493 \$
Val-Alain	966	27 086 703	48 756 \$
Val-Brillant	1 002	25 798 681	46 438 \$
Valcourt	2 446	99 187 271	178 537 \$
Valcourt	990	49 984 900	89 973 \$
Val-David	3 968	195 918 956	466 287 \$
Val-des-Bois	758	48 734 369	87 722 \$
Val-des-Lacs	701	58 656 222	105 581 \$
Val-d'Or	31 707	1 239 179 038	3 419 800 \$
Val-Joli	1 588	64 817 568	116 672 \$
Vallée-de-l'Or	364	8 621 415	15 519 \$
Vallée-Jonction	1 907	62 879 827	113 184 \$

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ETUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Titre et programme : Affaires policières et sécurité - protection - 01.04

Question 41 B) Les prévisions pour 2004 des factures des services de la Sûreté du Québec pour chacune des municipalités (facturation des services de base)

Nom de la municipalité	Population	Richesse foncière	Facture préliminaire 2004
	2004	uniformisée 2002	
Val-Morin	2 314	157 391 577	283 305 \$
Val-Racine	121	10 028 405	18 051 \$
Val-Saint-Gilles	171	2 554 968	4 599 \$
Vaudreuil-Dorion	21 176	990 905 409	2 972 716 \$
Vaudreuil-sur-le-Lac	900	54 706 365	98 471 \$
Venise-en-Québec	1 300	82 724 300	148 904 \$
Victoriaville	39 579	1 436 176 196	4 308 529 \$
Ville-Marie	2 821	112 428 443	202 371 \$
Villeroiy	524	17 322 680	31 181 \$
Waltham	422	18 808 840	33 856 \$
Warden	341	9 540 066	17 172 \$
Warwick	4 862	200 405 833	360 730 \$
Waterloo	4 140	132 914 292	328 298 \$
Waterville	1 952	82 886 928	149 196 \$
Weedon	2 681	104 378 633	187 882 \$
Wentworth	454	74 109 457	133 397 \$
Wentworth-Nord	1 170	138 129 668	248 633 \$
Westbury	966	40 966 560	73 740 \$
Wickham	2 573	94 713 689	170 485 \$
Windsor	5 424	277 937 395	749 130 \$
Wotton	1 571	54 293 474	97 728 \$
Wright-Graceland-Northfield	2 338	162 584 527	292 652 \$
Yamachiche	2 645	121 439 329	218 591 \$
Yamaska	1 715	63 790 465	114 823 \$
	2 251 267	96 140 658 502	218 909 281 \$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

42. MOYENS ET EFFECTIFS UTILISÉS POUR CONTRER LA FUITE DE RENSEIGNEMENTS CONFIDENTIELS
AU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 42 : Moyens et effectifs utilisés pour contrer la fuite de renseignements confidentiels au gouvernement du Québec

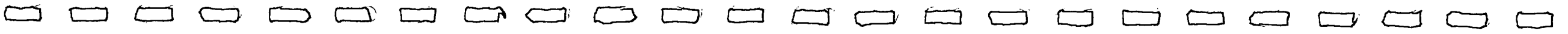
La réponse à cette question est la même que la question numéro 39 des renseignements généraux.

Les moyens utilisés sont prévus dans les directives suivantes :

Directive sur la sécurité de l'information numérique et des échanges électroniques dans l'administration gouvernementale (CT 194055).
Directive sur l'utilisation éthique du courriel, d'un collecticiel et des services d'Internet par le personnel de la fonction publique (CT 198872).

Les effectifs utilisés :

- o Les ressources internes.





MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

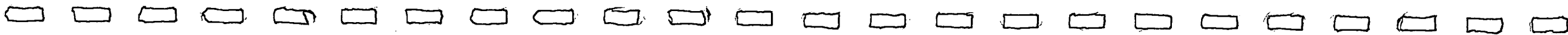
43. COÛTS POUR ASSURER LA SÉCURITÉ LORS D'ÉVÉNEMENTS TENUS AU QUÉBEC À L'INITIATIVE
DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL POUR LES PÉRIODES 2002-2003 ET 2003-2004.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 43 : Coûts pour assurer la sécurité lors d'événements tenus au Québec à l'initiative du gouvernement fédéral pour les périodes 2002-2003 et 2003-2004, ventilés par événement et par organisme gouvernemental

Le MSP n'a assumé aucune dépense relativement à la sécurité lors d'événements tenus au Québec à l'initiative du gouvernement fédéral pour les exercices ci-dessus mentionnés.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

44. EFFECTIFS ADDITIONNELS EMBAUCHÉS POUR LA PÉRIODE 2003-2004 PAR LE SERVICE DE PROTECTION DES PERSONNALITÉS
POUR LA PROTECTION DES MINISTRES ET COÛTS ENGENDRÉS PAR CEUX-CI.



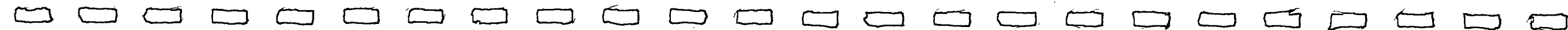
MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : SERVICES CORRECTIONNELS - 01.02

Question 44 Effectifs additionnels embauchés pour la période 2003-2004 par le Service de protection des personnalités pour la protection des ministres et coûts engendrés par ceux-ci.

Il n'y a eu aucun effectif additionnel embauché pour la période 2003-2004 par le Service de protection des personnalités pour la protection des ministres.

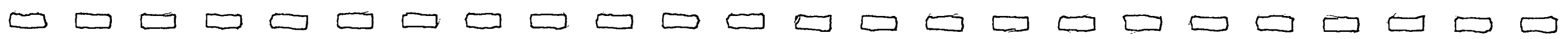
Voir la réponse de la question numéro 37 des renseignements généraux pour les budgets consacrés à la sécurité des ministères (interne ou par contrats à l'externe).



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

45. COPIE DE LA CORRESPONDANCE AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU TOUT AUTRE INTERLOCUTEUR
CONCERNANT LA CRISE SURVENUE À KANESATAKE LE 12 JANVIER DERNIER.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 45 : Copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur concernant la crise survenue à Kanesatake le 12 janvier dernier.

La copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur, concernant la crise survenue à Kanesatake le 12 janvier dernier, n'est pas accessible actuellement puisqu'elle contient des renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de la négociation en cours.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

46. COPIE DE LA CORRESPONDANCE AVEC LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU TOUT AUTRE INTERLOCUTEUR CONCERNANT LE RENOUVELLEMENT D'ENTENTE TRIPARTITE SUR LES CORPS DE POLICIERS AUTOCHTONES.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 46 : Copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur concernant le renouvellement d'entente tripartite sur les corps de policiers autochtones

La copie de la correspondance avec le gouvernement fédéral ou tout autre interlocuteur, concernant le renouvellement d'entente tripartite sur les corps policiers autochtones, n'est pas accessible actuellement puisqu'elle contient des renseignements dont la divulgation porterait vraisemblablement préjudice à la conduite de la négociation en cours.

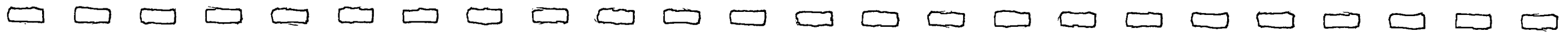


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

47. COPIE DE TOUTE CORRESPONDANCE CONCERNANT LES ESCOUADES RÉGIONALES MIXTES POUR LA PÉRIODE 2003-2004.

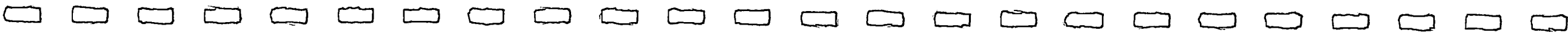
(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

48. COPIE DES DOSSIERS DES POLICIERS AUTOCHTONES ET LISTE DES DOCUMENTS MANQUANTS À CES DOSSIERS.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 48 : Copie des dossiers des policiers autochtones et liste des documents manquants à ces dossiers.

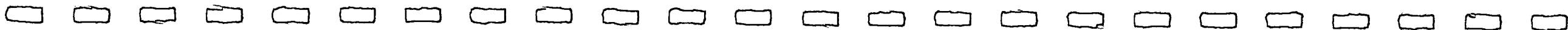
La DGAPPSS et la SQ ne possèdent aucune copie des dossiers des policiers y compris des policiers autochtones. Seul l'employeur possède ces informations.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

49. LA LISTE DES PROGRAMMES D'AIDE POUR LA SÉCURITÉ CIVILE ET, POUR CHAQUE PROGRAMME, LE NOMBRE DE RÉCLAMATIONS DEMANDÉES, LES MONTANTS VERSÉS DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME, LES MONTANTS VERSÉS DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2003, LE BUDGET ET LES EFFECTIFS.



Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 49 : La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile et, pour chaque programme, le nombre de réclamations demandées, les montants versés depuis le début du programme, les montants versés depuis le 1er avril 2003, le budget et les effectifs.			
Programmes	NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES	MONTANTS VERSÉS (\$)	
		DEPUIS LE 1 ^{ER} AVRIL 2003	DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME
<u>PROGRAMME DES INONDATIONS ET DES PLUIES DILUVIENNES</u>			
Inondations décembre 2003 (1383-2003)	377	471 576,41	471 576,41
Pluies abondantes novembre 2003 (1239-2003 et 1285-2003)	12	4 544,33	4 544,33
Inondations hiver et printemps 2003 (820-2003)	30	130 385,12	130 385,12
Pluies abondantes 4 au 11 août 2003 (819-2003)	480	4 805 585,97	4 805 585,97
Pluies abondantes été 2002 (1149-2002)	78	354 117,14	526 173,35
Pluies abondantes 1er et 2 juillet 2002 (865-2002)	473	1 971 623,28	3 670 482,14
Inondations printemps 2002 (842-2002)	386	901 695,95	2 011 814,83
Pluies abondantes mai et été 2001 (782-2002)	33	64 480,26	110 876,64
Pluies abondantes Rivière-Pentecôte (1593-2001)	1	53 154,25	53 154,25
Pluies 17 et 18 décembre 2000 et dégel hiver print. 2001 (1192-2001)	120	95 069,34	616 491,31
Grandes marées et pluies abondantes oct. déc. 2000 (557-2001)	38	299 338,32	340 203,16
Pluies abondantes août 2000 (1339-2000)	33	201 210,10	692 594,93
Pluies abondantes juin 2000 (1119-2000)	121	938 288,82	2 057 058,73
Inondations hiver et printemps 2000 (1021-2000)	23	62 005,71	203 923,94
Inondations hiver 98-99 (276-1999)	45	0,00	374 255,83
Inondations décembre 1997, hiver et printemps 1998 (452-1998)	2 055	85 645,10	19 143 040,55
Inondations Juin et Juillet 1997 (1359-1997)	553	0,00	3 762 525,19
Inondations décembre 1996, hiver et printemps 1997 (1356-1997)	155	100 000,00	726 214,91
Pluies diluviennes des 8 et 9 novembre 1996 (1446-96)	1971	6 079,03	9 177 475,67
<u>AUTRE PROGRAMME MAJEUR</u>			
Incendie BPC Saint-Basile-le-Grand (1444-1988)	3 844	47 633,45	14 518 577,30

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

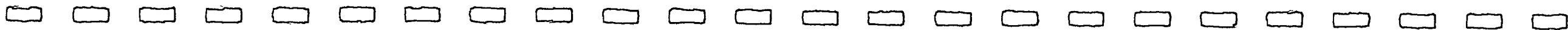
TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 49 : La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile et, pour chaque programme, le nombre de réclamations demandées, les montants versés depuis le début du programme, les montants versés depuis le 1er avril 2003, le budget et les effectifs.			
Programmes	NOMBRE DES RÉCLAMATIONS REÇUES	MONTANTS VERSÉS (\$)	
		DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2003	DEPUIS LE DÉBUT DU PROGRAMME
<u>PROGRAMMES DE SAUVETAGE</u>			
Mouvement de sol Saint-Placide (1328-2003)	1	0,00	0,00
Mouvement de sol Baie-Sainte-Catherine (1090-2003)	1	96 951,17	96 951,17
Mouvement de sol Chesterville (1089-2003)	1	34 647,03	34 647,03
Mouvement de sol Chelsea (532-2003)	1	207 850,00	207 850,00
Mouvement de sol Port-Daniel-Gascons (497-2003)	1	51 456,99	51 456,99
Mouvement de sol La Guadeloupe (382-2003)	1	69 016,65	69 016,65
Mouvement de sol Rouyn-Noranda (1150-2002)	1	49 500,00	100 955,00
Sauvetage Notre-Dame-du-Nord (843-2002)	1	305 802,02	477 713,44
Glissement de terrain à Saint-Césaire (1399-2000)	1	147 379,68	349 749,01
Sauvetage Nunavik et Basse-Côte-Nord (1206-2000 et 832-2001)	10	1 640 753,28	12 196 564,50
<u>PROGRAMMES DIVERS</u>			
Contamination eau potable St-Henri (1382-2003)	1	0,00	0,00
Vents violents Ville de Mirabel (444-2003)	1	10 100,00	10 100,00
Approvisionnement en eau Ville de Saint-Pie (999-2001)	1	20 565,03	20 565,03
<u>PLUIES DILUVIENNES DU SAGUENAY</u>			
Pluies diluviennes du Saguenay (658-1998)	7 735	611 359,12	138 527 273,49
<u>TEMPÊTE DE VERGLAS 1998</u>			
Tempête de verglas survenue du 5 au 9 janvier 1998 (27-98)	1 013	32 918,43	255 595 002,37
<u>TOTAUX</u>	19 598	13 870 731,98	471 134 799,24

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

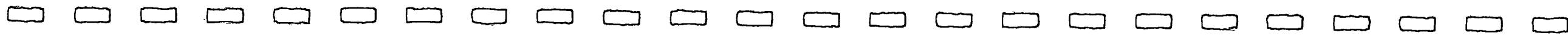
QUESTION 49 : La liste des programmes d'aide pour la sécurité civile et, pour chaque programme, le nombre de réclamations demandées, les montants versés depuis le début du programme, les montants versés depuis le 1er avril 2003, le budget et les effectifs.			
Effectifs et budget		(\$)	
PROGRAMMES	EFFECTIFS ¹	BUDGET ²	
Verglas	0,2	43 607	
Saguenay	1,2	657 561	
Autres programmes	29,0	14 154 891	
¹ : Inclus les effectifs permanents (9) et occasionnels affectés à la gestion des programmes ² : Inclus la rémunération des employés et l'aide financière versée aux victimes de sinistres			



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

50. DANS LE CADRE DE LA *LOI SUR LA SÉCURITÉ CIVILE*, LISTE DES MRC AVEC, POUR CHACUNE D'ENTRE ELLE :
- A. LA DATE DE L'AVIS DU MINISTRE POUR LE SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES;
 - B. LA DATE PRÉVUE POUR LE DÉPÔT DE SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES;
 - C. TOUTE DEMANDE DE PROLONGATION;
 - D. LA DATE DU DÉPÔT DU SCHÉMA DE COUVERTURE DE RISQUES;
 - E. LA DÉCISION DU MINISTÈRE POUR CELLES QUI ONT DÉPOSÉ LEUR SCHÉMA DE COUVERTURES DE RISQUES.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 50 : Dans le cadre de la Loi sur la sécurité civile, liste des MRC avec, pour chacune d'entre elle :
A. la date de l'avis du ministre pour le schéma de couverture de risques;
B. la date prévue pour le dépôt de schéma de couverture de risques;
C. toute demande de prolongation;
D. la date du dépôt du schéma de couverture de risques;
E. la décision du Ministère pour celles qui ont déposé leur schéma de couvertures de risques.

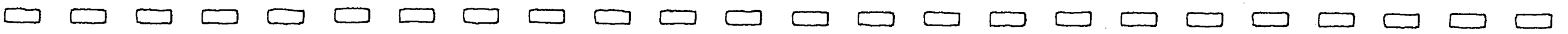
Il n'y a aucune MRC qui a commencé son schéma, tel que prévu à la Loi sur la sécurité civile. En effet, le ministre n'a pas encore fait connaître ses orientations en sécurité civile car il est souhaitable que les MRC terminent leur schéma de couverture de risques en incendie avant d'entreprendre un exercice similaire en sécurité civile.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

51. DANS LE CADRE DE LA *LOI SUR LA SÉCURITÉ CIVILE*, SUBVENTIONS ACCORDÉES AUX MRC EN 2003-2004
ET PRÉVISIONS POUR 2004-2005.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 51 : Dans le cadre de la *Loi sur la sécurité civile*, subventions accordées aux MRC en 2003-2004 et prévisions pour 2004-2005.

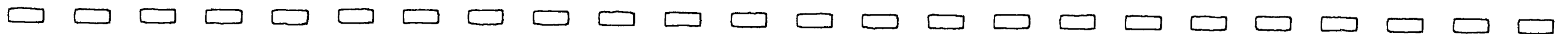
Aucune subvention n'a été accordée en 2003-2004 et n'est prévue pour l'année 2004-2005 car les MRC n'ont pas encore commencé l'élaboration de leur schéma, tel que précisé à la question 50.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

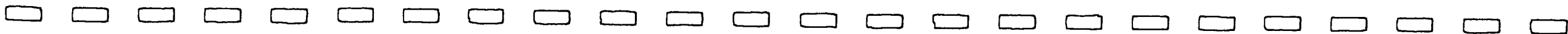
52. LA LISTE DES BUREAUX RÉGIONAUX DE LA SÉCURITÉ CIVILE EN PRÉCISANT, POUR CHACUN, L'EFFECTIF ET LE BUDGET ALLOUÉ.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 52 : La liste des bureaux régionaux de la sécurité civile en précisant, pour chacun, l'effectif et le budget alloué			
Identification	Effectifs réguliers 2003-2004	Personnel occasionnel 2003-2004	Budget (\$) 2003-2004
Direction régionale du Bas-Saint-Laurent, de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine			506 900
-70, rue Saint-Germain Est, bureau 110, Rimouski (Québec) G5L 7J9	6	0	
-96, Montée Sandy Beach, bureau 1.02, Gaspé (Québec) G4X 2W4	2	0	
Direction régionale de la Capitale-Nationale, de Chaudière-Appalaches et du Nunavik			1 461 800
-1122, chemin St-Louis, bureau 200, Sillery (Québec) G1S 1E5	11	0	
-4, rue Place de l'Église, C.P. 3007, Baie-Saint-Paul (Québec) G3Z 3B6	1	0	
Direction régionale du Saguenay- Lac Saint-Jean-et de la Côte-Nord			546 400
-3950, boulevard Harvey, RC-01, Jonquière (Québec) G7X 8L6	5	0	
-625, boulevard Laflèche, bureau 1.807, Baie-Comeau (Québec) G5C 1C5	3		
Direction régionale de la Mauricie et du Centre du Québec			532 100
-4000, rue Louis-Pinard, Trois-Rivières (Québec) G8Y 4L9	10	0	
Direction régionale de la Montérégie et de l'Estrie			844 200
-200, rue Belvédère Nord, bureau 3.03, Sherbrooke (Québec) J1H 4A9	4	0	
-165, rue Jacques-Cartier Nord, St-Jean-sur-Richelieu (Québec) J3B 6S9	7	0	
Direction régionale de Montréal, Laval, Lanaudière et des Laurentides			1 007 300
- 5100, rue Sherbrooke Est, RC 23, Montréal (Québec) H1V 3R9	13	0	
-85, rue de Martigny, local 4.39, Saint-Jérôme (Québec) J7Y 3R8	2	0	
-150, rue Saint-Paul, Rez-de-chaussée, Joliette (Québec) J6E 5G3	2	0	
Direction régionale de l'Outaouais, de l'Abitibi-Témiscamingue et du Nord-du-Québec			601 300
-170, rue de l'Hôtel de Ville, bureau 3.240, Gatineau (Hull) (Québec) J8X 4C2	5	0	
-170, avenue Principale, bureau 205, Rouyn-Noranda (Québec) J9X 4P7	4	0	
	75	0	5 500 000



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

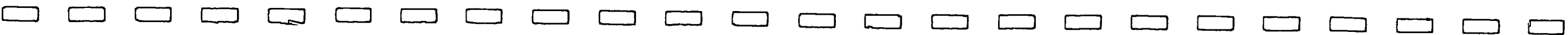
53. LA LISTE DE TOUS LES SERVICES INCENDIE DU QUÉBEC AVEC, POUR CHACUN : TERRITOIRE DESSERVI, SUPERFICIE DU TERRITOIRE DESSERVI, EFFECTIFS (TEMPS PLEIN/TEMPS PARTIEL).



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 53 : La liste de tous les services incendie du Québec avec, pour chacun, territoire desservi, superficie du territoire desservi, effectifs (temps plein/temps partiel).

La réponse à cette question est disponible sur le site Internet du MSP. Cette liste de 170 pages regroupe 807 territoires. La superficie du territoire desservi n'est pas disponible dans la banque de données. Vous trouverez ci-joint la première page de cette liste ainsi que son adresse Internet.





Incendie

Ministère Alcool, courses et jeux Coroner Criminalité et prévention Détention et réinsertion Incendie Police et sécurité privée S.

- Bottin des services d'incendie du Québec
- Commissaire aux incendies
- Formation
- Formulaires
- Intervention
- Législation
- Prévention
- Publications
- Retraits de produits de risques
- Schéma de couverture de risques
- Statistiques

Bottin des services de sécurité incendie du Québec

Liste de publipostage
Aide pour le publipostage
Nouvelle recherche

Résultats de votre recherche

Critère de recherche :

1. Municipalité : ACTON VALE, V (48028)

Région administrative : 16
MRC : ACTON

Directeur : Réjean Messier (Temps partiel)
1025, rue Boulay, C.P. 640

Population (municipalité) : 7589 habitants

Acton Vale (Québec)
J0H 1A0

Effectifs

Téléphone : (450) 546-2703
Télécopieur : (450) 546-4865

Aucun temps plein
26 temps partiel
Aucun policier-pompier

Recherche

▼ Boîte à outils

➡ Chercher

- Aide à la navigation
- Vous n'avez pas trouvé?
- Envoyez à un ami
- Programme d'affiliation
- Cyberbulletin

Déclarations
de services aux
citoyens

Téléphone : (418) 422-2135
Télécopieur : (418) 422-2134

Aucun temps plein
15 temps partiel
Aucun policier-pompier

Municipalité(s) protégée(s) : ACTON VALE, SAINT-THEODORE-D'ACTON

2. Municipalité : ADSTOCK, M (31056)

Région administrative : 12
MRC : L'AMIANTE

Directeur : Daniel Couture (Temps partiel)
24, Principale Ouest, C.P. 10

Population (municipalité) : 2438 habitants

Adstock (Québec)
G0N 1S0

Effectifs

Municipalité(s) protégée(s) : ADSTOCK

3. Municipalité : AKULIVIK, VN (99125)

Région administrative : 10
MRC : ADMINISTRATION

Directeur : Sivuak Cruikshank (Temps partiel)
P.O. Box 61

Population (municipalité) : 477 habitants

Akulivik (Québec)
J0M 1V0

Effectifs

Téléphone : (819) 496-2222
Télécopieur : (819) 496-2200

Aucun temps plein
8 temps partiel
Aucun policier-pompier

Municipalité(s) protégée(s) : AKULIVIK

4. Municipalité : ALLEYN-ET-CAWOOD, CU (84050)
Région administrative : 07
MRC : PONTIAC

Population (municipalité) : 184 habitants

Directeur : Jason Emery (Temps partiel)
10, chemin Jondée
Danford Lake
Alley-n-et-Cawood (Québec)
J0X 1P0

Effectifs

Téléphone : (819) 467-2941
Télécopieur : (819) 467-3133

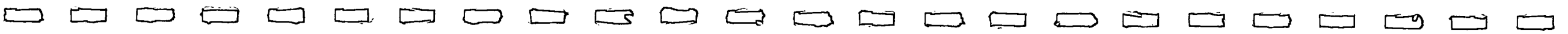
Aucun temps plein
24 temps partiel
Aucun policier-pompier



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

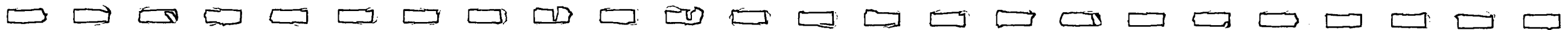
54. LA LISTE DES LOIS ET RÈGLEMENTS EN PROCESSUS D'ÉLABORATION OU DE MODIFICATION AVEC LA DATE DU DÉBUT DU PROCESSUS ET UNE DESCRIPTION DE L'ÉTAT DE L'AVANCEMENT.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

QUESTION 54 : Liste des lois et règlements en processus d'élaboration ou de modification avec la date du début du processus et une description de l'état de l'avancement.		
TITRE	DÉBUT DU PROCESSUS	ÉTAT D'AVANCEMENT
<u>Projet de loi</u> Loi sur la sécurité privée.	L'élaboration du projet de loi proprement dit n'est pas débutée.	Élaboration des orientations législatives
<u>Projets de règlement</u> Règlement sur les conditions pour exercer au sein d'un service de sécurité incendie municipal	Janvier 2003	En voie d'approbation.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

55. LA LISTE DE TOUS LES PROGRAMMES DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTIONS POUR DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES, DES PROJETS LOCAUX OU DES PROJETS-PILOTES, LE MONTANT GLOBAL ATTRIBUÉ AU PROGRAMME, LA DIRECTION DU MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI EN A LA GESTION, LE NOM DES ORGANISMES OU PROJETS QUI ONT OBTENU UN FINANCEMENT OU UNE SUBVENTION, LE MONTANT QUI LEUR A ÉTÉ ACCORDÉ POUR LA PÉRIODE 2003-2004.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité protection - 01.04

Question 55 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions pour des organismes communautaires, des projets locaux ou des projets pilotes, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2003-2004.

La Direction générale des affaires policières, de la prévention et des services de sécurité gère l'ensemble de tous les programmes de financement ayant comme objectif commun de subventionner des projets ponctuels en prévention de la criminalité.

Trois programmes de financement sont gérés par la Direction : le Programme sur le partage des produits de la criminalité (budget pour l'année 2003-2004 : 1 032 587 M\$), le Programme de prévention de la criminalité (budget pour l'année 2003-2004 : 123 000 \$) et un Programme de financement cogéré par le Bureau des assurances du Canada (BAC) (budget pour l'année 2003-2004 : 25 000 \$).

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ

Action jeunesse St-Pie X de Longueuil inc.	37 000
Avenue jeunesse inc.	40 000
Bureau de la communauté haïtienne de Montréal	35 000
Carrefour-Jeunesse D'Iberville	20 000
Centre de prévention de la violence familiale Générations	20 000
Centre d'initiatives pour le développement communautaire, l'Unité	25 000
Centre Eclosion inc.	50 000
Centre régional de prévention de la criminalité, Mauricie/Centre-du-Québec	45 300
Défi-jeunesse du Haut St-Maurice inc.	14 000
Fondation Carrefour Nouveau Monde	36 868
Forum-Jeunesse Charlevoix-Ouest	33 500
Jeunesse en santé	40 000
Justice Alternative Côte-Nord inc.	49 350
La Maison des jeunes de Granby inc.	28 500
La Table de concertation jeunesse Villeray-La Petite Patrie	26 950
Le Centre Option-Prévention T.V.D.S.	43 000
Le Comité régional de prévention du crime - Saguenay - Lac St-Jean (district 2)	65 000
Le St-Claude	50 600
Leave Out violence « L.O.V.E. » - L'Omission de la Violence « L.O.V.E. »	43 000

1. Pour les organismes communautaires en services correctionnels voir la réponse de la question numéro 26.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité protection - 01.04

Question 55 : La liste de tous les programmes de financement ou de subventions pour des organismes communautaires, des projets locaux ou des projets pilotes, le montant global attribué au programme, la direction du ministère ou l'organisme qui en a la gestion, le nom des organismes ou projets qui ont obtenu un financement ou une subvention, le montant qui leur a été accordé pour la période 2003-2004.

Les Œuvres de la Maison Dauphine inc.	43 950
Maison des jeunes L'escapade de Val-Bélair	58 500
Maison des jeunes patriotes de l'Islet-Nord	32 000
Mouvement de la relève d'Amos-Région inc.	30 000
Pacte Bois-Francs inc.	55 000
Patro Laval inc.	27 770
Prévention Sud-Ouest	22 066
Table de concertation jeunesse – Ahuntsic	4 600
Unité d'information et d'action en toxicomanie des Moulins (UNIATOX)	42 833
TOTAL	1 032 587

PROGRAMME COGÉRÉ AVEC BAC

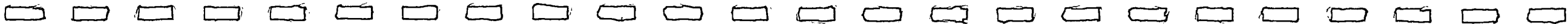
Ce dernier programme consiste à subventionner, à parts égales, des projets spécifiques en prévention de la criminalité en fonction de certaines problématiques.	25 000
TOTAL	25 000

1. Pour les organismes communautaires en services correctionnels voir la réponse de la question numéro 26.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

56. LA LISTE DES PLANS D'ORGANISATION (SERVICES POLICIERS OU INCENDIE) SOUMIS AU MSP PAR UNE MUNICIPALITÉ OU UNE MRC POUR APPROBATION AVEC, POUR CHACUN, LA DATE DE RÉCEPTION AU MSP, LA DÉCISION RENDUE ET LA DATE DE LA DÉCISION.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité- protection - 01.04

Question 56 : Liste des plans d'organisation (services policiers ou incendie) soumis au MSP par une municipale ou une MRC pour approbation avec, pour chacun, la date de réception au MSP, la décision rendue et la date de la décision

Corps de police qui ont soumis un plan d'organisation	Date de réception	Approbation du plan
Bromont	09-05-2002	26-02-2003
Granby	04-06-2002	18-09-2002
Mont-Tremblant	26-04-2002	30-09-2002
Régie intermunicipale de police de la région de Joliette	25-03-2002	19-12-2002
Régie intermunicipale de police de la Rivière-du-Nord	18-07-2003	
Régie intermunicipale de police de Memphrémagog	16-05-2002	26-02-2003
Rivière-du-Loup	24-04-2002	21-11-2002
Sainte-Adèle	04-03-2002	26-06-2002
Saint-Georges	05-02-2002	21-05-2002
Saint-Jean-sur-Richelieu	25-03-2002 (refusé le 9 juillet 2002)	
Saint-Jérôme	29-10-2002	26-02-2003
Sainte-Marie	16-05-2002	26-02-2003
Theford Mines	26-02-2002	21-05-2002
Blainville	23-01-2003	12-08-2003
Boisbriand		
Lorraine	10-01-2003	27-10-2003
Rosemère		
Sainte-Thérèse		
Carignan		
Chambly		
Régie intermunicipale de police de la Vallée-du-Richelieu	19-12-2002 (préliminaire)	
Saint- Basile-le-Grand		
Sainte-Julie		
Varennes		
Châteauguay	15-02-2002	20-03-2003
Deux-Montagnes	19-11-2001	27-08-2002
L'Assomption	15-11-2002	28-03-2003
Lévis	18-12-2002	26-02-2003
Mascouche	09-04-2002	22-09-2003
Mirabel	21-12-2001	15-03-2002
MRC Les Collines-de-l'Outaouais	01-02-2002	21-05-2002
Régie intermunicipale de police Roussillon	29-01-2002	05-07-2002
Repentigny	16-12-2002	13-08-2003
Saguenay	18-10-2002	14-03-2004
Saint-Eustache	17-10-2002	26-02-2003
Sherbrooke	11-12-2002	08-04-2003
Terrebonne	11-02-2002	26-02-2003
Trois-Rivières	18-12-2002	14-05-2003
Gatineau	01-11-2002 (préliminaire)	
Laval	14-12-2001	30-05-2002
Longueuil	24-02-2003 (préliminaire)	
Québec	04-11-2003	11-03-2004
Montréal	25-11-2002	

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01.05

QUESTION 56 : La liste des plans d'organisation (services policiers ou incendie) soumis au MSP par une municipalité ou une MRC pour approbation avec, pour chacun, la date de réception au MSP, la décision rendue et la date de la décision			
Municipalité ou MRC ayant soumis un plan d'organisation	DATE DE RÉCEPTION AU MSP	DÉCISION RENDUE	DATE DE LA DÉCISION
MRC d'Antoine-Labelle	04-03-03	Analyse en cours	À venir
	Réception : 03-07-20		
MRC de Beauce-Sartigan	Les informations additionnelles demandées par le MSP ont été reçues le 04-03-15	Analyse en cours	À venir
MRC de Charlevoix	04-02-17	Analyse en cours	À venir
		À la demande de la MRC, le projet déposé a été retiré (04-02-26). Un projet modifié sera déposé ultérieurement	À venir
MRC de D'Autray	03-10-30		
MRC de La Vallée de L'Or	04-03-11	Analyse en cours	À venir
		À la demande de la MRC, le projet déposé a été retiré (03-11-23). Un projet modifié sera déposé ultérieurement.	
MRC La Rivière-du-Nord	03-09-17	Un deuxième projet a été déposé le 04-03-30 et l'analyse de ce dernier est en cours.	À venir
MRC Les Laurentides	04-02-23	Analyse en cours	À venir
MRC Les Pays d'En-Haut	04-03-11	Analyse en cours	À venir
MRC de Montcalm	04-03-25	Analyse en cours	À venir
MRC de Papineau	04-03-03	Analyse en cours	À venir
Ville de Mirabel	03-06-18	Le MSP est en attente des informations additionnelles demandées le 03-10-29	À venir

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

57. POUR CHAQUE PROGRAMME DE FINANCEMENT OU DE SUBVENTION, LA LISTE DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES OU DES PROJETS QUI SE SONT VU REFUSER UN FINANCEMENT AINSI QUE LES MOTIFS DE REFUS POUR LA PÉRIODE 2003-2004.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection - 01.04

Question 57 : Pour chaque programme de financement ou de subvention, la liste des organismes communautaires ou des projets qui se sont vu refuser un financement ainsi que les motifs de refus pour la période 2003-2004.

PROGRAMME DE FINANCEMENT ISSU DU PARTAGE DES PRODUITS DE LA CRIMINALITÉ

ORGANISME	MONTANT DEMANDE	MOTIFS DE REFUS
Le Salon International de la Jeunesse ABC	21 000	Projet ne répondant pas à un besoin, incohérent avec la démarche du MSP. Ne tient pas compte des actions déjà en place dans la région de Montréal et n'est pas mobilisateur.
Maison des jeunes de Carleton	30 000	Projet ne visant pas directement la prévention du taxage (ateliers d'estime de soi et d'affirmation de soi).
Maison des jeunes Le Carrousel	52 415	Projet faible et incomplet.
Sablier	98 000	Projet faible et manquant de structure, activités prévues très peu détaillées.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

58. VENTILATION DES BUDGETS ACCORDÉS POUR MESURER ET DIMINUER LES COÛTS SOCIAUX CAUSÉS PAR LES JEUX DE HASARD
POUR LA PÉRIODE 2003-2004.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux - 03.01

QUESTION 58 : Ventilation des budgets accordés pour mesurer et diminuer les coûts sociaux causés par les jeux de hasard pour la période 2003-2004.

Lors du discours sur le budget en 2001-2002, la Régie s'est vue octroyer la responsabilité d'un compte à fin déterminée pour le financement de la mise en place des mesures de contrôle pour limiter l'accès aux appareils de loterie vidéo.

Gestion des licences

2003-2004

- analyser l'environnement social et physique du site;
- visiter systématiquement les lieux à la suite d'une demande de licences;
- mettre en place et exploiter un système de gestion rigoureux des licences qui facilite les échanges d'information avec la Société des loteries vidéo du Québec et les partenaires (autorités policières).

1 700 000,00 \$

Contrôle et impacts

- contrôler les licences par une inspection de tous les sites sur une période de deux ans (priorité aux multisites et aux endroits susceptibles d'être fréquentés par les jeunes);
- réaliser des études comparatives sur les impacts des actions de la Régie.

1 300 000,00 \$

Total : 3 000 000,00 \$



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

59. MONTANTS ALLOUÉS À L'ORGANISATION DES JEUX MONDIAUX POLICIERS POMPIERS,
AVEC POUR CHAQUE MONTANT :
- A. LE RÉCIPIENDAIRE;
 - B. LA DATE À LAQUELLE LA SUBVENTION EST ACCORDÉE;
 - C. LE MONTANT POUR CHAQUE SUBVENTION;
 - D. L'UTILISATION PRÉVUE.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

Question 59 Montants alloués à l'organisation des Jeux mondiaux policiers pompiers, avec pour chaque montant :

- A. le récipiendaire;
- B. la date à laquelle la subvention est accordée;
- C. le montant pour chaque subvention;
- D. l'utilisation prévue.

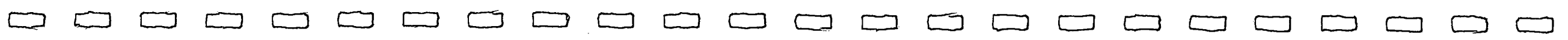
TITRE ET PROGRAMME : Direction et services supports à la gestion - 01.01

Réциiendaire	Date à laquelle la subvention est accordée	Montant ¹	Utilisation prévue
Jeux mondiaux des policiers et pompiers Québec 2005	Année 1999-2000	15 000 \$	Mise en candidature de la ville de Québec
Jeux mondiaux des policiers et pompiers Québec 2005	Année 1999-2000	20 000 \$	Préparation d'un plan d'affaires en vue des jeux de 2005 à Québec

TITRE ET PROGRAMME : Sécurité civile et sécurité incendie - 01-05

Société des Jeux mondiaux des policiers et pompiers Québec 2005	Mars 2004	100 000 \$	
--	-----------	------------	--

1. Sous réserve de la participation financière du gouvernement fédéral.

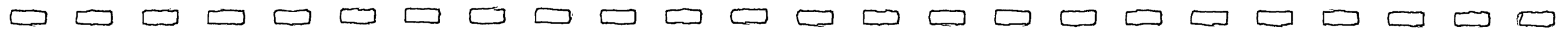


MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

60. COPIE DES RÉOLUTIONS ENVOYÉS PAR DES CONSEILS MUNICIPAUX CONCERNANT LES SERVICES DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC
POUR LA PÉRIODE 2003-2004.

(VOIR LE CAHIER DE LA SÛRETÉ DU QUÉBEC)



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

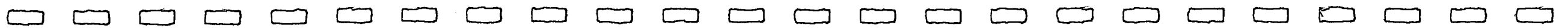
61. LISTE DES COMITÉS INTERMINISTÉRIELS AUXQUELS PARTICIPENT DES FONCTIONNAIRES DU MSP, LISTE DES MEMBRES DE CES COMITÉS, COPIE DES ORDRES DU JOUR ET DES PROCÈS VERBAUX DES RÉUNIONS DE CES COMITÉS.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 61 : Liste des comités interministériels auxquels participent des fonctionnaires du MSP, liste des membres de ces comités, copie des ordres du jour et des procès-verbaux des réunions de ces comités.

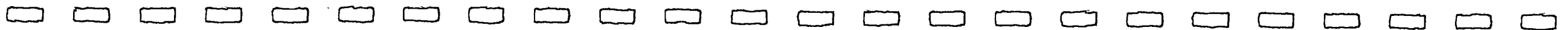
Tout comme la question numéro 60 de la demande de renseignements généraux, cette question ne semble pas pertinente à l'Étude des crédits.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

62. LISTE ET COPIE DES ÉTUDES ET ANALYSES FAITES CONCERNANT LE PROFILAGE RACIAL.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 62 : Liste et copie des études et analyses faites concernant le profilage racial.

Le MSP n'a pas produit d'études ou d'analyses concernant le profilage racial.



MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

63. COPIE DES RECOMMANDATIONS ÉMISES PAR LES CORONERS, EN 2003-2004, CONCERNANT SPÉCIFIQUEMENT LE GOUVERNEMENT, SES MINISTÈRES ET SES ORGANISMES ET SUIVI DONNÉ À CES RECOMMANDATIONS.

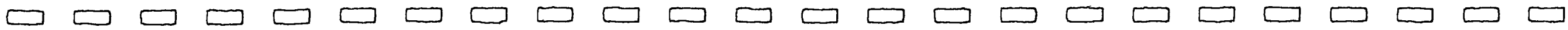


TABLE DES MATIÈRES

SUIVI DONNÉ AUX RECOMMANDATIONS	2
1. ACCIDENTS DE LA CIRCULATION	3
1.1 Véhicules à moteur - Conducteurs	4
1.2 Véhicules à moteur - Passagers	10
1.3 Véhicules à moteur - motocyclistes	12
1.4 Véhicules à moteur - Motoneige	14
1.5 Véhicules à moteur – Véhicules tout-terrain	15
1.6 Cyclistes	16
1.7 Piétons	18
2. AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS	21
2.1 Asphyxies	22
2.3 Chocs accidentels	27
2.4 Chutes	27
2.5 Hypothermies	31
2.6 Incendies	32
2.7 Intoxications	32
2.8 Noyades	36
2.9 Autres accidents	38
3. ACCIDENTS DE TRAVAIL	40
3.1 Accidents avec machine	41
3.2 Accidents de véhicules à moteurs	41
3.3 Piétons	43
3.4 Chutes	44
4. SUICIDES	46
5. HOMICIDES	60
6. DÉCÈS DE NATURE INDÉTERMINÉE	62
7. DÉCÈS NATURELS	65

SUIVI DONNÉ AUX RECOMMANDATIONS

Les numéros de 1 à 5 inscrits après certaines recommandations déterminent le type de réponse obtenue des organismes et ministères visés, à savoir :

- 1. L'organisme ou le ministère informe le coroner en chef qu'il a appliqué intégralement la recommandation où qu'il a intention de le faire;
- 2. L'organisme ou le ministère informe le coroner en chef de son intention d'appliquer la recommandation, mais d'y apporter certaines modifications;
- 3. L'organisme ou le ministère informe le coroner en chef qu'il juge la recommandation non justifiée ou inapplicable;
- 4. L'organisme ou le ministère informe le coroner en chef qu'il formera un comité d'étude portant sur la pertinence de la recommandation ou répond par un commentaire général;
- 5. L'organisme ou le ministère informe le coroner en chef que les mesures proposées étaient déjà en place.

Si aucun numéro ne suit la recommandation, cela signifie qu'aucune réponse n'a été reçue.

1. ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

1. Accidents de la circulation

1.1 VÉHICULES À MOTEUR - CONDUCTEURS

Avis / Dossier : A-131994 104794

Événement :

Un homme de 23 ans, circulant sur le pont Arthur-Sauvé entre les villes de Laval et Saint-Eustache, est mortellement blessé lorsque qu'il percute le véhicule circulant en sens inverse, après avoir dérapé sur une chaussée glacée.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec poursuive ses campagnes de sensibilisation du public sur l'impact de la conduite automobile et la consommation d'alcool et au fait du rôle de chacun pour empêcher qu'un ami ou un parent prenne le volant en état d'ébriété.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec et le ministère des Transports se questionnent sur le fait de rendre obligatoire les pneus d'hiver sur les véhicules circulant sur les routes du Québec. 4

Organismes visés :

Société de l'assurance automobile du Québec
Ministère des Transports

Avis / Dossier : A-139366 115686

Événement :

Un jeune homme de 22 ans décède de fractures ouvertes du crâne et du massif facial, lorsque son véhicule automobile est heurté par un train au passage à niveau du boulevard Hébert (route 230) à Saint-Pascal.

Recommandation :

Que le ministère des Transports étudie la possibilité de modifier le profil de la chaussée de part et d'autre de la traversé à niveau ou envisage l'installation de panneaux avancés de signaux lumineux sur le boulevard Hébert. 1

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossiers : A-136239 102688
A-136240 109809

Événement :

Un accident de la route fait deux victimes sur l'autoroute 15 à Saint-Jacques-le-Mineur, soit le conducteur et une parmi les cinq autres passagers.

Recommandation :

Que le ministère des Transports installe des panneaux supplémentaires sur les bords de l'autoroute et des autres routes près des frontières pour rappeler aux usagers que la loi oblige le port de la ceinture de sécurité. Ce qui permettrait de rappeler aux usagers distraits ou qui n'ont pas noté l'information de s'y conformer. 5

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossier : A-149147 118728

Événement :

Un homme de 58 ans, circulant sur la route 139 à Saint-Nicéphore, entre en collision avec un camion lourd dont le tracteur occupait la voie direction sud et la remorque était positionnée perpendiculairement sur la voie nord dans laquelle il circulait. L'arrière du camion était en partie dans l'entrée d'un poste d'essence, afin de procéder au déversement de carburant dans une citerne.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec révise sa réglementation :

- Qui en pareille circonstance, le conducteur qui exécute la procédure soit assisté d'un signalateur;
3
- De la possibilité pour ces véhicules d'être munis de balises avec clignotants facilement transportables et qui pourraient être disposées sur la route de chaque côté du véhicule avant et pendant la manœuvre. 3

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-138798 117629

Événement :

Le conducteur d'une camionnette circulant sur la route 170, à Laterrière, perd la maîtrise de son véhicule dans une courbe et frappe le véhicule arrivant en sens inverse, blessant mortellement le conducteur. La chaussée glissante et la visibilité réduite par la poudrière sont les principaux facteurs à l'origine de la collision.

Recommandation :

Que le ministère des Transports fasse une étude sur cette portion de route afin de la rendre plus sécuritaire, particulièrement lors des conditions hivernales. 1

Organisme visé :

Ministère des Transports

1. Accidents de la circulation

Avis / Dossier : A-143909 116544

Événement :

Une jeune femme de 24 ans, circulant sur la route 237 à Stanbridge-East, est mortellement blessée lorsqu'elle omet de s'arrêter au clignotant rouge à l'intersection de la route 202. Elle a été heurtée de plein fouet par une camionnette qui y circulait.

Recommandation :

Que le ministère des Transports se penche sur la configuration de l'intersection des routes 202 et 237 à Stanbridge-East, en vue de la rendre plus sécuritaire. 1

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossiers :	A-132568	111362
	A-132659	111363

Événement :

Enquête publique portant sur la recherche des causes et des circonstances de deux décès survenus au kilomètre 42 de la route 389, reliant Baie-Comeau à Fermont, par les barrages hydroélectriques Manic-Outardes. Le conducteur d'un camion lourd, chargé de bois en longueur, n'a pas réduit suffisamment sa vitesse dans une dénivellation descendante importante, amenant ainsi une perte de contrôle de son chargement, lequel s'est renversé sur l'automobile des victimes.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- modifie les panneaux de signalisation situés au kilomètre 42, afin qu'ils soient conformes à la réalité; 1
- analyse la signalisation routière dans le secteur dangereux de la route 389, afin de s'assurer qu'elle n'induit pas les conducteurs en erreur; 4
- mette en priorité la reconnaissance de la route 389 comme étant de statut interprovincial. 4

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- modifie le guide du mandataire en vérification mécanique pour faire en sorte que lors d'un accident mortel, la vérification des freins du véhicule accidenté soit plus complète, en prévoyant le démontage des freins et l'utilisation d'outil précis de calcul d'épaisseur de bande de freins; 4
- fasse en sorte de mieux diffuser le registre de mesures de freins qui existe déjà et en promouvoie l'utilisation auprès des compagnies accréditées «PEP». 5

Organismes visés :

Ministère des Transports
Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-145424 116599

Événement :

Une collision frontale entre deux véhicules circulant sur la route Montée Ryan à Mont-Tremblant cause la mort d'un homme de 23 ans.

Recommandation :

Que le ministère des Transports procède aux correctifs nécessaires à la chaussée de la route Montée Ryan. 1

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossier : A-146627 115577

Événement :

Un automobiliste circulant dans la voie de gauche du boulevard Charest en direction est, frappe un véhicule lourd qui roulait à très basse vitesse dans la même direction. Ce véhicule faisait partie d'une équipe affairée à nettoyer l'autoroute.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- revoie clairement les normes de signalisation qui doivent être respectées pour les travaux de nettoyage des autoroutes, travaux qui se font à une vitesse de moins de 5 km/h avec arrêts fréquents; 5
- fournisse des normes claires, précises et sécuritaires aux entrepreneurs qui obtiendront les contrats pour les saisons à venir; 1
- s'assure que ces normes soient bien respectées par les employés à l'œuvre. 1

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossier : A-141624 115625

Événement :

Une femme de 45 ans, circulant sur l'autoroute 30 à Tracy, est mortellement blessée lors d'une collision frontale avec une camionnette, laquelle venait de frapper un autre véhicule par l'arrière.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec étudie la faisabilité d'utiliser des balises de type New Jersey au lieu de simples cônes de plastique pour séparer les travées lorsque des travaux exigent que la circulation se fasse à contresens. 1

1. Accidents de la circulation

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossiers : A-138066 114028
 A-138067 114029

Événement :

Un accident fait deux victimes sur la route 329 à Gore, alors que le véhicule automobile dans lequel elles prenaient place heurte un ensemble de véhicules routiers circulant en sens inverse.

Recommandation :

Que le ministère des Transports évalue le tronçon de la route 329 situé face au Domaine Lakefield à Gore et interdise la circulation aux véhicules hors normes en attendant que les corrections à l'infrastructure de la route soient effectuées. 3

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossiers : A-135379 116897
 A-135380 116898

Événement :

Un accident fait deux victimes sur la route 169 à Péribonka, alors que la camionnette dans laquelle prenaient place est entrée en collision avec un tracteur routier qui se trouvait en travers du chemin. L'accident est survenu tôt le matin, alors qu'il faisait encore noir.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- reconsidère la halte routière située sur la route 169, près de l'intersection du rang de la Chute blanche près de Péribonka, pour y apporter tous les correctifs qui s'imposent; 1
- s'il est possible, procède au remodelage de l'accès de la halte, vu son étroitesse. Sinon, que la halte ne soit réservée qu'aux automobilistes, petits camions, motos, etc.; 1
- installe une affiche destinée à informer que cette halte routière est interdite aux véhicules articulés. 1

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossiers : A-149057 117253
 A-149058 117254

Événement :

Une collision entre une automobile et un camion remorque fait 2 victimes sur le chemin Principal à Saint-Joseph-du-Lac.

Recommandations :

Que le ministère des Transports s'assure que le chemin Principal situé dans la municipalité de Saint-Joseph-du-Lac soit inspecté régulièrement lors de précipitations hivernales pour éviter que les endroits stratégiques comme la côte située en face du 800, chemin Principal se retrouvent avec une chaussée glissante et que l'on procède à l'épandage d'abrasifs de façon rapide.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- sensibilise les conducteurs québécois sur la pertinence d'équiper leurs véhicules de pneus d'hiver ; 5
- se questionne sur la pertinence de légiférer afin d'obliger les conducteurs québécois à munir leurs véhicules de pneus d'hiver. 3

Organismes visés :

Ministère des Transports
Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-147160 116679

Événement :

Une collision entre une automobile et un tracteur routier fait une victime à l'intersection des routes 227 et 104, à Saint-Grégoire. L'accident est survenu après que la conductrice du véhicule se soit engagée sur la route 104, après avoir fait son arrêt obligatoire.

Recommandation :

Que le ministère des transports modifie la signalisation de cette intersection routière soit en ajoutant un arrêt obligatoire pour les conducteurs de véhicules circulant sur la route 104, soit en installant des feux de circulation. 2

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossiers : A-149511 117751
 A-149512 117752

Événement :

Un accident fait deux victimes à l'intersection de la route 138 et du Rang 2 à La Malbaie. La conductrice qui circulait sur le Rang 2 a poursuivi sa route sans s'immobiliser à l'arrêt obligatoire. Le véhicule a été heurté à la hauteur de la portière du passager.

1. Accidents de la circulation

Recommandation :

Que le ministère des Transports rende cette intersection sécuritaire, appuyant ainsi la résolution 38-01-03 passée au Conseil de Ville de La Malbaie datée du 2003-01-13. 1

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossiers :	A-145351	113429	A-145355	113433
	A-145352	113430	A-145356	113434
	A-145353	113431	A-145357	113435
	A-145354	113432	A-145358	113436

Événement :

Une violente collision frontale entre deux véhicules fait huit victimes sur la route 185 à Dégeils. L'accident est survenu au cours de la nuit, sur une portion droite de la route.

Recommandations:

Que Transports Canada, le ministère des Transports du Québec, la MRC de Témiscouata se concertent et règlent une fois pour toute la problématique de la route 185 qui a causé plus de 100 morts.

Que le ministère des Transports du Québec réalise un programme global de réaménagement de la route 185 en autoroute à quatre voies et à chaussées séparées, en plus des carrefours prévus dans son plan stratégique d'intervention sur la route 185. 5

Organismes visés :

Ministère des Transports

1.2 VÉHICULES À MOTEUR - PASSAGERS

Avis / Dossier : A-149460 118114

Événement :

Un homme de 82 ans décède d'un polytraumatisme subit lors d'une collision survenue à l'intersection des routes 293 et 296 à Sainte-Françoise (Bas-Saint-Laurent).

Recommandation :

Que le ministère des Transports prenne les mesures nécessaires à l'amélioration de la visibilité sur la route 293 nord, à partir de l'intersection de la route 296. 1

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossiers : A-141735 120610
 A-141736 120611

Événement :

Un accident fait deux victimes sur la route 122 à Sainte-Clotilde-de-Horton, lorsque le véhicule automobile dans lequel elles prennent place est en perte de contrôle et vient frapper de plein fouet une fourgonnette circulant en sens inverse.

Recommandations :

Que le ministère des Transports, relativement à la route 122 :

- remplace, face aux Serres Thibodeau, direction ouest, la ligne pointillée par une double ligne pleine; 3
- améliore le signallement de la courbe, après les Serres Thibodeau, direction est, par des pointes jaunes; 3
- diminue la vitesse permise. 3

Organisme visé :

Ministère des Transports

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossiers : A-144159 118574
 A-144160 118575

Événement :

Un accident fait deux victimes sur la route 132 à Sainte-Félicité, lorsque la conductrice perd le contrôle de son véhicule sur une chaussée glissante, dérape sur la voie inverse et est heurté par une auto qui y circule.

Recommandations :

Que la Sûreté du Québec, district du Bas-Saint-Laurent, continue de faire de la sensibilisation et de l'intervention dans le cadre du *Code de la sécurité routière*, auprès des propriétaires de véhicules ne répondant pas aux normes de base pour sécurité et celle des occupants de leur véhicule.

Que la Société de l'assurance automobile du Québec exige auprès des propriétaires de véhicules ayant plus de 10 ans d'âge, une preuve d'inspection mécanique pour garantir la sécurité de l'usage de ce véhicule, afin d'obtenir le permis de d'immatriculation.

Organismes visés :

Sûreté du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

1. Accidents de la circulation

1.3 VÉHICULES À MOTEUR - MOTOCYCLISTES

Avis / Dossier : A-146815 117426

Événement :

Un motocycliste de 51 ans décède d'un polytraumatisme secondaire à un accident de motocyclette survenu sur la route 170, à Métabetchouan.

Recommandation:

Que le ministère des Transports évalue le tronçon de la route 170, à la hauteur du numéro civique 921, afin de voir à la possibilité d'améliorer les courbes dans ce secteur. 1

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossier : A-146817 116966

Événement :

Un motocycliste de 49 ans, circulant sur une moto destinée à la circulation hors route, vient en collision avec un véhicule tout-terrain conduit par un garçon de 12 ans qui empiétait sur l'autre voie. Cet accident est survenu dans une courbe prononcée du chemin du Domaine Renaud, à Alma.

Recommandation:

Que la Société de l'assurance automobile du Québec procède à une modification de la législation, de façon à ce que toute personne laissant un jeune de moins de 14 ans conduire son véhicule tout-terrain voit celui-ci confisqué définitivement.

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-150618 119686

Événement :

Un motocycliste de 21 ans décède d'un traumatisme crânio-cérébral majeur, alors qu'il heurte une remorque à purin tirée par un tracteur de ferme, sur la route 155 à Saint-Léonard d'Aston.

Recommandations:

Que la Société de l'assurance automobile du Québec modifie le Code de la sécurité routière :

- afin que les tracteurs de ferme ainsi que tous les véhicules et machineries agricoles circulant sur la voie publique, qu'ils soient tirés par tracteur ou non, soient munis de feux clignotants permettant de les apercevoir à distance; 1
- afin que l'article 331 s'applique aux conducteurs de tracteurs de ferme ainsi que de tous les véhicules et machineries agricoles. 4

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-145310 119414

Événement :

La passagère d'une motocyclette décède d'un traumatisme crânien sévère, consécutif à un accident de la route par perte de contrôle survenu six jours auparavant, sur l'autoroute 40 à Charlemagne.

Recommandation:

Que la Société de l'assurance automobile du Québec entreprenne une vaste campagne de sensibilisation pour encourager, notamment, les motocyclistes à porter un casque protecteur muni d'une visière de sécurité, spécialement lorsqu'ils circulent sur les routes ou autoroutes à vitesse élevée.

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-148610 116502

Événement :

Un motocycliste de 23 ans décède d'un polytraumatisme, suite à un accident de motocyclette survenu sur le chemin 3^e Rand Nord, à Saint-Athanase.

Recommandation:

Que le ministère des Transports s'assure que la signalisation de cette courbe est adéquate. 1

Organisme visé :

Ministère des Transports

1. Accidents de la circulation

1.4 VÉHICULES À MOTEUR - MOTONEIGE

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossier : A-145730 117484

Événement :

Un jeune homme de 21 ans décède par noyade, lorsque la motoneige qu'il conduit tombe dans le lac Carl (près de Baie-comeau), alors que la glace cède sous son poids.

Recommandation :

Que la Sûreté du Québec, pour les prochaines saisons hivernales, fasse un rappel à la sécurité sur la glace sur l'ensemble du territoire québécois. Ce qui pourrait se faire sous forme de campagne de sensibilisation pour prévenir le décès des personnes qui circulent sur des cours d'eau gelés, que ce soit à pied, en raquettes, en skis ou en motoneige et qui aurait pour thème : « Briser la glace c'est mortel ». 1

Organisme visé :

Sûreté du Québec

Avis / Dossier : A-145737 118702

Événement :

Un homme de 51 ans décède d'un traumatisme crânio-cérébral après être entré en collision avec un tracteur routier, à Sainte-Thérèse-de-Colombier.

Recommandation :

Que le Club de motoneige Nord-Neige et la Société de l'assurance automobile du Québec prennent les dispositions nécessaires pour bannir le partage du sentier fédéré Trans-Québec avec tout véhicule automobile dans le secteur de Sainte-Thérèse-de-Colombier et tout autre secteur ayant des caractéristiques similaires. 1

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

1.5 VÉHICULES À MOTEUR – VÉHICULES TOUT-TERRAIN

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossier : A-144416 114539

Événement :

Un homme de 30 ans, est trouvé sans vie sous son véhicule tout-terrain, dans un sentier à Notre-Dame-des-Prairies. Le véhicule est sorti de piste avant de heurter une petite butte dure. Ce qui a provoqué le versement du véhicule sur la victime. L'accident serait attribuable à la vitesse ainsi qu'à la présence d'une capacité affaiblie par l'alcool.

Recommandations :

- Que les différents corps policiers de la région de Lanaudière prennent connaissance de ce rapport d'investigation et unissent leurs efforts à ceux de la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de la région Laurentides-Lanaudière, afin de concevoir un protocole d'évacuation des blessés sur les sentiers de VTT et de motoneiges, tout en augmentant la disponibilité du traîneau et de la motoneige d'évacuation;
- Que les Régies régionales de la Santé et des Services sociaux des Laurentides et de Lanaudière prennent connaissance de ce rapport d'investigation et unissent leurs efforts à ceux de la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de la région Laurentides-Lanaudière, afin de concevoir un protocole d'évacuation des blessés sur les sentiers de VTT et de motoneiges, tout en augmentant la disponibilité du traîneau et de la motoneige d'évacuation.

Organismes visés :

RRSSS de Lanaudière
RRSSS des Laurentides
Postes de la Sûreté du Québec de Lanaudière
Postes de la Sûreté du Québec des Laurentides

Avis / Dossiers : A-148563 115950

Événement :

Une femme de 27 ans décède d'un traumatisme crânien, deux jours après avoir été victime d'un accident de VTT survenu à Saint-Michel-des-Saints, au moment où elle a été éjectée alors qu'elle était passagère.

Quoique des casques soient disponibles, la victime a choisi de ne pas le porter. Par ailleurs, l'article 21 de la *Loi sur les véhicules hors route* précise que l'on ne peut asseoir sur un VTT plus de passagers que la capacité indiquée par la compagnie qui le fabrique. La compagnie Bombardier a lancé cette année un VTT permettant l'accès à un passager. Ce serait toutefois le seul fabriquant à en produire.

Suite à une pétition organisée par la Fédération québécoise des Clubs Quads, le ministère des Transports a mandaté l'Université du Québec à Rimouski pour effectuer une étude sur la présence d'un passager sur un VTT, concernant la sécurité, la stabilité, etc. Dans l'attente des résultats de cette étude, on remarque une certaine tolérance discrétionnaire des policiers quant à la présence d'un passager sur un VTT.

1. Accidents de la circulation

Recommandation :

Que le ministère des Transports continue ses consultations, en vue d'établir une politique claire de l'utilisation sécuritaire des VTT, afin d'en faciliter l'application par les agents de la paix. 4

Organisme visé :

Ministère des Transports

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossier : A-135373 116049

Événement :

Un adolescent de 14 ans décède d'une hémorragie interne massive secondaire à la rupture du foie après que le véhicule tout-terrain sur lequel il prenait place s'est renversé sur lui.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec et la Société de l'assurance automobile du Québec renvoient les conclusions de l'étude faite sur l'installation d'appareil de sécurité sur un VTT. 3

Que le ministère de la Sécurité publique par le biais des municipalités voie à réglermenter si possible l'amoncellement de monticule de sable sur les terrains privés à risque de provoquer des accidents comme celui-ci. Les monticules devraient obligatoirement être sécurisés avec des clôtures ou des barrières comme les piscines et bien affichés quant aux risques de s'y aventurer pour s'amuser.

Organismes visés :

Ministère des Transports
Société de l'assurance automobile du Québec
Ministère de la sécurité publique

1.6 CYCLISTES

Avis / Dossier : A-145718 116241

Événement :

Un cycliste de 7 ans, après avoir descendu une entrée privée bordée de buissons, est renversé par un véhicule circulant à 70 km/h sur la rue Principale à Grandes-Bergeronnes.

Recommandation :

Que la municipalité régionale de comté, le conseil municipal de Grandes-Bergeronnes et le ministère des Transports du Québec renvoient le schéma d'aménagement et le plan d'urbanisation en rapport avec le transport terrestre, planifient les principales améliorations et les nouvelles infrastructures assurant, par la route 138, des accès sécuritaires au village de Grandes-Bergeronnes et des zones traversées par la rue Principale. 4

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

Avis / Dossier : A-142171 115567

Événement :

Un enfant de 5 ans, circulant à bicyclette sur la rue des Fourgères à Sept-Îles, est blessé mortellement par un camion à ordures mécanisé qui se dirigeait vers la maison voisine.

Recommandation :

Que le ministère des Affaires municipales sensibilise les municipalités à s'assurer que leur système de récupération des déchets domestiques présente une sécurité optimale pour leur population, principalement en ce qui concerne le système avec chauffeur unique et ce type de véhicule. 1

Organisme visé :

Ministère des Affaires municipales

Avis / Dossier : A-142208 120215

Événement :

Un jeune cycliste de 10 ans traverse perpendiculairement le chemin Montréal à Gatineau et se fait frapper mortellement par un véhicule automobile. L'enfant n'aurait pas regardé des deux côtés de la route avant de traverser.

Recommandations :

Que le ministère des Transports :

- étudie le plus rapidement possible des solutions adéquates afin de ralentir la circulation routière dans ce quartier et de sécuriser la population locale afin qu'il n'y ait plus d'autre accident mortel sur cette portion de route ; 1
- installe des panneaux d'arrêt aux intersections situées aux extrémités de ce quartier. 2

Organisme visé :

Ministère des Transports

1. Accidents de la circulation

1.7 PIÉTONS

Avis / Dossier : A-144459 115139

Événement :

Un homme de 36 ans est mortellement blessé par un véhicule, alors qu'il était occupé à travailler sur le terrain de sa résidence à Weedon.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec demande à ses représentants de porter une attention toute aussi importante à l'aspect aptitude à conduire un véhicule qu'à l'aspect médical. 1

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossier : A-144066 114763

Événement :

Un jeune amérindien de 16 ans est mortellement blessé par un voiture patrouille de la Sûreté du Québec de Sept-Îles alors qu'il cherchait à fuir les policiers qui venaient de l'intercepter. Transporté par ambulance au Centre hospitalier régional de Sept-Îles, il est transféré à l'hôpital de l'Enfant-Jésus de Québec, où il décédera deux jours plus tard.

Recommandations :

Que le ministère de la Sécurité publique :

- mette en place un comité pour qu'il se penche sans attendre sur la pratique policière visant à poursuivre un piéton en voiture patrouille, pour que celle-ci soit encadrée de façon formelle, si ce n'est interdit;
- donne une formation aux policiers de Sept-Îles, de façon particulière au policier impliqué et de façon générale, si nécessaire à tous les corps policiers sur :
 - la conduite préventive;
 - le code de la sécurité routière;
 - les techniques d'arrestation;
 - les premiers soins à un blessé.

Organisme visé :

Ministère de la Sécurité publique

Avis / Dossier : A-127900 113895

Événement :

Un homme de 49 ans est mortellement blessé par un véhicule circulant à haute vitesse sur la route 204, face au club de ski de fond Le Rendez-Vous, à St-Georges Est. Il est projeté à plus de 89 mètres du point d'impact.

Recommandation :

Que le ministère des Transports du Québec, la Fédération des clubs de motoneigistes du Québec, et le club de ski de fond Le Rendez-Vous modifient la trajectoire de ces sentiers afin que la traversée de la route 204 s'effectue de façon plus sécuritaire. ¹

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossier : A-144028 113881

Événement :

Une écolière de cinq ans est mortellement heurtée par une fourgonnette à sa descente d'un autobus scolaire sur la route Kennedy, à Scott-Jonction, le 4 février 2002. Le conducteur, âgé de 76 ans, n'a pas appliqué les freins à la vue de l'autobus scolaire arrêté et a contourné ce dernier par la droite pour éviter de l'embourir. C'est ainsi qu'il est venu frapper l'enfant à deux reprises.

Recommandations :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec, en collaboration avec le Collège des médecins du Québec, l'Ordre des ergothérapeutes du Québec, l'Ordre des optométristes du Québec, l'Ordre des psychologues du Québec et l'Ordre des infirmiers et infirmières du Québec :

- procède à l'élaboration d'une grille décisionnelle qui prévoirait toutes les étapes permettant le dépistage et l'évaluation des conducteurs à risque d'accidents routiers et qui préciserait le rôle de chacun des intervenants;
- revoie l'ensemble des formulaires concernant l'évaluation médicale et optométrique des conducteurs et en fasse la promotion afin qu'ils soient connus. Il y aurait lieu de prévoir deux formulaires distincts pour procéder à l'évaluation cognitive et fonctionnelle (test sur route).

Que la Société de l'assurance automobile du Québec :

- procède à la standardisation du test sur route et en augmente le nombre;
- introduise à la grille décisionnelle concernant le dépistage et l'évaluation des conducteurs à risque de nouveaux professionnels (neuropsychologues) ou techniciens;
- tienne compte des accidents antérieurs, notamment lors des évaluations statutaires, pour certains types de conducteurs;
- étudie la proposition de l'Ordre des optométristes du Québec et du Collège des médecins du Québec visant à rendre obligatoire le premier examen visuel à 65 ans et médical à 70 ans;
- poursuive l'implantation de son projet pilote et étende la distribution de son dépliant *Personne n'échappe au cycle de la vie*;

1. Accidents de la circulation

- travaille, de concert avec la Sûreté du Québec et les corps municipaux, à la formation des policiers, afin de les amener à dépister les conducteurs présentant une possible atteinte au niveau cognitif.

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-145645 118850

Événement :

Un homme de 67 ans, marchant sur l'accotement de la route 138 à Sainte-Martine, est mortellement blessé lorsqu'il est heurté par un véhicule automobile.

Recommandation :

Que la Société de l'assurance automobile du Québec réévalue le dossier de cette conductrice, quant à sa capacité de conduire un véhicule automobile. 1

Organisme visé :

Société de l'assurance automobile du Québec

Avis / Dossier : A-142948 113527

Événement :

À la suite d'un accrochage mineur, une jeune femme immobilise son véhicule en bordure de l'autoroute, dans une pointe de flèche située à la jonction des autoroutes Henri-IV, direction sud, et de La Capitale, direction ouest. Elle sort de son automobile pour se rendre à l'arrière et est heurtée mortellement par un premier véhicule où le conducteur, ébloui par le soleil, ne l'a de toute évidence pas vue. Madame fut projetée sur la voie rapide et frappée par un deuxième véhicule. De plus, ce matin-là, la chaussée était mouillée et miroitait sous le soleil aveuglant. Les vitres et le pare-brise se salissaient en un rien de temps.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec :

- considère avant tout le critère de la meilleure protection de la vie humaine pour les automobilistes qui ont à emprunter des secteurs de routes présentement fort achalandés, dont le secteur de l'autoroute Henri-IV entre le boulevard Charest et l'autoroute de La Capitale;
- priorise ce dossier et voie à ce que les décisions soient prises dans les meilleurs délais afin d'éviter d'autres accidents.

Organisme visé :

Ministère des Transports du Québec

2. AUTRES DÉCÈS ACCIDENTELS

2.1 ASPHYXIES

Avis / Dossier : A-143082 114718

Événement :

Un homme de 48 ans décède d'une anoxie cérébrale par compression laryngée lorsque la plate-forme élévatrice qu'il était à réparer s'est soudainement mise en marche, le coïncant par le cou entre le barreau horizontal supérieur de la barrière latérale de protection de la plate-forme et une partie du cadre de l'appareil.

Recommandation :

Que la Commission de la santé et de la sécurité du travail s'assure que les normes actuelles de construction des plates-formes élévatrices, pour utilisation future par des handicapés, respectent la fabrication et l'installation, dûment assorties d'un programme d'entretien régulier et ponctuel. 4,5

Organisme visé :

Commission de la santé et de la sécurité du travail

Avis / Dossier : A-146774 116396

Événement :

Une femme de 75 ans, accusant un état de santé précaire, décède d'asphyxie par compression des vaisseaux du cou alors qu'elle reste coincée entre le matelas et la ridelle de son lit, à sa résidence de Rivière-du-Loup.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux diffuse largement auprès des intervenants du milieu de la santé, la norme québécoise révisée du Bureau de normalisation du Québec.1

Organisme visé :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Avis / Dossier : A-146824 117428

Événement :

Un jeune garçon de 12 ans décède par asphyxie suite à un ensevelissement dans le sable en s'amusant avec des amis dans la sablière Claveau à l'Ascension au Saguenay.

Recommandations :

Qu'une campagne de sensibilisation dans les écoles à proximité des sablières soit faite afin d'expliquer les dangers d'avalanche et de décès à ces endroits; 2

Qu'il y ait une réglementation municipale interdisant de jouer dans les sablières et permettant aux propriétaires de demander l'assistance des policiers pour la faire appliquer. Ainsi, une intervention

policière pourrait être faite au niveau des parents pour empêcher les enfants de jouer dans les sablières;

Que des pancartes soient installées à proximité des sablières pour indiquer l'interdiction d'y jouer et les dangers d'avalanche.

Organismes visés :

Ministère de l'Éducation
Ministères des Affaires municipales

Avis / Dossier : A-124551 104931

Événement :

Un jeune homme de 23 ans, résidant au Centre hospitalier et Centre de réadaptation Antoine-Labelle, à l'Annonciation, décède d'une asphyxie mécanique causée par une contention thoracique qui le retenait à sa chaise gériatrique.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- s'interroge sur la pertinence de concentrer dans les villes universitaires du Québec, les services de 3^e ligne pour la clientèle de déficience intellectuelle avec trouble grave du comportement et qu'ils soient également implantés en région;
- fasse en sorte que le Comité ministériel sur les orientations en matière d'utilisation de la contention et de l'isolement adopte un protocole d'utilisation et le rende obligatoire pour tous les établissements de santé qui y ont recours;
- fasse en sorte que le Comité ministériel sur les orientations en matière d'utilisation de la contention et de l'isolement crée un programme de certification pour la formation du personnel de tous les établissements de santé ayant recours à la contention et à l'isolement.

Que la Régie régionale de la santé et des Services sociaux des Laurentides :

- s'assure que l'infrastructure soit en place et fonctionnelle, avant d'émettre un permis pour une unité de besoins complexes;
- fasse en sorte que l'établissement lui fournisse un rapport portant sur la période précédente et dans lequel sont détaillées les ressources humaines, les dépenses budgétaires, les prévisions budgétaires, l'utilisation de la contention et de l'isolement, les activités fonctionnelles ainsi que toutes autres informations pertinentes et ce, avant de renouveler un permis pour une unité de besoins complexes.

Que le Centre hospitalier et Centre de réadaptation Antoine-Labelle :

- réfléchisse sur la question du maintien ou non de l'unité des besoins complexes au sein de son établissement;

En cas de maintien de l'unité de besoins complexes :

- clarifie le rôle du médecin traitant et le dégage de ses autres activités professionnelles, afin de lui permettre d'être présent aux réunions multidisciplinaires;
- augmente le temps consacré du psychiatre à l'unité de besoins complexes;

- développe une équipe stable pour cette unité, par la création de postes permanents immuables et à l'abri des règles de supplantation ou de mutation, de concert avec le syndicat;
- s'assure que le personnel de l'unité reçoive, dès le début, la formation nécessaire à l'accomplissement et à la compréhension de leur travail et ce, dans un milieu sécuritaire;
- fasse en sorte que toutes les contentions proviennent du même fabricant et que chaque membre du personnel dispose d'une clef aimantée;
- ne tolère aucun emprunt de matériel de contention par un autre service et qu'un inventaire soit fait régulièrement, au moins une fois semaine;
- s'assure que le matériel désuet ou en mauvais état soit remplacé;
- s'assure que le personnel connaisse le protocole d'utilisation de la contention et de l'isolement, du matériel et de son installation, ainsi qu'une mise à jour aux six mois soit faite;
- s'assure d'un ratio de un (1) infirmier pour douze (12) clients durant le quart de travail de jour et, si le budget le permet, durant le quart du soir également;
- affecte certains préposés uniquement au fonctionnement des activités ou ateliers et qu'ils reçoivent la formation nécessaire et la mise à jour;
- affecte à temps plein à l'unité, un psychologue et un éducateur spécialisé;
- fasse des évaluations médicale, psychiatrique, psychologique et en ergothérapie, afin d'élaborer un plan d'intervention individualisé et ce, dès l'arrivée d'un client;
- révise le plan d'intervention individualisé aux six mois ou avant, si le besoin s'en fait sentir;
- élabore une cédule d'activités d'ateliers ou d'activités physiques afin d'occuper la clientèle le jour et le soir;
- réaménagement et subdivise les lieux physiques en deux unités, avec deux postes de garde;
- installe une caméra dans la salle de séjour;
- munisse la robinetterie d'eau chaude d'un dispositif empêchant son utilisation par la clientèle, sans le concours du personnel;
- s'assure que la trousse de réanimation soit gardée au poste de garde et que le personnel y ait accès en tout temps;
- fasse en sorte que le médecin traitant ait la responsabilité d'obtenir le consentement aux soins et donne l'information au client ou à son représentant légal et que tel consentement soit requis pour tout changement de contention, le consentement devant être donné par écrit et versé au dossier;
- s'affilie avec le service de psychiatrie et de psychologie d'une université, afin de favoriser l'échange d'informations et de bénéficier de leur expertise, tout en mettant à leur disposition un milieu pratique.

Organismes visés :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Régie régionale de la Santé et des Services sociaux des Laurentides
Centre hospitalier et Centre de réadaptation Antoine Labelle

Avis / Dossier : A-139965 111262

Événement :

Une femme de 76 ans, résidant au Centre Montserrat de Québec, décède d'une asphyxie positionnelle alors qu'elle est trouvée suspendue hors de son lit, retenue au niveau du ventre par son gilet de contention. La victime a vécu les trois derniers mois de sa vie sous contention en permanence.

Recommandations :

Que les Régies régionales de la Santé et des Services sociaux (RRSSS) :

- donnent de la formation aux propriétaires de résidences d'accueil privées, afin qu'ils soient en mesure de bien cibler leur limite; ¹
- établissent un lien d'action entre les CLSC sous leur juridiction et les résidences d'accueil privées, afin de favoriser les échanges et la collaboration de tous les intervenants auprès des personnes âgées; ¹
- appliquent sur leur territoire respectif la grille d'évaluation de nouveau résident telle que développée par la RRSSS de Québec. ⁴

Que les CLSC du Québec s'impliquent de façon pro-active auprès des ressources privées et traitent la clientèle de ces ressources à l'instar des personnes qui sont à domicile.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) :

- intervienne auprès de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, de l'Ordre des ergothérapeutes du Québec et de l'Ordre professionnel de la physiothérapie du Québec, pour qu'ils émettent des directives en regard des contentions, de manière à être compatibles avec les orientations ministérielles;
- promouvoie de façon active dans chacun des CHSLD du Québec l'implantation du programme de réduction des contentions, développé par l'équipe du Dr Durand et par l'Association des hôpitaux du Québec.

Organismes visés :

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Régies régionales de la Santé et des Services sociaux

Avis / Dossier : A-145103 118190

Événement :

Un homme de 49 ans, hospitalisé à l'hôpital Notre-Dame de la Merci suite à un accident survenu en 1972 alors qu'il a été violemment heurté par un véhicule automobile, décède d'une asphyxie occasionnée par la présence dans le pharynx d'un sac de croustilles (contenu et contenant) ainsi qu'un chou de Bruxelles entier.

Recommandation :

Que la Direction du centre hospitalier Notre-Dame de la Merci rappelle aux membres de son personnel chargés d'exercer une surveillance étroite lors des repas de certains bénéficiaires qu'il est essentiel bien d'exercer cette surveillance. ¹

2. Autres décès accidentels

Organisme visé :

Centre hospitalier Notre-Dame de la Merci

Avis / Dossier : A-139773 113362

Événement :

Un homme de 31 ans, amené à l'urgence du centre hospitalier Anna-Laberge de Châteauguay pour colique néphrétique, décède d'une insuffisance respiratoire progressive secondaire à l'administration de mépéridine et d'hydromorphone (Dilaudid).

Recommandations:

Que la Direction des services médicaux du centre hospitalier Anna-Laberge :

- s'assure que ses médecins sont familiers avec les équivalents de narcotiques; 1
- s'assure que ses médecins soient sensibilisés aux effets additifs des co-analgésiques (Gravol, Bénédryl, etc.), quant à la dépression du système nerveux central. 1

Que la Direction des soins infirmiers du centre hospitalier Anna-Laberge :

- s'assure que ses infirmières sont familières avec les équivalences des narcotiques; 1
- incite ses infirmières à être vigilantes à la dépression des centres respiratoires qui peut survenir avec des narcotiques et qui se traduit parfois par des ronflements; 1
- insère au dossier médical une feuille sommaire des analgésiques et des co-analgésiques utilisés qui permettrait de réaliser d'un seul coup d'œil, tous les dépresseurs du système nerveux central et des centres respiratoires reçus par le patient. 1

Organisme visé :

Centre hospitalier Anna-Laberge

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossier : A-144423 114543

Événement :

Une femme de 70 ans décède d'une asphyxie par obstruction des voies respiratoires alors qu'elle mangeait dans un restaurant de Saint-Lazare.

Recommandation :

Que la Direction du service de police des Seigneuries s'assure que son personnel de premiers répondants connaît le phénomène d'aspiration de corps étrangers ainsi que la manœuvre de Hemleich. 1

Organisme visé :

Sûreté du Québec de la MRC Vaudreuil-Dorion Ouest

Avis / Dossier : A-149153 118415

Événement :

Un homme de 63 ans demeurant en foyer d'accueil pour personnes ayant un handicap intellectuel décède d'une asphyxie par obstruction des voies respiratoires. Il avait l'habitude de mettre beaucoup de nourriture dans sa bouche et de manger très rapidement.

On tenta de lui porter secours en essayant de déloger la nourriture. Aucun intervenant n'a utilisé la méthode de Hemleich car personne n'avait de formation en techniques de réanimation.

Recommandation :

Que la Régie régionale des Laurentides identifie une ressource qui formera les responsables du milieu familial en matière de techniques de réanimation lorsqu'un bénéficiaire du Centre du Florès sera préalablement reconnu pour ses risques élevés d'asphyxie par aspiration bronchique. 4

Organisme visé :

Régie régionale de la santé et des services sociaux des Laurentides

2.3 CHOCS ACCIDENTELS

Avis / Dossier : A-141277 114462

Événement :

Un homme de 31 ans est mortellement blessé, lorsqu'un arbre qu'il abattait sur son terrain de camping de Freilighburg est tombé dans sa direction dû à un coup de vent.

Recommandation :

Que le ministère des Ressources naturelles, en collaboration avec les entreprises spécialisées dans la vente d'équipements et de produits forestiers, envisage la diffusion de messages télévisés et dans les revues spécialisées, visant à souligner les dangers du travail forestier, afin de hausser le niveau de prudence des travailleurs forestiers, professionnels ou non, pour éviter la répétition de tels accidents. 4

Organisme visé :

Ministère des Ressources naturelles

2.4 CHUTES

Avis / Dossier : A-146664 119148

Événement :

2. Autres décès accidentels

Un homme de 87 ans décède d'insuffisance cardio-respiratoire multifocale le lendemain d'une chute survenue à la maison, alors qu'il avait perdu l'équilibre. Une fracture de la hanche était alors diagnostiquée. La victime avait un lourd passé médical qui le rendait très vulnérable aux complications du traumatisme qu'il avait subi la veille et des effets secondaires de certains médicaments.

Recommandation :

Que la Ville de Port-Cartier et le ministère des Transports procèdent à l'installation d'une signalisation qui facilitera le repérage rapide du CLSC à tous ceux qui doivent s'y rendre. Ces panneaux devraient être situés le long de la route 138, ainsi que dans la ville de Port-Cartier. 1

Organismes visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossier : A-145739 118704

Événement :

Une femme de 64 ans décède d'une embolie pulmonaire massive douze jours après être tombée du toit de sa maison mobile à Baie-Comeau.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels du Centre hospitalier régional de Sept-Îles fasse une évaluation de ce dossier par les instances concernées de l'établissement, afin de valider que les règles de l'art ont été observées. 1

Organisme visé :

Centre hospitalier régional de Sept-Îles

Avis / Dossier : A-148259 119382

Événement :

Une femme de 52 ans décède d'embolies pulmonaires multiples, 48 heures après une réparation chirurgicale d'une fracture de la 12^e vertèbre dorsale, survenue lors d'une chute d'une échelle à son domicile de Sainte-Brigitte-d'Iberville.

Recommandation :

Que les membres du Comité d'évaluation de l'acte médical de l'Hôpital Charles LeMoine de Greenfield Park étudient l'indication ou la nécessité d'une telle médication à l'occasion d'une chirurgie de cette nature qui survient à la suite d'un traumatisme.

Organisme visé :

Hôpital Charles LeMoine

Avis / Dossier : A-142951 113528

Événement :

Un homme de 73 ans, hospitalisé au CHUQ – Pavillon CHUL depuis deux jours pour dyspnée, se jette dans le vide de la galerie d'une hauteur de 6,3 mètres.

Recommandations :

Que le dossier soit soumis au comité de l'évaluation de l'acte médical du CHUL.

Que la Direction générale du CHUQ - Pavillon CHUL apporte des améliorations au balcon du premier étage, afin d'éviter que toute personne puisse l'enjamber si facilement. 1

Organisme visé :

CHUQ - Pavillon CHUL

Avis / Dossier : A-148580 116025

Événement :

Une femme de 65 ans, hospitalisée depuis cinq jours au Centre hospitalier de Lachine pour une chirurgie intestinale, se jette d'une fenêtre de sa chambre dont elle avait arraché la moustiquaire.

Recommandation :

Que le Centre hospitalier de Lachine vérifie si les fenêtres de son établissement sont conformes au Code du bâtiment.

Organisme visé :

Centre hospitalier de Lachine

Avis / Dossier : A-145129 118785

Événement :

Un homme de 70 ans décède d'un hématome sous-dural fronto-pariétal-occipal droit, suite à une chute sur le trottoir à Saint-Jean-sur-Richelieu, dans un contexte de syncope.

Recommandation :

Que le Comité des médecins, dentistes et pharmaciens de l'hôpital du Haut-Richelieu et le Collège des médecins renvoient le dossier médical de la victime.

Organisme visé :

Hôpital du Haut-Richelieu

2. Autres décès accidentels

Avis / Dossier : A-143981 114381

Événement :

Une femme de 33 ans décède des blessures subies lors d'un accident de glissade sur chambre à air, au Mont Bell de Senneterre.

Recommandation :

Que le Secrétariat au loisir et au sport émette un guide d'aménagement pour rendre sécuritaire la pratique de glissade sur chambre à air au Québec.

Organisme visé :

Secrétariat au loisir et au sport

Avis / Dossier : A-140974 117224

Événement :

Une femme de 65 ans, hospitalisée à l'hôpital du Saint-Sacrement à Québec, décède d'un œdème cérébral avec engagement des amygdales cérébelleuses, suite à une chute survenue dans sa chambre.

Recommandations :

Que la Direction des services professionnels de l'hôpital du Saint-Sacrement :

- vérifie si les mesures nécessaires pour éviter que la victime se blesse à plusieurs reprises ont été prises;
- vérifie si l'unité de soins dans laquelle était hospitalisée la patiente était bien adaptée à ses besoins et à sa sécurité.

Organisme visé :

Hôpital du Saint-Sacrement

Avis / Dossier : A-144124 115637

Événement :

Une femme de 54 ans décède à l'urgence de l'hôpital Charles LeMoynes, dans un contexte d'une fracture de la hanche droite survenue deux jours auparavant. Le décès est possiblement causé par une hypotension fatale déclenchée par la présence simultanée de plusieurs médicaments.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels de l'hôpital Charles LeMoynes soumette le dossier médical au comité des médecins, dentistes et pharmaciens afin d'étudier la possibilité d'émettre des recommandations relativement à l'utilisation du Dilaudid et l'indication d'utiliser un saturomètre dans certaines circonstances particulières, que les membres du comité pourraient déterminer. 1

Organisme visé :

Hôpital Charles LeMoine

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossiers : A-146563 116720

Événement :

Un adolescent de 15 ans, circulant à vélo sur le pont ferroviaire «Pont Noir», dans la ville de Shawinigan, secteur Grand-mère, perd le contrôle et fait une chute mortelle en bas du pont. Celui-ci n'est doté de barrières de sécurité qu'à chaque extrémité seulement.

Recommandation :

Que la Sûreté du Québec MRC de Shawinigan peaufine et mette de l'avant le Projet SMARE Pont Ferroviaire «Pont Noir» et ce, dans les plus brefs délais. 1

Organisme visé :

Sûreté du Québec MRC de Shawinigan

2.5 HYPOTHERMIES

Avis / Dossier : A-133867 104667

Événement :

Enquête publique portant sur le décès, par hypothermie, d'un homme de 50 ans de Saint-Calixte. Ce dernier a été trouvé au pied de l'escalier extérieur de sa résidence le 12 janvier 2000, par des policiers venus l'arrêter pour des actes de violence familiale s'étant produit le 17 décembre 1999.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- évalue la possibilité de confier la prise en charge d'un dossier avec plan de traitement, au CLSC desservant le territoire d'un usager qui a développé une dépendance problématique aux narcotiques ou aux médicaments;
- crée un groupe de travail réunissant, entre autres, les CLSC, l'Association des hôpitaux du Québec, le Collège des médecins du Québec et l'Ordre des pharmaciens du Québec, pour convenir de la façon de faire, tout en respectant les prérogatives de chacun et pour amener l'usager à collaborer tout en respectant ses droits;
- adopte les mesures législatives nécessaires à l'encontre des usagers récalcitrants.

Organisme visé :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

2.6 INCENDIES

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossiers : A-147926 117816
 A-147927 117815

Événement :

Deux enfants âgés de 10 et 12 ans décèdent par asphyxie au monoxyde de carbone à la suite de l'incendie de leur domicile à Trois-Rivières. Il n'y avait aucun détecteur de fumée dans la résidence. Selon les expertises effectuées, l'incendie aurait débuté dans la chambre occupée par une co-locataire, absente au moment du drame, mais la cause demeure toujours nébuleuse.

Recommandation :

Que le ministère de la Sécurité publique adopte une législation provinciale afin d'obliger l'installation d'avertisseurs de fumée qui seraient reliés au système électrique du bâtiment.

Organisme visé :

Ministère de la Sécurité publique

2.7 INTOXICATIONS

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossier : A-138567 109691

Événement :

Un jeune homme de 18 ans décède d'une intoxication alcoolique quelques heures après avoir participé à une activité de consommation rapide d'alcool (calage) au pub L'autre Zone, à Québec.

Recommandations :

Que la Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec :

- suggère au ministre de la Sécurité publique que des modifications législatives soient apportées, afin de prévoir expressément la prohibition de toute activité qui peut amener une consommation abusive et dangereuse pour la santé (activité de « calage »);
- suggère au ministre de la Sécurité publique que le cours *Action Service* devienne également obligatoire pour les actuels détenteurs de permis;
- ajoute des avis spécifiques à la documentation existante rappelant aux futurs propriétaires de permis qu'il est important de suivre le cours *Action Service*, de se doter d'une politique maison, d'un code d'éthique et qu'il est interdit de tenir une activité de consommation rapide dans leur établissement.

Que le ministre de la Sécurité publique endosse et assure un suivi des recommandations formulées par la RACJ et son groupe de Travail-Alcool, notamment celles visant à rendre obligatoire le cours

Action Service, à élaborer un code d'éthique et à prohiber expressément toute activité de consommation rapide.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux :

- cible, lors de la Semaine de prévention de la toxicomanie 2003, la prévention d'abus d'alcool chez les jeunes de fin secondaire et de Cégep et d'envisager que ce message puisse devenir récurrent;
- voie à adapter le message contenu aux documents déjà existants en ajoutant une mention concernant les dangers reliés à la consommation rapide d'alcool et la façon de prendre en charge une personne intoxiquée.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux de concert, avec les Régies régionales de la santé et des services sociaux, notamment celle de Québec, à répertorier toutes les ressources disponibles pouvant intervenir dans la prise en charge d'une personne intoxiquée. Un tel répertoire devrait être mis à la disponibilité des compagnies de taxi, des propriétaires et des conducteurs.

Que le ministre des Transports s'assure qu'un représentant de la Corporation des propriétaires de Bars du Québec puisse faire partie du Forum.

Organismes visés:

Régie des alcools, des courses et des jeux du Québec
Ministère de la Sécurité publique
Ministère des la Santé et des Services sociaux
Ministère des Transports

Avis / Dossier : A-140331 112498

Événement :

Une fillette de 2 ans et demi est victime de mort cérébrale par neurotoxicité au Mucomyst, qu'elle avait reçu suite à une prise massive d'acétominophène.

Recommandations :

Que les pédiatres de l'Hôtel-Dieu de Roberval bonifient la note manuscrite affichée au département de pédiatrie afin qu'en tout temps, les infirmières puissent se sentir entièrement supportées dans la médication à administrer à un enfant. Après discussion avec le médecin traitant, si un doute raisonnable persiste, un deuxième professionnel devrait valider l'information reçue et compléter la réponse à leur interrogation. 1

Que la Direction des services professionnels de l'Hôtel-Dieu de Roberval mette à jour les manuels de référence utilisés comme outils de travail pour les médecins de l'Urgence. 1

Que la Direction des soins infirmiers et le Département de pharmacie de l'Hôtel-Dieu de Roberval prévoient des séances de formation continue auprès du personnel infirmier, particulièrement celui oeuvrant en pédiatrie. Ainsi, les infirmiers et infirmières seront mieux sensibilisés aux nouveaux médicaments, aux antidotes, incluant les effets secondaires ou toxiques de ces substances. 1

Que le Centre Anti-Poison prenne les moyens, lors des appels reçus pour conseils, dans une situation d'urgence, pour que les informations fournies aux médecins et autres professionnels de la santé soient bien précises, évitant toute ambiguïté.

2. Autres décès accidentels

Organismes visés:

Hôtel-Dieu de Roberval
Centre Anti-Poison

Avis / Dossier : A-145128 118784

Événement :

Un homme de 58 ans décède d'une intoxication au tryclique, vingt jours après avoir reçu son congé de l'hôpital du Haut-Richelieu, où il était hospitalisé suite à un accident cérébro-vasculaire.

Recommandation :

Que le Comité de l'évaluation de l'acte médical de l'hôpital du Haut-Richelieu examine la pertinence du congé pour retour au domicile le 23 août 2002, vu la désorientation temporelle du patient et sans assistance de jour.

Organisme visé:

Hôpital du Haut-Richelieu

Avis / Dossier : A-136942 113240

Événement :

Un homme de 52 ans décède d'une intoxication au monoxyde de carbone dans sa résidence de Rouyn-Noranda.

Recommandations :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux et la Régie du bâtiment :

- s'assurent que les auto-collants soient installés lors de la vente des appareils à combustion pour prévenir des dangers du monoxyde de carbone; 2
- voient à la possibilité que soient remises à l'acheteur, des brochures explicatives déjà existantes sur le monoxyde de carbone, afin de sensibiliser davantage les utilisateurs. 1

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux prévoie une campagne publicitaire de sensibilisation qui pourrait être associée ou non, à celle des avertisseurs de fumée puisque les deux éléments se rejoignent. 5

Organismes visés:

Ministère de la Santé et des Services sociaux
Régie du bâtiment

Avis / Dossier : A-138965 109505

Événement :

Une jeune fille de 17 ans est trouvée sans vie dans l'appartement d'un copain après avoir consommé de l'héroïne.

Recommandations :

Que la Direction de la protection de la jeunesse des Centres jeunesse de Lanaudière :

- examine la problématique du manque de ressources en centre de désintoxication qui fait qu'un jeune qui fait l'objet d'une ordonnance de la Chambre de la jeunesse se retrouve plutôt dans un milieu non sécuritaire; ³
- favorise la mise en place d'un protocole avec le Service de police de la Ville de Montréal, police jeunesse, et l'organisme le Bon Dieu dans la rue afin qu'on puisse savoir qu'un jeune qui fait l'objet d'un mandat d'amener s'y trouve et qu'on puisse aller le chercher sans occasionner de tort à l'organisme communautaire dont le bien-fondé est évident. ²

Que la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse examine la problématique du manque de ressources en Centre de désintoxication pour un jeune qui fait l'objet d'une ordonnance du Tribunal de la Chambre de la jeunesse. ⁴

Organismes visés:

Centres jeunesse de Lanaudière
Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse

Avis / Dossier : A-148614 116649

Événement :

Un homme de 86 ans en perte d'autonomie, demeurant au CHSLD Manoir Heather de Rawdon, décède d'une insuffisance cardiaque secondaire à une thrombose de l'aorte abdominale après qu'une bénéficiaire lui ait donné à boire un produit de nettoyage pour la salle de bain.

Recommandations :

Que l'Association des hôpitaux du Québec et les Régies régionales de la santé et des services sociaux du Québec prennent connaissance de ce rapport d'investigation afin de le diffuser aux établissements ayant une clientèle en perte d'autonomie. ¹

Organismes visés:

Toutes les régies régionales de la santé et des services sociaux

2. Autres décès accidentels

2.8 NOYADES

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossier : A-135385 119408

Événement :

Une femme de 61 ans décède par noyade, lorsque le canot dans lequel elle prend place avec deux autres passagers verse dans la rivière Toussaint à Obedjiwan. Personne ne portait de gilet de sauvetage et il n'y en avait aucun dans le canot.

Recommandation :

Que la Sûreté du Québec revoie les équipements de survie et de sauvetage devant être disponibles à bord de ses appareils. S'il y a lieu, voie à ce que les équipements de survie et de sauvetage adéquats soient disponibles en tout temps, et plus particulièrement lors de mission nécessitant des vols en région inhabitée. 3

Organisme visé :

Sûreté du Québec

Avis / Dossier : A-141193 112703

Événement :

Un enfant de 6 ans, sous la surveillance d'une monitrice aquatique dans le cadre d'un cours de natation de niveau débutant, se noie à la piscine Georges-Vanier à Laval.

Recommandations :

Que la Régie du bâtiment ajoute à la liste des sujets de réflexion les problèmes causés par un éclairage provenant des côtés du plan d'eau en rapport avec la perception du moniteur aquatique et celle du surveillant sauveteur, de ce qui se trouve au fond de l'eau.

Que la Commission scolaire de Laval et en général, aux propriétaires et exploitants de bains publics :

- installent toujours une ligne de sécurité entre la partie peu profonde et la partie profonde du plan d'eau pour les personnes qui ne savent pas nager;
- prévoient la présence d'un surveillant sauveteur supplémentaire, même si les moniteurs responsables des groupes ont reçu cette formation;
- s'assurent que la période de battement entre deux cours se fasse dans l'ordre et sous surveillance;
- réexaminent la possibilité de laisser des parents accéder à la promenade de la piscine Georges-Vanier durant les cours de niveau Aqua;
- se procurent des défibrillateurs cardiaques et s'assurent que, sur place, il y ait toujours quelqu'un ayant reçu la formation nécessaire à son utilisation;
- travaillent avec leurs équipes de moniteurs aquatiques et de surveillants-sauveteurs, de concert avec les services de premiers répondants et des services ambulanciers de leur région, sur la mise au point d'un plan d'urgence.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux et le ministère de la Sécurité publique étudient la possibilité d'équiper les premiers répondants (services de police et d'incendie) de défibrillateurs cardiaques et de les former. ¹

Organismes visés :

Régie du bâtiment
Commission scolaire de Laval
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Avis / Dossier : A-147200 118162

Événement :

Une femme de 67 ans, hospitalisée à l'unité psychiatrique 4^e Nord de l'hôpital du Haut-Richelieu, décède par noyade en chutant dans le bain, suite à un malaise d'origine inconnu.

Recommandations :

Que la Direction de l'hôpital du Haut-Richelieu :

- rappelle aux membres du personnel chargés de la vérification et du verrouillage des portes des salles de bain communes d'une unité, l'importance d'effectuer cette procédure avec minutie;
- instaure une procédure de suivi des déplacements des bénéficiaires du 4^e Nord et de toute autre unité accueillant des bénéficiaires devant être sous surveillance.

Organisme visé :

Hôpital du Haut-Richelieu

Avis / Dossier : A-146163 115453

Événement :

Une fillette de 8 ans, participant à une activité organisée pour la fin de l'année scolaire, décède par noyade au lac Le Mirage à Princeville. C'est en tentant de récupérer des chambres à air dans la partie la plus profonde du lac que l'événement s'est produit. Elle ne savait pas nager et ne portait pas de veste de flottaison.

Recommandation :

Que la Régie du bâtiment revoit la disposition réglementaire pour que le nombre de surveillants requis pour les plages publiques soit relié à la population de baigneurs.

Organisme visé :

Régie du Bâtiment

2. Autres décès accidentels

2.9 AUTRES ACCIDENTS

Avis / Dossier : A-130808 103048

Événement :

Une femme de 35 ans, admise à la Cité de la Santé de Laval pour l'installation d'un cathéter et des traitements de chimiothérapie, décède un mois plus tard d'une insuffisance respiratoire avec oédème et épanchements pleuraux bilatéraux secondaire à une médastine chimique aiguë. Un accident chirurgical aurait été causé par l'installation, le déplacement accidentel après l'installation ou à un cathéter défectueux.

Recommandations :

Que la Cité de la Santé de Laval :

- définisse un protocole d'installation et de vérification d'un cathéter en vue d'un traitement de chimiothérapie, afin de s'assurer qu'un tel événement de se reproduise plus;
- s'assure que son personnel rédige les notes au dossier au fur et à mesure;
- s'assure qu'un rapport détaillé soit consigné au dossier lorsque survient un incident mettant en cause un cathéter;
- soumette le présent dossier au Comité des médecins, dentistes et pharmaciens, afin qu'il évalue les actes médicaux et apporte les correctifs, s'il y a lieu.

Organisme visé :

Cité de la Santé de Laval

Avis / Dossier : A-143065 114648

Événement :

Une femme de 79 ans décède d'une hémorragie intra-abdominale trois jours après avoir subi une cholécystectomie laparoscopique, en chirurgie d'un jour, à l'hôpital Santa Cabrini à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels fasse en sorte que ce dossier soit revu par le comité d'évaluation de l'acte médical.

Organisme visé :

Hôpital Santa Cabrini

Avis / Dossier : A-139481 116792

Événement :

Un homme de 77 ans est mortellement blessé par un ours noir à son camp de chasse situé au *Big Indien*, à 60 kilomètres du lac Humqui et près de la rivière Matapédia. Il accompagnait ses garçons venus faire de la chasse à l'arc.

Recommandation :

Que le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs et la Société de la faune et des parcs du Québec se consultent et travaillent en collaboration lorsque des terrains de villégiature seront offerts en location sur les terres publiques du Québec. Ainsi, la Société de la faune et des parcs du Québec pourrait faire des suggestions concernant le choix des sites à offrir en location sur les terres publiques. De plus, les villégiateurs qui seront favorisés par tirage au sort pour obtenir un nouveau terrain de location sur les terres publiques pourraient être rencontrés par la Société de la faune et des parcs du Québec pour obtenir toutes les informations nécessaires pour la sécurité en relation avec l'ours noir. 2

Organismes visés :

Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs
Société de la faune et des parcs du Québec

3. ACCIDENTS DE TRAVAIL

3.1 ACCIDENTS AVEC MACHINE

Avis / Dossier : A-135356 112710

Événement :

Un travailleur de la compagnie Onyx Sanivan de Saint-Félicien, en sous-traitance sur un chantier d'Abitibi Consolidated à Saint-Félicien, décède d'un traumatisme crânien majeur, lorsque le monte-charge sous lequel il passait s'est mis rapidement à descendre avec une charge de quatre rouleaux de membrane à toiture, évaluée à 211 kg. L'opérateur avait maladroitement accroché le levier du frein, provoquant la chute rapide de la charge.

Recommandation :

Qu'on interdise au Québec, advenant une fin de non recevoir du fabricant, la distribution de ce type de monte-charge.

Organisme visé :

Commission de la Santé et de la sécurité du travail

3.2 ACCIDENTS DE VÉHICULES À MOTEURS

Avis / Dossier : A-145726 117104

Événement :

Le conducteur d'un camion citerne décède suite à un accident survenu sur la route 138, à Sacré-Cœur.

Recommandation :

Que le ministère des Transports révisé la signalisation pour permettre aux automobilistes d'anticiper la géométrie habituelle de la «courbe du lac Long» en attendant la réalisation des travaux de correction planifiés. 1

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossier : A-135378 117286

Événement :

Le conducteur d'un fardier, circulant sur le chemin forestier d'Obedjiwan, fait une sortie de route dans une courbe en pente, au kilomètre 150. Le chargement de bois a glissé de la remorque avant de heurter la cabine du conducteur, ne laissant aucune chance à la victime qui est décédée sur le coup.

Recommandations :

Que le ministère des Transports:

- procède à l'affichage de toutes les pentes d'importance de son réseau de chemins forestiers québécois ; 4
- gère mieux les interventions de sablage, surtout lorsque la chaussée glacée y est rendue particulièrement glissante, en raison des variations de température ou de chutes de neige. 4

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossier : A-138741 113703

Événement :

Le conducteur d'un tracteur routier, transportant du bois en longueur, décède au moment où son véhicule heurte de plein fouet le wagon d'un train à un passage à niveau sur la route 111, à Launay. Sous l'impact, le convoi routier avec toute sa charge s'est renversé dans le fossé et la cabine du camion a été emboutie par la remorque.

Recommandations :

Que le ministère des Transports et la compagnie Canadien National :

- repensent la conception du tronçon de la route 111, dont la courbe près du chemin de fer, à environ 3 kilomètres au sud-est de Taschereau, afin de modifier l'angle de la courbe et assurer visuellement plus d'espace avant la traverse du chemin de fer; 3
- déboisent toute la partie comprise entre la courbe sud de la route 111 et la voie ferrée du Canadien National sur au moins une largeur de 50 mètres en direction est-ouest, de chaque côté de la route; 3
- installent des feux de signalisation au début de la courbe sud, du côté est, de façon à ce qu'un conducteur puisse savoir d'avance qu'un convoi est effectivement engagé sur la voie ferrée, à la hauteur de la route et qu'il ne voit pas encore. 1

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossier : A-123658 111425

Événement :

Un chauffeur de camion, debout sur une plate-forme grillagée à l'arrière de la cabine d'un tracteur à remorque conduit par un adolescent de 16 ans, tombe du véhicule en marche et est écrasé par celui-ci. Ce camion, classé hors-route, n'a qu'un seul siège et ne nécessite pas de permis de conduire.

Recommandations :

Que le ministère des Transports du Québec explore la possibilité d'avoir l'autorité d'agir dans ces situations. 1

Que la Société de l'assurance automobile du Québec se questionne sur la possibilité d'élargir le Code de la sécurité pour inclure ces situations. 3

Organismes visés :

Ministère des Transports du Québec
Société de l'assurance automobile du Québec

3.3 PIÉTONS

Avis / Dossier : A-143908 116543

Événement :

Un homme de 43 ans travaillant à la réfection du pavage de l'autoroute 10 à Bromont, est écrasé mortellement par un camion à benne qui reculait.

Recommandation :

Que le ministère des Transports s'assure que les entreprises retenues pour des contrats de pavage sur les voies publiques mettent tout en œuvre pour garantir la sécurité des travailleurs sur leur chantier. 1

Organisme visé :

Ministère des Transports

Avis / Dossier : A-148512 119964

Événement :

Un photographe professionnel est mortellement heurté par un véhicule automobile sur la piste de course de l'Autodrome de Saint-Eustache.

Recommandations :

Que le ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir soit sensibilisé au fait de l'absence de réglementation sur les circuits (même s'ils sont privés) où il se pratique des courses de véhicule moteur. 1

Que la Société de l'assurance automobile du Québec reçoive une copie du rapport d'investigation du coroner pour évaluer son rôle dans un tel événement, tenant compte que le véhicule conduit par l'instructeur est un véhicule immatriculé au Québec. 1

3. Accidents de travail

Organismes visés :

Ministre des Affaires municipales, du Sport et du Loisir
Société de l'assurance automobile du Québec

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossiers :	A-149051	116862
	A-149052	116863

Événement :

Un policier de la Sûreté du Québec et un surveillant routier du ministère des Transports sont mortellement heurtés par un véhicule automobile alors qu'ils étaient à positionner des cônes, afin de protéger un corridor de sécurité pour un autobus en panne en bordure de l'autoroute 15 Nord à Laval. L'autobus empiétait d'environ 0,30 mètre sur la voie de gauche.

Recommandations :

Que la Sûreté du Québec :

- se dote d'une procédure sécuritaire (en particulier le positionnement du véhicule d'urgence qui devrait faire office de barrière entre le policier à pied et les véhicules se dirigeant vers l'obstacle) pour s'assurer de respecter la santé et la sécurité du ou des policiers qui procèdent à la fermeture d'une route ou d'une partie de route; 1
- s'assure que tous ses membres soient informés d'une telle procédure. 1

Que le ministère des Transports :

- se dote d'une procédure sécuritaire (en particulier le positionnement du véhicule d'urgence tel que mentionné par la Sûreté du Québec) pour s'assurer de respecter la santé et la sécurité des travailleurs qui procèdent à la fermeture d'une route ou d'une partie de route; 1
- s'assure que tous ses travailleurs soient informés d'une telle procédure. 1

Organismes visés :

Sûreté du Québec
Ministère des Transports

3.4 CHUTES

Avis / Dossier :	A-145735	118152
------------------	----------	--------

Événement :

Un travailleur de la compagnie Galerie du Tapis de Baie-Comeau décède d'un traumatisme thoracique avec perforation cardiaque par une côte fracturée, suite à une chute d'une échelle alors que cette dernière, appuyée entre le plancher du rez-de-chaussée et celui du premier étage a glissé.

Recommandation :

Que la Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de la Côte-Nord procède à l'évaluation et au suivi appropriés de cette intervention.

Organisme visé :

Régie régionale de la Santé et des Services sociaux de la Côte-Nord

3. Accidents de travail

4. SUICIDES

Avis / Dossier : A-145661 114303

Événement :

Une femme de 88 ans, résidant dans l'aile C du Centre hospitalier Jacques-Viger depuis plusieurs années pour troubles mentaux, a profité d'une défaillance du système de verrouillage des portes et de la surveillance réduite de l'heure du repas pour se jeter dans un escalier où elle est tombée, attachée dans son fauteuil roulant.

Recommandations :

Que le Centre hospitalier Jacques-Viger, et de façon générale aux CHSLD du Québec qui n'appliqueraient pas déjà ces mesures :

- fassent une évaluation du niveau du risque que présente chaque résident au moment de son arrivée et de mettre au point, si nécessaire, un plan d'intervention qui devrait être révisé régulièrement;
- vérifient le degré de fiabilité de tous leurs systèmes de verrouillage automatiques des portes et de leurs systèmes anti-fugues et de procéder à des vérifications quotidiennes de leur bon fonctionnement; 1
- tiennent un registre des vérifications régulières des systèmes de verrouillage des portes et des systèmes anti-fugues ainsi qu'un registre sur l'entretien, les réparations et les incidents qui surviennent; 1
- installent des affiches sur les portes d'issue afin d'inciter personnel et visiteurs à redoubler de vigilance; 1
- modifient son système de bons de travail afin d'être en mesure de faire un suivi adéquat des réparations effectuées; 3
- examinent la possibilité d'augmenter la surveillance des résidents durant les périodes de repas de son personnel infirmier; 1
- examinent la possibilité, avec les services de protection incendie et la Régie du bâtiment, de rendre plus sécuritaires les cages d'escaliers pour leurs résidents en fauteuils roulants. 1

Organismes visés :

Centre hospitalier Jacques-Viger
CHSLD du Québec

Avis/Dossier : A-141186 112186

Événement :

Un homme dépressif âgé de 75 ans se suicide par pendaison dans le sous-sol de sa résidence de Laval.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux s'assure que les Régies régionales de la santé et des services sociaux mettent en place un programme de prévention et d'intervention du suicide chez les aînés et leur accorde les ressources nécessaires.

4. Suicides

Organisme visé :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

Avis/Dossier : A-148656 117846

Événement :

Un homme de 71 ans, résidant au CHSLD Biermans-Triest de Montréal depuis une semaine, décède d'un polytraumatisme incluant un traumatisme crânio-cérébral létal en chutant de la fenêtre de sa chambre.

Recommandations :

Que la Direction du CHSLD Biermans-Triest s'assure que ses fenêtres soient sécuritaires. 1

Que la RRSSS Montréal-Centre s'assure que les centres d'hébergement et de soins de longue durée soient munis de fenêtres sécuritaires lorsque l'état d'un client l'exige. 1

Organismes visés :

CHSLD Biermans-Triest
RRSSS Montréal-Centre

Avis/Dossier : A-140084 118404

Événement :

Un homme de 45 ans décède de paratonie et collapsus cardio-vasculaire irréversible, le lendemain d'une prise massive de salicylates, d'acétominophène et d'ibuprofène, dans un contexte de rupture conjugale.

Recommandation :

Que le Comité des médecins, dentistes et pharmaciens du Carrefour de santé de Jonquière revoie ce dossier et réévalue le protocole de traitement utilisé dans les cas d'intoxication à l'acétominophène.

Organisme visé :

Carrefour de santé de Jonquière

Avis/Dossier : A-145014 118673

Événement :

Un homme de 60 ans, hospitalisé au pavillon Hôtel-Dieu du Réseau Santé Richelieu-Yamaska de Saint-Hyacinthe pour réadaptation suite à un des séquelles d'accident cérébro-vasculaire survenu trois mois auparavant, se suicide par pendaison dans sa chambre d'hôpital.

Recommandation :

Que les autorités du Pavillon Hôtel-Dieu du Réseau Santé Richelieu-Yamaska clarifient et rendent uniforme la politique régissant l'administration des manœuvres de réanimation et s'assurent qu'elle soit suivie.

Organisme visé :

Pavillon Hôtel-Dieu du Réseau Santé Richelieu-Yamaska

Avis/Dossier : A-143561 116751

Événement :

Un jeune homme de 22 ans, en fuite du département de l'Urgence de l'hôpital Charles-Lemoyne, se suicide en se jetant du pont Jacques-Cartier, à la hauteur du stationnement de la station de métro de Longueuil.

Recommandation :

Que l'hôpital Charles-Lemoyne se penche sur ce dossier et trouve des façons de reconnaître chez les bénéficiaires psychiatriques les états de crise silencieuse pour qu'ils soient vus en priorité ou du moins sous surveillance constante.

Organisme visé :

Hôpital Charles-Lemoyne

Avis/Dossier : A-144634 115512

Événement :

Un jeune homme de 24 ans se suicide par pendaison dans sa résidence de Montréal.

Recommandations :

Que le Directeur général du CHUM s'assure que son personnel connaît et applique la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès* ;

Que le Directeur des services professionnels du CHUM s'assure que ses médecins connaissent et appliquent la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès* ;

Que le Directeur des soins intensifs du CHUM – Pavillon Notre-Dame s'assure que son personnel médical et infirmier connaît et applique la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès*.

Organismes visés :

Directeur général du CHUM
Directeur des services professionnels du CHUM
Directeur des soins intensifs du CHUM – Pavillon Notre-Dame

4. Suicides

Avis/Dossier : A-140647 120455

Événement :

Une femme de 55 ans se suicide par pendaison dans sa résidence de Montréal.

Recommandation :

Que le Centre hospitalier Fleury revoie ce dossier en se demandant si quelque chose pouvait être fait pour éviter ce décès.

Organisme visé:

Centre hospitalier Fleury

Avis/Dossier : A-142438 117189

Événement :

Un homme de 53 ans décède d'un polytraumatisme après s'être jeté du haut du pont Hyatt, à Sherbrooke.

Recommandation :

Que le Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Sherbrooke (CUSE Bowen) étudie la possibilité de mettre en place un protocole qui permettrait de rejoindre un proche, un ami ou encore un membre du centre de prévention du suicide pour demeurer avec la personne suicidaire à l'urgence ; lorsque l'évaluation première de cette personne conclut qu'il ne s'agit pas d'un cas d'isolement et lorsqu'on prévoit que le temps d'attente sera de plusieurs heures.

Organisme visé:

Centre hospitalier Hôtel-Dieu de Sherbrooke (CUSE Bowen)

Avis/Dossier : A-144427 114339

Événement :

Un homme de 37 ans se suicide par pendaison dans sa résidence de Val-David.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels du Centre hospitalier Laurentien prenne connaissance de ce rapport d'investigation afin de soumettre ce dossier au Comité d'évaluation de l'acte médical.

Organisme visé :

Centre hospitalier Laurentien

Avis/Dossier : A-146067 115144

Événement :

Un homme de 43 ans décède d'une dépression respiratoire secondaire à une intoxication à l'hydromorphe (narcoïque), dans un geste d'autodestruction.

Recommandation :

Que le Comité des médecins, dentistes et pharmaciens de l'hôpital du Sacré-Cœur de Montréal procède à l'évaluation du dossier et qu'une copie de cette évaluation soit transmise au Bureau du coroner. 1

Organisme visé :

Hôpital du Sacré-Cœur de Montréal

Avis/Dossier : A-148387 118098

Événement :

Une femme de 46 ans se suicide par pendaison dans le sous-sol de sa résidence de Saint-Sulpice.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels du Centre hospitalier Le Gardeur fasse en sorte qu'une révision du suivi médical soit faite. 1

Organisme visé :

Centre hospitalier Le Gardeur

Avis/Dossier : A-130643 108349

Événement :

Enquête publique portant sur le suicide par pendaison d'une femme de 28 ans, survenu à son domicile de La Sarre.

Recommandations :

Que le Centre hospitalier Vallée-de-l'Or et de soins psychiatriques régionaux, Pavillon Malartic :

- accorde à son personnel de la formation continue. Ainsi, les ressources existantes pourraient être utilisées, notamment en faisant appel aux services de son psychologue qui donne déjà une formation sur le suicide;
- voie à l'établissement d'un protocole concernant le congé temporaire qui pourrait s'inspirer du modèle proposé par le Dr Simon Bégin;
- voie à transposer ce protocole en outil pratique par la création d'une feuille d'information à l'usage du médecin;
- envisage l'ajout d'un poste d'agent de liaison;

4. Suicides

- établisse des ententes avec les intervenants locaux;
- intègre à l'équipe multidisciplinaire des soins aigus un travailleur social et un psychologue;
- fasse un rappel à son personnel concerné afin qu'il favorise l'implication de la famille et de l'usager aux soins et aux services surtout pour la cueillette d'information;
- inscrive le Dr Jean-Michel Beau à la formation dispensée par le Dr André Gagnon.

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) :

- fasse la promotion de certaines activités de formation sur le suicide dont celle du D' André Gagnon; ¹
- fasse de la continuité de services sa priorité afin de faciliter la création de filet de sécurité pour les personnes à risque. ¹

Que le Centre hospitalier Vallée-de-l'Or, en collaboration avec la Régie régionale de Santé et services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, conçoivent une liste des ressources disponibles en prévention du suicide aux fins de distribution aux patients au moment de leur congé temporaire ou permanent.

Que la Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue :

- poursuive les démarches entreprises afin d'accroître les informations générales concernant le suicide;
- parachève la mise sur pied de son Service Info-Social;
- consulte les médecins psychiatres pour l'élaboration de son plan d'action en matière de suicide.

Organismes visés :

Centre hospitalier Vallée-de-l'Or
Ministère de la Santé et des Services sociaux
Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis/Dossier : A-145118 118363

Événement :

Un homme de 26 ans, incarcéré au Centre de détention de Montréal, est trouvé pendu dans sa cellule, lors d'une ronde de vérification.

Recommandations :

Que les Services correctionnels du Québec :

- mettent en place un système autre que DACOR pour leur permettre de repérer, dès leur admission, les détenus ayant des antécédents psychiatriques connus.

Que la Direction de l'Établissement de détention de Montréal :

- fasse en sorte que toute demande d'un détenu pour obtenir une médication ou une consultation médicale soit examinée en concomitance avec le dossier médical du détenu; ¹
- fasse en sorte que la prise en charge d'un détenu par Urgences-santé soit plus rapide.

Organismes visés :

Ministère de la Sécurité publique
Établissement de détention de Montréal

Avis/Dossier : A-143080 114721

Événement :

Un homme de 27 ans se suicide par pendaison à la rampe du balcon de l'immeuble où il demeurait.

Recommandations :

Que la Direction des services professionnels de l'hôpital Santa Cabrini de Montréal :

- soumette ce dossier pour étude à l'attention de son comité d'évaluation de l'acte médical ;
- s'assure que tout décès qui survient en centre hospitalier et qui relève de la *Loi sur la recherche des causes et circonstances des décès* soit rapporté au coroner par le personnel hospitalier et ce, dans un délai acceptable.

Organisme visé :

Hôpital Santa Cabrini

Avis/Dossier : A-144637 115507

Événement :

Un homme de 37 ans se suicide par pendaison dans le logement qu'il occupait seul, à Montréal.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels et le Service de psychiatrie du CHUM - Pavillon Notre-Dame et l'Association des psychiatres du Québec prennent connaissance de ce rapport d'investigation afin de sensibiliser ses membres à la suggestion du psychiatre expert d'établir comme protocole, que dans les cas de geste suicidaire sérieux qu'on place sous évaluation le patient pour une période minimale de 48 heures avant de prendre la décision de lui donner un congé définitif.

Organisme visé :

CHUM - Pavillon Notre-Dame

Avis/Dossier : A-146548 116718

Événement :

Une femme de 43 ans se suicide par noyade dans la rivière Gatineau, en se jetant d'un quai. Elle était en fuite du service de l'urgence du Centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais – Pavillon Gatineau.

4. Suicides

Recommandations :

Que le Centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais – Pavillon Gatineau :

- mette en place, pour le service d'urgence, un protocole visant à garder en observation étroite les patients admis avec des éléments psychotiques et idéations suicidaires ;
- procède au transfert de ces patients par ambulance au Centre hospitalier Pierre-Janet, lorsqu'un psychiatre n'est pas disponible à l'hôpital.

Organisme visé :

Centre hospitalier des Vallées de l'Outaouais – Pavillon Gatineau

Avis/Dossier : A-142186 116883

Événement :

Un homme de 58 ans, souffrant de schizophrénie depuis plus de 20 ans, se suicide par noyade dans la rivière Manicouagan, à Baie-Comeau.

Recommandation :

Que la Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord fasse le point sur les programmes, les services et les ressources en matière de santé mentale et se penche plus particulièrement sur le manque de ressources d'hébergement de longue durée pour les patients gravement atteints de maladie mentale.

Organisme visé :

Régie régionale de la santé et des services sociaux de la Côte-Nord

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossier : A-143415 113899

Événement :

Un homme de 20 ans, détenu au Centre de détention de Sherbrooke, est trouvé pendu dans sa cellule lors d'une ronde de vérification.

Recommandations :

Que le Centre de détention de Sherbrooke :

- revoie le protocole de gestion des détenus à risque afin d'assurer une surveillance visuelle optimale ; 5
- informe le personnel des changements proposés et le forme à reconnaître les changements de comportements chez des détenus qui pourraient faire face à des situations hors de leur contrôle. 5

Organisme visé :

Centre de détention de Sherbrooke

Avis / Dossier : A-144616 115113

Événement :

Un homme de 22 ans, souffrant de schizophrénie paranoïde, se suicide par pendaison à Laval.

Recommandations :

Que la Direction des services professionnels de l'hôpital Sacré-Cœur de Montréal présente ce rapport au Comité de l'évaluation de l'acte médical. ¹

Que le Chef de service du département de psychiatrie de l'hôpital Sacré-Cœur de Montréal s'assure que l'évaluation du risque suicidaire a été faite selon les règles de l'art. ¹

Organisme visé :

Hôpital Sacré-Cœur de Montréal

Avis / Dossier : A-145430 117417

Événement :

Un homme de 55 ans, demeurant seul et souffrant de maladie bipolaire, se suicide par intoxication au monoxyde de carbone à son domicile de Sainte-Agathe-des-Monts.

Recommandation :

Que le Comité d'évaluation médicale revoie ce dossier et amène des suggestions sur la conduite à tenir pour la prévention de la vie humaine.

Organisme visé :

Centre hospitalier Laurentien

Avis / Dossier : A-140939 116133

Événement :

Un homme dépressif est trouvé pendu dans son garage à Bouchette, en Outaouais.

Recommandations :

Que la clinique de santé mentale du Centre de santé la Vallée-de-la-Gatineau:

- s'assure de prendre les dispositions nécessaires afin que le suivi des dossiers qualifiés « Urgent » soit pris en charge et que le patient soit contacté plus rapidement;
- établisse un protocole amenant à réduire les délais pour rejoindre le patient et visant à dissiper toute ambiguïté chez les divers intervenants quant à la qualification d'un dossier jugé urgent.

Que le Centre de santé la Vallée-de-la-Gatineau :

- s'assure que les règles de l'art ont été respectées quant au traitement de ce dossier par la clinique de santé mentale; ¹

4. Suicides

- organise un suivi plus intense en externe pour les patients à risque suicidaire; 1
- fasse en sorte, avant que le patient quitte l'hôpital alors qu'il est encore dépressif, que les aidants naturels soient rencontrés par le service psychosocial afin de leur donner les outils nécessaires pour la transition à domicile; 1
- assure un suivi auprès de la clinique de santé mentale dans les jours suivants le congé du patient afin de s'assurer qu'il a été pris en charge tel que demandé. Sinon, des rappels téléphoniques par le médecin ou l'infirmière devraient être faits pour soutenir le bénéficiaire et ses aidants dans l'attente de prise en charge par la clinique de santé mentale. 1

Organisme visé :

Centre de santé la Vallée-de-la-Gatineau

Avis / Dossier : A-137975 113512

Événement :

Un jeune homme de 22 ans, en congé de psychiatrie de quelques heures, décède d'un traumatisme crânio-cérébral massif après s'être jeté entre les wagons d'un train, à la terrasse CPR de Sherbrooke.

Recommandation :

Que l'équipe de santé mentale du Centre hospitalier universitaire de l'Estrie, site Bowen se penche sur chaque cas de suicide ou de tentative de suicide, afin d'améliorer l'approche au patient souffrant de maladie mentale sévère et persistante, améliorer le traitement et l'évaluation du risque suicidaire et, éventuellement, diminuer de façon significative le taux de suicide de ces clientèles.

Organisme visé :

Centre hospitalier universitaire de l'Estrie, site Bowen (service de psychiatrie)

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossier : A-147046 116225

Événement :

Un homme de 33 ans est trouvé pendu à un crochet portemanteau, dans sa cellule, au centre de détention de Montréal.

Recommandation :

Que les cellules des détenus dans les centres de détention du Québec soient munies exclusivement de crochets ne pouvant soutenir le poids d'une personne. 1

Organisme visé :

Ministère de la Sécurité publique

Avis / Dossier : A-144437 114548

Événement :

Un homme dépressif âgé de 63 ans se suicide par arme à feu dans sa résidence de Saint-Gabriel-de-Brandon.

Recommandations :

Que la Direction des services professionnels du Centre hospitalier régional de Lanaudière révise l'investigation de ce décès afin d'établir un protocole de consultations « urgentes » en psychiatrie.

Que la Direction des programmes de qualité et des soins infirmiers du Centre hospitalier régional de Lanaudière révise l'investigation de ce décès afin d'être sensibilisé au rôle de l'infirmier du suivi externe en psychiatrie et à la formation nécessaire pour occuper ce poste.

Organisme visé :

Centre hospitalier régional de Lanaudière

Avis / Dossier : A-141875 114010

Événement :

Un homme de 42 ans, en procédure de séparation depuis quelques semaines, se suicide par pendaison dans un boisé de Beauport.

Recommandation :

Que le CLSC Orléans prenne connaissance du rapport et apporte les correctifs nécessaires. 1

Organisme visé :

CLSC Orléans

Avis / Dossier : A-139717 116291

Événement :

Une jeune amérindienne de 18 ans, affectée par le suicide récent d'un ami, est trouvée pendue dans sa chambre, à Wemotaci.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux entreprenne une démarche à l'intérieur de ses stratégies d'action face au suicide, de concert avec les dirigeants autochtones, afin d'élaborer, d'instaurer et de soutenir des programmes de prévention du suicide propres à la réalité autochtone. A ce chapitre, un groupe de travail devra reprendre du début, toutes les données connues sur le suicide.

Organisme visé :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

4. Suicides

Avis / Dossier : A-151619 119737

Événement :

Une femme de 39 ans se suicide par intoxication médicamenteuse, alors qu'elle s'était réfugiée dans une chambre de motel de Laval.

Recommandation :

Que le Comité des médecins, dentistes et pharmaciens du centre hospitalier Saint-Eustache évalue les actes médicaux posés lors du passage de la victime à l'urgence et y apporte les correctifs, s'il y a lieu.

Organisme visé :

Centre hospitalier Saint-Eustache

Avis / Dossier : A-147701 117140

Événement :

Un homme de 52 ans se suicide par arme à feu dans son automobile garée dans un stationnement d'une maison funéraire de Laval.

Recommandations :

Que la Cité de la Santé de Laval :

- soumette ce décès pour étude et analyse au Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens de son établissement ;
- adopte des directives adressées à son équipe médicale et professionnelle en psychiatrie, afin que celle-ci prenne les mesures nécessaires lorsqu'un patient présentant des symptômes de dépression ou ayant des idéations suicidaires ne soit plus en possession d'arme à feu lorsqu'il reçoit son congé.

Organisme visé :

Cité de la Santé de Laval

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossier : A-136200 112369

Événement :

Un amérindien de 23 ans est trouvé pendu par un membre de sa famille au sous-sol de la résidence familiale, à Uashat. Il avait exprimé à plusieurs reprises son désir de s'enlever la vie.

Recommandation :

Que le ministère de la Sécurité publique s'informe de l'efficacité du Service de police de Uashat-Malioténam, notamment en matière d'intervention d'urgence de prévention du suicide. 1

Organisme visé :

Ministère de la Sécurité publique

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossier : A-141789 112712

Événement :

Un jeune homme de 19 ans, originaire des Bahamas, se suicide par pendaison alors qu'il était en attente d'extradition au Centre de prévention de l'immigration.

Recommandations :

Que le Centre de détention Rivière-des-Prairies et le Centre de prévention de l'immigration :

- renvoient leur procédure d'évaluation du risque suicidaire des détenus à leur arrivée et s'assurent que tous les documents pertinents à ce détenu soient non seulement disponibles mais également consultés; 5
- se questionnent plus à fond sur les intentions qu'avait un détenu s'étant automuilié, surtout s'il s'agit d'un premier épisode du genre. 5

Organisme visé :

Centre de détention Rivière-des-Prairies

Avis / Dossier : A-151606 119553

Événement :

Une femme de 39 ans est trouvée pendue par un membre de sa famille dans le logement qu'elle habitait seule, à Laval.

Recommandations :

Que la Corporation d'Urgences-santé :

- s'assure que les membres de son personnel obtiennent un tracé plat au moniteur avant de quitter les lieux lorsqu'un médecin est demandé pour constater un décès;
- s'assure que le médecin chargé de constater un décès, le fasse dans un délai raisonnable ne dépassant pas une heure et ne soit pas retardé par des questions administratives ou de relation de travail.

Organisme visé :

Urgences-santé

5. Homicides

5. HOMICIDES

Avis / Dossier : A-135569 106917

Événement :

Une enfant de 4 ans est trouvée inanimée dans la chambre des maîtres par son père, à son retour à domicile. La mère gisait dans le bain rempli d'eau, en état de coma. La cause du décès de l'enfant est attribuable à une poly-intoxication médicamenteuse.

Recommandation :

Que le CLSC des Hautes-Marées et la Direction de la protection de la jeunesse de Sainte-Foy revoient le cheminement de ce dossier et conçoivent des méthodes de travail afin que, lorsqu'une telle situation se présente, une approche efficace soit utilisée pendant la période d'évaluation pour éviter le plus possible de prolonger des délais d'attente et de laisser les parents dans l'incertitude et l'angoisse tout ce temps. 5

Organismes visés :

CLSC des Hautes-Marées
Centre jeunesse de Québec

6. DÉCÈS DE NATURE INDÉTERMINÉE

Avis / Dossier : A-135189 106599

Événement :

Un homme de 40 ans se jette d'une fenêtre avec ouverture basculante, du corridor du 5^e étage de l'hôpital Jean-Talon où il était hospitalisé.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels de l'hôpital Jean-Talon, le Service de psychiatrie, et le Service de médecine interne prennent connaissance de ce dossier et s'assurent que les patients représentant un danger pour eux-mêmes ou pour autrui soient hospitalisés dans des chambres d'unités sécuritaires, telles que décrites dans les normes du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Organisme visé :

Hôpital Jean-Talon

Avis / Dossier : A-150645 120724

Événement :

Un homme de 88 ans est amené en arrêt cardio-respiratoire au Centre hospitalier régional de Lanaudière où l'on conclut, sans demander d'autopsie et sans aviser le coroner, à une arythmie cardiaque.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels du Centre hospitalier régional de Lanaudière rappelle aux médecins de son département d'urgence les dispositions de la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances* des décès quant à l'obligation d'aviser le coroner lors de certains décès. 1

Organisme visé :

Centre hospitalier régional de Lanaudière

Avis / Dossier : A-139495 117785

Événement :

Une femme de 47 ans souffrant de fibromyalgie depuis plusieurs années décède des suites d'une intoxication médicamenteuse.

Recommandation :

Que le Centre hospitalier régional de Rimouski fasse un rappel auprès de ses médecins consultants, omnipraticiens ou spécialistes, sur l'importance de transmettre les informations

6. Décès de nature indéterminée

pertinentes au médecin traitant dans le cadre d'une consultation unique ou dans le cadre d'un suivi, afin de favoriser une meilleure concertation et une meilleure qualité des soins pour un patient.

Organisme visé:

Centre hospitalier régional de Rimouski

Avis/Dossier : A-145112 118263

Événement :

Une femme de 28 ans, en état de psychose aiguë, se jette par la fenêtre de sa chambre à l'hôpital Général de Montréal.

Recommandation :

Que l'hôpital Général de Montréal soumette le dossier médical au Comité d'évaluation de l'acte médical pour révision.

Organisme visé :

Hôpital général de Montréal

Avis/Dossier : A-142225 116117

Événement :

Un bébé de 12 jours est trouvé inanimé dans le lit à côté de sa mère, par des bénévoles venus faire une visite mère-enfant à domicile.

Recommandations :

Que la Direction de la protection de la jeunesse :

- fasse une révision complète de ses procédures d'intervention surtout les soirs et les fins de semaine ;
- envisage de faire une campagne d'information afin de sensibiliser la population en général à l'importance d'aviser rapidement les instances de la DPJ lorsque des cas semblables se produisent.

Organisme visé :

Direction de la protection de la jeunesse de l'Outaouais

7. DÉCÈS NATURELS

7. Décès naturels

Avis / Dossier : A-142279 115500

Événement :

Un homme de 32 ans décède subitement d'une insuffisance myocardique aiguë associée à une thrombose aiguë.

Recommandation :

Que les autorités de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont soumette le dossier au Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, afin qu'il évalue les actes médicaux posés lors de la dernière visite médicale et suive leurs recommandations, s'il y a lieu.

Organisme visé :

Hôpital Maisonneuve-Rosemont

Avis / Dossier : A-148276 120470

Événement :

Une dame de 88 ans décède d'un syndrome dd coagulation intravasculaire disséminé.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels de l'hôpital Charles LeMoyne réfère ce dossier au Comité d'évaluation de l'acte médical, dentaire et pharmaceutique.

Organisme visé :

Hôpital Charles LeMoyne

Avis / Dossier : A-136434 110044

Événement :

Un nouveau-né décède quelques heures après sa naissance, d'une dysfonction myocardique secondaire à une anémie majeur. Celle-ci a été causée par une hémorragie foeto-maternelle occasionnée par une brèche placentaire

Recommandations :

Que le comité d'évaluation de l'acte médical du Centre hospitalier des Vallées de la Gatineau – Pavillon Gatineau revoie ce dossier.

Que le département d'hématologie du Centre hospitalier des Vallées de la Gatineau – Pavillon Gatineau voie à la disponibilité de sang O négatif frais utilisé dans le protocole de transfusion néonatale.

Organisme visé :

Centre hospitalier des Vallées de la Gatineau – Pavillon Gatineau

Avis / Dossier : A-149061 117350

Événement :

Un homme de 76 ans décède d'une néoplasie pulmonaire au centre hospitalier Saint-Eustache. Le matin de son décès, il avait été transféré à l'hôpital Sacré-Cœur de Montréal pour y subir une bronchoscopie, afin d'éliminer une néoplasie pulmonaire envahissante. Le patient, cachexique et grabataire, était transféré par transport adapté et accompagné de sa fille seulement. De plus, il n'y a pas eu d'évaluation médicale effectuée par un médecin avant le départ et une saturométrie n'a pas été faite malgré sa condition pulmonaire instable.

Recommandation :

Que la Direction du centre hospitalier Saint-Eustache mette en place un protocole pour le transport des patients lors de consultations dans un autre centre hospitalier. Ce protocole devrait inclure pour les cas majeurs, un examen médical prédépart et un transport par ambulance avec personnel infirmier.

Organisme visé :

Centre hospitalier du Haut-Richelieu

Avis / Dossier : A-144627 115172

Événement :

Un homme de 78 ans, transporté en ambulance à l'urgence du Centre hospitalier Fleury à Montréal pour douleurs abdominales, décède d'un choc hémorragique secondaire à la rupture d'un anévrisme artérosclérotique de l'aorte abdominale.

Recommandation :

Que la Direction des services professionnels du centre hospitalier Fleury, l'Ordre des infirmiers et infirmières du Québec et l'Association des hôpitaux du Québec s'assurent qu'il y a, lors de la formation des infirmières au triage, l'enseignement sur les signes et symptômes du choc, de même que sur la possibilité que la mesure électronique du pouls soit inexacte en cas d'arythmie ou pouls filant. 1

Organisme visé :

Centre hospitalier Fleury

7. Décès naturels

Avis / Dossier : A-143223 115487

Événement :

Un homme de 51 ans, reconnu coronarien après avoir fait un infarctus du myocarde six ans auparavant, s'effondre subitement à sa résidence de Shawinigan-sud. Il sera amené par les ambulanciers au Centre hospitalier régional de Trois-Rivières - Pavillon Saint-Joseph, où, après un traitement de l'asystolie, le médecin a dû constater son décès. Le transport ambulancier avait été refusé au Centre hospitalier Centre-Mauricie puisque le service d'urgence était fermé sur le quart de nuit, par pénurie de médecins y travaillant .

Recommandation :

Que les différentes directions du centre hospitalier Centre-Mauricie et le service préhospitalier de la Régie régionale de la Mauricie et du Centre du Québec fassent des réunions de personnel pour les informer de la mise en place d'un plan de contingences.

Organismes visés :

Centre hospitalier Centre-Mauricie
Régie régionale de la Mauricie et du Centre du Québec

Avis / Dossier : A-145567 115384

Événement :

Une femme de 45 ans décède d'une insuffisance cardiaque myocardique aiguë secondaire à des foyers multiples d'ischémie aiguë du myocarde et des embolies fibrino-plaquettaires de la microcirculation myocardique.

Recommandation :

Que les autorités du Centre hospitalier Anna-Laberge fasse en sorte que le dossier soit révisé et étudié par le Comité des dossiers. 1

Organisme visé :

Centre hospitalier Anna-Laberge

Avis / Dossier : A-147058 115919

Événement :

Une femme de 32 ans décède d'une péritonite suppurée à la rupture d'un carcinome endométrioïde ovarien gauche.

Recommandation :

Que l'hôpital Santa Cabrini soumette à son Conseil des médecins, dentistes et pharmaciens, le dossier d'hospitalisation du 2 au 9 mai 2002 afin qu'il évalue les actes médicaux et diagnostiques à la lumière de l'autopsie et y apporte les correctifs.

Organisme visé :

Hôpital Santa Cabrini

Recommandations faites au Ministère de la Sécurité publique et à ses organismes

Avis / Dossier : A-147803 118668

Événement :

Un homme de 65 ans, détenu au centre de détention d'Amos en attente de sa comparution en Cour pour agression sexuelle, décède d'un coma hyperosmolaire sur décompensation diabétique.

Recommandations :

Que les autorités des centres de détention d'Amos :

- indiquent de façon écrite qu'un service médical et gratuit est accessible en tout temps et fassent signer ce document par tous les prévenus, afin de confirmer qu'ils en ont pris connaissance et l'acceptation ou non de mentionner leurs pathologies connues; 5
- vérifient la présence d'une carte d'hôpital parmi les cartes des prévenus et demandent un résumé du dossier aux archives médicales du centre hospitalier concerné. 3

Organisme visé :

Ministère de la Sécurité publique

Avis / Dossier : A-135371 115701

Événement :

Un homme de 44 ans décède d'une néoplasie du plancher buccal et de la langue.

Recommandations :

Que le Centre Maria-Chapdeleine et le CLSC des Chutes de Dolbeau-Mistassini:

- révisent ou donnent une formation plus adéquate et complète au personnel infirmier travaillant en soins intensifs et soins à domicile et palliatifs sur l'utilisation sécuritaire de la pompe M-26, pour le territoire qu'ils desservent; 1
- préparent, si ce n'est déjà fait, un protocole en soins infirmiers sur la bonne façon d'utiliser la pompe M-26 et que lorsque la pompe est installée ou qu'on effectue un changement de débit sur ordonnance médicale, que cela puisse être fait en présence de témoin et que ce témoin contresigne au dossier. 1
- vérifient l'état du patient et le débit de la pompe à intervalle, soit d'une heure ou deux, et consignent ces informations au dossier après l'installation d'une pompe M-26. 1
- utilisent une technologie de pointe mieux adaptée et, si c'est possible, abandonnent l'utilisation de la pompe M-26 et se dotent de pompes plus sécuritaires. Les pompes CADD plus, PRIZM ou autres pourraient être un bon choix. 1

7. Décès naturels

Organismes visés :

Centre Maria-Chapdeleine
CLSC des Chutes de Dolbeau-Mistassini

Avis / Dossier : A-145727 117105

Événement :

Un homme de 75 ans décède d'un infarctus aigu du myocarde à son domicile de Baie-Comeau.

Recommandation :

Que le Comité d'évaluation médicale et dentaire du centre hospitalier régional de Baie-Comeau révise le dossier médical pour s'assurer que les règles de l'art ont été suivies dans les soins et les services qu'il y a reçus.

Organisme visé :

Centre hospitalier régional de Baie-Comeau

Avis / Dossier : A-142197 117499

Événement :

Un homme de 46 ans demeurant à Moisie décède d'un infarctus du myocarde.

Recommandations :

Que la Régie régionale de la Santé et des services sociaux de la Côte-Nord :

- révise l'intervention ambulancière effectuée dans ce cas afin d'analyser les motifs du délai d'intervention; 1
- prenne les mesures afin que le délai d'intervention soit diminué dans un objectif de protection de la vie humaine. 1

Organisme visé :

Régie régionale de la Santé et des services sociaux de la Côte-Nord

Avis / Dossier : A-144021 113671

Événement :

Une femme de 75 ans décède d'un choc irréversible secondaire à une nécrose intestinale massive.

Recommandations :

Que le Directeur des services professionnels du Pavillon Saint-François d'Assise du CHUQ s'assure qu'à la libération d'un patient de l'urgence :

- le diagnostic soit clairement indiqué à la note de sortie du patient ; 1
- les recommandations données au patient(e) à sa sortie soient inscrites au dossier et s'assure qu'elles ont été bien comprises par le patient(e) ou les gens qui l'accompagnent dans la mesure du possible, et ce afin d'assurer une meilleure continuité advenant que des complications se présentent par la suite. 1

Organisme visé :

CHUQ – Hôpital Saint-François d'Assise

Avis / Dossier : A-146028 116425

Événement :

Un homme de 34 ans décède d'un infarctus aigu du myocarde secondaire à une thrombose aiguë de l'artère coronaire droite.

Recommandation :

Que le Conseil des médecins et dentistes de l'Hôtel-Dieu de Québec revoient son protocole à l'urgence des douleurs épigastriques en y incluant un bilan cardiaque de base avec tests sanguins spécifiques pour le cœur et un électrocardiogramme. 1

Organisme visé :

Hôtel-Dieu de Québec

Avis / Dossier : A-143345 114711

Événement :

Un homme de 26 ans, s'effondre subitement en jouant au hockey à l'aréna de Rosemère et décède d'une insuffisance myocardique aiguë, secondaire à une cardiomyopathie hypertrophique. Des manœuvres de réanimation sont débutées par des coéquipiers jusqu'à l'arrivée des ambulanciers sur place, dix minutes après avoir reçu l'appel.

Recommandations :

Que la Régie régionale de la santé et des services sociaux de Laurentides s'assure de continuer à optimiser les soins ambulanciers préhospitaliers dans le but de diminuer les délais de prise en charge et qu'elle s'assure d'une répartition adéquate des véhicules ambulanciers sur son territoire. 5

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux se questionne sur la pertinence de rendre disponibles les moniteurs défibrillateurs semi-automatiques dans les endroits à risque, par exemple les endroits où se pratiquent des activités sportives. 1

7. Décès naturels

Organismes visés:

Régie régionale de la santé et des services sociaux
Ministère de la Santé et des Services sociaux

Avis / Dossier : A-146314 117365

Événement :

Un homme de 47 ans, décède d'une insuffisance myocardique aiguë, à l'hôpital Charles-Lemoyne de Greenfield Park.

Recommandation :

Que le dossier médical de la victime soit référé pour étude et recommandations au comité d'évaluation de l'acte médical de l'hôpital Charles-Lemoyne.

Organisme visé :

Hôpital Charles-Lemoyne

Avis / Dossier : A-138749 116101

Événement :

Un homme de 40 ans, s'effondre en arrêt cardio-respiratoire, à son domicile de LaSarre.

Recommandation :

Que le ministère de la Santé et des Services sociaux alloue les budgets suffisants pour permettre d'affecter deux ambulanciers par ambulance, en état d'alerte en permanence dans leur véhicule ou dans un local

Organisme visé :

Ministère de la Santé et des Services sociaux

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

64. LES EFFECTIFS DU BUREAU DU CORONER, PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES POUR 2003-2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner - 03.03

QUESTION 64: Les effectifs du Bureau du coroner, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2003-2004.				
Catégorie d'emplois	2002-2003 Effectifs autorisés	2002-2003 Masse salariale	2003-2004 Effectifs autorisés	2003-2004 Masse salariale
Coroners	14	1 653 677	14	1 691 543
Cadres supérieurs	3	256 125	3	261 248
Professionnels	10	755 109	10	780 083
Techniciens et employés de bureau	17	757 059	17	646 462
Ouvriers	7	346 110	7	372 984
	52	3 768 080	52	3 752 320

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

65. LA LISTE DES CORONERS INVESTIGATEURS ET DES CORONERS ENQUÊTEURS, LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2003-2004 AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Bureau du coroner - 03.03

QUESTION 65 : La liste des coroners investigateurs et des coroners enquêteurs, leur rémunération respective pour la période 2003-2004 ainsi que les augmentations prévues.		
	Rémunération	Augmentations prévues
Coroners investigateurs :		
Turmel, Serge	120 162	
Bellemare, Danielle	133 603	
David, Anne-Marie	120 162	
Couillard, Bernard	113 221	
Dionne, Paul	113 221	
Michaud, Roger	113 221	
Morin, Pierre	116 788	
Nolet, Louise	122 557	
Paquin, Claude	113 221	
Duchesne, Line	113 221	
Total	1 179 377 \$	Aucune
Coroners enquêteurs		
Kronstrom, Andrée	89 019	
Rudel Tessier, Catherine	109 118	
Malouin, Luc	109 118	
Boulianne, Marc-André	102 323	
Total	409 578 \$	Aucune

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

66. L'ÉTAT DES RAPPORTS D'INVESTIGATION (TERMINÉS OU NON) SUR LES DÉCÈS SIGNALÉS EN 2003 AINSI QUE LE DÉLAI MOYEN ENTRE LE SIGNALEMENT DU DÉCÈS ET LE DÉPÔT DU RAPPORT.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 66 : L'état des rapports d'investigation (terminés ou non) sur les décès signalés en 2003 ainsi que le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport.

État des rapports :

Au total 4160 décès ont été signalés aux coroners en 2003. En date du 24 mars 2004, 2596 rapports (62%) sont terminés et déposés au Bureau du coroner et 1564 rapports (38%) sont à venir.

Délai moyen :

Le Bureau du coroner est informé d'un nouveau décès à investiguer lorsque le coroner nous transmet le formulaire « Avis au coroner et ordonnance d'expertises ». Ceci constitue le signalement du décès. Tous les décès signalés et les rapports d'investigation transmis par les coroners sont saisis dans notre banque de données. Pour 2003, 62 % des rapports d'investigation nous ont été transmis et sont donc terminés. Alors que pour l'année 2002, nous avons reçus 90 % des rapports d'investigation.

Pour 2003, nous ne connaissons pas encore le délai moyen entre signalement du décès et le dépôt des rapports d'investigation étant donné qu'un grand nombre de rapports ne sont pas encore terminés. C'est pourquoi nous utilisons la moyenne des délais pour 2002 comme estimation de la réalité.

Le délai moyen entre le signalement du décès et le dépôt du rapport est de 6,1 mois, basé sur les rapports déposés en date du 24 mars 2004. À ce stade-ci, seulement 10 % des rapports sont à venir pour 2002.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

67. LA LISTE DES ENQUÊTES TERMINÉES EN 2003 (INCLUANT LA DATE D'ORDONNANCE, LA NATURE DE L'ÉVÉNEMENT, LE NOM DU CORONER ENQUÊTEUR EN CHARGE DU DOSSIER, LA DATE DU DÉCÈS, L'ENDROIT) ET LA DATE DE REMISE DU RAPPORT.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 67 : Liste des enquêtes terminées en 2003 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport.						
Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit de remise du rapport	Date de remise du rapport
2001-12-06	Rail-Vaillancourt, Alexandre	Intoxication par l'alcool	Me Andrée Kronström	2001-02-23	Sainte-Foy	2003-03-03
2002-02-28	Brunard, Marie-Louise	Contention dans un foyer d'hébergement	Me Luc Malouin	2001-06-26	Sainte-Foy	2003-05-05
2002-05-29	Pelletier, Gabriel	Noyade dans une piscine publique	Me Catherine Rudel-Tessier	2001-10-20	Sainte-Foy	2003-07-29
2002-05-29	St-Amant, Éliane	Suicide	Me Andrée Kronström	2000-11-08	Sainte-Foy	2003-07-09
2002-05-29	Desmarais, Francine	Décès dans un hôpital – endocardite à 35 ans	Me Catherine Rudel-Tessier	2002-03-23	Sainte-Foy	2003-05-20
2002-09-23	Labrecque, Sarah	Heurtée par une voiture conduite par un conducteur âgé	Me Andrée Kronström	2002-02-04	Sainte-Foy	2003-12-18
2003-01-13	Pall, Alexandre Pall, Vixy	Incendie à St-Boniface de Shawinigan	Me Cyrille Delage	2002-12-29	Sainte-Foy	2003-11-28
2000-06-19	Vinson, Gilbert	Effondrement d'un viaduc-autoroute des Laurentides	Me Gilles Perron	2000-06-18	Sainte-Foy	2003-06-27

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDES DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 67 : Liste des enquêtes terminées en 2003 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur en charge du dossier, la date du décès, l'endroit et la date de remise du rapport.						
Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur	Date du décès	Endroit de remise du rapport	Date de remise du rapport
2002-06-26	Lalo, Terry	Happé par une voiture de police	Me Catherine Rudel-Tessier	2002-04-16	Sainte-Foy	2003-12-30
2000-03-03	Dubé, Jonathan	Personne étouffé dans une chaise de contention au CH Antoine Labelle	Me Michel Ferland	2000-01-23	Sainte-Foy	2003-10-08
2001-07-20	Simard, Marie-Paule	Collision avec un fardier	Me Luc Malouin	2001-06-14	Sainte-Foy	2003-05-05
2001-07-20	Grant, Hervé	Collision avec un fardier	Me Luc Malouin	2001-06-14	Sainte-Foy	2003-05-05
2000-03-24	Sargent, Yvan	Personne trouvée morte dans la neige près de sa résidence	Me Michel Ferland	2000-01-12	Sainte-Foy	2003-04-28
2002-10-09	Demers, Claire	Décès au CHSLD Jacques Viger	Me Catherine Rudel-Tessier	2002-03-12	Sainte-Foy	2003-09-12

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

68. LA LISTE DES ENQUÊTES PENDANTES AU 31 MARS 2004 (INCLUANT LA DATE D'ORDONNANCE, LA NATURE DE L'ÉVÉNEMENT, LE NOM DU CORONER ENQUÊTEUR EN CHARGE DU DOSSIER, LA DATE DU DÉCÈS, L'ENDROIT)
AINSI QUE L'ÉTAT D'AVANCEMENT DE L'ENQUÊTE.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 68 : Liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2004 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.						
Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur et Procureur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête
2001-04-19	Gérard, Napoléon	Accident de la route	Me Luc Malouin	2001-04-07	Gaspé	Rédaction du rapport en cours
2001-03-01	Snow, Francis	Asphyxie par lien mécanique au cou	Me Catherine Rudel-Tessier Me Cathie Halpenny	2001-02-08	Ste-Anne-des-Plaines	Dates d'auditions à déterminer
2002-06-03	Adam, Alexandre	Escalade lors de formation	Me Catherine Rudel-Tessier Me Cathie Halpenny Me Guy Bernard	2001-06-09	Granby	Auditions à tenir pour la partie recommandations (avec le dossier Veillette et Poirier)
2002-08-14	Veillette, Jacques Poirier, Lucie	Chute en escalade	Me Catherine Rudel-Tessier Me Cathie Halpenny Me Guy Bernard	2002-08-04	Cap-Trinité au Saquenay	Auditions à tenir pour la partie recommandations (avec le dossier Adams)
2002-06-29	Yu, Stéphanie Yu, Tiffany Wrong, Doris Fallum, Marielle	Noyade lors du naufrage du Lady Duck	Me Catherine Rudel-Tessier Me Cathie Halpenny	2002-06-29	Rivière des Outaouais	En suspens
2002-08-28	Bernier, Raphaël	Noyade en canot sur la rivière Nouvelle	Me Andrée Kronström Me Catherine Ricard	2002-07-24	Nouvelle	Rédaction du rapport terminée Diffusion du rapport à faire
2002-09-18	Cournoyer, Serge	Noyade en plongée sous marine – Empress of Ireland	Me Andrée Kronström Me Guy Bernard	2002-08-04	Ste-Luce-sur-Mer	Rédaction du rapport en cours
2002-10-09	Murphy, Irène	Décès d'une personne âgée en chaise roulante habitant un foyer d'hébergement	Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard	2002-03-13	Montréal	Auditions à tenir pour la partie recommandations (personnes âgées)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 68 : Liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2004 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.						
Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur et Procureur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête
2002-10-25	Therrien, Serge	Prisonnier en milieu hospitalier décédé aux soins palliatifs	Me Catherine Rudel-Tessier Me Éric Lépine	2001-12-30	Ste-Thérèse	Rédaction du rapport en cours
2002-11-05	Bolduc, Gisèle	Chute d'une personne âgée habitant un foyer d'hébergement et souffrant de la maladie d'Alzheimer	Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard	2002-04-14	Scott	Auditions à tenir pour la partie recommandations (personnes âgées)
2002-11-11	Lefebvre, Lucia	Personne âgée morte brûlée habitant un foyer d'hébergement	Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard	2002-05-16	LaSalle	Auditions à tenir pour la partie recommandations (personnes âgées)
2002-12-12	Tremblay, Sébastien	Décès suite à une poursuite policière sur la route 132	Me Andrée Kronström Me Nathalie Gagnon	2001-11-09	Matane	Auditions pour la partie recommandations prévues les 26, 27 et 28 avril 2004
2002-11-21	Emond, Jean-François	Décès au centre d'hébergement Champlain	Me Andrée Kronström Me Guy Bernard	2002-02-22	Montréal	Dates d'auditions à déterminer
2002-11-28	Leduc, Denise	Personne trouvée morte à l'extérieur de l'hôpital du Haut-Richelieu	Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard	2002-01-10	St-Jean-sur-Richelieu	Auditions prévues les 26 -27 avril 2004
2002-11-28	Gaudet-Rainville, Christopher	Décès par électrocution	Me Andrée Kronström Me Cathie Halpenny	2002-08-16	Joliette	Dates d'auditions à déterminer

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 68 : Liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2004 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.						
Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur et Procureur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête
2002-12-16	Gervais, Annie Jean-Berthony, Charles	Accident sur Boul. Pie IX Montréal	Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard	2002-06-12 2001-10-23	Montréal	Dates d'auditions à déterminer
2002-12-23	Harting, Hassan	Noyade à la base de plein air	Me Louise Nolet Me Cathie Halpenny	2002-07-25	St-Polycarpe	Rédaction du rapport terminée Diffusion du rapport à faire
2003-03-10	Couture, Yannick	Chute en planche à neige	Me Andrée Kronström Me Cathie Halpenny	2003-02-15	North-Hatley	Dates d'auditions à déterminer
2003-04-09	Guay, Pierre-Étienne	Skieur en perte de contrôle	Me Andrée Kronström Me Cathie Halpenny	2003-03-22	Saguenay	Dates d'auditions à déterminer
2003-04-22	Gagnon, Shirley	Décès au CH St-Georges de Beauce	Me Andrée Kronström Me Cathie Halpenny	2002-12-20	St-Georges de Beauce	Dates d'auditions à déterminer
2003-05-15	Petitclerc, Micheline	Étranglée par contention – centre d'accueil	Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard	2002-09-19	St-Hippolyte	Dates d'auditions à déterminer
2003-05-20	Bergeron, Jean-François	Polytraumatisme crânien	Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard	2003-04-09	St-Jean-Baptiste	En suspens
2003-08-05	Guimond, Henri	Décès résidence personnes âgées	Me Catherine Rudel-Tessier Me Guy Bernard	2003-06-25	St-Gabriel-de-Brandon	Dates d'auditions à déterminer
2003-09-29	Forgeot, Cyril	Accident d'auto	Me Catherine Rudel-Tessier Me Cathie Halpenny	2003-06-14	St-Jérôme	En suspens

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : BUREAU DU CORONER - 03.03

QUESTION 68 : Liste des enquêtes pendantes au 31 mars 2004 (incluant la date d'ordonnance, la nature de l'événement, le nom du coroner enquêteur, la date du décès, l'endroit) ainsi que l'état d'avancement de l'enquête.						
Date de l'ordonnance	Enquête	Nature de l'événement	Coroner enquêteur et Procureur	Date du décès	Endroit	État d'avancement de l'enquête
2003-10-14	Wells, Cosmo	Chute – Hôpital du Haut-Richelieu	Me Andrée Kronström Me Guy Bernard	2003-08-15	St-Jean-sur-Richelieu	Dates d'auditions à déterminer
2004-03-25	Caron, Antoine	Incendie à Beauport	Me Cyrille Delage Me François Daviault	2004-02-25	Québec	Dates d'auditions à déterminer

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

69. COPIE DES DIRECTIVES ENVOYÉES PAR LE BUREAU DU CORONER EN CHEF À TOUS LES CORONERS
POUR LA PÉRIODE 2003-2004.

NOTE

DESTINATAIRE : Monsieur François Houle
Conseiller en communication

EXPÉDITEUR: Danielle Bellemare

OBJET : Directive exposant les règles de fonctionnement en
matière de communications


DATE : Le 22 janvier 2004

Monsieur Houle,

Vous trouverez ci-jointe une directive exposant les règles de fonctionnement qui s'appliqueront dorénavant dans la réalisation de votre travail. Celles-ci sont dictées par le devoir de réserve qu'exigent l'indépendance et l'impartialité du coroner dans la réalisation de son mandat.

Elles sont applicables immédiatement.

Une politique de communication doit m'être présentée par le Comité des enquêtes selon le mandat à cet effet que le précédent coroner en chef lui avait confié. Cette politique complètera les aspects non couverts par la présente directive.


Danielle Bellemare
Coroner en chef

P.J.

C.C. M^{re} Anne-Marie David, coroner en chef adjoint, ouest du Québec
D^{re} Louise Nolet, coroner en chef adjoint, est du Québec

DIRECTIVE

RÈGLES DE FONCTIONNEMENT EN MATIÈRE DE COMMUNICATIONS

Demandes en provenance de médias

Toute demande en provenance de médias et toute information pouvant avoir un impact médiatique devront être consignées sur le formulaire INFO-MÉDIA par le conseiller en communication.

Si la question concerne une information « neutre » (statistiques régulièrement demandées, obtention de copie de rapport, confirmation qu'il y a eu une autopsie ou un avis au coroner, etc.), la réponse pourra être fournie immédiatement. Copie du formulaire INFO-MÉDIA entièrement complété devra être transmise, dans l'heure qui suit, au coroner ou chef adjoint concerné (avec copie au coroner en chef).

Toute demande ou information ayant un caractère plus « délicat » devra, AVANT RÉPONSE, être signalée personnellement au coroner en chef ainsi qu'au coroner en chef adjoint concerné en remplissant l'INFO-MÉDIA et en le transmettant immédiatement.

La « ligne » à suivre pour la réponse devra être fournie par le coroner en chef ou par le coroner en chef adjoint concerné, en l'absence du coroner en chef.

Communiqués de presse

Aucun communiqué de presse ne peut être émis sans autorisation préalable. Une autorisation générale pourra être donnée pour certains types de communiqués.

Un projet de communiqué de presse doit être rédigé à l'avance par le conseiller en communication, soumis au coroner en chef adjoint concerné pour validation et au coroner en chef pour approbation AVANT DIFFUSION. Ceci n'empêche évidemment pas la discussion avec le coroner concerné par le communiqué.

Entrevues

Aucune entrevue (radio, journal ou télé) ne peut être donnée par le conseiller en communication ou par un coroner permanent sans une AUTORISATION SPÉCIALE ET PRÉALABLE du coroner en chef. Le conseiller en communication doit faire part de la demande d'entrevue auprès d'un coroner permanent au coroner en chef adjoint concerné, pour avis et conseil au coroner en chef sur son opportunité.

Présence de journalistes ou représentants des médias

Aucun journaliste ou représentant des médias n'est admis sur les lieux de travail sans une AUTORISATION SPÉCIALE ET PRÉALABLE du coroner en chef.

Projets spéciaux de communication

Tout projet spécial de communication, de quelque nature qu'il soit, doit être PRÉALABLEMENT AUTORISÉ par le coroner en chef.

Participations à des conférences de presse ou autres événements du même type organisés par d'autres intervenants

Toute participation du conseiller en communication à des conférences de presse ou autres événements du même type organisés par d'autres intervenants devra être PRÉALABLEMENT AUTORISÉE par le coroner en chef.

INFORMATIONS TRANSMISES À UN MÉDIA

SUJET :

Date de la demande :

Date de la réponse :

Nom du journaliste/média :

Numéro de téléphone :

Répondant du Bureau du coroner :

Demande :

Résumé des informations transmises :

Commentaires :

NOTE

DESTINATAIRES : Aux coroners permanents
M. Jean-Claude Fortier

EXPÉDITRICE : Danielle Bellemare

OBJET : Directive en matière de communications

DATE : Le 6 février 2004

Chers collègues,

Nous ferons prochainement un exercice de réflexion et discussion sur ce que doit être la politique de communications du Bureau du coroner. J'interpellerai d'ailleurs prochainement certains d'entre vous pour participer de vive voix à cet exercice, et vous ferez part des questions qui seront abordées.

En attendant, j'ai établi, auprès de M. François Houle, une directive en matière de communications, applicable jusqu'à ce que nous ayons complété cette réflexion.

Je vous joins cette directive pour votre information et pour que vous puissiez connaître le cadre d'action actuel en cette matière et être en mesure de collaborer à son application.

Avec mes salutations.

Danielle Bellemare

M^e Danielle Bellemare
Coroner en chef

P. j.

C.c. M^e Anne-Marie David
D^{re} Louise Nôlet
M. François Houle

Édifice Le Delta 2, bureau 390
2875, boulevard Laurier
Sainte-Foy (Québec G1V 5B1)
Téléphone : (418) 643-1645
Télécopieur : (418) 643-6174
www.coroner.gouv.qc.ca

Sainte-Foy, le 22 mars 2004

Madame Anne-Marie Dussault
Présidente
Fédération professionnelle des journalistes du Québec
1012, avenue Mont-Royal Est
Bureau 105
Montréal (Québec) H2J 1X6

Madame la Présidente,

J'ai bien reçu votre courriel du 18 mars dernier, concernant les communications publiques au Bureau du coronier.

À mon arrivée en fonction comme coronier en chef, j'ai constaté beaucoup de flou sur la question des communications publiques, tant chez les coroners que chez les membres du personnel : plusieurs coroners refusant de donner des entrevues, certains en donnant, certains déléguant la tâche à un porte-parole; certains dossiers importants en faisant pas l'objet de communiqués, les dossiers de certains coroners faisant systématiquement l'objet de communiqués, etc.

Il m'a donc semblé nécessaire que nous fassions une réflexion approfondie sur ce que devaient être les communications au Bureau du coronier, dans le but d'élaborer une politique de communications publiques qui soit respectueuse de la loi, pertinente et connue de tous.

J'ai, pour ce faire, mené une démarche ordonnée, impliquant des personnes représentatives de tous les secteurs d'activités du Bureau.

En outre, j'ai demandé que des recherches soient faites sur les façons d'agir en cette matière d'organismes gouvernementaux ayant, comme le Bureau du coronier, un mandat d'examen indépendant et impartial de certaines questions ainsi qu'un devoir de réserve.

Nous avons aussi fait l'analyse des obligations et possibilités de la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès* et du *Code de déontologie des coroners*, en regard des communications.

De ces discussions, réflexions et recherches, naîtra une politique de communications publiques claire, qui sera diffusée aux coroners et à l'ensemble du personnel. Ce travail de rédaction est en cours.

Cependant, un rapport d'investigation pour lequel un communiqué a été émis cette semaine a nécessité que nous déterminions dès ce moment, ce qui devait être fait en regard des demandes d'entrevues médiatiques à son sujet.

Les travaux ayant très clairement établi cet aspect, les deux coroners en chef adjoints et moi-même avons décidé de mettre en œuvre immédiatement l'orientation retenue en regard de la communication publique sur un rapport particulier, même si la politique touchant l'ensemble des communications publiques du Bureau n'est pas encore disponible par écrit.

Cette orientation résulte de l'examen attentif des éléments suivants.

Le mandat défini à la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès

Les mandats du coroner et du coroner en chef sont définis très clairement dans la Loi.

Les dispositions pertinentes indiquent que le coroner doit investiguer ou enquêter et rédiger un rapport donnant suite à son investigation ou son enquête. Ce rapport est alors transmis au coroner en chef. Le coroner est dessaisi du dossier lorsqu'il a rédigé ce rapport. La Loi prévoit donc que le coroner ne « parle » que par son rapport.

Le coroner en chef n'a pas d'obligation de diffusion publique du rapport du coroner.

C'est en considérant l'esprit de la Loi et le mandat de protection de la vie humaine confié à l'institution, que le coroner en chef peut décider de faire connaître au public, par le biais des médias, les constats des coroners sur une problématique particulière mettant en cause la vie humaine.

Les limites de l'immunité prévue à la Loi

Une disposition permettant l'exercice réel de l'indépendance et de l'impartialité du coroner existe dans la Loi et son application quant à la communication publique a été étudiée. Il s'agit de l'article 16. Il se lit comme suit :

Article 16 : « Le coroner en chef, un coroner en chef adjoint, un coroner ou une personne qui exerce un pouvoir conféré par la présente loi ne peut être poursuivi en justice en raison d'un acte accompli de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions. »

Il appert, comme on l'a dit, qu'il n'entre pas dans les fonctions d'un coroner d'assurer la communication publique de ses dossiers. Il en est de même de la direction du Bureau.

Depuis la création du Bureau du coroner, tel qu'on le connaît aujourd'hui, il est arrivé qu'un coroner, un coroner en chef adjoint ou un coroner en chef soit poursuivi en justice pour atteinte à la réputation ou diffamation, résultant d'une activité médiatique.

Il y eut alors des règlements hors cour, impliquant des déboursés et des rétractations privées ou même publiques. Il s'agit donc là d'une menace très concrète et non d'une éventualité aléatoire.

Le devoir de réserve et son application dans d'autres organismes gouvernementaux

Les recherches, qui ont été faites en regard des politiques de communication appliquées dans un échantillonnage d'organismes gouvernementaux, ont généralement révélé une gestion rigoureuse de la question des communications publiques.

On y retrouve une orientation commune en regard des décisions ou rapports qu'ils émettent : celle de refuser de commenter ou d'expliquer ceux-ci.

Quant aux juges, le devoir de réserve interdit de commenter les décisions rendues.

Enfin, comme je l'ai mentionné, en filigrane de toute cette démarche, le respect des dispositions du *Code de déontologie des coroners*, qui déterminent aussi la conduite du

coroner à l'égard des communications publiques, est impératif. La teneur de ces dispositions souligne le caractère très restrictif de la communication, dans le but évident de préserver les principes d'indépendance et d'impartialité du coroner.

Je n'ai pas besoin d'appuyer outre mesure sur le fait que ces principes d'indépendance et d'impartialité garantissent le mandat fort important du coroner qui, comme vous le soulignez dans votre lettre, est « de dire franchement et clairement ce qu'il estime devoir être dit ». L'apparence d'indépendance et d'impartialité est évidemment aussi de la première importance.

Ces principes imposent que le coroner n'ait pas à justifier publiquement les motifs qui ont présidé au choix de ses recommandations.

L'orientation retenue par le Bureau du coroner relativement à la diffusion de rapport du coroner est donc la suivante.

Le coroner en chef continuera de signaler par un communiqué de presse le rapport sur un décès particulier, lorsqu'une telle communication apparaîtra utile en regard de la protection de la vie humaine. Cependant, ni le coroner ni le Bureau ne commentera ou n'expliquera le rapport.

Un porte-parole ne pouvant aller au-delà de ce que peut faire celui-là même qu'il représente, aucun porte-parole ne pourra se substituer au coroner pour donner des entrevues sur le rapport.

Cette orientation ne signifie nullement, loin de là, que le Bureau du coroner se ferme dorénavant à toute communication publique.

La politique de communications publiques du Bureau du coroner permettra de cibler les activités de communications publiques qui respectent son mandat et les dispositions de la Loi.

Il s'agira de discuter, non pas du cas particulier de telle ou telle personne, mais bien de problématiques générales de mortalité dont il est primordial pour le Bureau du coroner de parler, compte tenu de leur importance pour la protection de la vie humaine. Ces activités permettront de remettre aux médias des dossiers fournissant une information la plus complète possible sur ces problématiques générales.

Je peux citer à titre d'exemple, le cas récent de la Semaine de la prévention du suicide. Dans ce cas, le Bureau a émis un communiqué et a fourni en annexe un certain nombre de données sur ce phénomène afin d'assurer une information pertinente et à jour du public.

Je vous signale en outre, ce que j'ai déjà mentionné à M^{me} Isabelle Mathieu, représentante de votre Fédération, à l'effet que nous avons des projets en matière de communications publiques qui témoignent de l'importance que nous accordons à cet aspect et à ceux qui en sont les artisans.

Il n'est donc, comme on le voit, aucunement question de refuser toute communication publique, mais bien de la choisir et de la réaliser en fonction du mandat du Bureau et du cadre défini par la Loi.

La facturation des rapports et leur transmission

Vous avez abordé par ailleurs la question de la facturation et de la transmission des rapports aux journalistes. Je vous signale que l'orientation à laquelle vous référez n'est pas nouvelle. En effet, une lettre de mon prédécesseur, datée du 13 août 2003, adressée personnellement aux différents chefs de pupitre des médias et dont vous trouverez un exemple ci-joint, avait déjà établi le principe de la facturation des rapports.

Conformément à la Loi et au règlement, nous devons facturer un montant de 10 \$ à toute personne qui désire obtenir copie du rapport du coroner. C'est le cas notamment des proches des personnes décédées.

Une pratique avait fait qu'étaient expédiées, par télécopieur et gratuitement, à tout journaliste, les copies désirées — et même celles non réclamées — des rapports des coroners. Il s'agit là de plusieurs centaines de copies annuellement.

Dans une perspective d'équité, de conformité à la Loi et de gestion financière adéquate, le précédent coroner en chef avait décidé de faire cesser cette pratique et de faire respecter la Loi, en facturant aux médias les copies de rapports qu'ils désiraient obtenir.

Ce n'est que par un malentendu que cette nouvelle pratique n'a pas été mise en œuvre au 1^{er} octobre 2003, tel que l'adite lettre l'annonçait.

Conscients qu'il faut, dans l'application de la Loi, ne pas brimer les mandats importants des divers intervenants, nous sommes à mettre au point une pratique qui permettra aux médias de disposer, au moment approprié, des rapports qu'ils auront sollicités et qui sont nécessaires à leur travail.

Le droit à l'information

Sans vouloir allonger indûment cette lettre, il m'apparaît important d'aborder ici la question du droit à l'information que vous avez invoquée.

Vous faites référence à la nécessité de clips sonores pour la qualité de l'information véhiculée par les médias électroniques. J'en conviens.

Je n'ose croire cependant que vous faites porter toute la qualité du travail de ces médias et toute la valeur du droit du public à l'information sur les quelques secondes diffusées d'entrevues avec le coroner (ou plus souvent, dans la réalité actuelle, avec le porte-parole). Est-ce à dire alors que le travail médiatique fait sur les décisions des tribunaux est de qualité douteuse, parce que les journalistes ne sont pas en mesure d'interroger le juge qui les a rendues et de diffuser quelques secondes d'entrevues avec lui?

Je suis persuadée que, comme moi, vous donnez plus de valeur au travail de ces médias.

Ceux-ci servent beaucoup mieux l'information du public lorsqu'ils recherchent l'avis des spécialistes en mesure de bien définir le débat que les recommandations contenues au rapport du coroner peuvent susciter, que par la présence en ondes d'un porte-parole qui ne peut aller au-delà de ce rapport tel que rédigé.

À ce sujet, je vous fait remarquer que dans la situation survenue la semaine dernière, le nombre de tribunes où le sujet du cellulaire au volant a été discuté à la suite de la

diffusion du communiqué du Bureau, illustre bien que l'absence d'entrevues du coroner ou d'un porte-parole n'a aucunement empêché le débat public sur le sujet, ni privé qui que ce soit d'informations liées à ce débat.

Enfin, en ce qui a trait à votre désir que la presse soit consultée, il est bien sûr de l'imputabilité des gestionnaires du Bureau de prendre les décisions qui sont nécessaires dans l'exercice de leur devoir et c'est ce que nous ferons. Cependant, lorsque la politique de communications publiques du Bureau sera rédigée, il me fera plaisir, si vous le désirez, de porter cette politique à votre connaissance.

J'espère que ces quelques informations ont pu vous démontrer, d'une part, que la décision que nous avons prise en regard de la communication du rapport du coroner ne l'a pas été à la légère et, d'autre part, qu'elle ne résulte aucunement d'un désir de fermeture aux médias et n'aura pas cet effet.

Veillez accepter, Madame la Présidente, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Danielle Bellemare
M^{re} Danielle Bellemare
Coroner en chef

P. j.

c.c. M^{re} Anne-Marie David, coroner en chef adjoint Ouest du Québec
D^{re} Louise Nolet, coroner en chef adjoint Est du Québec

NOTE

DESTINATAIRES : Tous les coroners
EXPÉDITEUR : Serge Turmel
DATE : 16 juin 2003
OBJET : Compressions budgétaires imposées au Bureau du coroner

Cher(e)s collègues,

Comme vous avez pu l'entendre au cours des dernières semaines, le gouvernement du Québec fait face à une situation budgétaire difficile pour l'année en cours.

Dans ce contexte, la majorité des ministères et organismes se sont vu imposer des compressions budgétaires dont l'importance varie en fonction de leur mission. Pour le Bureau du coroner, l'effort demandé pour l'année financière qui a débuté le 1^{er} avril 2003 se situe à 556 700 \$, ce qui aura pour effet de ramener notre budget pour l'année en cours à 6 846 300 \$. Un tel niveau de compressions oblige à demander à tous et chacun un effort en vue de réduire nos dépenses pour atteindre l'objectif fixé, tout en maintenant la meilleure qualité de services possible.

Déjà, plusieurs mesures administratives permettant de générer des économies au niveau de nos opérations courantes sont mises en place. Cependant, force est de constater, qu'outre la masse salariale, l'ensemble de nos dépenses est attribuable aux investigations et aux enquêtes publiques. Dans le cas de celles-ci, une rencontre avec les coroners enquêteurs et les procureurs qui les assistent a permis d'identifier les avenues à explorer pour rationaliser les dépenses. Quant aux investigations, je vous demande, à partir de maintenant, d'adopter les mesures suivantes :

/2

1^o aucune autopsie ne devrait être demandée dans les situations suivantes, à moins que le décès ne survienne dans certains lieux précis (poste de police, centre de détention, pénitencier fédéral, lieu protégé) ou qu'il existe quelque litige que ce soit quant aux circonstances du décès :

- suicide par pendaison
- suicide par arme à feu
- suicide par intoxication à l'oxyde de carbone
- accident de véhicule moteur causant le décès du conducteur ou des passagers.

Dans ces cas, l'examen externe du coroner, assorti de prélèvements pour analyses toxicologiques, devrait suffire. Cependant, si malgré un examen externe bien fait, le coroner est incapable de déterminer la cause probable du décès, une autopsie demeure toujours indiquée.

2^o Dans les cas de mort présumée naturelle, le coroner devra toujours bien évaluer si son intervention est justifiée et pertinente. Il va de soi que, conformément à l'article 34 de la *Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès*, si un médecin constate un décès dont il ne peut établir les causes probables, le coroner devra, le cas échéant, faire procéder à une autopsie. Cependant, le coroner ne devrait jamais prendre avis pour des décès dont les causes naturelles sont évidentes en fonction de l'histoire entourant les circonstances du décès, des antécédents de la victime ou des constatations faites par le médecin qui constate le décès. Malheureusement, certains coroners prennent encore avis pour des décès où la certification des causes médicales ne pose aucun problème (infarctus évident à l'histoire, patient en phase terminale de cancer ou de maladie dégénérative, etc.)

Il ne faut pas hésiter à rappeler aux centres hospitaliers et en particulier aux médecins exerçant dans les salles d'urgence que dans les cas de décès présumés naturels, ils peuvent demander à la famille de consentir à l'autopsie et faire l'analyse du dossier médical de la personne décédée pour établir la certification des causes du décès.

3^o Concernant les expertises toxicologiques, je vous demande aussi de toujours bien évaluer la pertinence et l'utilité des expertises demandées en fonction des antécédents de la victime, des circonstances du décès et de la cause probable de ce dernier.

Je suis par ailleurs conscient que certaines situations justifieront de déroger aux mesures demandées. Dans ces circonstances, c'est le jugement professionnel du coroner qui doit s'exercer.

Je fais donc appel à la collaboration de tous pour nous aider à rencontrer les objectifs de compressions budgétaires qui nous ont été demandées. Je vous informe par ailleurs que des mesures de suivi de ces mesures seront implantées.

Je vous prie d'accepter, cher(e)s collègues, l'expression de mes sentiments les meilleurs.



Serge Turmel, m.d.
Coroner en chef

c.c. M. Jean-Claude Fortier
Directeur de l'Administration
M^{re} Danielle Bellemare
Coroner en chef adjointe
Est du Québec

COMMUNIQUÉ NO. 41

DESTINATAIRES : Tous les coroners

EXPÉDITEUR : Dr Serge Tunnell

DATE : 5 mai 2003

OBJET : *Loi sur les services préhospitaliers d'urgence*

LE CONTEXTE

Il y a environ une dizaine d'années maintenant, grâce en partie au travail des coroners, le Québec a commencé à se doter de services préhospitaliers d'urgence de plus en plus efficaces. Par ailleurs, le niveau de développement de ces services variait d'une région à l'autre étant dépendant des priorités et ressources de chaque région régionale.

En décembre dernier le gouvernement a adopté la *Loi sur les services préhospitaliers* qui propose enfin un modèle d'organisation des services préhospitaliers d'urgence uniforme et qui s'appliquera à toute la province. Cette Loi vise à s'assurer qu'il y a une réponse appropriée, efficace et de qualité, en tout temps, lorsque des personnes font appel à des services préhospitaliers d'urgence, le but ultime étant de réduire la mortalité et la morbidité à l'égard des personnes en détresse.

Dans un grand nombre de cas relevant du coroner, les soins apportés à une personne, après l'événement causant le décès, peuvent être pertinents lors de l'explication des circonstances du décès et doivent toujours être examinés avec soin. Avec la mise sur pied d'une nouvelle infrastructure visant à assurer la qualité des soins à ce niveau, le coroner devient donc un intervenant important en ce qui concerne l'évaluation de ces soins et l'efficacité du système. Afin de permettre au coroner de bien cibler les recommandations éventuelles, on vous fait ici un court exposé de la nouvelle Loi.

LA LOI EN BRIEF

Premièrement, la *Loi sur les services préhospitaliers d'urgence* identifie tous les services qui doivent être mis en place dans le domaine de soins préhospitaliers d'urgence, allant de l'appel 911 jusqu'à la prise en charge d'une personne par l'ambulance et précise l'implication par les trois niveaux gouvernementaux, soit provincial, régional et local. La Loi comprend 176 articles et est assez exhaustive, ayant consolidé des dispositions des autres lois touchant déjà aux aspects des services préhospitaliers. Les dispositions particulières concernant Urgences-santé se retrouvent maintenant dans cette Loi.

Bureau Le Delta 2, bureau 390
2875, boulevard Laurier
Sainte-Foy (Québec) G1V 5B1
Téléphone : (418) 643-1845
Télécopieur : (418) 643-6174
www.coroner.gouv.qc.ca

Nous allons souligner ici seulement les aspects les plus saillants du modèle proposé.

LE NIVEAU MINISTÉRIEL — LE DIRECTEUR MÉDICAL NATIONAL

L'organisation est centralisée et le ministre de la Santé et des Services sociaux joue un rôle, entre autres, en regard de la détermination des protocoles cliniques et opérationnels, des standards de qualité de services préhospitaliers, des compétences requises des intervenants, de la coordination et l'intégration des services préhospitaliers, de la répartition des ressources humaines, de la formation et du financement.

Le Ministère joue donc un rôle clé au niveau des orientations et politiques en la matière. Le directeur médical national désigné en vertu de la Loi agit comme conseiller du ministre sur tous les aspects médicaux, en plus d'avoir l'autorité clinique d'intervenir en regard de la qualité des soins dispensés. Il peut même intervenir auprès des directeurs médicaux régionaux qui ne respectent pas les orientations où les protocoles établis.

LE NIVEAU RÉGIONAL — LA RÉGIE RÉGIONALE

Le directeur médical régional

Les régies régionales doivent rendre applicables sur leurs territoires l'organisation et l'accès à des services préhospitaliers et ceci en conformité avec les orientations fixées par le Ministère. C'est la régie régionale qui gère le système de permis des ambulanciers et qui conclut les contrats. La régie régionale désigne le directeur médical régional qui est responsable pour ce qui se passe sur le terrain, qui exerce l'autorité clinique sur les actes posés et qui contrôle et apprécie dans les faits la qualité des actes posés. Il s'assure également de la formation des intervenants et de la pertinence des équipements médicaux. Il assure la gestion du centre de communication santé.

Le centre de communication santé

Le ministre détermine le nombre et les régions devant être desservies par de tels centres qui ont comme fonction principale de recevoir et gérer les appels 911. Toutes les fonctions du centre sont précisées par la Loi que ce soit la répartition, le transport ou la coordination des communications.

Certaines des centrales de coordination des appels déjà établis au Québec sont reconnues comme centre de communication santé et sont maintenant régies par la nouvelle Loi.

LE NIVEAU LOCAL

Le premier répondant

Le premier répondant intervient tôt dans la chaîne d'intervention, avant même les ambulanciers, et fournit à une personne dont l'état le requiert les premiers soins de stabilisation requis, conformément au protocole d'intervention clinique élaboré à cette fin. Il agit en complémentarité avec les techniciens ambulanciers et ses rôles et responsabilités sont définis dans la Loi. Ce sont les pompiers qui sont ciblés pour jouer ce rôle et qui le jouent déjà dans plusieurs régions.

Les services ambulanciers

Les dispositions touchant aux services ambulanciers se retrouvent toutes maintenant consolidées dans cette nouvelle Loi, qu'il s'agisse des services ambulanciers, des techniciens ambulanciers ou des véhicules. Pour ce qui est des techniciens ambulanciers, la Loi est assez exhaustive et touche les conditions pour agir, l'inscription dans un registre, les obligations de perfectionnement, les actes que peuvent poser les techniciens et l'évaluation des compétences. Elle place l'encadrement des gestes posés sous la responsabilité du directeur médicale régional qui peut demander la radiation d'un technicien du registre si, entre autres, il ne respecte pas les obligations de perfectionnement ou le processus d'évaluation des ses compétences.

Le Collège des médecins a identifié par règlement un certain nombre de gestes médicaux que peuvent poser les premiers répondants et les techniciens ambulanciers (voir en annexe).

Voilà donc un bref aperçu de la nouvelle *Loi sur les services préhospitaliers d'urgence*. Il est pertinent pour le coroner de la garder à l'esprit lorsqu'il examine les causes et circonstances des décès et lorsqu'il fait des recommandations.

Si vous êtes intéressés à en obtenir une copie ou des informations supplémentaires, vous pouvez communiquer avec Me Cathie Halpenny.

Le Coroner en chef


Serge Turnel, m.d.

p.j.

Code des professions.
(L.R.Q., c. C-26, a. 94, par. h) : 2002, c. 33, a. 5)

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1. Le présent règlement a pour objet de déterminer parmi les activités professionnelles que peuvent exercer les médecins celles qui, suivant les conditions et modalités qui y sont déterminées, peuvent être par un premier répondant, un technicien ambulancier et un technicien ambulancier en services préhospitaliers avancés dans le cadre des services préhospitaliers d'urgence,

2. Dans le présent règlement, on entend par :

- 1° « premier répondant » : toute personne dont le nom figure sur la liste des premiers répondants dressée par une règle régionale de la santé et des services sociaux au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-4.2) ou par la Corporation d'urgences-santé ;
- 2° « technicien ambulancier » :
 - a) : toute personne titulaire d'une attestation d'études collégiales en techniques ambulancières à qui une carte valide d'identification et d'attestation de conformité a été délivrée par une règle régionale ou la Corporation d'urgences-santé ;
 - b) toute personne à qui a été délivrée une carte valide d'identification et d'attestation de conformité par une règle régionale ou la Corporation d'urgences-santé entre le 1^{er} avril 2000 et le 1^{er} avril 2003 ;
- 3° « technicien ambulancier en services préhospitaliers avancés » : tout technicien ambulancier qui agit pour le compte de la Corporation d'urgences-santé et qui, au 1^{er} avril 2002, a complété avec succès la formation spécifique reconnue par celle-ci et approuvée par le Collège des médecins du Québec ;
- 4° « ordonnance médicale collective » : prescription donnée à une personne par un médecin, en dehors d'un centre exploité par un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux ou de la Loi sur les services de santé et les services sociaux pour les autochtones (L.R.Q., c. S-5), ayant notamment pour objet les médicaments, les traitements, les examens ou les soins à dispenser auprès de catégories de patients déterminées dans cette ordonnance, les circonstances dans lesquelles ils peuvent l'être, les contre-indications possibles et selon le protocole auquel elle réfère ;
- 5° « protocole » : description des procédures, méthodes ou limites devant être observées.

235-2005 2.

3. Pour qu'une activité professionnelle prévue au présent règlement puisse être exercée ailleurs que dans un centre exploité par un établissement, le médecin qui a rédigé l'ordonnance médicale collective ou celui qui agit à titre de directeur médical national des services préhospitaliers d'urgence doit préalablement soumettre à l'approbation du Collège des médecins du Québec un projet de protocole visant cette activité.

4. Les activités professionnelles visées au présent règlement ne sont exercées que dans le cadre d'une ordonnance médicale collective.

SECTION II

ACTIVITÉS AUTORISÉES À UN PREMIER RÉPONDANT

5. Le premier répondant peut :

- 1° utiliser le défibrillateur semi-automatique lors d'une réanimation cardio-respiratoire ;
 - 2° administrer de l'adrénaline lors d'une réaction allergique sévère de type anaphylactique.
- Toutefois, afin d'exercer l'activité visée au 2° paragraphe, le premier répondant doit utiliser un dispositif auto-injecteur.

SECTION III

ACTIVITÉS AUTORISÉES À UN TECHNICIEN AMBULancier

6. Outre les activités visées au premier alinéa de l'article 5, le technicien ambulancier peut :

- 1° insérer un combi-tube à une personne adulte présentant un arrêt cardio-respiratoire ou une atteinte de l'état de conscience avec une fréquence respiratoire inférieure à 8 respirations/minute ;
- 2° administrer les médicaments requis par voie sublinguale, orale, intranasale, sous-cutanée ou intramusculaire ou par inhalation, à la personne présentant un problème de santé qui nécessite une intervention d'urgence.

SECTION IV

ACTIVITÉS AUTORISÉES À UN TECHNICIEN AMBULancier EN SERVICES PRÉHOSPITALIERS AVANCÉS

7. Outre les activités visées au premier alinéa de l'article 5 et à l'article 6, en présence d'un médecin auprès du patient, le technicien ambulancier en services pré-hospitaliers avancés peut :
- 1° procéder à l'intubation endotrachéale de la personne adulte présentant un arrêt cardio-respiratoire ou une atteinte de l'état de conscience avec une fréquence respiratoire inférieure à 8 respirations/minute ;
 - 2° administrer les médicaments requis par voie intraveineuse ou endotrachéale à la personne adulte présentant une arythmie sévère ;
 - 3° administrer du glucose par voie intraveineuse à la personne identifiée comme diabétique et qui présente une atteinte de l'état de conscience due à une hypoglycémie ;

- 4° procéder à une laryngoscopie directe de la personne âgée de plus d'un an dont les voies respiratoires sont obstruées par un corps étranger et procéder au retrait de celui-ci.

8. À compter du 1^{er} octobre 2003 et après le dépôt auprès de la Corporation d'urgence-santé d'un avis du Collège des médecins du Québec attestant, sur la base des données recueillies concernant l'application de l'article 7, que la présence du médecin auprès du patient n'est plus requise pour assurer la protection du public, le technicien ambulancier en services préhospitaliers avancés pourra continuer à exercer les activités prévues à cet article sans la présence d'un médecin, en autant qu'il ait accès à un support médical.

L'avis du Collège ainsi que la date effective à compléter de laquelle la présence du médecin n'est plus requise auprès du patient doivent être communiqués également à l'Office des professions du Québec, au directeur médical national des services préhospitaliers d'urgence et aux centres hospitaliers des régions de Montréal et de Laval.

9. Le présent règlement entre en vigueur le quinzième jour qui suit la date de sa publication à la *Gazette officielle du Québec*.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

70. LES EFFECTIFS DU BUREAU DU COMMISSAIRE À LA DÉONTOLOGIE POLICIÈRE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES POUR LA PÉRIODE 2003-2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière - 03.04

QUESTION 70 : Les effectifs du Commissaire à la déontologie policière, par catégories d'emploi ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2002-2003 et 2003-2004.

Catégories d'emploi	Effectifs	Masse salariale	Effectifs	Masse salariale
	2002-2003		2003-2004	
Dirigeant et membre	2	216 551	2	228 940
Cadres supérieurs	2	163 632	2	187 025
Professionnels	23	1 602 799	23	1 549 022
Techniciens	2	82 622	2	84 266
Personnel de bureau	13	420 086	13	439 327
Total	42	2 485 690	42	2 488 580

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

71. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE LA COMMISSION, LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2003-2004
AINSI QUE LES AUGMENTATIONS ET BONIS PRÉVUS.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière - 03.04

QUESTION 71: La liste des dirigeants du Commissaire à la déontologie policière, leur rémunération respective pour la période 2003-2004 ainsi que les augmentations et bonis prévus.

Le Commissaire à la déontologie policière :	Me Paul Monty	Traitement au 31 mars 2004 : 120 162
Le commissaire adjoint :	Me Réjean Gauthier	Traitement au 31 mars 2004 : 108 778
Pour les augmentations et bonis prévus :	nous ne possédons aucune information à ce sujet.	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

72. LA RÉPARTITION DES PLAINTES ADRESSÉES AU COMMISSAIRE PAR CORPS POLICIER ET CONSTABLE SPÉCIAL POUR LA PÉRIODE 2003-2004 (INCLUANT LE NOMBRE DE PLAINTES, LE TOTAL DES POLICIERS EN CAUSE), AINSI QUE LE NOMBRE DE DOSSIERS PORTÉS EN APPEL PAR CORPS POLICIER.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière - 03.04

QUESTION 72 : La répartition des plaintes adressées au Commissaire par corps policiers et constable spécial pour la période 2003-2004 (incluant le nombre de plaintes, le total des policiers en cause), ainsi que le nombre de dossiers portés en appel par corps policiers.

	<u>Nombre de plaintes</u>	<u>Nombre de policiers</u>
Nombre de plaintes reçues entre le 1^{er} avril 2003 et le 31 mars 2004	1 290	2 079
1. Corps policiers:		
- Sûreté du Québec:	355	489
- Service de police de la Ville de Montréal:	428	718
- Corps de police municipaux:	493	825
- Constables spéciaux:	32	40
- Autres:	7	7
TOTAL:	1 315	
• Une plainte peut impliquer des policiers de plus d'un corps de police		

Nombre de dossiers portés en appel devant la Cour du Québec par corps policiers

2. Corps policiers	<u>Nombre de dossiers</u>
- Sûreté du Québec	3
- Service de police de la Ville de Montréal	10
- Corps policiers municipaux	5
- Constables spéciaux	--
TOTAL :	18

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

73. LA RÉPARTITION DES DOSSIERS SELON LA DÉCISION PRISE À LA RÉCEPTION DES PLAINTES PAR LE COMMISSAIRE
POUR LA PÉRIODE 2003-2004 OU, SI LE DOSSIER EST EN SUSPENS,
LES MOTIFS POUR LESQUELS AUCUNE DÉCISION N'A ÉTÉ PRISE.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière - 03.04

QUESTION 73 : La répartition des dossiers selon la décision prise à la réception des plaintes par le Commissaire pour la période 2003-2004 ou si le dossier est en suspens, les motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise.

Traitement apporté et décisions à la réception:

- Désistements:	35
- Plaintes refusées:	697
- Enquêtes:	121
- Conciliations:	465
- En attente de renseignements additionnels:	81
- À l'étude:	25

Motifs pour lesquels aucune décision n'a été prise :

La loi sur la police prévoit un délai de 40 jours à l'analyse préliminaire de la plainte notamment pour permettre au plaignant de faire valoir son droit d'opposition à la conciliation. Les dossiers en attente de renseignements additionnels et à l'étude sont ceux qui sont à l'intérieur de ce délai de 40 jours.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

74. MOTIFS INVOQUÉS POUR LE REFUS DE PLAINTES PAR LE COMMISSAIRE ET NOMBRE DE PLAINTES REFUSÉES PAR MOTIF.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commissaire à la déontologie policière - 03.04

QUESTION 74 : Motifs invoqués pour le refus de plaintes par le Commissaire et nombre de plaintes refusées par motif.

697 plaintes furent refusées à la réception de la plainte et ce, pour les raisons suivantes:

- Un élément essentiel à sa recevabilité fait défaut:
 - elle ne vise pas un policier ou un constable spécial (ex. : un préposé au stationnement);
 - cette personne n'était pas lors de l'incident à l'origine de la plainte dans l'exercice de ses fonctions (la plainte porte sur des actes qui n'ont pas relation avec l'exercice de la fonction de policier et qui ont été perpétrés hors des heures de service);
 - pas un acte dérogatoire au Code de déontologie des policiers du Québec;
- La plainte est prescrite (le délai de prescription est d'un an);
- La plainte est manifestement frivole, vexatoire ou portée de mauvaise foi (ex. plaintes répétitives alors que le Commissaire a déjà disposé de telles plaintes de la part du plaignant);
- Le Commissaire n'a pu obtenir dans le délai prescrit (40 jours pour procéder à l'examen préliminaire) la collaboration du plaignant pour recueillir les éléments d'information nécessaires au traitement de sa plainte;
- Les vérifications effectuées auprès du plaignant, d'autres personnes impliquées ou à partir des documents disponibles (ex. rapports opérationnels) permettent de conclure qu'il n'y a pas eu dérogation déontologique en l'espèce;
- Le plaignant n'a pas fourni de motif valable pour s'opposer à la conciliation.

Plainte irrecevable : 90
Refus faute de précisions demandées : 106

Autres motifs non répertoriés : 501 qui ont donné lieu à des décisions motivées transmises aux plaignants et aux policiers impliqués.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

75. LES EFFECTIFS DU COMITÉ DE DÉONTOLOGIE POLICIÈRE, PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES POUR LA PÉRIODE 2003-2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 75 : Les effectifs du Comité de déontologie policière, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2003-2004.		
Catégories d'emploi	Effectifs	Masse salariale
Président et membres	8	714 700
Professionnels	3	265 600
Techniciens	2	85 300
Employés de bureau	9	239 200
TOTAL	22	1 304 800

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

76. LA LISTE DES DIRIGEANTS DU COMITÉ, LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2003-2004, AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 76 : La liste des dirigeants du Comité, leur rémunération respective pour la période 2003-2004 ainsi que les augmentations prévues.

Les dirigeants du Comité sont les suivants :	Rémunération au 31 mars 2004	Augmentation prévue
M ^e Mario Bilodeau, président	155 142 \$	L'information n'est pas disponible.
M ^e Gilles Mignault, vice-président	109 118 \$	L'information n'est pas disponible.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

77. LE NOMBRE DE DOSSIERS REÇUS POUR LA PÉRIODE 2003-2004, PAR CATÉGORIE (CITATIONS/RÉVISIONS) ET PAR ORIGINE (SQ, SPVM, CORPS MUNICIPAUX) DURANT LA PÉRIODE 2003-2004.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 77 : Le nombre de dossiers reçus pour la période 2003-2004, par catégorie (citations / révisions) et par origine (SQ, SPVM, corps municipaux) durant la période 2003-2004.

Dossiers reçus en 2003-2004 au 31 mars 2004

Origines	Citations	Révisions
Sûreté du Québec	13	7
Corps municipaux	14	7
SPVM	16	7
Polices amérindiennes	4	
TOTAL	47	21

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

78. LE NOMBRE DE DOSSIERS EN SUSPENS AU 31 MARS 2004, PAR CATÉGORIE ET PAR ORIGINE.

Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 78 : Le nombre de dossiers en suspens au 31 mars 2004, par catégorie et par origine.

Les 14 dossiers en suspens font l'objet de recours devant les tribunaux supérieurs.

Origines	Citations	Révisions
Sûreté du Québec	12	0
Corps municipaux	1	0
SPVM	1	0
Polices amérindiennes	0	0
TOTAL	14	0

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

79. LE DÉLAI MOYEN POUR LE TRAITEMENT D'UN DOSSIER.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Comité de déontologie policière – 03.05

QUESTION 79 : Le délai moyen pour le traitement d'un dossier.

Le délai moyen global de traitement d'un dossier de citation pour l'année 2003-2004 est de 13,9 mois.

Il s'agit du délai entre le dépôt au greffe de la citation et la signification de la décision finale, peu importe l'année du dépôt du dossier au greffe.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

80. LES EFFECTIFS DE LA CQLC, PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES POUR LA PÉRIODE 2003-2004, ET PRÉVISIONS POUR 2004-2005.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03-02

QUESTION 80 : Les effectifs de la CQLC, par catégories d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2003-2004, et prévisions pour 2004-2005.						
Catégorie d'emploi	2003-2004		Prévisions 2004-2005			
	Nombre	Masse salariale	Nombre	Masse salariale		
Dirigeants, membres d'organismes et cadres supérieurs	11	1 200,0	11	1 200,0		
Professionnels	9	483,7	9	483,7		
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	13	338,6	13	338,6		
TOTAL	33	2 022,3	33	2 022,3		

CQLC/80 (2004-05)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

81. LA LISTE DES COMMISSAIRES (PERMANENTS/COMMUNAUTAIRES) DE LA COMMISSION POUR LA PÉRIODE 2003-2004, LEUR TRAITEMENT ANNUEL ET DATE DE LA FIN DE LEUR MANDAT.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03-02

QUESTION 81 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2003-2004, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.

1. Membres à temps plein (commissaires permanents)

Nom	Traitement annuel	Date de fin de mandat
Demers, Isabelle	133 603 \$	2005-05-06
Durand, Sylvie	105 024 \$	2007-09-15
Foy-Vigneault, Alyson	109 118 \$	2004-05-02
Larrivée, Régis	130 983 \$	2007-11-17
Letendre, Georges	109 118 \$	2008-03-30
Millette, Renée	109 118 \$	2006-11-11
Pierre-Louis, Martine	109 118 \$	2008-03-04
Roberge, Serge	109 118 \$	2004-12-14
Sauvé, Manon	76 627 \$	2008-03-30
Sultan, David	113 266 \$	2006-10-30

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03-02

QUESTION 81 : La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2003-2004, leur traitement annuel et date de la fin de leur mandat.

2. Membres à temps partiels (commissaires communautaires)

Aubin, Denis	Estiverne-Bathalien, Amanthe	Juneau Poliquin, Claire	Marsolais, Diane
Bélanger, Murielle	Falardeau, Mark	Lacombe, Élysabeth	Martineau, Guy
Bernard, Léonel	Fallu, Patricia Ann	Laforest, Marc	Morin, Claude
Bien-Aimé, Jean Sergo	Fortin, Janie	Lambert, Claudette	Munger, André
Bouchard, Lise	Frenette, Marie Claude	Lapointe, Roger	Pelletier, André
Bordeleau, Solange	Gaudreau, Fernand	Laramée, Pierre	Perras, Colombe
Calderon, José	Genest, Jean	Lavoie, Fernande	Petosa, Connie
Côté, Benoît	Gingras, Richard	Leblanc, Alma	Pharand, Robert
Cyr, Pierre	Girard, René	Leblond, Isabelle	Richard, Hélène
Dallain, Denise	Groulx, Michel	Lebrun, André	Rocheleau, Raymond
Dion, Michelyne	Guay, Normand	Lelièvre, Armand	Romet Romelet, Jean
Doricent, Jean-Joseph	Guillén-Lemus, Ivonne	Lepage, Denis	St-Pierre, Louise
Dugué, Rose-Laure	Hudon, Jean-Marc	Lessard, Claude	St-Pierre Beaulieu, Gisèle
Dupuis, Gérald	Jeanvenne, Louise	Lesyk, Marcel	Toussaint, Rosette
Dupuis Salvas, Claudette			

Les commissaires communautaires reçoivent une allocation de présence (décret 412-81) de 200,00 \$ pour une journée de séance à laquelle ils participent ou de 100,00 \$ au terme de chaque demi-journée de séance.

Leur fin de contrat était le 21 juin 2003 (décret 673-2000). Par ailleurs, la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus* mentionne à l'article 7 qu'un membre de la Commission demeure en fonction à l'expiration de son mandat jusqu'à ce qu'il soit nommé de nouveau ou remplacé.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

82. LA RÉPARTITION DES DÉCISIONS PRISES PAR LA COMMISSION POUR LA PÉRIODE 2003-2004, (LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES AVEC OU SANS AUDIENCES, PROGRAMME DE SEMI-LIBERTÉ ET PROGRAMME D'APPEL EN MATIÈRE D'ABSENCE TEMPORAIRE).

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03-02

QUESTION 82 : Répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2003-2004 (libérations conditionnelles avec ou sans audiences, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).

Libérations conditionnelles avec ou sans audiences – La répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2003-2004

Au cours de l'exercice 2003-2004, soit du 1^{er} avril 2003 au 31 mars 2004, la Commission a pris en audience :

➤ Décisions en matière de libération conditionnelle :		4 396
➤ Décisions en matière d'appel en absence temporaire:		
Refus en absence temporaire :	159	
Révocations en absence temporaire :	9	
Report :	<u>1</u>	
	Total :	169

Sous-total (total des décisions prises en audience) : 4 565

En ce qui concerne les décisions prises hors audience, la répartition s'effectue comme suit :

➤ Autorisation de déplacements hors Québec et hors Canada :	35
➤ Recevabilité des demandes de révision et de nouvel examen en libération conditionnelle :	444
➤ Recevabilité des demandes d'appel en absence temporaire :	235
➤ Cas particuliers (rapport d'événement, ajournement de décision)	216

Sous-total (total des décisions prises hors audience)	930
--	------------

GRAND TOTAL DES DÉCISIONS PRISES À LA COMMISSION	5 495
---	--------------

Programme de semi-liberté

Bien qu'un tel programme puisse exister, les données relatives à celui-ci sont intégrées aux données concernant les libérations conditionnelles.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

83. LA RÉPARTITION TERRITORIALE, PAR ÉTABLISSEMENT DE DÉTENTION, DES RENONCIATIONS ET DES DÉCISIONS DE LA COMMISSION POUR LA PÉRIODE 2003-2004.

Ministère de la Sécurité Publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03-02

QUESTION 83 : La répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la Commission pour la période 2003-2004.			
Pour la période du 1 ^{er} avril 2003 au 31 mars 2004, la répartition du nombre de renonciations et du nombre de décision en matière de libération conditionnelle est la suivante :			
Direction territoriale	Établissement	Renonciations	Décisions
Est du Québec	Baie-Comeau	29	54
	Chicoutimi	15	79
	CQLC-Québec	0	174
	Détention Québec(F)	7	57
	Détention Québec(H)	103	629
	New-Carlisle	22	68
	Rimouski	29	81
	Roberval	22	50
	Sept-Iles	4	14
	Trois-Rivières	41	324
	Sous-Total	272	1 530
Ile de Montréal	CQLC-Montréal	2	288
	Détention Montréal	189	987
	Maison Tanguay	23	75
	Rivière - des - Prairies	11	106
	Sous-Total	225	1 456
Ouest du Québec	Amos	14	121
	Hull	43	213
	Saint-Jérôme	43	636
	Sherbrooke	48	235
	Sorel	3	131
	Valleyfield	5	74
	Sous-Total	156	1 410
TOTAL		653	4 396

CQLC/83 (2004-05)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

84. COPIE D'ENTENTE(S) CONCLUE(S) AVEC LA COMMISSION NATIONALE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES (FÉDÉRAL)
CONCERNANT L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS CONTENUS DANS LES DOSSIERS DE DÉTENUS.

ENTENTE

1 8 JUL. 2003

ENTRE

N/Réf.: _____

Le GOUVERNEMENT DU CANADAreprésenté par le solliciteur général du Canada
(ci-après appelé le «Canada»)ETLe GOUVERNEMENT DU QUÉBECreprésenté par le ministre de la Sécurité publique du
Québec et le ministre délégué aux Affaires
intergouvernementales canadiennes
(ci-après appelé le «Québec»)

ENTENTE CANADA - QUÉBEC CONCERNANT
L'ÉCHANGE DE RENSEIGNEMENTS
SUR LES DÉLINQUANTS

ATTENDU QUE l'alinéa 4c) de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (L.R.C., c. C-44.6) oblige le Service correctionnel du Canada (ci-après appelé le «SCC») à accroître son efficacité et sa transparence par l'échange, au moment opportun, de renseignements utiles avec les autres éléments du système de justice pénale;

ATTENDU QUE l'article 23 de cette loi oblige le SCC à prendre toutes les mesures possibles pour obtenir des renseignements et documents concernant les personnes condamnées ou transférées dans un pénitencier;

ATTENDU QUE l'article 25 de cette loi oblige le SCC à communiquer à la Commission nationale des libérations conditionnelles, aux gouvernements provinciaux et aux commissions provinciales de libération conditionnelle les renseignements pertinents dont il dispose, soit pour prendre la décision de mettre un délinquant en liberté, soit pour sa surveillance;

ATTENDU QUE l'article 9 de la Loi sur le Ministère de la Sécurité publique (L.R.Q., c. M-19.3), modifié par l'article 147 du chapitre 76 des lois de 2001, confie au ministre de la Sécurité publique le mandat d'administrer les établissements de détention, d'assurer la disponibilité des services d'agents de probation et de surveillance, et de surveiller l'exécution des ordonnances de probation et de sursis;

ATTENDU QUE l'article 57 de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., c. L-1.1) confie au ministre de la Sécurité publique la responsabilité de son application;

ATTENDU QUE l'alinéa 8(2)1) de la Loi sur la protection des renseignements personnels (L.R.C., c. P-21) permet la communication de renseignements personnels qui relèvent d'une institution fédérale aux tenues d'une entente entre le Canada et une province ou l'un de ses organismes en vue de l'application des lois ou pour la tenue d'enquêtes licites;

ATTENDU QUE l'article 67 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) permet la communication d'un renseignement nominatif par un organisme public à toute personne ou à un organisme si cette communication est nécessaire à l'application d'une loi au Québec;

ATTENDU QUE les parties souhaitent conclure une entente visant l'échange électronique de renseignements nécessaires sur les délinquants en vue d'administrer ou d'appliquer leurs lois respectives en matière de services correctionnels et de mise en liberté sous condition, pour assurer efficacement la garde des délinquants ainsi que leur réinsertion dans la collectivité en toute sécurité et ce, tout en convenant des mesures de protection administratives, techniques et matérielles nécessaires pour la protection du caractère confidentiel des renseignements, surtout en ce qui concerne leur usage et leur communication ;

Par conséquent, les parties conviennent de ce qui suit :

DÉFINITION

1. Au sens de la présente entente, le terme «délinquant» désigne selon le cas :
 - a) une personne répondant à la définition de ce terme en vertu de la *Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition*;
 - b) une personne contrevenante ou prévenue en vertu de la *Loi sur les services correctionnels*;
 - c) une personne détenue visée par l'application de la *Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus*

OBJET DE L'ENTENTE

2. Afin que le Canada et le Québec puissent collaborer à l'amélioration de la fluidité de la circulation de l'information entre les deux gouvernements, la présente entente a pour objet de permettre l'échange électronique de certains renseignements sur les délinquants.
3. Afin que la partie, qui a la garde ou la surveillance d'un délinquant en particulier ou qui peut prendre la décision de le mettre en liberté, puisse administrer ou appliquer ses lois touchant les services correctionnels et la mise en liberté sous condition en disposant du maximum de renseignements nécessaires sur le délinquant en question, la présente entente donne :
 - a) à des utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles un accès direct aux renseignements prévus à l'annexe A et contenus dans la banque de données du système de gestion des délinquants (ci-après appelé « SGD ») administré par le Service correctionnel du Canada;
 - b) à des utilisateurs autorisés du SCC un accès direct aux renseignements prévus à l'annexe B et contenus dans la banque de données du système de dossiers administratifs correctionnels (ci-après appelé « système DACOR ») administré par la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec.

PARTIE I - SYSTÈME DE GESTION DES DÉLINQUANTS (SGD)

TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS

4. Le Canada convient de donner aux utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles l'accès direct aux renseignements prévus à l'annexe A concernant les délinquants et contenus dans le SGD.
5. Avant de fournir des renseignements sur un délinquant, le Canada convient d'établir un processus de vérification électronique pour s'assurer que le délinquant, sur lequel des renseignements sont reçus par le Québec, est inscrit dans le système DACOR.

PROCÉDURE

6. Le Canada convient de donner aux utilisateurs autorisés de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et de la Commission québécoise des libérations conditionnelles la formation initiale nécessaire sur l'utilisation du SGD et de fournir au besoin une formation de recyclage, ainsi que le soutien technique et de dépannage nécessaires, de façon à leur donner accès aux renseignements sur les délinquants, qui sont contenus dans le SGD. La formation portera notamment sur les normes de protection du SGD, que chaque utilisateur devra respecter, ainsi que sur l'obligation qu'il a de protéger le caractère confidentiel des renseignements sur les délinquants.

7. Le Québec convient de fournir par écrit la liste des utilisateurs autorisés qui, avec l'accord du Canada, auront accès au SGD.

PARTIE II – SYSTÈME DE DOSSIERS ADMINISTRATIFS CORRECTIONNELS (DACOR)

PROCÉDURE

8. Le Québec convient de donner aux utilisateurs autorisés du SCC la formation nécessaire pour l'accès aux renseignements personnels sur les délinquants, qui sont contenus dans le système DACOR.
9. Le Canada convient de fournir par écrit la liste des utilisateurs autorisés du SCC qui, avec l'accord du Québec, auront accès au système DACOR.

TRANSMISSION DE RENSEIGNEMENTS

10. Le Québec convient de donner aux utilisateurs autorisés du SCC l'accès direct aux renseignements prévus à l'annexe B concernant les délinquants et contenus dans le système DACOR.

PARTIE III - CONFIDENTIALITÉ ET RESTRICTIONS

11. Le Québec convient que les renseignements fournis à titre confidentiel par le Canada à partir du SGD sont des renseignements personnels au sens de la Loi sur la protection des renseignements personnels (L.R.C. c. P-21) et qu'ils ne pourront être communiqués qu'aux utilisateurs prévus à l'article 3 de la présente entente.
12. Le Québec s'engage à n'utiliser ou à ne communiquer les renseignements personnels obtenus en vertu de la présente entente que pour l'application de la Loi sur les services correctionnels (L.R.Q., c. S-4.01) et de la Loi favorisant la libération conditionnelle des détenus (L.R.Q., c. L-1.1).
13. Le Canada convient que les renseignements fournis à titre confidentiel par le Québec à partir du système DACOR sont des renseignements nominatifs au sens de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1) et qu'ils ne pourront être communiqués qu'aux utilisateurs prévus à l'article 3 de la présente entente.
14. Le Canada s'engage à n'utiliser ou à ne communiquer les renseignements nominatifs obtenus en vertu de la présente entente que pour l'application de la Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition (L.R.C., c. C-44.6).

15. Il est entendu que si un utilisateur autorisé ayant accès à des renseignements du Canada ou du Québec omet de protéger ces renseignements, utilise ses privilèges d'accès ou encore utilise ou communique ces renseignements à des fins non autorisées par la présente entente, le Canada ou le Québec, selon le cas, se réserve le droit de refuser immédiatement l'accès au SGD ou au système DACOR, selon le cas, à tous les utilisateurs autorisés dans le lieu de travail où la violation s'est produite, jusqu'au règlement de la violation d'une manière satisfaisante et jusqu'à l'installation de dispositifs de protection pour empêcher que d'autres incidents de cette nature ne surviennent.

16. Chaque partie s'engage à maintenir, à respecter et à protéger pleinement le caractère confidentiel des renseignements obtenus en vertu de la présente entente et à ne pas communiquer ces renseignements à qui que ce soit, à moins qu'une telle communication ne soit autorisée par la présente entente ou exigée par la loi.

17. Le Québec et le Canada conviennent de respecter les mesures de protection administratives, matérielles et techniques prévues aux annexes C et D.

PARTIE IV - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

DISPOSITIONS FINANCIÈRES

18. Le Canada et le Québec assument respectivement les coûts occasionnés par l'application de la présente entente.

RESPONSABILITÉS

19. Le Canada s'engage à exonérer le Québec de toute responsabilité à l'égard de toutes réclamations ou actions et de tous droits d'action, dommages et frais subis ou engagés par le Québec ou auxquels il peut être exposé en application de la présente entente, sauf lorsque la réclamation découle de la négligence ou d'une omission du Québec ou de ses fonctionnaires, mandataires ou employés.

20. Le Québec s'engage à exonérer le Canada de toute responsabilité à l'égard de toutes réclamations ou actions et de tous droits d'action, dommages ou frais subis ou engagés par le Canada ou auxquels il peut être exposé en application de la présente entente, sauf lorsque cette réclamation découle de la négligence ou d'une omission du Canada ou de ses fonctionnaires, mandataires ou employés.

PROCÉDURE DE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

21. En cas de différend au sujet de l'interprétation, de l'exécution ou du respect des dispositions de la présente entente, les parties suivent les procédures de règlement ci-dessous :

- a) le différend est soumis au sous-ministre associé de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec ainsi qu'au sous-commissaire régional adjoint (opérations) pour la région du Québec du SCC;
- b) si le sous-ministre associé de la direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec et le sous-commissaire régional adjoint (opérations) pour la région du Québec du SCC ne peuvent résoudre le différend dans les 90 jours suivant sa soumission, l'un ou l'autre s'engage, à l'échéance de ce délai, à soumettre la question au sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et au sous-ministre du ministère de la Sécurité publique du Québec qui s'efforceront de régler le différend dans un autre délai de 90 jours s'ils conviennent d'une prolongation de délai, à défaut de quoi la présente entente pourra être résiliée par l'une ou l'autre des parties sans préavis;

- c) pour l'application du présent article, le renvoi au sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et au sous-ministre du ministère de la Sécurité publique du Québec s'entend exclusivement du renvoi au fonctionnaire ainsi nommé.

PROCÉDURES DE FONCTIONNEMENT

- 22. Les parties conviennent que le sous-commissaire régional pour la région du Québec du SCC et le sous-ministre du ministère de la Sécurité publique peuvent s'entendre sur des procédures de fonctionnement compatibles avec la présente entente au sujet des questions administratives et opérationnelles à régler pendant la durée de l'entente, pourvu qu'elles soient consignées par écrit.

ANNEXES

- 23. Les annexes font partie intégrante de la présente entente.

MODIFICATIONS

- 24. Sous réserve des dispositions légales applicables, les parties peuvent apporter en tout temps des modifications à la présente entente ou aux annexes par consentement mutuel donné par écrit.

AVIS ET AUTRES DOCUMENTS

- 25. Chaque partie s'engage à remettre à l'autre un avis écrit au sujet de toute modification apportée aux dispositions législatives, aux règlements ou aux politiques concernant ses programmes respectifs qui est susceptible d'influer sur la présente entente.
- 26. Tout avis ou autre document que l'une des parties peut ou doit donner ou remettre à l'autre est réputé avoir été valablement donné ou transmis à son destinataire, s'il lui est remis en mains propres, par télécopieur ou par courriel à la date de livraison ou de transmission ou, s'il est posté, le troisième jour ouvrable suivant sa mise à la poste au Canada par courrier affranchi au tarif de première classe adressé comme suit :

Au gouvernement du Québec :
 Direction générale des Services correctionnels du Québec
 2525, boulevard Laurier, 5^e étage
 Québec (Québec) G1V 2J2
 Télécopieur : (418) 643-0275
 Courriel : louis.dionne@msp.gouv.qc.ca

À l'attention du sous-ministre associé de la Direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique du Québec

Au gouvernement du Canada :
 Service correctionnel du Canada
 Administration régionale du Québec
 3, Place Laval, 2^e étage
 Laval (Québec) H7N 1A2
 Télécopieur : (450) 967-3326
 Courriel : 301-scc@ssc-sec.gc.ca

À l'attention du sous-commissaire régional pour la région du Québec.

- 27. L'une des parties peut, à tout moment, donner à l'autre un avis écrit de changement d'adresse postale, de courriel ou de numéro de télécopieur pour les communications futures.

ENTRÉE EN VIGUEUR ET DURÉE

28. La présente entente entre en vigueur à la date de sa signature par les deux parties.
29. La présente entente a une durée d'une année à compter de son entrée en vigueur et se renouvelle par tacite reconduction. Chaque partie peut toutefois y mettre fin en avisant l'autre par écrit au moins six mois avant son échéance ou son renouvellement.

RÉSILIATION

30. À l'exception de ce qui est prévu aux articles 21 et 29, l'une des parties peut résilier la présente entente en tout temps, sans être tenue de motiver sa décision, en remettant à l'autre un préavis écrit d'un mois.


EN FOI DE QUOI, la présente entente est signée,

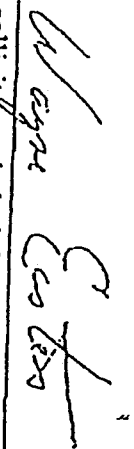
Pour le GOUVERNEMENT DU QUÉBEC


Le 10 avril 2003.

Pour le GOUVERNEMENT DU CANADA

Le 11 juin 2003.


Le ministre de la Sécurité publique


Le solliciteur général du Canada


Le ministre délégué aux Affaires
intergouvernementales canadiennes

RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES
AUX UTILISATEURS AUTORISÉS DU QUÉBEC

L'échange de renseignements avec les utilisateurs autorisés du ministère de la Sécurité publique, incluant la Direction générale des services correctionnels et la Commission québécoise des libérations conditionnelles, prévoit un accès au SGD en mode lecture seulement et vise les écrans/documents listés ci-après ou les écrans /documents qui les remplacent.

Ce document a pour but d'indiquer à l'utilisateur autorisé du Québec le type d'information qu'il trouvera dans les écrans/documents auxquels il aura accès.

La présente annexe n'a pas pour but de limiter l'accès à des informations qui pourraient éventuellement être disponibles sous la forme électronique et qui sont nécessaires au Québec pour administrer ou appliquer ses lois et règlements touchant les services correctionnels et la libération conditionnelle.

LISTE DES ÉCRANS/DOCUMENTS

Accès au Système de Gestion des Délinquants :

Lors de l'accès au système, l'utilisateur autorisé du Québec aura d'abord accès à l'écran BANNIÈRE du SGD et à un MENU PRINCIPAL conçu spécialement pour les besoins du Québec.

Numéro d'écran	Nom de l'écran
UTIL023.QKC	SGD
UTILxxx.QKC	MENU PRINCIPAL DES PROVINCES

Accès au dossier des délinquants

La demande d'un dossier SGD se fera par l'écran VÉRIFIER SI LE DOSSIER EXISTE. Seuls les dossiers ayant été identifiés par le SCC pourront être accessibles à partir de cet écran. Cependant, un utilisateur du Québec pourra vérifier si le SGD a un dossier pour un délinquant en particulier en y effectuant une recherche par SED, nom/prénom, date de naissance ou surnom à cet écran.

Numéro d'écran	Nom de l'écran
OFF004.QKC	VÉRIFIER SI LE DOSSIER EXISTE

Accès aux renseignements de base sur le délinquant

Les renseignements de base demandés par le Québec seront accessibles par les écrans suivants. Le tableau ci-après indique le type d'information qui est disponible dans chacun des écrans et sous-écrans.

Prendre note que l'écran des RELATIONS affichera des informations sur les associés, co-condamnés, complices, incompatibles, plus proche parent, soutien communautaire, ressources à joindre en cas d'urgence et visiteurs.

Numéro d'écran	Nom de l'écran
OFF003.QKC	INFORMATION SUR UN DÉTENU
	Incluant :
	Numéro SED, Nom de famille, Prénom, Deuxième Prénom, Date de naissance, Sexe, État civil, Langue officielle de service préférée, Langue maternelle, Besoin d'un traducteur, Autre langue parlée, Fumeur O/N, Emplacement actuel du délinquant, Citoyenneté, Autre pays, Citoyenneté vérifiée O/N, Date vérifiée
OFF009.QKC	TAILLE, POIDS, YEUX & CHEVEUX
	Incluant :
	Taille en cm et en pi/ po, Poids en kg et en lb, Teint, Couleur des yeux, Couleur des cheveux, Densité des cheveux, Cause de calvitie s'il y a lieu
OFF012.QKC	LIEU DE NAISSANCE
	Incluant :
	Ville, Pays, Province/État (si au Canada ou aux États-Unis)

OFF014.QKC	RACE Incluant : Race et • si Indien d'Amérique du Nord: Statut/Non-statut O/N, No. Bande, Nation/Langue • si Inuit: Dialecte parlé
OFF015.QKC	RELIGION
CMGT010.QKC	ALIAS & CHANGEMENTS DE NOM DU DETENU Incluant : Nom de famille de l'alias, Prénom de l'alias, Deuxième prénom de l'alias, alias de SED, alias de date de naissance, Catégorie d'alias (changement de nom légal, nom d'adoption, nom d'emploi, nom de jeune fille, nom de femme mariée, nom de naissance, vrai nom), Observations sur l'alias
OFF007.QKC	CARACTERISTIQUES PHYSIQUES DISTINCTIVES Incluant : Type de caract. phys. (cicatrices, amputation, tatouage, cicatrices chirurgicales, cicatrices de tatouage, lunelles, moustache, perçage, prothèse, tatouage, tache de naissance, loupet et autre), Endroit sur le corps, Description
OFF010.QKC	AFFILIATIONS DU DETENU Incluant : Affiliation (groupe et type), Identifiée par. Observations
OFF022.QKC	RELATIONS DU/DE LA DELINQUANT(E) Incluant : Nom de famille de la relation, Prénom de la relation, Deuxième prénom de la relation, DDN de la relation, Sexe, SED de la relation s'il y a lieu, Relation (ami, avocat, conjoint de fait, mère, père, sœur, frère, etc.), Observations, Type de relation (associé, co-condamnés, complices, incompatibles, plus proche parent, soutien communautaire, en cas d'urgence et visiteurs)
OFF023.QKC	ADRESSES de la relation Incluant : Type d'adresse (bureau ou résidence), Pays, Rue/casier postal, Ville, Province/État, Code postal/zip code, N° de tél, N° de télécopieur, Observations, Statut de l'adresse (actif ou inactif), En vigueur le
OFF020.QKC	ADRESSE DU/DE LA DELINQUANT(E) Incluant : Type d'adresse (bureau, centre résidentiel communautaire ou résidence), Pays, Rue/casier postal, Ville, Province/État, Code postal/zip code, N° de tél., Statut de l'adresse (actif ou inactif), En vigueur le, Demeuré présentement avec
CMGT050.QKC	ALERTE Incluant : Code de l'alerte (effectivement instauré, antécédents d'isolement préventif, arrangements relatifs à l'unité spéciale de détention, connaissance dans le domaine des armes et des explosifs, connaissances dans le domaine de la sécurité, fournisseur/utilisateur de substances inoxidables, conditions spéciales de libération d'office, constat de maladie mentale, conditions non-standard de surveillance, comportement prédateur, considération usage de la force, handicap de communication, handicap physique, intérêt pour la police et la communauté, information à la sécurité préventive, leader / organisateur / instigateur, menaçant, connaissance dans le domaine de l'informatique, préoccupation dans le domaine de la sécurité, prise d'otage, prise d'otage et agression sexuelle, risque d'évasion, réactif aux gaz, séquestration, programme de surveillance intensive en communauté, séquestration / agression sexuelle, suicidaire, détenu à l'unité spéciale de détention, violent, autre), Date, Identifiée par. Statut (actif, inactif), Date du statut, Description
CMGT052.QKC	INDICATEURS Incluant : Code d'acte de gangsternisme, cas notoire, séjour au centre de santé mentale au Québec, expulsion / extradition, initiative au Nouveau-Brunswick, observateurs aux audiences, purge sa peine sous un alias, listé au registre des ordonnances protection, renseignements protégés à la sécurité préventive, initiative de la Saskatchewan, thérapie à la méthadone, violence conjugale), Statut, Date, Description
CMGT008.QKC	ANTECEDENTS CRIMINELS Incluant : Condamnations antérieures(s), Condamnation(s) antérieure(s) la (les) plus grave(s), Évaluation des antécédents criminels

Les écrans suivants de la gestion des peines qui seront partagés avec le Québec contiennent les informations suivantes :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
UTIL029.QKC	GESTION DES PEINES Écran menu incluant : Numéro de peine (avec possibilité d'ouvrir la peine désirée), Date du début de la peine choisie, Type de peine (déterminée ou indéterminée), Date d'expiration du mandat, Peine Totale en années/mois/jours

SENT019.QKC	PEINE Incluant: Numéro de peine, Juridiction, Renonciation à l'admission O/N, Type de peine (déterminée, indéterminée), Date de début, Peine totale, Observations spéciales, Sommaire des événements de la peine
SENT039.QKC	PERIODE D'INCARCERATION Incluant: Type d'admission (cessation de libération avec ou sans infractions, échanges de services avec provinces, libération inopérante, mandat d'incarcération, mandat du lieutenant gouverneur, révocation avec accusations en instance / avec infractions / sans infraction, transfertement d'un pays étranger), Date, Numéro de la période, Établissement d'admission, Type admission modifié (s'il y a lieu), Date de la modification, Début de la période d'incarcération, Période d'incarcération totale en jours, Date de libération d'office, Observations.
SENT041.QKC	REDUCTION MERUÉE DE PEINE
SENT018.QKC	LIBÉRATION PROVISOIRE (SOUS CAUTION) Incluant: Date de début de la période de caution, Date d'audition, Date de rappel, Date de fin de la période de caution, Observations sur libération provisoire, Total des jours de libération sous caution
SENT004.QKC	EVASION / IEL Incluant: Date d'évasion, Type d'évasion (évasion d'un établissement, d'une escorte, d'un établissement: minimum, médium ou maximum, évasion d'un autre établissement, non-retour d'une permission de sortie), Période locale en jrs, Évadé de l'établissement, Date repêché, Observations
CMGT201.QKC	INFORMATIONS ET CERTIFICATS DE SURVEILLANCE Incluant: Numéro de la peine, Établissement de libération, Type de surveillance, No de décision, Date du début et de fin, Bureau responsable de la surveillance, Endroit de surveillance, Avis envoyé à la police O/N, Conditions particulières et Directives spéciales, Statut de surveillance, Date du statut, Se rapporte à la Police (Corps Policier)
CMGT151.QKC	CONDITION(S) SPÉCIALE(S) Incluant: Conditions et Observations supplémentaires, date de début et de fin, Statut
SENT048.QKC	FIN DE LA PEINE Incluant: Type de fin (décès, expiration de mandat, expiration de sentence, mandat de la cour, mandat du lieutenant-gouverneur, privilège royal de grâce, surveillance antérieure révoqué ou terminée, transfertement à l'étranger), Date de fin, Destination, Observations
SENT006.QKC	MANDAT DE DÉPÔT Incluant: Début de peine, Date de condamnation, No registre de la Cour, No référence du mandat, Nom de la Cour, Endroit de la sentence, Nom du Juge
SENT007.QKC	INFRACTIONS Incluant: Date de début de la peine, No de référence du mandat, No du registre de la Cour, Numéro infraction, Statut de l'infraction (en appel, augmenté en appel, condamné, diminué, abandonné / non-coupable), Article (1), Article (2), nombre de Chefs, Type de peine (déterminé, indéterminé, acte de gangstérisme, loi des jeunes contrevenants, délinquant à contrôler et acte de gangstérisme, délinquant à contrôler, fin ordre de suris, intermitten, peine totale du mandat, remane), Peine années/mois/jours, Restriction (un tiers, une demie), Direction de peine (concurrent, consécutif ou non spécifié), Observations
SENT008.QKC	INFO. SUPPLÉMENTAIRES SUR L'INFRACTION Incluant: Lieu de l'infraction, Dates d'infraction, Lieu d'arrestation, Date d'arrestation, Corps policier, N° de référence de la police
SENT005.QKC	ARMES
SENT029.QKC	AMENDES/FRAIS SUPPL. POUR VICT./DEDOMMAGEMENT Incluant: Type d'amende (amende, restitution, surcharge pour la victime), Montant de l'amende, Peine si défaut en années/mois/jours, Jours en défaut, Direction (concurrent, consécutif ou non spécifié), Période de défaut en années/mois/jours, Date de défaut, Date exécution mandat, Observations, Balance de l'amende à payer, Jours
SENT052.QKC	INFO. SUPPLÉMENTAIRES SUR LA VICTIME Incluant: Age exact, Sexe, Lieu de naissance, Relation avec le délinquant, Sexe, Observations

SENT010.QKC	RECOMMANDATION(S) DU JUGE Incluant : Port d'arme à feu interdit, Traitements et programme recommandés, Conditions spéciales relatives à la libération conditionnelle, Autres directives, Observations
SENT015.QKC	PROBATION Incluant : Période de probation, Début, Observations
SENT035.QKC	INFRACTIONS - sommaire Liste des infractions dont le détenu a été reconnu coupable incluant les informations suivantes : N° De l'infraction, N° De l'article, Description, Chef, Type, Peine, Direction, Date, si Victime
SENT011.QKC	APPELS Incluant : N° d'infraction, Type d'appel (condamnation, condamnation et peine, peine), Appel logé par (Couronne, détenu), Nom de la Cour, Niveau de Cour, Date comparution, Date de rappel, Résultat d'appel (abandonné, annulé, augmenté, diminué, rejeté), Observations
SENT021.QKC	ACCUSATIONS EN INSTANCE Incluant : Numéro accusation instance, Code de l'infraction, Infraction perpétrée du/au, Date d'accusation, Chefs, Lieu d'infraction, Corps policier, Rayon d'application, Plaide coupable? O/N, Date, Résultat, Date, Observations, Date de renvoi, Date de comparution
SENT002.QKC	CONTROLE DES SUSPENSIONS Liste des périodes de liberté illégale incluant : Type de mandat, Date de suspension, Date d'arrestation, Type de cessation, Date de cessation, Nombre de jours
SENT003.QKC	PÉRIODE DEES (Entente d'échange de Services) Incluant : Statut (caution, détenu incarcéré, détention temporaire, expiration de mandat, évaluation psychiatrique, expiration, illégalement en liberté, libération conditionnelle totale, libération d'office, mandat du lieutenant-gouverneur, placement extérieur, permission de sortir, remand, retourné à juridiction fédérale ou provinciale, semi-liberté, renonciation), Date début et fin, Province/territoire, Établissement, Observations
SENT038.QKC	ORDONNANCE D'EXTRADITION/EXPUSSION Incluant : Type d'ordonnance, Destination-pays, Date, Observations
SENT049.QKC	LIBÉRATION PROVISOIRE (SOUS CAUTION) SOMMAIRE Liste des périodes de libération provisoire incluant : Numéro de la peine, date de début et de fin, Observations
SENT050.QKC	EVASION/DEL SOMMAIRE Liste des périodes d'évasion incluant : Numéro de la peine, date d'évasion, date de reprise, Observations

Les écrans/rapports (case_docs) suivants seront accessibles via l'écran EXAMEN DE LA DOCUMENTATION ainsi que les écrans / sous-écrans qui les sous-tendent :

Numéro d'écran / numéro du document	Nom de l'écran
CMGT184.QKC	EXAMEN DE LA DOCUMENTATION Listant tous les documents ci-après.
CMGT168.QKC / 0012	ENQUÊTE COMMUNAUTAIRE Rapport décrivant l'information recueillie auprès de ressources communautaires.
CMGT198.QKC / 0013	RAPPORT RÉCAPITULATIF SUR L'ÉVOLUTION DU CAS Rapport décrivant le processus d'évolution du délinquant incarcéré ou en surveillance ainsi que les différentes études concernant ses états d'esprit à venir incluant les recommandations. Rapports présentés au SGD avant février 99 puis remplacés par les "Évaluations en vue d'une décision"
CMGT164.QKC / 0014	RAPPORT SUR LE PROFIL CRIMINEL Rapport décrivant les infractions commises par le délinquant incluant la version du délinquant et la version officielle.
SEC0011.QKC / 0015, 0053, 0054, 0055, 0056, 0057	EXAMEN AUDITION D'UN CAS EN ISOLEMENT Rapport effectué lors d'un séjour du délinquant en isolement préventif incluant les études concernant le retrait ou le maintien du délinquant en isolement.
SEC0018.QKC / 0016	AUDIENCE DE DETENTION Information inscrite au système lors de l'étude préliminaire de maintien en incarcération.

CMGT181.QKC / 0018, 0032, 0033, 0044, 0045, 0046, 0047, 0048, 0049, 0050, 0051, 0052	EVALUATION PSYCHO/PSYCHI. DE GESTION DES CAS Rapports de différents types complétés par les psychologues et psychiatres : 0032 ÉVAL. PSYCHIATRIQUE - AU SGD 0033 ÉVAL. PSYCHOLOGIQUE - AU SGD 0044 PSYCHIATRIQUE/ISOLEMENT 0045 PSYCHOLOGIQUE/ISOLEMENT 0046 PSYCHIATRIQUE/GÉNÉRAL 0047 PSYCHOLOGIQUE/ACTIVITÉS/NOTES 0048 PSYCHOLOGIQUE/ÉVAL. INITIALE 0049 PSYCHOLOGIQUE/AUTRES 0050 PSYCHOLOGIQUE/SPECIALISÉ 0051 PSYCHOLOGIQUE/THÉRAPIE 0052 PSYCHOLOGIQUE/CNIC
SECU020.QKC / 0019	REVUE/DÉCISION PAR UN COMITÉ DU SCC Rapport concernant les décisions prises par le SCC.
CMGT187.QKC / 0020	RAPPORT SPECIAL Rapport décrivant le processus d'évolution du délinquant en surveillance ainsi que les différentes études concernant ses libérations incluant les recommandations. Rapports présents au SGD avant février 99 puis remplacés par les « Évaluations en vue d'une décision »
SECU017.QKC / 0021	RAPPORT SUR UN ÉVÉNEMENT SPECTACULAIRE Rapport concernant des événements significatifs, médiatisés ou non, tels des libérés illégaux, décès, etc, étant survenus dans la communauté et impliquant un délinquant en surveillance.
CMGT149.QKC / 0025	ÉCHELLE D'ÉVALUATION DES RISQUES ET BESOINS DANS LA COLLECTIVITÉ Énde concernant le régime de surveillance pendant une libération.
CMGT123.QKC / 0027	NOTE DE SERVICE AU DOSSIER Informations diverses concernant le délinquant ou la gestion de son dossier.
CMGT157.QKC / 0028, 0034	RAPPORT SUIVANT UNE PS OU UN PE Rapport complété après la participation à une permission de sortir ou un placement extérieur.
PGM20000.QKC / 0029	PLAN CORRECTIONNEL PRÉCÉDENT Rapport indiquant les progrès du délinquant face à son plan correctionnel initial. Rapports présents au système avant février 99 puis remplacés par les « Suivis du plan correctionnel ».
1A00.QKC / 0030	EVALUATION INITIALE Rapport complété à l'admission du détenu, décrivant les détails de son cas et la planification correctionnelle qui sera suivie pendant son mandat. Rapport présent au système avant février 99 puis remplacé par le « Plan correctionnel ».
PGM22000.QKC / 0031	EVALUATION DU RENDEMENT DANS LE CADRE DU PROGRAMME Rapport suite à la participation aux programmes en établissement ou en communauté.
1A25.QKC / 0041	ECHELLE DISR Rapport statistique concernant l'évaluation du risque de récidive.
1A92.QKC / 0042	EVALUATION PRELIMINAIRE Rapport, complété suite à la condamnation du délinquant, s'attardant aux besoins immédiats de celui-ci ainsi qu'à la version du délit selon le délinquant.
CMGT245.QKC / 0042, 0060	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - MÉDICAL Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins médicaux du délinquant.
CMGT245.QKC / 0042, 0061	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SANTÉ MENTALE Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de santé mentale.
CMGT245.QKC / 0042, 0062	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SÉCURITÉ Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de sécurité.
CMGT245.QKC / 0042, 0063	INDICATEURS DES BESOINS IMMÉDIATS - SUICIDE Rapport concernant la révision, s'il y a lieu, des besoins du délinquant en matière de prévention du suicide.
CMGT236.QKC / 0058	MAJ DU PROFIL CRIMINEL Rapport complété lors de mise-à-jour de l'information contenue au "Rapport sur le profil criminel" (version officielle).
CMGT013.QKC / 0059	ECHELLE DE CLASSEMENT PAR NIVEAU DE SÉCURITÉ Rapport complété pour évaluer les critères servant à déterminer le lieu d'incarcération.
CMGT225.QKC / 0064	EVALUATION EN VUE D'UNE DÉCISION Rapport fournissant une analyse professionnelle et un résumé du cas du délinquant qui servira à la présentation de recommandations aux autorités décisionnelles concernées en vue d'une décision.

CMGT241.QKC	SUIVI DU PLAN CORRECTIONNEL
	Rapport complété pour enregistrer les progrès du délinquant face à son plan correctionnel et les changements importants survenus depuis le dernier suivi, pour résumer les observations pertinentes aux progrès vers la réinsertion sociale du délinquant ou pour fournir une mise-à-jour sur les progrès du cas en vue de la rédaction d'une « Évaluation en vue d'une décision ».
CMGT226.QKC	PLAN CORRECTIONNEL
	Rapport permettant d'identifier les composantes de la planification correctionnelle, incluant l'évaluation des facteurs dynamiques et statiques, la planification de la peine, la chronologie du plan correctionnel, l'évaluation du potentiel de réinsertion sociale et les programmes appropriés.

Les écrans suivants relatifs aux incidents et aux analyses d'urine seront accessibles au Québec :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
SECU036.QKC	INCIDENTS D'UN DÉTENU Incluant : Type d'incident, Numéro de l'incident, Date, Emplacement, Résumé de l'incident ainsi que le texte descriptif de l'incident.
SECU003.QKC	RAPPORT D'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC) Incluant : Type d'incident, Date/Heure, Usage de la force, Emplacement / Lieu, Commentaires et Détails sur l'incident, Résumé, Auteur du rapport, Sommaire narratif.
SECU061.QKC	INFO. USAGE DE LA FORCE (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Description de la force utilisée, Rapport complété par, Incident filmé O/N, Intervention de l'EFFIV O/N, Type de force utilisé ainsi que sa description et quantité s'il y a lieu (arme à feu, agent chimique, jet incendiaire, autre force).
SECU064.QKC	OBJETS INTERDITS (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Type et Description des objets interdits. Quantité et Commentaires.
SECU005.QKC	RÔLE DANS L'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Identification des individus et leurs rôles dans l'incident, Identification des blessures encourues s'il y a lieu.
SECU006.QKC	INFO. PERTINENTES (RÉFÉRENCES) (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Toute autre information pertinente à l'incident.
SECU014.QKC	MAJ SUR L'INCIDENT (seulement ceux en lien avec SECU036.QKC et SECU003.QKC) Incluant : Toute autre information pertinente à l'incident.
SECU031.QKC	ANALYSE D'URINE Incluant : Auteur du rapport et son titre, Date / Heure ainsi que le texte narratif
	Date / Heure de la demande, Unité opérationnel, Raison pour le test, Refus du délinquant s'il y a lieu, Date de la collecte, Nom du collecteur, Date du test au laboratoire, Résultats et Commentaire, Action prise, Produits présents dans l'échantillon s'il y a lieu.

L'écran suivant relatif aux transfèrements sera accessible au Québec :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
CMGT216.QKC	MANDAT DE TRANSFÈREMENT Incluant : Numéro du mandat, Type de mandat, Numéro de la décision, Date de décision, Autorité décisionnelle, Motif du transfèrement, Établissements de départ et d'arrivée, Destinations intermédiaires, Mandat signé par, Date, Décision en vigueur le, Statut du mandat (annulé, émis, exécuté, expiré, retiré), Date et les Observations.

Pour pouvoir consulter les décisions de la Commission nationale des libérations conditionnelles, les utilisateurs accéderont aux écrans suivants :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
NPB004.QKC	STATUT DES DÉCISIONS - HISTOIRE Incluant : une liste complète des décisions prises par la CNLC : Numéro de la décision, Statut de la décision, Type de décision, Prise en audience ou sur dossier, Date, Total des décisions prises.

Pour l'impression des documents, les utilisateurs auront besoin d'utiliser les écrans suivants (en mode d'écriture et de lecture) :

Numéro d'écran	Nom de l'écran
RPTS040.OKC	GESTION DES FORMULAIRES
RPTS020.OKC	LISTE DES RAPPORTS SGD
RPTS009.OKC	ÉCRAN IMPRESSION DES RAPPORTS
CMGT185.OKC	IMPRESSION DE PLUSIEURS RAPPORTS
RPTS010.OKC	PARAMÈTRES POUR IMPRESSION DE PLUSIEURS RAPPORTS
UT1037.OKC	GESTION DES TEXTES LIBRES
CMGT204.OKC	IMPRIMER LE CERTIFICAT DE LIBÉRATION
RPTS036.OKC	INTERACTIF/EN LOT

ATTRIBUTION DU CAS AU QUÉBEC PAR LE SCC

Dans un premier temps, l'utilisateur du Québec pourra vérifier si la base de données du Service Correctionnel du Canada possède de l'information sur le délinquant visé et ce en utilisant l'écran VÉRIFIER SI LE DOSSIER EXISTE. Cette vérification ne permettra pas l'ouverture du dit dossier électronique. Le Québec pourra accéder au dossier requis lorsqu'une attribution de cas sera faite par un employé du SCC suite à l'envoi d'une demande d'indexés au dossier informatique.

Exécuter l'écran Justice Québec Gestion des Formulaires sous l'écran SCC 1
Indexer l'information Sélection Écran Historique

UNIQUE OPTION: MENU PRINCIPAL DU SGD - PROVINCIAL

2007/12/13

- 01 M3 des dossiers sur les détenus...
- 02 Gestion des permis...
- 03 Examen de la documentation
- 04 Liste des formulaires SGD
- 05 Indicateurs d'un détenu
- 06 Analyse d'un litige
- 07 Mandat de transposition
- 08 Statut des décisions
- 09 Info et certificats de surveillance

Enfin, consultez ST-FRANCOIS

1 (001.013) ...
Demande: ...

- 01 Motif de l'offense...
- 02 Sentence...
- 03 Documentation...
- 04 List des permis
- 05 Offender incidents
- 06 Offender analysis
- 07 Offender status
- 08 Offender status
- 09 Offender status

NOTICE ST-FRANCOIS INSTITUTION

1 (001.013) ...
Demande: ...

Annexe B
RENSEIGNEMENTS DISPONIBLES
AUX UTILISATEURS AUTORISÉS DU CANADA

L'éclairage de renseignements avec les utilisateurs autorisés du Canada, prévoit un accès au système DACOR en mode lecture seulement et vise les écrans/documents listés ci-après ou les écrans/documents qui les remplacent. Ces panoramas ou les panoramas qui les remplacent touchent les aspects de repérage d'un contrevenant, de consultation du dossier d'un contrevenant, de la feuille de route, de repérage des causes ainsi que du repérage et de la consultation des manquements à la discipline en milieu carcéral.

Cette annexe donne le contenu des champs disponibles pour le SCC.

La présente annexe n'a pas pour but de limiter l'accès à des informations qui pourraient éventuellement être disponibles sous forme électronique et qui sont nécessaires au SCC pour administrer ou appliquer ses lois et règlements sur les services correctionnels et la mise en liberté sous condition.

Numéro de l'écran	Nom de l'écran
DAAG0093 PROBATION	REPÉRER UN DOSSIER Nom, Prénom, N° de dossier, Date de naissance, Prénom de la mère, (archivé informatiquement)
DAAG0082 PROBATION	CONSULTER LE CONTREVENANT N° de dossier, Date de naissance, Sexe, Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, Adresse, N° téléphone, Nom et prénom de la mère, Décédé (O/N), prénom de la mère
DAAG0103 PROBATION	CONSULTER LE CONTREVENANT N° dossier, Date d'inscription, État civil (célibataire, marié, séparé, divorcé, veuf, union de fait), Groupe ethnique, Nation autochtone, Citoyenneté autre que canadienne; Code de langue (français, anglais, français et anglais, autre); Scolarité (sait lire (O/N), sait écrire (O/N), Nombre d'années, Niveau: nil, primaire, secondaires, collégial, universitaire, scolarité complétée O/N); Emploi (actuel, habibuel, au délit, nom de l'employeur, téléphone, adresse), Source de revenu (emploi, SR, assurance-chômage, nil, autre, revenu net mensuel au dernier emploi)
DAAG0104 PROBATION	CONSULTER LE CONTREVENANT Dossier (juvenile O/N), judiciaire O/N), Dossiers existants (correctionnels, communautaires); Personne ressource (nom, prénom, adresse, code postal, n° téléphone, lien: père, mère, frère, sœur, ami, conjoint, autre); Nombre de personnes à charge, N° téléphone des parents; Complexité du cas (faible, moyen, élevé); Disponibilité du contrevenant (jour, soir, fin de semaine); Commentaires
DAAG0075 FEUILLE DE ROUTE	SITUATION PRÉSENTE DU CONTREVENANT Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, N° de dossier, Date de naissance, Bureau en milieu ouvert (intervenant, début, fin prévue, état particulier, EV, IN, PS, centre alco-frein, date de manquement), Établissement de détention (date d'entrée, libération probable, exp. Légale, statut, motif d'inscription, état particulier, absence temporaire: début, fin, lieu de séjour, exécution/ suspension: date, CQLC, localisation, admissibilité, audience),
DAAG0076 FEUILLE DE ROUTE	HISTORIQUE CORRECTIONNEL N° dossier, Nom, Prénom, Date Service: détention, probation CQLC: endroit, motif (demande, libération, audience, fermeture, inscription, décision, transfert), raison, numéro, statut,

Numéro de l'écran	Nom de l'écran
DAAG0077 FEUILLE DE ROUTE	HISTORIQUE DES SENTENCES N° dossier, Début de la sentence, Libellé loi et article, N° cause et chefs. Nombre de chefs, Amende (\$), Sursis (jr), Prob. (MS), TC (heures), Dél. (jr)
DAAG0027 FEUILLE DE ROUTE	INFORMATIONS GÉNÉRALES N° de dossier, Date de naissance, Nom contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, N° assurance sociale, N° assurance maladie, Service dactyloscopique (FPS), Sexe, État civil, Profession, Citoyenneté, Langue, Religion, Ethnie, Taille, Yeux, Cheveux, Teint, Codes de repérage connus, Signes distinctifs.
DAAG0020 FEUILLE DE ROUTE	INFORMATIONS MÉDICALES N° dossier, Maladie : diabétique, cardiaque, épileptique, autre, médication, Avoir un emploi O/N, Emploi habituel, Dernier classement : catégorie (transit, juvénile, détention, résidence, réclusion, infirmerie, première peine, courte peine, récidiviste pénitencier, récidiviste, prison communale). Motif : psychiatrie : (pyromane, dépressif, narcomane, risque suic. antc. suic. autres, motif), social : (transsexuel, autres), sécuritaire : (assaut, évasion, violence, traitement, particulier, tentative de suicide, tentative d'évasion, autres).
DAAD0142 DÉTENTION	LISTE INDIVIDUELLE DES CAUSES ET DES CHEFS D'ACCUSATION N° de dossier, Date de naissance, Nom contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, États de chef, Causes, N° cause greffe, N° cause municipale, N° chef, état du chef, Date du début de la peine.
DAD0143 DÉTENTION	LISTE INDIVIDUELLE DES MANQUEMENTS À LA DISCIPLINE N° de dossier, Date de naissance, Nom du contrevenant, Prénom, Prénom de la mère, Date/heure manquement, Avis/rapport, Établissement, Nature du manquement (art. 35), Date/heure, Décision, Date/heure révision
DAAD0131 DÉTENTION	CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, N° érou, Date de naissance, Prénom de la mère, Cellule, Libération probable, Statut, Date et heure du manquement, Avis ou geste injur. menac., bris de biens, refus de participer, entrave à la bonne marche, objets interdits, don. ou échange d'objets prohibés, commet des actes obscènes, non-conformité aux règlements, détail) ; Lieu (établissement, transfert, retour à l'établissement, extérieur, comparution, sortie sous escorte), Implique qui : (fonctionnaire, personne incarcérée, autre : si autre spécifiez)
DAAD0182 DÉTENTION	CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement, Avis ou rapport, Renseignements sur le manquement (quoi, où, quand, comment, pourquoi, noms des témoins)
DAAD0183 DÉTENTION	CONSULTER UN MANQUEMENT À LA DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement, Avis ou rapport, art. 38 ; Mesures temporaires prises par le supérieur immédiat : (perte de bénéfice, confinement, réclusion) ; Date et heure du rapport ou de l'avis ; Établissement originaire, Témoin du manquement : nom, prénom ; Établissement prénom ; Supérieur immédiat : nom, prénom ; Auteur du rapport/avis ; nom,
DAAD0184 DÉTENTION	CONSULTER UN COMPTE RENDU DU COMITÉ DE DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, N° érou, Date de naissance, Mère, Cellule, Statut, Date et heure du manquement, Lieu, Nature de l'infraction (article) ; Mesures temporaires prises ; Sentence globale (début de la peine, sentence globale, libération conditionnelle, bon temps accumulé, libération probable, sentence complète, date de report de décision, plainte déposée à la cour O/N)

Numéro de l'écran		Nom de l'écran
DAAD0185 DÉTENTION	CONSULTER UN COMPTE RENDU DU COMITÉ DE DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement, Date et heure de l'audition, Résumé de l'audition, Personnes entendues lors de l'audition: (convervant, auteur du rapport, avocat, témoins)	
DAAD0186 DÉTENTION	CONSULTER UN COMPTE RENDU DU COMITÉ DE DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement; Y a-t-il eu manquement: Date et heure de la décision, Renvoi au directeur, Sanctions: (réprimande, perte bénéfice(s), détérioration(s), confinement(s), réclusion(s), sanctions suspendues exécutoire le, délai de révision; Comité: président (nom, prénom); membre (nom, prénom)	
DAAD0187 DÉTENTION	CONSULTER UNE DEMANDE DE RÉVISION EN DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, N° écran, Date de naissance, Prénom de la mère, Date et heure du manquement, Lieu, Nature de l'infraction (article), Date et heure de décision du comité, Sanctions: Date, heure et motif de la demande de révision	
DAAD0188 DÉTENTION	CONSULTER UNE DÉCISION SUR RÉVISION EN DISCIPLINE N° dossier, Nom, Prénom, Date et heure du manquement; Décision de l'administrateur (sanctions maintenues, sanctions modifiées, sanctions annulées, réprimande, perte bénéfice (s), détérioration (s), confinement (s) réclusion (s), sanctions suspendues jusqu'au); Administrateur: nom, prénom	

Annexe C

Mesures de protection administratives, matérielles et techniques

INTRODUCTION

Le présent document décrit les mesures de protection administratives, matérielles et techniques que le Québec doit respecter afin de conserver son accès aux renseignements sur les délinquants contenus dans les systèmes informatiques du Service correctionnel du Canada (SCC).

PRÉPONDÉRANCE

Le présent document est assujéti à l'entente. Si l'information contenue dans cette annexe ne correspond pas à celle de l'entente, cette dernière a prépondérance.

MESURES ADMINISTRATIVES

Responsable technique

Le Québec désigne un responsable technique qui aura pour responsabilités :

- de voir à ce que la configuration soit conforme aux normes de connexion du Québec;
- de maintenir la connexion au réseau virtuel privé tout au long de l'application de la présente entente;
- de participer aux essais de réception de la connexion;
- de coordonner les essais de réception des utilisateurs autorisés du Québec.

Agent de sécurité des systèmes informatiques

Le Québec désigne un agent de sécurité des systèmes informatiques (ASSI) qui aura pour fonctions :

- de recevoir les avis de sécurité pertinents à la connexion au SGD;
- de signaler les incidents de sécurité au directeur de la sécurité des TI du SCC;
- de demander l'ouverture, la suppression et la modification de comptes et de certificats de l'ICP pour les utilisateurs autorisés qui ont besoin de disposer de tels accès;
- de s'assurer que seuls ces utilisateurs utilisent le poste du SGD sur une base individuelle et que les mots de passe ou que les jetons d'accès demeurent confidentiels;
- de renseigner ces utilisateurs sur les mesures de sécurité à respecter prévues dans la trousse de connectivité;
- de s'assurer que les mesures de protection mises en place sont opérationnelles et fonctionnelles;
- de remettre les informations relatives à la vérification de sécurité des employés (si nécessaire);
- de fournir ses coordonnées au SCC.

Gestion des incidents

En cas d'incident de sécurité informatique, le Québec convient de procéder à une vérification et d'en transmettre les résultats à l'administrateur régional, Systèmes de Gestion de l'information, SCC.

Interruption de service

Le Québec accepte que le SCC se réserve le droit d'interrompre les services si la situation l'exige et ce, sans justification ou préavis.

Administration des comptes

Seuls les employés du gouvernement du Québec peuvent être désignés comme utilisateurs autorisés et posséder un compte d'accès au SGD. Les bénévoles et les contractuels n'y ont donc pas droit. Dès qu'un utilisateur autorisé quitte son emploi, le Québec doit immédiatement en aviser le SCC. De plus, le Québec doit s'assurer que les délinquants n'ont accès à aucun poste du SGD.

SÉCURITÉ MATÉRIELLE

- Chaque poste d'accès au SGD doit être situé dans une aire d'accès restreint.
- Seuls les employés autorisés et les visiteurs sous escorte peuvent y pénétrer. De plus, cette aire doit faire l'objet d'une surveillance périodique et être isolée, de préférence, par une aire de réception.
- Cette aire de réception est utilisée pour accueillir les visiteurs, pour offrir des services, pour échanger de l'information et pour contrôler l'accès à certaines zones. En général, ce qui se passe à la réception est surveillé par ceux qui y travaillent, par le personnel de la sécurité ou par d'autres employés. Les heures de visite sont restreintes et seuls les visiteurs autorisés pourront y entrer.
- Dans une zone de travail à aire ouverte, le périmètre de la réception est visuellement délimité, par exemple, par une entrée de porte, par l'arrangement du mobilier ou par des cloisons.

Entretien

Les préposés à l'entretien qui ont accès au poste du SGD doivent être surveillés pour préserver l'intégrité des renseignements qu'il contient et empêcher qu'aucun dommage ne lui soit causé. Si le disque dur du poste de travail devient inaccessible, il devra être effacé au moyen de l'utilitaire DMX de la GRC. Mais, si le contenu ne peut être effacé, on devra l'envoyer à l'administration régionale du SCC où il sera démagnétisé, puis envoyé à l'administration centrale. Le coût du disque dur défectueux ne sera pas remboursé.

SÉCURITÉ TECHNIQUE

Configuration

Le poste de travail est configuré par le Québec en conformité avec ses normes de connexion.

Disponibilité

Tous les efforts sont déployés afin de permettre l'accès au SGD, mais la disponibilité du système n'est pas garantie.

Modalités de reprise des opérations en cas de sinistre

En cas de sinistre et s'il juge que l'accès au SGD est essentiel aux activités de la direction générale des services correctionnels du ministère de la Sécurité publique, le Québec doit intégrer le lien formé par le poste de travail du SGD à ses procédures de reprise des opérations.

Mesures de protection administratives et de sécurité

INTRODUCTION

Le présent document décrit les mesures de protection administratives et de sécurité que le Service correctionnel du Canada (SCC) doit respecter afin de conserver son accès aux renseignements sur les contrevenants inscrits dans le système DACOR de la Direction générale des services correctionnels (DGSC) du ministère de la Sécurité publique du Québec.

PRÉPONDÉRANCE

Le présent document est assujéti à l'entente. Si l'information contenue dans cette annexe ne correspond pas à celle de l'entente, cette dernière a prépondérance.

MESURES DE PROTECTION ADMINISTRATIVES

- Le SCC reconnaît le caractère confidentiel des renseignements qui lui sont fournis par la DGSC.
- Le SCC s'engage à appliquer les mesures conventionnelles de protection de la nature confidentielle des renseignements communiqués soit, le rangement après les heures de travail des documents imprimés, la protection contre les indiscretions lors de la circulation des documents et la destruction confidentielle des documents imprimés.
- Chaque poste de travail donnant accès à ces données doit être situé dans un endroit discret non accessible au public.
- L'accès aux renseignements inscrits dans les panoramas mentionnés à l'annexe B est limité par un code d'identification permanent, attribué spécifiquement à l'utilisateur autorisé assigné au poste de travail dédié au système DACOR, et par l'utilisation d'un mot de passe individuel que chacun voit à modifier à chaque 90 jours.
- Les utilisateurs autorisés à consulter le système DACOR sont ceux identifiés par le SCC et dont les noms ont été transmis au pilote, responsable de la sécurité. La DGSC est en charge de la gestion des codes d'identification pour l'accès au système DACOR. Cet accès est limité à la consultation et au repérage des panoramas présentés à l'annexe B.
- Le SCC accepte que le ministère de la Sécurité publique du Québec se réserve le droit d'interrompre les services informatiques si la situation l'exige et ce, sans justification ou préavis.

MESURES DE SÉCURITÉ

- Les mesures de sécurité en vigueur au sein du ministère de la Sécurité publique du Québec doivent être appliquées afin d'assurer la préservation, l'intégrité et la confidentialité des renseignements communiqués, notamment en limitant l'accès aux employés pour qui ces renseignements sont nécessaires à l'exercice de leurs fonctions.
- Le SCC s'engage à ne pas divulguer ces renseignements à d'autres personnes qu'à ces employés.
- Le SCC doit communiquer le plus rapidement possible au pilote du système DACOR le nom de toute personne qui ne doit plus accéder à ce système à la suite d'un changement de responsabilité ou de son départ du SCC.

- En cas d'incident informatique, le SCC s'engage à en informer le pilote du système DACOR et à procéder à une vérification de sécurité pour éventuellement prendre les mesures correctives et les dispositions appropriées.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

85. LES EFFECTIFS DE L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC, PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS AINSI QUE LA MASSE SALARIALE POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES POUR LA PÉRIODE 2003-2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03-02

QUESTION 85 : Les effectifs de l'École nationale de police du Québec, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2003-2004.

Catégories d'emploi	Nombre d'effectifs		Masse salariale 2003-2004
	Postes ETC*	Personnes	En dollars
Cadres	23	23	2 234 105
Professionnels	47	47	2 458 918
Fonctionnaires	96	127	3 825 243
Ouvriers	17	21	590 888
Policiers en prêt de service	21	21	1 855 221
Chargés de cours	12	140	758 627
Personnes-ressources	7	38	531 859
TOTAL	223	417	12 254 861
* L'abréviation ETC signifie « équivalent temps complet ».			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

86. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE L'ÉCOLE, LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2003-2004
AINSI QUE LES AUGMENTATION PRÉVUES.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Commission québécoise des libérations conditionnelles – 03-02

QUESTION 86 : La liste des dirigeants de l'École, leur rémunération respective pour la période 2003-2004 ainsi que les augmentations prévues.

		<u>Rémunération¹</u>	<u>Prochaine augmentation prévue</u>
Louise Gagnon-Gaudreau	Directrice générale	133 603 \$	Aucun taux d'augmentation connu à ce jour
Paul Girard	Directeur général adjoint	<u>93 066 \$*</u>	Aucun taux d'augmentation connu à ce jour
		226 669 \$	

* Rémunération ajustée à la baisse afin de tenir compte d'une rente de retraite du gouvernement du Québec.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

87. LA LISTE DES COURS OFFERTS PAR L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 87 : Liste des courts offerts par l'École nationale de police du Québec

Formation initiale en patrouille-gendarmerie et perfectionnement professionnel

En tant que lieu privilégié de réflexion et d'intégration, l'École a la mission d'assurer la pertinence, la qualité et la cohérence des activités relatives à la formation policière.

À ce titre, l'École a l'exclusivité de la formation initiale du personnel policier permettant d'accéder aux pratiques de patrouille-gendarmerie, d'enquête et de gestion policière, exception faite de la formation acquise à l'intérieur d'un programme conduisant à un diplôme d'études collégiales ou à une attestation d'études collégiales en techniques policières. La loi prévoit qu'une personne doit, pour être embauchée par un corps de police, détenir un diplôme de l'École en patrouille-gendarmerie.

L'École offre également des activités de perfectionnement professionnel et des activités de perfectionnement de service destinées à répondre aux besoins des différents corps de police :

- Gendarmerie
- Enquêtes
- Mesures d'urgence
- Services de soutien
- Formation des formateurs

L'École peut également homologuer des activités de formation professionnelle conçues à l'extérieur de ses cadres, susceptibles d'être intégrées dans ses programmes ou de bénéficier de son agrément.

Formation policière autochtone

Également, l'École offre cinq programmes à la clientèle policière des Premières Nations du Québec, afin de lui assurer un cheminement de carrière professionnel et dynamique tels que les programmes de formation initiale en patrouille-gendarmerie, de constable spécial et d'agent intérimaire, le certificat de gestion des organisations et le perfectionnement professionnel et de service

Formation sur mesure

La mission du service de formation sur mesure est d'offrir des programmes et des activités de formation à d'autres organismes œuvrant dans le domaine de la sécurité publique ou dont les domaines de compétences s'apparentent aux tâches que l'on retrouve en milieu policier, tout en s'appuyant sur l'expertise de l'École en matière de patrouille, de sécurité routière, d'emploi de la force et d'enquête.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 87 : LISTE DES COURTS OFFERTS PAR L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC

La liste des cours de l'École est divisée entre la formation initiale et le perfectionnement professionnel.

FORMATION INITIALE

- Patrouille-gendarmerie
- Enquête
- Gestion

PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL

Niveau de service 1

- Gendarmerie
- Enquête
- Mesures d'urgence
- Service de soutien
- Formation des formateurs

Niveau de service 4

- Mesures d'urgence
- Service de soutien

Niveau de service 2

- Enquête
- Mesures d'urgence
- Service de soutien
- Formation des formateurs

Niveau de service 5

- Gendarmerie
- Enquête
- Service de soutien
- Mesures d'urgence

Niveau de service 3

- Enquête
- Service de soutien

Niveau de service 6

- Enquête
- Mesures d'urgence
- Service de soutien

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

FORMATION INITIALE

Formation initiale en patrouille-gendarmerie
Ce programme de formation a pour objectif général de préparer l'étudiant à intervenir adéquatement et efficacement dans le contexte des opérations policières spécifiquement reliées à la fonction de policier. Il permet notamment à l'étudiant d'acquérir les compétences suivantes: 1° patrouiller stratégiquement un secteur d'intervention; 2° intervenir lors de situations régulières; 3° intervenir lors de situations à risques; 4° intervenir lors de situations planifiées; 5° intégrer dans les interventions policières les dimensions légale, méthodologique, technique (tir, conduite, intervention physique), psycho-socio-communautaire et éthique. La durée minimale de ce programme est de 434 heures (15 semaines).

Enquêtes (formation universitaire)

Formation initiale en enquête policière		
Code de cours	Note	Titre du cours
LAV-1081		Droit pénal appliqué à l'enquête policière
MTL-1053		Analyse criminologique en enquête policière
SHE-0551		Éléments d'éthique appliquée
CRI-1001	1	Activité d'intégration sur les méthodes et techniques d'enquête policière

Gestion (formation universitaire)

Formation initiale en gestion policière		
Code de cours	Note	Titre du cours
SHE-0551		Éléments d'éthique appliquée
Voir pages 6-7 du répertoire ENPQ		Principes de base de la gestion
		Aspects humains d'une organisation de travail
		Évaluation du rendement

Note :

1. Cours avec préalable, voir le répertoire des cours.

2. Cours en développement (le contenu et/ou la durée seront déterminés ou précisés suite aux consultations).

3. L'École n'offre pas de formation en ce domaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL - NIVEAU DE SERVICE 1

CATÉGORIE : GENDARMERIE

Activités du patrouilleur		
Code de cours	Note	Titre du cours
PAG-1001		Maintien de l'ordre par la résolution de problèmes
PAG-1003		Stage d'actualisation des connaissances du patrouilleur
SER-1006		Code de la sécurité routière
SER-0003		Inspection systématique du système d'échappement d'une motocyclette
ENQ-0008		Inspections systématiques des endroits licenciés
SER-1002		Le photomètre - L'utilisateur
SER-1020		Loi sur les véhicules hors route
PAG-1002		Patrouille à bicyclette
SER-1019		Patrouille à motoquad
SER-1021		Patrouille à motoneige
SER-2019		Patrouille nautique - Capitaine classe I

Note :
1. Cours avec préalable, voir le répertoire des cours.
2. Cours en développement (le contenu et/ou la durée seront déterminés ou précisés suite aux consultations).
3. L'École n'offre pas de formation en ce domaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL - NIVEAU DE SERVICE I (suite)

CATÉGORIE : GENDARMERIE (suite)

Appareils de détection d'alcool		
SER-1001		La manipulation de l'alcootest Alco-Sensor IV - RBT IV - Requalification et mise à jour
SER-1007		Technicien qualifié en alcootest - Alco-Sensor IV - RBT IV
SER-2009		Alco-sensor IV - RBT IV - Notions spécifiques
SER-0006		Alco-Sensor IV DWF - Le technicien en étalonnage
SER-0007		Alco-Sensor IV DWF - L'utilisateur
SER-0005		Alcotest® 7410 GLC - Le technicien en étalonnage
SER-0004		Alcotest® 7410 GLC - L'utilisateur
SER-2012		Intoxilyzer® 5000 C - Notions spécifiques
SER-1009		Technicien qualifié en alcootest - L'Intoxilyzer® 5000 C
SER-2014		La manipulation de l'alcootest - Intoxilyzer® 5000 C - Requalification et mise à jour
SER-1008		Technicien qualifié en alcootest - Le Breathalyzer® 900 et 900A
SER-2013		La manipulation de l'alcootest Breathalyzer® 900 et 900A - Requalification et mise à jour
Cinémomètres		
Code de cours	Note	Titre du cours
SER-1005		Le cinémomètre Doppler - L'opérateur
SER-1012		Le cinémomètre Doppler - L'opérateur - Requalification
SER-2001		Le cinémomètre Doppler - L'opérateur - Requalification - Mesures transitoires
SER-1010		Le cinémomètre laser - L'opérateur
SER-2011		Le cinémomètre laser - L'opérateur - Notions spécifiques
SER-1011		Le cinémomètre laser - L'opérateur - Requalification

Note :
1. Cours avec préalable, voir le répertoire des cours.
2. Cours en développement (le contenu et/ou la durée seront déterminés ou précisés suite aux consultations).
3. L'École n'offre pas de formation en ce domaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL - NIVEAU DE SERVICE 1 (suite)

CATÉGORIE : ENQUÊTE

Code de cours	Note	Titre du cours
	2	Utilisation de la mini-trousse
ENQ-1002		Policier judiciaire
ENQ-0006		Actualisation des connaissances juridiques
ENQ-1007		Enquête à la suite d'un incendie
ENQ-2002		Enquête sur des crimes à caractère sexuel

CATÉGORIE : MESURES D'URGENCE

Code de cours	Note	Titre du cours
FOR-0004		Chef de peloton
		Assistance policière lors de recherches en forêt (évaluation de la demande en cours)

CATÉGORIE : SERVICES DE SOUTIEN

Code de cours	Note	Titre du cours
	2	Agent de relation publique
	2	Renseignement criminel

Note :

- 1. Cours avec préalable, voir le répertoire des cours.
- 2. Cours en développement (le contenu et/ou la durée seront déterminés ou précisés suite aux consultations).
- 3. L'École n'offre pas de formation en ce domaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL - NIVEAU DE SERVICE 1 (suite)

CATÉGORIE : FORMATION DES FORMATEURS

Programme d'études en pédagogie des formateurs en sécurité publique (formation universitaire)		
Code de cours	Note	Titre du cours
CFA-104		Enseignement et didactique
CFA-105		Instrumentation didactique
		Formation des moniteurs
COM-2001		Animateur
Emploi de la force - Intervention physique		
FOR-2005		Intervention physique - Le moniteur
Emploi de la force - Tir		
FOR-2008		Tir au pistolet - Le moniteur
FOR-2019		Tir au pistolet - Le moniteur - Mise à jour
FOR-2009		Tir au revolver - Le moniteur
FOR-2018		Tir au revolver - Le moniteur - Mise à jour
FOR-2010		Transition revolver / pistolet - Le moniteur
FOR-2006		Maniement du fusil calibre 12 - Le moniteur
Emploi de la force - Intervention à haut risque		
FOR-2013		Intervention policière lors d'événements à haut risque - Le moniteur
FOR-2012		Intervention policière lors d'événements à haut risque - Le moniteur - Formation complémentaire
Emploi de la force - Contrôle de foule		
	2	Contrôle de foule cote d'alerte 1 - Le moniteur

Note :
1. Cours avec préalable, voir le répertoire des cours.
2. Cours en développement (le contenu et/ou la durée seront déterminés ou précisés suite aux consultations).
3. L'École n'offre pas de formation en ce domaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL - NIVEAU DE SERVICE 1 (suite)

CATÉGORIE : FORMATION DES FORMATEURS (suite)

Appareils de détection d'alcool		
SER-2006		Alcotest® 7410 GLC - Le moniteur
SER-2007		Alcotest® 7410 GLC - Le moniteur - Requalification et mise à jour
SER-2008		Alco-Sensor IV DWF - Le moniteur
SER-2010		Alco-Sensor IV DWF - Le moniteur - Requalification et mise à jour
Cinémomètres		
Code de cours	Note	Titre du cours
SER-2004		Le cinémomètre Doppler - Le moniteur
SER-2005		Le cinémomètre Doppler - Le moniteur - Requalification et mise à jour
SER-2002		Le cinémomètre laser - Le moniteur
SER-2003		Le cinémomètre laser - Le moniteur - Requalification et mise à jour

Note :
1. Cours avec préalable, voir le répertoire des cours.
2. Cours en développement (le contenu et/ou la durée seront déterminés ou précisés suite aux consultations).
3. L'École n'offre pas de formation en ce domaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL - NIVEAU DE SERVICE 2

CATÉGORIE : ENQUÊTES

Code de cours	Note	Titre du cours
	2	Crimes graves contre la personne
		Ce cours couvre les sujets suivants : meurtre intrafamilial, négligence criminelle ayant causé la mort, tentative de meurtre, accident de travail mortel, vol qualifié dans les institutions financières et les transporteurs d'argent, meurtre, infanticide, enlèvement avec évidence de risques pour la vie, extorsion, accident d'aéronef mortel, pornographie juvénile, décès à l'occasion d'une intervention d'un autre corps de police sur l'ensemble du territoire du Québec, gangstérisme pour les délits relevant de son niveau de service, contrôle des témoins repentis, protection des témoins, trafic d'armes et enlèvement extraprovincial. (Excepté agression sexuelle et abus physique d'enfants)
ENQ-2015	2	Enquête sur le crime économique (incluant fraude commerciale et immobilière)
	2	Crime organisé - Motards, gangs de rue, trafic de stupéfiants
ENQ-2012	2	Enquête sur le crime organisé
ENQ-2003		Enquête sur l'abus physique et le décès de jeunes enfants
ENQ-2007		Enquête sur le vol de véhicules à moteur
ENQ-3002		Entrevue filmée d'un suspect

CATÉGORIE : MESURES D'URGENCE

Code de cours	Note	Titre du cours
	2	Contrôle de foule avec risque d'agitation - Membre d'un peloton
	2	Membre d'une équipe d'endiguement
	2	Responsable d'une équipe d'endiguement - Le moniteur
	2	Commandant de scène

Note :
1. Cours avec préalable, voir le répertoire des cours.
2. Cours en développement (le contenu et/ou la durée seront déterminés ou précisés suite aux consultations).
3. L'École n'offre pas de formation en ce domaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL - NIVEAU DE SERVICE 2 (suite)

CATÉGORIE : SERVICES DE SOUTIEN

Code de cours	Note	Titre du cours
	2	Technicien en scène d'incendie
SER-2021		Reconstitutionniste en scène de collision
ENQ-2013		Agent d'infiltration
	2	Identification des numéros de série de véhicules
	3	Technicien en scène de crime et en identité judiciaire (cours offert par le Collège canadien de police)

CATÉGORIE : FORMATION DES FORMATEURS

	2	Chef de peloton - Le moniteur
	2	Responsable d'une équipe d'endiguement - Le moniteur

Note :
1. Cours avec préalable, voir le répertoire des cours.
2. Cours en développement (le contenu et/ou la durée seront déterminés ou précisés suite aux consultations).
3. L'École n'offre pas de formation en ce domaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL - NIVEAU DE SERVICE 3

CATÉGORIE : ENQUÊTES

Code de cours	Note	Titre du cours
	2	Crime organisé - Production, trafic et possession de drogues illicites visant les niveaux supérieurs de fournisseurs
ENQ-2014		Enquête sur les produits de la criminalité

CATÉGORIE : SERVICES DE SOUTIEN

Code de cours	Note	Titre du cours
	3	Équipe cynophile en matière de drogue, protection et pistage
	2	Analyse de déclaration pure
	3	Extraction de banques de données informatiques (cours offert par le Collège canadien de police) Filature (évaluation de la demande en cours)

Note :
1. Cours avec préalable, voir le répertoire des cours.
2. Cours en développement (le contenu et/ou la durée seront déterminés ou précisés suite aux consultations).
3. L'École n'offre pas de formation en ce domaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL - NIVEAU DE SERVICE 4

CATÉGORIE : MESURES D'URGENCE

Code de cours	Note	Titre du cours
	2	Contrôle de foule avec risque d'agitation, de débordement et d'émeute - Cote d'alerte 3

CATÉGORIE : SERVICES DE SOUTIEN

Code de cours	Note	Titre du cours
	2	Surveillance électronique

Note :
1. Cours avec préalable, voir le répertoire des cours.
2. Cours en développement (le contenu et/ou la durée seront déterminés ou précisés suite aux consultations).
3. L'École n'offre pas de formation en ce domaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL - NIVEAU DE SERVICE 5

CATÉGORIE : GENDARMERIE

Code de cours	Note	Titre du cours
		Patrouille nautique - Capitaine classe II
	3	Surveillance aérienne

CATÉGORIE : ENQUÊTES

Code de cours	Note	Titre du cours
	3	Gestion d'événements terroristes

CATÉGORIE : SERVICES DE SOUTIEN

Code de cours	Note	Titre du cours
	3	Technicien en explosifs (cours offert par le Collège canadien de police)
ENQ-1001		Conception informatique d'un portrait-robot à l'aide du logiciel «Faces»
	2	Conception informatique d'un portrait-robot à l'aide du logiciel «IFITS»
	3	Plongée sous-marine
	3	Désamorçage et manipulation d'explosifs (cours offert par le Collège canadien de police)
	3	Équipe cynophile en matière d'explosifs
	3	Renseignements de sécurité opérationnelle (cours offert par le Collège canadien de police)
	3	Polygraphie et hypnose (cours offert par le Collège canadien de police)

Note :

- 1. Cours avec préalable, voir le répertoire des cours.
- 2. Cours en développement (le contenu et/ou la durée seront déterminés ou précisés suite aux consultations).
- 3. L'École n'offre pas de formation en ce domaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL - NIVEAU DE SERVICE 5 (suite)

CATÉGORIE : MESURES D'URGENCE

Code de cours	Note	Titre du cours
	2	Membre d'un groupe d'intervention
	2	Responsable d'un groupe d'intervention
	2	Commandant GTI
	2	Négociateur
	3	Intervention hélicoptée

Note :
1. Cours avec préalable, voir le répertoire des cours.
2. Cours en développement (le contenu et/ou la durée seront déterminés ou précisés suite aux consultations).
3. L'École n'offre pas de formation en ce domaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL - NIVEAU DE SERVICE 6

CATÉGORIE : ENQUÊTES

Code de cours	Note	Titre du cours
	3	Phénomènes criminels hors du commun
	3	Coordination policière de la lutte au crime organisé
80	3	Incendies en série sur une base interrégionale
	3	Corruption de fonctionnaire judiciaire, gouvernemental ou municipal
	3	Malversation
	3	Fraude ayant des ramifications interrégionales, provinciales et hors province
	3	Crime à l'intérieur des établissements de détention provinciaux et fédéraux
	3	Entraide judiciaire internationale
	3	Crime touchant les revenus de l'état, sa sécurité ou son intégrité
	3	Cybersurveillance

CATÉGORIE : MESURES D'URGENCE

Code de cours	Note	Titre du cours
	3	Coordination du rétablissement de l'ordre lors de situations d'envergure provinciale

Note :

- 1. Cours avec préalable, voir le répertoire des cours.
- 2. Cours en développement (le contenu et/ou la durée seront déterminés ou précisés suite aux consultations).
- 3. L'École n'offre pas de formation en ce domaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

PERFECTIONNEMENT PROFESSIONNEL - NIVEAU DE SERVICE 6 (suite)

CATÉGORIE : SERVICES DE SOUTIEN

Code de cours	Note	Titre du cours
	3	Protection des personnalités internationales
	3	Protection de l'Assemblée nationale
	3	Enquête et renseignements de sécurité d'état
	3	Liaison avec Interpol
	3	Gestion du CRPQ
	3	Atteinte à la sécurité et à l'intégrité des réseaux informatiques du gouvernement
	3	Coordination SALVAC
	3	Behaviorisme ou profileur criminel
	3	Identité judiciaire spécialisée
	3	Banque centrale d'empreintes digitales

Note :
1. Cours avec préalable, voir le répertoire des cours.
2. Cours en développement (le contenu et/ou la durée seront déterminés ou précisés suite aux consultations).
3. L'École n'offre pas de formation en ce domaine.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

88. LA LISTE DES CONDITIONS ET DES TESTS REQUIS POUR ÊTRE ADMIS À L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC
ET POUR Y GRADUER.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

QUESTION 88 : LISTE DES CONDITIONS ET DES TESTS REQUIS POUR ÊTRE ADMIS À L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC ET POUR Y GRADUER

Partie I – Liste des conditions (conditions d'admission)

Partie II – Liste des tests (exigences médicales et celles relatives à la condition physique)

Partie III – Pour y graduer (évaluation et diplôme)

PARTIE I – Conditions d'admission

En vertu de la Loi sur la police, tout aspirant policier est obligé de réussir le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie de l'École nationale de police du Québec. Voici les cheminements de formation possibles pour accéder à la fonction policière au Québec :

1. obtenir un diplôme d'études collégiales (D.E.C.) en techniques policières délivré par un des 10 collèges de la province qui offrent le programme, s'inscrire à la procédure d'admission annuelle de l'École et, par la suite, réussir le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie de l'École;
2. obtenir un diplôme d'études collégiales (D.E.C.) en techniques policières délivré par un des 10 collèges de la province qui offrent le programme, détenir une promesse d'embauche d'un corps de police du Québec et, par la suite, réussir le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie de l'École;
3. détenir une promesse d'embauche d'un corps de police du Québec, obtenir une attestation d'études collégiales en techniques policières d'une durée de 26 semaines et, par la suite, réussir le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie de l'École.

Loi sur la police
(L.R.Q., c. P-13, a. 16 et 115)

Extrait de l'article 115 :

« Les conditions minimales pour être embauché comme policier sont les suivantes :

- 1° être citoyen canadien;
- 2° être de bonnes mœurs;
- 3° ne pas avoir été reconnu coupable, en quelque lieu que ce soit, d'un acte ou d'une omission que le Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46) décrit comme une infraction, ni d'une des infractions visées à l'article 183 de ce code, créées par l'une des lois qui y sont énumérées;
- 4° être diplômé de l'École nationale de police du Québec ou satisfaire aux normes d'équivalence établies par règlement de l'École.... »

Extrait de l'article 16 :

« Les conditions d'admission pour la formation en patrouille-gendarmerie établissent, entre autres, les exigences médicales et celles relatives à la condition physique auxquelles les élèves doivent répondre ».

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 88 : LISTE DES CONDITIONS ET DES TESTS REQUIS POUR ÊTRE ADMIS À L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC ET POUR Y GRADUER

PARTIE II – Liste des tests (exigences médicales et celles relatives à la condition physique)

RÈGLEMENT SUR LE RÉGIME DES ÉTUDES DE L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC (Gazette officielle du Québec, 29 octobre 2003, 135^e année, n° 44)

Article 4 du Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec :

« Pour être admis à ce programme, un candidat doit, au moment de sa demande d'inscription et jusqu'à la fin de sa formation, satisfaire aux conditions suivantes.

- 1^o être citoyen canadien;
- 2^o avoir obtenu un diplôme d'études collégiales en techniques policières délivré par le ministre de l'Éducation ou une attestation d'études collégiales en techniques policières délivrée par un collège d'enseignement général et professionnel et, en ce cas, avoir obtenu préalablement une promesse d'embauche dans les fonctions de policier par un corps de police;
- 3^o être titulaire d'un permis de conduire autorisant la conduite d'un véhicule d'urgence;
- 4^o ne pas avoir été reconnu coupable, en quelque lieu que ce soit, d'un acte ou d'une omission que le Code criminel (Lois révisées du Canada (1985), chapitre C-46) décrit comme une infraction, ni d'une des infractions visées à l'article 183 de ce Code, créées par l'une des lois qui y sont énumérées;
- 5^o avoir réussi un examen médical dans les 180 jours précédant le début de sa formation à l'École.

L'examen médical vise à s'assurer de la capacité physique et mentale du candidat à suivre le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie.

Cet examen est effectué par un médecin désigné par l'École et comporte, notamment, un questionnaire médical décrit à l'annexe « A » du présent règlement, la prise des signes vitaux, un examen de la vue, un audiogramme tonal, une prise de sang mesurant la formule sanguine complète (FSC) et le profil biochimique du candidat, une analyse d'urine ainsi qu'un examen physique complet relatif aux systèmes physiologiques et conditions médicales suivants :

- | | | |
|-----------------------------------|---------------------------------|----------------------------------|
| - le système musculo-squelettique | - les yeux et l'acuité visuelle | - les oreilles, le nez, la gorge |
| - l'acuité auditive | - le système cardiovasculaire | - le système pulmonaire |
| - le système neurologique | - le système endocrinien | - le système gastro-intestinal |
| - le système génito-intestinal | - le système dermatologique | - le système hématologique |
| - les maladies infectieuses | - l'oncologie. | |

Le candidat doit fournir au médecin toutes les informations demandées par ce dernier et se soumettre, le cas échéant, à tout examen ou analyse additionnels qu'il juge approprié.

Si le candidat ne réussit pas l'examen médical, le médecin doit indiquer sur le formulaire décrit à l'annexe « B » du présent règlement s'il s'agit d'une incapacité temporaire ou permanente.

6^o avoir réussi, pour le candidat qui détient un diplôme d'études collégiales en techniques policières, un des tests, épreuves ou cours de langue suivants:

- l'épreuve uniforme de français, langue d'enseignement et de littérature, tel que prescrit par le ministre de l'Éducation en vertu de l'article 26 du Règlement sur le régime des études collégiales, approuvé par le décret n° 1006-93 du 14 juillet 1993;
- l'épreuve de langue française exigée par un établissement d'enseignement de niveau universitaire conformément à la Loi sur les établissements de niveau universitaire (L.R.Q., c. E-14.1);
- les cours d'appoint en langue française suivis dans un établissement d'enseignement de niveau universitaire;
- le test « SEL » administré par Télé-Université au sein du réseau de l'Université du Québec;
- le test « Language Exit Exam » pour le candidat provenant du Collège John Abbott.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 88 : LISTE DES CONDITIONS ET DES TESTS REQUIS POUR ÊTRE ADMIS À L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC ET POUR Y GRADUER

- 7° payer les frais d'admission exigibles en vertu de l'article 42 de la loi.
- 8° avoir réussi les tests d'aptitudes physiques décrits à l'annexe « C » du présent règlement dans les 90 jours précédant le début de sa formation à l'École;
- 9° être titulaire d'une carte de certification en vigueur pour le cours de « Réanimation cardiorespiratoire de soins immédiats » délivrée par l'un des organismes suivants :
 - Ambulance St-Jean;
 - Croix-Rouge Canadienne;
 - Fondation des maladies du cœur du Québec.
- 10° donner ses empreintes digitales à un représentant autorisé de l'École;
- 11° être de bonnes mœurs. »

PARTIE III – Pour y graduer (Évaluation et diplôme)

Pour y graduer, il faut (1) le maintien des conditions d'admission et (2) réussir les compétences énoncées aux articles 3, 14, 15 et 16 du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec*.

Extrait de l'article 3 du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec* :

« Le programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie permet à l'étudiant d'acquérir les compétences de base en patrouille-gendarmerie.

Ce programme de formation a pour objectif général de préparer l'étudiant à intervenir adéquatement et efficacement dans le contexte des opérations policières spécifiquement reliées à la fonction de policier. Il permet notamment à l'étudiant d'acquérir les compétences suivantes:

- 1° patrouiller stratégiquement un secteur d'intervention;
- 2° intervenir lors de situations régulières;
- 3° intervenir lors de situations à risques;
- 4° intervenir lors de situations planifiées;
- 5° intégrer dans les interventions policières les dimensions légale, méthodologique, technique (tir, conduite, intervention physique), psycho-socio-communautaire et éthique.

La durée minimale de ce programme est de 434 heures. »

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

QUESTION 88 : LISTE DES CONDITIONS ET DES TESTS REQUIS POUR ÊTRE ADMIS À L'ÉCOLE NATIONALE DE POLICE DU QUÉBEC ET POUR Y GRADUER

Extrait de l'article 14 du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec* :

« L'École évalue les apprentissages liés à un programme ou à une activité de formation professionnelle auquel l'étudiant est inscrit.

L'évaluation se fait au moyen d'examens théoriques, de travaux, de mises en situation, de simulations ou de démonstrations. »

Extrait de l'article 15 du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec* :

« L'École délivre à chaque étudiant inscrit à un programme ou à une activité de formation professionnelle un relevé de notes qui fait état des résultats de l'évaluation de ses apprentissages.

Les résultats d'une évaluation d'un apprentissage sont établis comme suit:

A+	=	90 à 100 %
A	=	87 à 89 %
A-	=	84 à 86 %
B+	=	81 à 83 %
B	=	78 à 80 %
B-	=	75 à 77 %
C+	=	72 à 74 %
C	=	69 à 71 %
C-	=	66 à 68 %
D+	=	63 à 65 %
D	=	60 à 62 %
E	=	59 % et moins

La note de passage est établie à « D ». »

Extrait de l'article 16 du *Règlement sur le régime des études de l'École nationale de police du Québec* :

« L'École délivre un diplôme à l'étudiant qui a obtenu au moins la note « D » pour chacune des compétences d'un programme et qui a payé les frais de scolarité prévus au règlement pris en vertu de l'article 42 de la loi. Le diplôme mentionne le nom de l'étudiant et le titre du programme. »

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
ANNEXE « A »
QUESTIONNAIRE MÉDICAL

Nom				Prénom			
Numéro de dossier							
Adresse							
Code postal				Téléphone			

I Histoire médicale personnelle
Avez-vous déjà souffert ou souffrez-vous des problèmes ou symptômes suivants? (cocher les cases appropriées)

	Antérieurement	Actuellement	Commentaires
Tête, Nez, Bouche & Gorge			
Saignement du nez fréquent			
Congestion nasale fréquente			
Vox rauque sans rhume			
Difficulté à avaler			
Perte de goût ou de l'odeur			
Oreilles et Acuité Auditive			
Diminution de l'audition			
Utilisation de prothèses auditives			
Vertige – étourdissement			
Sifflement des oreilles			
Yeux et Vision			
Glaucome			
Cataracte			
Blessure aux yeux			
Irritation des yeux (démangeaison)			
Chirurgie des yeux			
Port de lunettes correctrices			
Port de lentilles de contact			
Système gastro-intestinal			
Douleurs abdominales persistantes			
Vomissement de sang			
Ulcère			
Hépatite			
Jaunisse			
Selles noires et/ou sang dans les selles			
Constipation persistante			
Diarrhée persistante			
Hémoroïdes			
Système urinaire			
Pierres au rein			
Maladie des reins			
Sang dans les urines			
Urines fréquentes			
Système cardiovasculaire			
Douleurs ou serrement à la poitrine			
Palpitations ou trouble du rythme			
Haute pression artérielle			
Jambes enflées (edème)			
Souffle cardiaque			
Maladie vasculaire			
Maladie cardiaque (angine et/ou crise cardiaque)			
Système pulmonaire			
Essoufflement			
Sueurs nocturnes persistantes			
Toux matinale avec crachats			
Toux avec crachats de sang			
Pneumonie			
Asthme			
Tuberculose			
Emphysème			
Troubles psychologique/humeur			
Problème de drogue ou d'alcool			
Tentative de suicide			
Dépression			
Anxiété			
Troubles de l'attention			
Attaque de panique			
Claustrophobie			
Peur des hauteurs			

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

		Antécédemment		Actuellement		Commentaires	
Système endocrinien, glandes, hormones							
Diabète							
Hypoglycémie							
Maladie de la glande thyroïde							
Système cardiovasculaire							
Maux de tête							
Convulsion, épilepsie							
Perte de connaissance / évanouissement							
Étourdissement et/ou faiblesse des membres							
Tremblement							
La peau							
Eczéma							
Éruption cutanée							
Urticaire							
Maladies infectieuses							
Sida ou HIV positif							
Rhumatisme articulaire aigu							
Sang, système lymphatique							
Anémie							
Maladies hémorragiques							
Transfusions sanguines							
Oncologie (cancer)							
Cancer (spécifiez type)							
Chirurgie							
Radiothérapie							
Chimiothérapie							
Système reproducteur, homme							
Masse (bosse) testiculaire							
Système reproducteur, femme							
Masse (bosse) au niveau des seins ou aisselles							
Douleurs menstruelles sévères							
Date des dernières menstruations :							
Autres conditions spécifiées :							

II Hospitalisations

Avez-vous déjà été hospitalisé? Si oui, remplir les cases appropriées.

	1 ^{er} fois	2 ^e fois	3 ^e fois
Raison (diagnostic)			
Date (mois/année)			
Nom du CH			

III indemnisation

Avez-vous déjà demandé ou reçu des prestations ou paiement d'indemnités à cause d'une blessure, maladie, invalidité ou accident d'automobile? Si oui, remplir les cases appropriées.

Date (Mois/année)	Nature de la blessure (Diagnostic)	Type de traitement	Type de séquelles
Commentaires :			

IV ALLERGIES : Avez- vous des allergies?

Non ☐ Oui ☐

Précisez : _____

V MÉDICATION : Prenez-vous des médicaments quelconques? Non ☐ Oui ☐

Précisez : _____

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

VI Antécédents pathologiques familiaux

Maladies	Père	Mère	
Maladie cardiaque			
Hypertension artérielle			
Maladie pulmonaire			
Asthme			
Diabète			
Migraine			
Rhumatisme/arthrite			
Dépression / anxiété / suicide			
Alcoolisme			
Cancer			
Autres maladies (spécifiez)			

VII HABITUDES DE VIE PERSONNELLES (cochez s'il vous plaît)

- 1) Fumeur :

Non

☐ Oui

☐ Non

☐ Oui

☐ Non

Nombre de cigarettes/jours : _____

Si oui nombre d'années : _____
- 2) Alcool :

Non

☐ Oui

☐ Non

☐ Oui

Quantité ☐ + de 2 verres/jour

☐ 1-2 verres/jour occasionnellement

Nombre de tasses/jour : _____
- 3) Thé-café :

Non

☐ Oui

☐ Non

☐ Oui

Précisez : _____
- 4) Drogues :

Non

☐ Oui

☐ Non

☐ Oui

Précisez : _____
- 5) Veuillez quantifier votre niveau de stress en général ?

☐ aucun

☐ faible

☐ moyen

☐ élevé

☐ excessif
- 6) Pratiquez-vous une activité physique? Non

☐ Oui

☐ Fréquence

☐

☐ moins 1 heure/semaine

☐ 1 heure à 5 heures/ semaine

☐ + de 5 heures/ semaine

Quel(s) type(s) d'activité(s) physique(s) pratiquez-vous? _____

J'atteste que les renseignements ci-dessus sont vrais au meilleur de ma connaissance. Je suis conscient (e) que toute fausse déclaration cor
renseignements fournis dans le questionnaire médical pourrait annuler ma candidature.

Signature du candidat : _____ Date : _____

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

ANNEXE « B »
RAPPORT D'EXAMEN MÉDICAL

Nom				Prénom			
Numéro de dossier							
Adresse							
Code postal				Téléphone			

La personne ci-haut mentionnée a subi un examen médical le ____ / ____ / ____.

Je suis d'opinion que cette personne :

- ☐ A réussi l'examen médical du programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie de l'École nationale de police du Québec.
- ☐ N'a pas réussi l'examen médical du programme de formation initiale en patrouille-gendarmerie de l'École nationale de police du Québec car elle a une :
 - ☐ incapacité permanente
 - ☐ Incapacité temporaire

Je ne suis pas en mesure de me prononcer, car je suis dans l'attente :

- ☐ d'information complémentaire.
- ☐ d'une correction d'un problème médical.
- ☐ d'un avis spécialisé.
- ☐ d'un test médical complémentaire.
- ☐ autre (spécifiez) : _____

Commentaires additionnels :

Signature du médecin examinateur _____ Date _____

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

ANNEXE « C »

Rapport final des tests
d'aptitudes physiques (TAP-ENPQ)
Circuit chronométré, stations indépendantes et test d'aptitude aérobic

Nom	Prénom		
Numéro de dossier	Sex	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F	Date d'évaluation
CEGEP	Poids	kg	Taille
Centre accrédité	Age		
Adresse			
Code postal	Téléphone		

Le présent rapport certifie que la personne ci-haut mentionnée a obtenu les résultats suivants :

Circuit chronométré (Durée maximale de 392 secondes)		
secondes	P	F
Stations indépendantes (Durée maximale de 4 minutes)		
Appareil de force	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Transport de mannequin	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
RCR	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Durée :	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Test d'aptitude aérobic - navette 20 mètres		
paliers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Résultat global	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Note : R=Réussite et E=Échec

Nom de l'évaluateur : Signature :

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

89. LES EFFECTIFS DE LA RACJ, PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS AINSI QUE LA MASSE SALARIALE
POUR CHACUNE DE CES CATÉGORIES POUR LA PÉRIODE 2003-2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 89 : Les effectifs de la RACJ, par catégorie d'emplois ainsi que la masse salariale pour chacune de ces catégories pour la période 2003-2004.

	2003-2004	
	Nombre	Masse salariale (\$)
Dirigeants et membres d'organismes	17	1 851 443
Cadres	8	651 637
Cadres juridiques	1	102 420
Avocats, notaires	22	1 564 738
Professionnels	25	1 524 004
Techniciens	54	2 141 008
Personnel de bureau	80	2 622 496
Sous-total	207	10 457 746
Effectifs occasionnels additionnels qui ont été octroyés par le gouvernement pour combattre l'économie au noir dans le domaine des alcools – Projet ACCES (CT 196948 du 21 août 2001 et CT 200376 et CT 200377 du 11 novembre 2003)	34	1 754 000
Contractuels à l'emploi de la Régie afin de s'acquitter de sa mission en matière de contrôle de courses de chevaux et de combats de boxe (juges, arbitres, vétérinaires, médecins)	66	824 450
Total	307	13 036 196

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

90. LA LISTE DES DIRIGEANTS DE LA RACJ, LEUR RÉMUNÉRATION RESPECTIVE POUR LA PÉRIODE 2003-2004
AINSI QUE LES AUGMENTATIONS PRÉVUES.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 90 : La liste des dirigeants de la RACJ, leur rémunération respective pour la période 2003-2004 ainsi que les augmentations prévues.

<u>PRÉVUE</u>	<u>TITRE</u>	<u>NOM</u>	<u>RÉMUNÉRATION</u>	<u>AUGMENTATION</u>
Président		M. Charles Côté	148 517 \$	Non disponible
Vice-président à la fonction juridictionnelle		M ^e Alain Lavigne	120 162 \$	Non disponible
Vice-présidente aux opérations (retraite au 6 novembre 2003)		M ^{me} Dell Dunn-Sénéchal	118 662 \$	
Vice-présidente aux opérations (date de nomination : 29 mars 2004)		M ^{me} Gisèle Pagé	110 108 \$	Non disponible
			=====	
			497 449 \$	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

91. LE NOMBRE D'ENQUÊTES ET D'INSPECTION EFFECTUÉES PAR LA RACJ ET LES CORPS DE POLICE MANDATÉS,
POUR CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITÉ POUR LA PÉRIODE 2003-2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 91 : Le nombre d'enquêtes et d'inspections effectuées par la RACJ et les corps de police mandatés, pour chaque secteur d'activité pour la période 2003-2004.

Par la Régie :

Bingos	37
Tirages	15
Concours publicitaires	9
Appareils d'amusement	49
Alcools	104
Appareils de loterie vidéo	526
Casino	1
Courses	45
Moûts	19
Autres (fabricant)	3
Transmis à un corps de police	214
Révocation de plein droit	<u>104</u>

Total 1 126 au 18 mars 2004

Par les corps de police mandatés au : Alcool – ACCES :

SPVM	1 716	au 29 février 2004
Sûretés municipales	2 961	au 29 février 2004
SQ	<u>2 686</u>	au 31 décembre 2003

Total 7 363

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

92. LE NOMBRE DE PERMIS D'ALCOOL ACCORDÉS, SUSPENDUS OU RÉVOQUÉS, POUR LA PÉRIODE 2003-2004, INCLUANT LES PRINCIPALES RAISONS DE SUSPENSION OU DE RÉVOCATION.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 92: Le nombre de permis d'alcool accordés, suspendus ou révoqués pour la période 2003 – 2004, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.				
Nombre de permis d'alcool accordés	- nouveaux	704		
	- modifications	<u>2 727</u>		
	Total :	3 431		
Nombre de permis d'alcool suspendus		461		
Nombre de permis d'alcool révoqués	- volontairement	298	➤ à la demande des détenteurs	
	- avec saisie des boissons alcooliques	1 301	➤ pour non paiement des droits ou suite à une décision des régisseurs	
	- autres	<u>184</u>	➤ idem mais sans saisie des boissons alcooliques	
	Total :	1 783		

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

93. LE NOMBRE DE LICENCES D'APPAREILS DE LOTERIE VIDÉO ACCORDÉES, SUSPENDUES OU RÉVOQUÉES, POUR LA PÉRIODE 2003-2004, INCLUANT LES PRINCIPALES RAISONS DE SUSPENSION OU DE RÉVOCATION.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 93 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées pour la période 2003 – 2004, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

La Régie attribue des licences d'exploitant de site permettant d'obtenir auprès de la Société des loteries vidéo du Québec (SLVQ) un nombre d'appareils de loterie vidéo variant de 0 à 5 appareils par licence. Toutefois les 15 mars 2002 et 15 mars 2003 le gouvernement du Québec a approuvé la décision de la Régie de suspendre la délivrance de licences d'exploitant de site de loterie vidéo. Ainsi, le nombre de licences accordées au cours du présent exercice financier constitue dans la majorité des cas, des renouvellements.

➤ Nombre de licences d'exploitant de site accordées ou renouvelées	262	
➤ Nombre de licences d'exploitant de site suspendues	115	
➤ Nombre de licences d'exploitant de site révoquées volontaires	28	(18 licences de révocation suite à une cession de l'établissement, 6 révocations et 4 révocations pour manquement)

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 93 : Le nombre de licences d'appareils de loterie vidéo accordées, suspendues ou révoquées pour la période 2003 – 2004, incluant les principales raisons de suspension ou de révocation.

La Régie attribue des licences d'exploitant de site permettant d'obtenir auprès de la Société des loteries vidéo du Québec (SLVQ) un nombre d'appareils de loterie vidéo variant de 0 à 5 appareils par licence. Toutefois les 15 mars 2002 et 15 mars 2003 le gouvernement du Québec a approuvé la décision de la Régie de suspendre la délivrance de licences d'exploitant de site de loterie vidéo. Ainsi, le nombre de licences accordées au cours du présent exercice financier constitue dans la majorité des cas, des renouvellements.

➤ Nombre de licences d'exploitant de site accordées ou renouvelées	262
➤ Nombre de licences d'exploitant de site suspendues	3
➤ Nombre de licences d'exploitant de site révoquées	183

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

94. LE NOMBRE D'ÉVÉNEMENTS DE BINGO ET DE LICENCES, SELON LA CATÉGORIE, POUR LA PÉRIODE 2003-2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 94 : Le nombre d'événements de bingo et de licences, selon la catégorie, pour la période 2003 – 2004.

Nombre d'événements de bingo

<u>Catégorie de licence</u>	<u>Nombre d'événements</u>
Bingo en salle	13 124
Bingo média	2 933
Bingo billets surprises	29 729
Total des événements	45 786 =====

Nombre de licences de bingo

<u>Catégorie de licence</u>	<u>Nombre de licences</u>
Bingo en salle	502
Bingo média	83
Bingo billets surprises	761
Bingo annuel	989
Total des licences	2 335 =====

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

95. LE NOMBRE DE LICENCES DE COURSE, DE PISTES DE COURSE, DE SALLES DE PARIS ET DE DEMANDES DE RÉCIPROCITÉ
ACCORDÉES POUR LA PÉRIODE 2003-2004.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 95 : Le nombre de licences de course, de pistes de course, de salles de paris et de demandes de réciprocité accordées pour la période 2003 – 2004.

Nombre de licences de courses: (accordées aux individus et/ou raisons sociales)	5 925
--	-------

Nombre de licences de pistes de courses:	18
--	----

Nombre de licences de salles de paris:	19
--	----

Nombre de demandes selon l'entente de réciprocité:	1 021
--	-------

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

96. LE NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LE PERSONNEL DÉSIGNÉ ET PAR LES RÉGISSEURS, POUR CHAQUE SECTEUR D'ACTIVITÉS
POUR LA PÉRIODE 2003-2004 AINSI QUE LE RÉSULTAT DE LA DÉCISION.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : Régie des alcools, des courses et des jeux – 03.01

QUESTION 96 : Le nombre de décisions rendues par le personnel désigné et par les régisseurs, pour chaque secteur d'activités pour la période 2003 – 2004 ainsi que le résultat de la décision.

Permis d'alcools		Licences de Loterie-vidéo		Licences de Tirages		Licences de Bingos		Licences d'appareils d'amusement		Concours publicitaires	
Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombre	Type de décision	Nombr
Accordée	10 228	Accordée	267	Accordée	1 343	Accordée	2 629	Accordée	1 163	Accordée	61
Refusée	370	Refusée	12	Refusée	65	Refusée	40	Refusée	0	Refusée	0
Conditionnelle	19										
Désistement	343										
Nul effet	50										
Extension de délai	0										
Révocation d'autorisation d'exploitation temporaire	180										
Révocation avec saisie	1 289										
Révocation autre	184										
Suspension	461										
Jours de suspension	4 336										

**Ministère de la Sécurité publique
Étude des crédits 2004-2005
Renseignements particuliers requis par l'opposition officielle**

QUESTIONS ADRESSÉES AU MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES MAIS QUI CONCERNENT PLUTÔT LE MSP

QUESTION N°	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
73.	La liste des municipalités ou des villes de moins de 5000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps de police municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.	
74	List des municipalités desservies par la Sûreté du Québec, copie des contrats et montant facturé à chacune d'elles pour 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004.	
75.	Liste des municipalités de plus de 5 000 habitants qui n'ont pas de corps de police.	
76.	Liste des municipalités qui ont un corps de police mais dont les services rendus ne sont pas conformes à ceux prescrits par le Règlement sur les services policiers de base.	

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

40. LISTE DES MUNICIPALITÉS OU DES VILLES DE MOINS DE 5 000 HABITANTS QUI ONT CHOISI DE CONSERVER
OU CRÉER UN CORPS POLICIER MUNICIPAL OU QUI ONT SIGNÉ DE NOUVELLES ENTENTES INTERMUNICIPALES RELATIVES
AUX CORPS POLICIERS OU QUI ONT OPTÉ POUR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

Question 40 (MAM) : Liste des municipalités ou des villes de moins de 5 000 habitants qui ont choisi de conserver ou créer un corps policier municipal ou qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers ou qui ont opté pour la Sûreté du Québec.

a) municipalités de moins de 5 000 habitants qui ont choisi de conserver ou de créer un corps de police municipal.

Le seuil de plus ou moins 5 000 habitants n'existe plus dans la loi actuelle (*Loi sur la police*) par conséquent, aucune municipalité ne répond à ce critère. En effet, depuis le 21 juin 2001, la *Loi sur la police* prévoit qu'à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de plus de 50 000 habitants ont l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal. Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants, qui étaient desservies par un corps de police municipal, elles avaient la possibilité de le maintenir dans la mesure où elles étaient aptes à fournir le niveau de services requis par la loi. Les autres municipalités sont desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.

b) municipalités de moins de 5 000 habitants qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers.

En ce qui a trait aux municipalités qui ont signé de nouvelles ententes intermunicipales relatives aux corps policiers, le Ministère n'est pas en mesure de fournir une telle liste puisque les ententes contiennent, pour la plupart, des clauses de renouvellement automatique et qu'il est de la responsabilité des municipalités de dénoncer les ententes existantes dans les délais prescrits (9 mois avant l'échéance) si elles veulent en revoir les conditions. Ainsi, le cas échéant, elles doivent soumettre à l'approbation du ministre les nouvelles ententes modifiées.

N.B. : Voir à adapter les questions aux nouvelles exigences de la *Loi sur la police*.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

41. LISTE DES MUNICIPALITÉS DESSERVIES PAR LA SÛRETÉ DU QUÉBEC, COPIE DES CONTRATS
ET MONTANT FACTURÉ À CHACUNE D'ELLE POUR 2000-2001, 2001-2002,
2002-2003 ET 2003-2004.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

Question 41 (MAM) : Liste des municipalités desservies par la Sûreté du Québec, copie des contrats et montant facturé à chacune d'elle pour 2000-2001, 2001-2002, 2002-2003 et 2003-2004.

La réponse à cette question se retrouve à la question 41 du Ministère.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

42. LISTE DES MUNICIPALITÉS DE PLUS DE 5 000 HABITANTS QUI N'ONT PAS DE CORPS DE POLICE.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

Question 42 (MAM) : Liste des municipalités de plus de 5 000 habitants qui n'ont pas de corps de police.

Le seuil de plus ou moins 5 000 habitants n'existe plus dans la loi actuelle (*Loi sur la police*) par conséquent, aucune municipalité ne répond à ce critère puisque depuis 1997, toutes les municipalités sont assujetties à la compétence, soit d'un corps de police municipal ou soit de la Sûreté du Québec.

Rappelons que, depuis le 21 juin 2001, la *Loi concernant l'organisation des services policiers* est venue établir un partage plus précis des responsabilités et une répartition des services mieux adaptés aux besoins de la population de même qu'un accroissement de la capacité des corps de police à lutter contre la criminalité. Ainsi, à l'exception des municipalités situées dans les communautés métropolitaines (CM) de Montréal et de Québec ainsi que dans les régions métropolitaines de recensement (RMR) de Chicoutimi, Hull, Sherbrooke et Trois-Rivières, seules les municipalités de plus de 50 000 habitants auront l'obligation d'être desservies par un corps de police municipal. Quant aux municipalités de moins de 50 000 habitants, qui sont actuellement desservies par un corps de police municipal, elles pourront le maintenir dans la mesure où celui-ci sera apte à fournir le niveau de services requis au 1^{er} juin 2002. Les autres municipalités sont desservies par la Sûreté du Québec dans le cadre d'ententes de services conclues avec leur MRC respective.

N.B. : Voir à adapter les questions aux nouvelles exigences de la *Loi sur la police*.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005

43. LISTE DES MUNICIPALITÉS QUI ONT UN CORPS DE POLICE, MAIS DONT LES SERVICES RENDUS
NE SONT PAS CONFORMES À CEUX PRESCRITS PAR LE RÈGLEMENT SUR LES SERVICES POLICIERS DE BASE.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2004-2005
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : Affaires policières et sécurité-protection – 01.04

QUESTION 43 (MAM) : Liste des municipalités qui ont un corps de police mais dont les services rendus ne sont pas conformes à ceux prescrits par le Règlement sur les services policiers de base.

Aucune municipalité ne répond à ce critère puisque depuis, le 21 juin 2001, la *Loi concernant l'organisation des services policiers* est venue établir des niveaux de services policiers (annexe G de la loi) en fonction du nombre d'habitants que comporte le territoire à desservir, et ce, bien que le règlement sur les services de base n'ait pas été abrogé. Ces niveaux de services précisent les responsabilités de chacun des corps de police en matière de gendarmerie, d'enquêtes, de services de soutien et de mesures d'urgences. De plus, ils précisent le rôle supplétif et complémentaire de la Sûreté du Québec, de même que sa mission à caractère national.

Par ses dispositions, la loi stipule, sauf exception, que toute municipalité faisant partie d'une communauté métropolitaine (CM) ou d'une région métropolitaine de recensement (RMR) est desservie par un corps de police municipal et, pour toute autre municipalité, que le seuil de population en fonction duquel elle est dans l'obligation d'établir son propre corps de police soit de 50 000 habitants. Toutefois, une municipalité de moins de 50 000 habitants, qui est actuellement desservie par un corps de police municipal, peut continuer de bénéficier des services d'un tel corps, dans la mesure où celle-ci démontre, dans un plan d'organisation soumis à l'approbation du ministre de la Sécurité publique, qu'elle fournit les services du niveau prescrit. À ce jour, 29 plans ont été approuvés sur le 35 soumis.

